la presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE
MONTREAL,
SAMEDI 3 MAI 1975,
91e ANNEE, No 105,
212 PAGES, 11 CAHIERS

DERNIÈRE EDITION 35¢
ABITIBI/CÔTE-NORD 35¢

METEO
Passages nuageux, percées de soleil.
Minimum 5 Maximum 16
Demain : plutôt nuageux.
Détails à la page A 2.

La Commission Cliche blâme Cournoyer

Un rapport au "contenu explosif"

par Yves LECLERC
et Pierre VENNAT

Le rapport de la Commission Cliche, un volumineux document de 602 pages comportant 134 recommandations au "contenu explosif", selon les propres termes d'un informateur de LA PRESSE, sera rendu public mardi par le premier ministre Bourassa, qui l'a reçu hier après-midi à Québec des mains des trois commissaires.

M. Bourassa a immédiatement annoncé son intention de donner suite avant l'été aux principales recommandations du rapport, qui traite de l'ensemble de l'industrie de la construction depuis la liberté syndicale jusqu'aux comportements patronaux, en passant par la démocratie sur les chantiers, la représentation syndicale, les structures patronales, "le Système et ses alliés", la sécurité physique, la sécurité d'emploi et les conditions de vie.

Certaines recommandations visent des individus en particulier, et demanderaient que des mesures ou même des actions en justice soient prises à leur égard. Rencontré hier à Montréal, le ministre de la Justice, M. Jérôme Choquette, a admis qu'avant même d'avoir pris connaissance du rapport, il avait envisagé cette possibilité et que les enquêtes faites par son ministère et par la Sûreté du Québec dans certains secteurs ont été "approfondies" en vue de cette éventualité, en tenant compte des révélations survenues au cours de l'enquête de la Commission.

Se fiant sur une source "ayant lu le texte du rapport", le quotidien Le Devoir précise même que les commissaires:

— critiquent sérieusement le ministre du Travail, M. Jean Cournoyer, mais ne le condamnent pas, estimant que son cas relève plutôt de l'Assemblée nationale;

— blâment sévèrement l'ancien conseiller spécial du premier ministre, M. Paul Desrochers, et plusieurs hauts fonctionnaires;

— ne critiquent pas nommément le premier ministre, mais "sa responsabilité est clairement établie";

— visent durement le "roi de la FTQ-construction" André Desjardins au point qu'un lecteur du rapport a pu s'exclamer : "Il est fini !"

Organismes et lois

Par ailleurs, plusieurs unions internationales de la FTQ encourent les foudres des commissaires, notamment le local 791 des Opérateurs de machinerie lourde, le local 144 des plombiers et le local 568 des électriciens ainsi que leurs dirigeants.

Dans l'ensemble, les critiques sont réparties entre les trois grands "partenaires" de l'industrie: syndicats, patronat et gouvernement.

Plusieurs des recommandations majeures du rapport (dont certaines se divisent en dix et même douze "sous-sections" pour faire un total de plus de 200 propositions diverses) exigeront des changements à la législation. Plus

Voir RAPPORT, page A 2

Trudeau joue un rôle effacé

par Claude GRAVEL
envoyé spécial de LA PRESSE

KINGSTON, Jamaïque — Le premier ministre canadien Pierre Trudeau a laissé entendre hier qu'il n'avait guère apprécié le fait que les organes d'information lui aient attribué d'avance "un rôle de leadership" dans un éventuel rapprochement entre les pays industrialisés et les nations en voie de développement concernant la création d'un nouvel ordre économique mondial.

Au cours d'une conférence de presse ouverte à tous les reporters qui couvrent la rencontre des chefs de gouvernement du Commonwealth, en Jamaïque, M. Trudeau a paru particulièrement irrité par la question d'une journaliste qui lui a demandé ce qu'il advenait du rôle que les journaux canadiens lui prêtaient avant son départ, il y a une semaine.

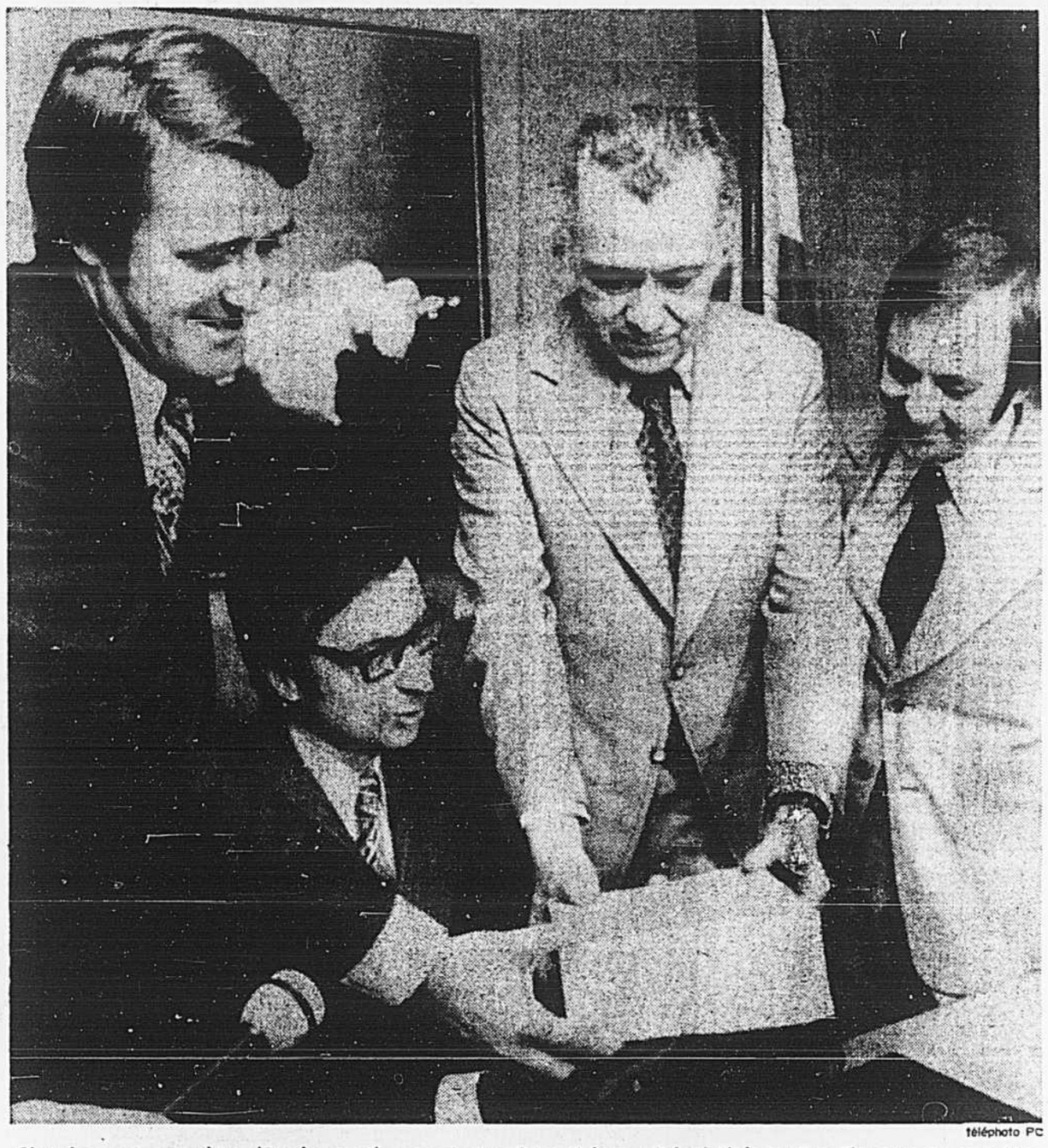
"Qui a dit que je devais jouer un rôle de leadership?", a demandé le Premier ministre.

"C'était écrit dans les journaux." naux."

— Allons, a répliqué M. Trudeau, croyez-vous réellement tout ce que publient les journaux?

En effet, le Premier ministre canadien joue dans la présente conférence un rôle beaucoup plus effacé que ne l'avaient cru les correspondants canadiens. Jusqu'à maintenant, dans aucune des questions à

Voir TRUDEAU, page A 2



téléphoto PC

C'est dans une atmosphère détendue que les commissaires Brian Mulroney, Robert Cliche et Guy Chevrette ont remis hier au premier ministre Robert Bourassa le rapport final de leur enquête sur l'industrie de la construction; malgré les sourires de circonstance, l'épais document contient sans doute des critiques assez vives à l'égard du gouvernement et de certains membres de l'entourage de M. Bourassa.

Du nouveau à l'éditorial

Dès la semaine prochaine, la section éditoriale comptera, du lundi au vendredi, une page additionnelle qui sera mobile dans un premier temps, mais devrait éventuellement se fixer dans le voisinage immédiat de la page éditoriale.

Pourquoi cette nouvelle page ? Pour permettre aux lecteurs de s'exprimer plus abondamment. Depuis plusieurs années, LA PRESSE accueille les opinions de ses lecteurs en page éditoriale parce qu'elle considère de son devoir de donner une voix aux citoyens qui sentent le besoin de s'exprimer. Comme l'espace disponible ne pouvait plus satisfaire le nombre croissant de correspondants, LA PRESSE a décidé de doubler l'espace disponible, afin de répondre à ce besoin.

Soulignons que cette nouvelle page ne contiendra pas toujours que des lettres de lecteurs. Selon les variations du courrier, il arrivera que des documents d'intérêt public seront publiés dans cette page à la suite des lettres.

Les lecteurs de LA PRESSE sont donc invités à exprimer publiquement leurs vues dans nos colonnes, à la condition que les lettres répondent, comme d'habitude, aux conditions suivantes : intérêt du sujet, effort de concision, courtoisie dans les termes, coordonnées de l'auteur (nom, adresse, numéro de téléphone pour fins de contrôle éventuel). LA PRESSE se réserve le droit d'abréger une lettre et même d'en améliorer la forme sans évidemment en altérer le fond.

De plus, le renouveau printanier se fera sentir lundi prochain dans la page éditoriale avec une nouvelle toilette typographique qui, nous l'espérons, plaira autant aux lecteurs qu'aux éditorialistes qui y trouveront une souplesse qui fait défaut dans la forme actuelle.

Marcel ADAM
Editorialiste en chef

AUJOURD'HUI

Victor-Lévy Beaulieu, Nicole Brossard, prix du Gouverneur général

Entente de principe chez les pompiers — page A 3

Le temps est venu de songer à remplacer Louis Laberge — page A 6

Québécor "en crise" est forcé de fermer le Journal du Nord-Ouest — page A 8

Le monstre gruge la ville — page B 1

Illich, la médecine contre la santé — cahier E

Un plan global pour les Postes

Dans une entrevue accordée à LA PRESSE, hier, le ministre des Postes, M. Bryce Mackasey, a dévoilé un plan pour remettre de l'ordre dans le service postal. Il estime, cependant, que les problèmes plus aigus qui se posent à Montréal ne pourront être résolus avant longtemps.

— pages D 12 et D 13

Des Américains aux réfugiés : "Go home" — page G 1

Soljénitsyne en "retraite spirituelle" à Montréal

Yves Ménard : les $100,000 d'Air Canada, un bon placement — page D 19

SOMMAIRE

Arts et lettres : E 1 à E 19
Bandes dessinées : D 14
Bâtir au Québec : F 2, F 3
Bricolage : F 1
Cinéma : E 8
Décès, naissances, etc. : H 19
Echecs : D 16
Economie : A 8 à A 13, A 23
Editorial : A 4
Enigme de la semaine : D 6
Etes-vous observateur ? : G 16
Horoscope : B 5
Informations étrangères : G 1
Informations nationales : D 12
Jardins et maisons : F 1
La grille des mordus : D 14
La gastronomie : E 23
"Le monde sont drôle" : H 6
LE PARRAIN : H 1
Les maux de notre langue : G 3
Loisirs et récréation : D 14, D 15
Mots croisés : F 5
Nos amies les bêtes : H 7
Petites annonces : F 4 à F 7, G 4 à G 16, H 1 à H 19
Sciences : D 17
Sports : D 1 à D 11
Vacances-voyages : C 1 à C 16
Vivre aujourd'hui : B 1 à B 6



"Je campe au Québec"
Une chronique nouvelle qui permet aux jeunes du Québec de découvrir, d'agréable façon, les mille et un trucs du parfait campeur. "Je campe au Québec", avec Henri Poupart.

— page D 15

Congrès décisif pour l'avenir de Claude Wagner au sein du PC

par Pierre-Paul GAGNE

GRANBY — En bonne partie, c'est aujourd'hui, à Granby, où se tient le congrès annuel de l'aile québécoise du Parti conservateur, que pourrait bien se jouer l'avenir politique de M. Claude Wagner au sein de cette formation politique.

Il est peu probable que M. Wagner profite de l'occasion pour annoncer immédiatement son intention de briguer les suffrages à la succession du chef conservateur actuel, M. Robert Stanfield, mais le député de Saint-Hyacinthe aura tout au moins l'occasion de profiter de la présence des militants les plus actifs du parti pour s'assurer, une fois pour toute, de la fidélité des troupes québécoises à son égard.

Il est de notoriété publique que des militants conservateurs québécois n'ont jamais accepté le leadership de M. Wagner et on reproche à ce dernier de n'avoir rien fait pour les "récupérer".

A environ un an du congrès au leadership conservateur, M. Wagner devait d'ailleurs lui-même admettre, hier soir, que le principal enjeu de la présente réunion était sans conteste d'obtenir un consensus autour du candidat auquel les militants québécois donneront leur appui.

M. Wagner sera-t-il ce candidat? Celui-ci se garde bien de l'annoncer immédiatement, mais ses nombreuses tournées à travers le Canada, au cours des derniers mois, laissent prévoir qu'il est fortement intéressé à tenter sa chance.

"On apprend à devenir patient en vieillissant...", devait-il déclarer, hier soir, mais chose certaine, ce n'est certes pas un hasard si la direction du parti l'a choisi pour présider l'atelier portant sur le Québec et sur l'orientation du parti, atelier où seront assurément débattues, aujourd'hui, des questions comme le prochain congrès au leadership, la nécessité d'élire un chef parfaitement bilingue, l'opportunité de créer un parti conservateur provincial.

A cet égard, il est d'ailleurs intéressant de constater que l'un des principaux promoteurs de l'idée de créer un parti provincial, M. Heward Graftey, député de Brôme-Missisquoi, a été confiné dans l'atelier portant sur la

Voir CONGRES, page A 2



photo René Picard, LA PRESSE

M. Claude Wagner joué peut-être, en fin de semaine, son avenir politique au sein du Parti progressiste-conservateur.

mini-loto Vendredi 2 mai 1975

TIRAGE: 05 — 32 Séries émises — 90,000 chacune

53701 — possibilité de : 32 gagnants de $5,000.
3701 — 256 gagnants de $500.
701 — 2592 gagnants de $100.

inter-loto Tirage: 2 mai 1975

1,113,429 billets vendus — 3,387 gagnants — $737,200.00 en prix

1er NO. COMPLET	1	8	8	7	3	3	5	GAGNE $125,000.	
11 BILLETS SE TERMINANT PAR			8	7	3	3	5	GAGNENT $5,000.	
96 BILLETS SE TERMINANT PAR				7	3	3	5	GAGNENT $1,000.	
1013 BILLETS SE TERMINANT PAR					3	3	5	GAGNENT $250.	
2e NO. COMPLET	2	7	2	5	2	4	9	GAGNE $50,000.	
12 BILLETS SE TERMINANT PAR			2	5	2	4	9	GAGNENT $500.	
99 BILLETS SE TERMINANT PAR				5	2	4	9	GAGNENT $100.	
1022 BILLETS SE TERMINANT PAR					2	4	9	GAGNENT $50.	
3e NO. COMPLET	2	0	3	4	6	2	0	GAGNE $25,000.	
9 BILLETS SE TERMINANT PAR			3	4	6	2	0	GAGNENT $500.	
107 BILLETS SE TERMINANT PAR				4	6	2	0	GAGNENT $100.	
1015 BILLETS SE TERMINANT PAR					6	2	0	GAGNENT $50.	

AVIS AUX GAGNANTS — NOUVELLE ADRESSE A COMPTER DU 1ER MAI
2000 Berri (Angle Ontario) Tél.: 873-5350-53

RAPPORT

SUITE DE LA PAGE A 1

d'une demi-douzaine de lois actuelles sont directement touchées, notamment les Lois 290 et 9 sur l'industrie de la construction, et la Loi des syndicats professionnels. D'après M. Bourassa, certains amendements seront apportés avant la fin de la présente session, le reste suivant vraisemblablement à l'automne.

En recevant le rapport, le premier ministre a noté "l'importance exceptionnellle" de ce travail réalisé en tout juste un an au coût de $943,000. Le juge Robert Cliche, de son côté, a souligné l'unanimité réalisée par les commissaires et l'aide apportée par "une merveilleuse équipe de travail" qui a fouillé 16 mémoires, étudié des centaines de documents et entendu 279 témoins (dont deux ministres) en l'espace de quelques mois.

Maraudage retardé

Pour sa part, le ministre du Travail, M. Jean Cournoyer, à qui le juge Cliche avait téléphoné dans la matinée d'hier, a affirmé qu'il ne connaissait pas encore le contenu du rapport, et que tout ce que le président de la Commission lui avait révélé était la liste des 19 têtes de chapitre.

"Une liste impressionnante, a-t-il dit, et qui à première vue indique que la Commission Cliche a bien traité de l'ensemble de la situation." Il a même constaté que rien ne semblait avoir été oublié, et sans rien révéler directement, s'est hasardé à certaines "hypothèses":

— Ainsi, "il sera peut-être nécessaire de retarder la période de maraudage prévue pour l'automne (c'est la seule période où les ouvriers de la construction ont le droit de changer de syndicat) de façon à mettre en place les recommandations de la Commission Cliche sur l'exercice de la liberté syndicale".

— Si le rapport aborde la question de la politique d'octrois de contrats par le gouvernement, "il faudra alors confier à d'autres ministères ou organismes le soin d'étudier la question".

— Si le rapport recommande d'enlever aux syndicats le placement de la main d'oeuvre, "le ministère du Travail n'est pas prêt actuellement à prendre la relève immédiatement".

Pour le moment, aucun comité de travail n'a été mis sur pied pour étudier le rapport et prévoir la mise en oeuvre de ses recommandations, même si le ministre a nommé récemment un coordonnateur de l'industrie de la construction au Québec, M. Marcel Dion, qui sera vraisemblablement chargé de la mise en pratique des mesures proposées.

On sait par ailleurs qu'il y a à peine plus d'un mois, M. Cournoyer a fait parvenir aux parties intéressées un projet de règlement sur la formation et la qualification de la main d'oeuvre, un domaine sur lequel on s'attend à ce que la Commission Cliche ait plusieurs suggestions à faire.

Dix mois d'enquête

La naissance de la Commission Cliche remonte au sac du camp LG-2 de la Baie James, en mars 1974. Quelques jours après ces événements, le ministre Cournoyer avait annoncé la formation prochaine d'une Commission d'enquête sur la violence dans les chantiers, Commission dont le mandat a par la suite été élargi à toute l'industrie de la construction.

Les trois commisssaires ont été assermentés le 3 mai suivant, et se sont immédiatement mis à l'oeuvre avec l'aide d'une demi-douzaine de procureurs sous les ordres de Me Jean Dutil (aujourd'hui juge et responsable de l'enquête sur le crime organisé) puis de Me Lucien Bouchard.

En dix mois d'enquête, la Commission a reçu 16 mémoires et fait comparaître 279 témoins en 68 journées d'audience, dont la plupart ont été marquées de révélations et de rebondissements imprévus.

De LG-2 au Parlement

Si au début les faits rendus publics ont porté essentiellement sur la situation à la Baie James et sur les problèmes de conflits syndicaux, rapidement l'enquête a étendu son champ d'action pour s'intéresser aussi aux activités des employeurs et industriels en rapport avec l'industrie de la construction, puis à celle de plusieurs hauts-fonctionnaires, pour enfin aboutir au Parlement de Québec, à la porte même du bureau du premier ministre Bourassa.

Il faut donc s'attendre à ce que le rapport présente des aspects explosifs et à ce que les critiques qu'il contient s'adressent à tous les milieux intéressés, y compris le politique. "Il y a de tout et pour tout le monde", a noté un des commissaires à Québec hier.

Une indication du caractère brûlant du document est le fait que, malgré toutes les précautions prises par la Commission pour ne rien ébruiter, des fuites aient déjà commencé à se produire.

Interrogé tard hier soir au téléphone, le juge Cliche a affirmé catégoriquement que ces indiscrétions ne pouvaient provenir de la Commission ou de son personnel. Comme on lui soulignait que seuls la Commission et l'entourage du premier ministre étaient à même de connaitre le contenu du rapport, il a répliqué: "Tirez vous-mêmes vos propres conclusions, moi, je ne dis rien."

Il a refusé de confirmer ou de démentir aussi bien les détails obtenus par LA PRESSE que ceux publiés par Le Devoir, se contentant de noter que "ces choses-là", vraies ou pas, étaient loin de représenter l'essentiel du document.

Révélation mardi

De toute façon, c'est presque certainement mardi prochain, vers trois heures de l'après-midi, que la totalité du rapport sera révélée à Québec par le premier ministre. C'est probablement pour couper court aux spéculations que celui-ci a décidé d'agir aussi rapidement, sans même attendre d'avoir pu étudier à fond le document qui pourtant contient sans doute des critiques assez sévères à l'égard d'une partie de son gouvernement.

M. Bourassa n'attendra même pas que le rapport soit imprimé dans son format définitif, avec en annexe 7 ou 8 mémoires d'experts portant sur divers aspects de l'industrie de la construction, notamment le coût des grèves illégales et vraisemblablement la sécurité physique sur les chantiers. Ce travail d'impression sous forme de livre devrait pourtant être terminé d'ici quinze jours au plus tard.

CONGRES

SUITE DE LA PAGE A 1

négociation des programmes conjoints entre Ottawa et les provinces.

Comme on sait, M. Wagner n'a jamais caché son désaccord avec cette idée et il est prévisible qu'il tentera, au cours du congrès, de la faire rejeter une fois pour toute.

Congrès où on s'intéressera beaucoup plus à des questions de leadership qu'à l'adoption de résolutions; il pourrait bien s'agir d'un point tournant dans la carrière de M. Wagner, car celui-ci ne saurait certes vouloir prétendre à la chefferie nationale sans avoir toute la délégation québécoise de son côté.

Dans l'entourage de ce dernier, on se disait confiant, hier soir, que les dernières dissensions allaient disparaître au cours du week-end, notamment en raison du fait que les "anti-Wagner" n'ont plus aucun Marcel Masse sur lequel s'appuyer.

Plusieurs rumeurs veulent que M. Stanfield soit intéressé à appuyer la candidature du député de Saint-Hyacinthe pour lui succéder. Chose certaine, le chef tory actuel sera lui-même sur place, aujourd'hui, pour s'assurer personnellement que son éventuel dauphin soit, au moins, bien accepté par la grande majorité des militants de sa province.

TRUDEAU

SUITE DE LA PAGE A 1

l'ordre du jour, qu'il s'agisse du nouvel ordre économique ou du programme rhodésien, le chef du gouvernement canadien ne s'est signalé par une intervention majeure.

Au sujet d'un éventuel rapprochement économique entre les nations riches et pauvres, seuls le premier et le premier ministre guyanais ministre britannique Harold Wilson Forbes Burnham ont mis de l'avant des propositions étoffées, qui seront étudiées par un comité d'experts avant la réunion des ministres des finances du Commonwealth, en Guyane en août prochain.

M. Trudeau a dit qu'il accepterait de se rendre à la session d'automne de l'Assemblée générale des Nations Unies qui doit étudier un rapprochement économique entre les pays riches et pauvres, s'il avait "quelque chose de nouveau à dire", mais qu'il ne s'y rendrait pas pour répéter uniquement les positions antérieurement énoncées par le Canada.

Le Canada souhaite, en particulier, que les pays qui ont des richesses naturelles mais aucune technique pour les transformer se joignent à ceux qui possèdent les techniques mais peu de matières premières.

Le Premier ministre canadien ne pense toutefois pas que les nations du Commonwealth aient un point de vue commun à défendre à l'ONU au sujet du changement de l'ordre économique mondial. "Le Commonwealth, a-t-il dit, vise avant tout à favoriser les échanges entre ses membres. Il n'est pas une association économique comme peut l'être la Communauté Economique Européenne."

Concernant la question sud-africaine, M. Trudeau a déclaré qu'on ne peut empêcher la Rhodésie de M. Ian Smith de se comporter comme un état indépendant. Il a toutefois admis qu'il fallait aider la majorité noire de ce pays à améliorer ses conditions de vie. Le Premier ministre a noté que le Canada a consacré $100,000 à l'instruction des jeunes Rhodésiens africains et qu'il enverra bientôt une mission économique en Angola et au Mozambique.

Interrogé sur le Vietnam, M. Trudeau a affirmé qu'une certaine "confusion" existait toujours au Sud-Vietnam après la chute de Saigon, et que le gouvernement canadien attendait la suite des événements avant de reconnaître officiellement le nouveau gouvernement.

D'autre part, le Premier ministre n'est pas théoriquement opposé à une éventuelle aide canadienne au nouveau Vietnam, mais il a dit que le Canada préférait savoir réellement ce qui allait se passer dans le Sud-est asiatique avant de prendre quelque engagement que ce soit.

Un cartel des pays en voie de développement

Trudeau: une arme à deux tranchants

KINGSTON, Jamaïque (UPI) — Lors de la conférence de presse qu'il donnait hier à Kingston, en Jamaïque, le premier mihistre Trudeau a émis des réserves à l'endroit de la proposition soumise à la conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth par le premier ministre de la Guyane, M. Forbes Dunham, suggérant que les pays en voie de développement se groupent en cartels pour mieux vendre leurs produits, un peu à la manière des pays producteurs de pétrole.

M. Trudeau s'est dit d'avis qu'il pourrait s'agir là d'une arme à deux tranchants qui risquerait de causer un tort considérable à des nations comme l'Inde, tout en favorisant les pays déjà riches comme le Canada.

Il a fait remarquer en effet que l'Inde, pays importateur, se trouverait lésée si les pays producteurs se groupaient en associations, tandis que le Canada, 5e exportateur mondial, ne pourrait que bénéficier d'une telle formule.

De plus, les cartels ne dureraient pas longtemps, selon M. Trudeau, et en cas de surproduction, ils éclateraient rapidement en raison des pressions dues à la concurrence.

Le premier ministre préconise plutôt une industrialisation des pays en voie de développement, au moyen d'un accord triangulaire: les pays producteurs de pétrole, qui ne savent pas quoi faire de leur argent, a-t-il dit, pourraient s'associer avec les pays technologiquement avancés pour financer des programmes d'industrialisation dans les pays en voie de développement, ce qui ne pourrait que profiter aux trois composants du triangle.

Des réfugiés de l'ambassade de France ne sont pas encore arrivés en Thaïlande

ARANYAPRATHET (AFP) — Une centaine de personnes sur les 635 qui s'étaient réfugiées à l'ambassade de France à Phnom Penh sont restées au Cambodge et ne sont pas dans le convoi de trois autocars qui a passé la frontière aujourd'hui en fin de matinée, a dit à l'AFP un responsable de la Croix-Rouge.

Les correspondants de presse, et parmi eux les deux envoyés spéciaux de l'AFP Jean-Jacques Cazaux et Claude Juvenal, ont annoncé qu'ils feraient une déclaration commune en anglais d'un moment à l'autre, mais qu'il n'accorderaient pas d'interview.

On ne sait pas exactement le nombre des réfugiés qui sont restés au Cambodge — 100 ou 120 — pourquoi et où, Phnom Phen? Battambang? — et quelles sont leurs nationalités.

Les 635 réfugiés représentaient 22 nations.

LA MÉTÉO

Dans le haut Saint-Laurent, une faible surface frontale située à l'est du lac Ontario amène un ciel couvert avec quelques averses, de la vallée de l'Outaouais jusqu'à Québec.

Demain, il y aura encore des nuages dans l'estuaire du fleuve, mais la partie ouest de la province devrait se dégager progressivement.

à Montréal

AUJOURD'HUI	DEMAIN
Minimum : 5 — Maximum : 16	Minimum : 5 — Maximum : 16
Passages nuageux	Plutôt nuageux

au Québec

REGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Saint-Maurice	5	16	Nuageux	Nuageux
Outaouais	5	16	Nuageux	Nuageux
Laurentides	5	13	Averses, dégagement	Nuageux
Cantons de l'Est	5	13	Averses, dégagement	Nuageux
Québec	5	13	Averses, dégagement	Nuageux
Rimouski	0	12	Nuageux, averses	Généralement ensoleillé
Lac-Saint-Jean	0	12	Nuageux, averses	Généralement ensoleillé
Baie-Comeau	0	12	Nuageux, averses	Généralement ensoleillé
Sept-Iles	0	12	Nuageux, averses	Généralement ensoleillé
Gaspé	0	12	Nuageux, averses	Généralement ensoleillé

au Canada

	Aujourd'hui		Min.	Max.
Colombie-Britannique	Nuageux	Edmonton	-2	16
Alberta	Nuageux	Vancouver	9	9
Saskatchewan	Nuageux	Régina	0	9
Manitoba	Nuageux	Winnipeg	3	10
Ontario	Nuageux	Toronto	8	21
Nouveau-Brunswick	Nuageux	Fredericton	-3	15
Nouvelle-Ecosse	Nuageux	Halifax	-2	12
Ile-du-Prince-Edouard	Nuageux	Charlottetown	-3	11
Terre-Neuve	Clair	Saint-Jean	-1	1

si vous partez

Aux Etats-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
New York	8	15	Chicago	8	22	New Orleans	16	28
Washington	11	24	San Francisco	8	24	Miami	20	29
Boston	10	10	Los Angeles	11	18			

Vers les capitales

Paris	—	—	Moscou	—	22	Hong Kong	26	—
Londres	—	16	Stockholm	—	7	Lisbonne	—	24
Rome	—	18	Tokyo	18	—	Sidney	17	—
Berlin	—	23	Athènes	—	20	Tunis	—	21
Amsterdam	—	11	Casablanca	—	20	Vienne	—	19
Bruxelles	—	14	Genève	—	17	Varsovie	—	15
Madrid	—	20	Le Caire	—	26			

Vers les plages

Acapulco	24	30	Bermudes	24	28	Nassau	20	29
Mexico	13	29	Barbade	21	28	Rio de Janeiro	—	—

(Ces chiffres indiquent le maximum enregistré hier et le minimum la nuit dernière)

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations par imprimées à LA PRESSE sont également réservés. "Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400". Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS

Livraison à domicile: Lundi au samedi $1.15
Lundi au vendredi $1.00
Samedi seulement 0.35

ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE

Nombre de semaines	13	26	52
par porteur:			
Lundi au samedi	$13.80	$27.60	$55.20
Lundi au vendredi	12.00	24.00	48.00
Samedi seulement*		9.10	18.20
par courrier:			
Lundi au samedi	$26.00	$52.00	$104.00
Lundi au vendredi	19.50	39.00	78.00
Samedi seulement	9.10	18.20	36.40

*Minimum de 26 semaines

Côte-Nord, par avion, 0.40

Pour tout genre d'abonnement, nos bureaux sont ouverts de 8h à 15h 30 (Samedi: 8h à 16h).
874-6911

INFORMATION GÉNÉRALE	874-7272
RÉDACTION	874-7070
ÉDITORIAL	874-7030
PROMOTION	874-7100
RELATIONS DE TRAVAIL	874-7303
PETITES ANNONCES	
Commandes (du lundi au vendredi: 9h à 17h)	874-7111
Pour changer ou annuler (du lundi au vendredi: 9h à 18:30h)	874-7205
GRANDES ANNONCES	
Détaillants	874-7306
National, Télé-Presse, Vacances, voyages	874-7306
Carrières et professions, nominations	874-7320
COMPTABILITÉ	
Grandes annonces	874-6892
Petites annonces	874-6901

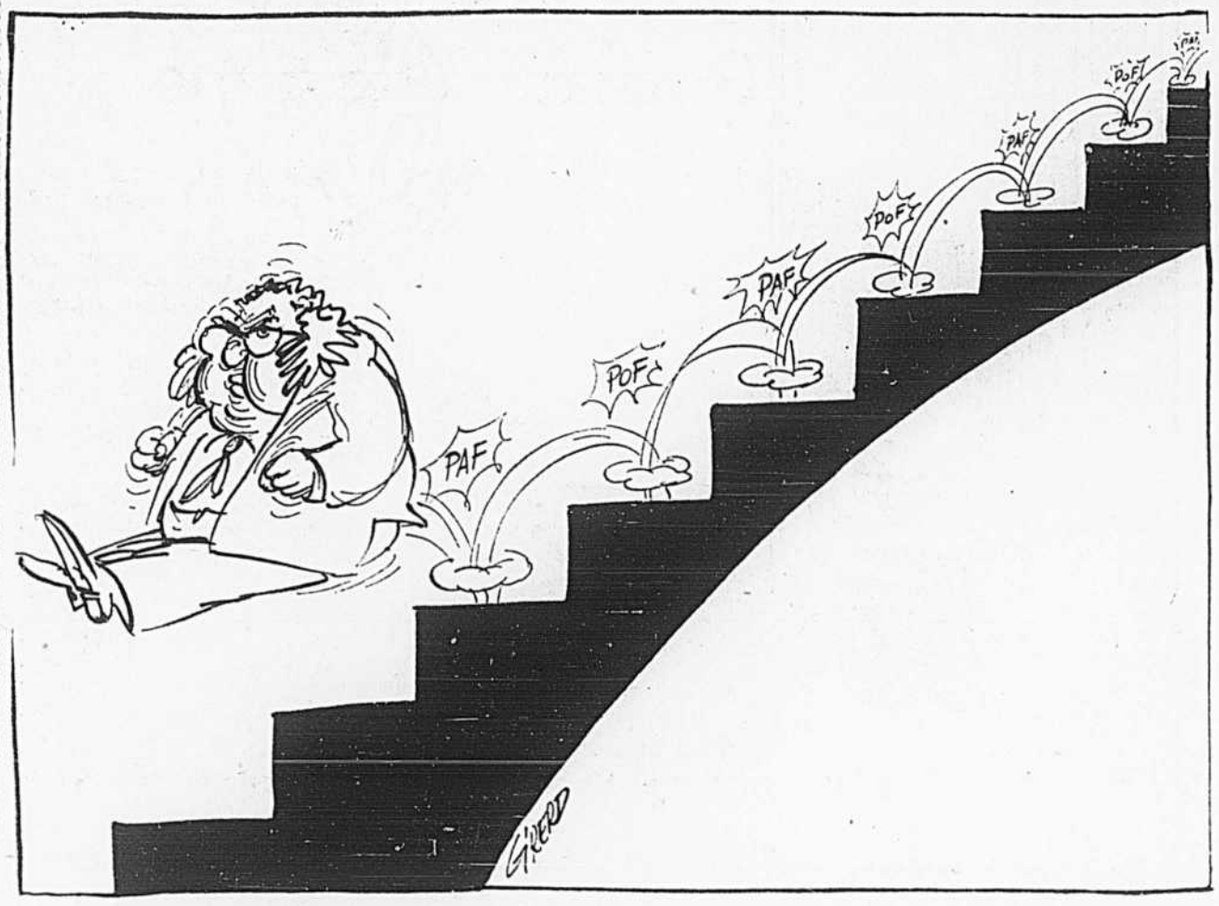
PUITS DE BONHEUR
ORIGINAL ET DÉCORATIF
Tous genres de barils de bois de 1 à 160 gallons. Aussi, boutique de forge.

BOUTIQUE DU BARIL
21, boul. Labelle, Sainte-Rose.
LAVAL 625-0481

Pour un service rapide et une meilleure protection
ENTREPOSEZ VOS FOURRURES CHEZ
Reid Fourrures Furs Inc.
Maison responsable
Au carrefour de la fourrure
522-3181
1473, rue AMHERST
STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE

GRAND PRIX d'interprétation féminine FESTIVAL DE CANNES 1974
POUR TOUS
Un film unique qui regorge d'humanité, d'originalité, d'humour grimaçant, de nostalgie authentique... et de cynisme discret.
Bruce Williamson, PLAYBOY
MANIFESTE POUR LA VIE.
Deena Brown, PARENTS MAGAZINE
TOUR DE FORCE!
Joseph Gelmis, NEWSDAY
«Les Violons du Bal»: à voir à tout prix.
Bob Salmaggi, WINS RADIO
IL TIENT DU MIRACLE!
Norma McLain Stoop, AFTER DARK
L'un des meilleurs films de l'année: émouvant, jeu superbe des acteurs, magnifique à tous points de vue.
Frances Taylor, NEWHOUSE NEWSPAPERS
Un jeu des acteurs superbe... un jeu sensibilisant.
Frances Herridge, N.Y. POST

★★★★
INÉGALÉ! Le jeu de Marie-Josée Nat transforme tout le film.
Kathleen Carroll, DAILY NEWS
Une réalisation cinématographique étonnante.
Joy Gould Boyum, WALL STREET JOURNAL
Le film de Drach est une oeuvre maîtresse qui peut jouer sur les esprits et sur les sens. Je le recommande sans réserve.
Patrick Merla, SOHO WEEKLY NEWS
Splendide! Il procure une joie, une exaltation qui sont la plus haute forme de plaisir que puisse donner une oeuvre d'art. J'avais bien hâte d'en parler.
Bruce Cook, THE NATIONAL OBSERVER
REMARQUABLE!
William Wolf, CUE
UNE RÉALISATION ENTRE TOUTES.
INDEPENDENT FILM JOURNAL
HORAIRE
1:30
3:30
5:30
7:30
9:30
les Violons du BAL
un film de MICHEL DRACH
CINÉMA DE PARIS 861-2996 8960, Ste-Catherine
FLEUR DE LYS 288-3303 858 est, Ste-Catherine
MARIE-JOSÉE NAT
avec la participation de
JEAN-LOUIS TRINTIGNANT



Droits réservés

Les pompiers

Une entente de principe conclue

Une entente de principe aurait été conclue hier soir entre les pompiers et la ville de Montréal.

La nouvelle a été annoncée par M. Richard Plourde, secrétaire de l'Association des pompiers, qui a précisé que les modalités de l'accord seraient dévoilées aux membres aujourd'hui à 14h et 18h au Centre de formation des pompiers.

Les négociations avaient repris en fin d'après-midi hier entre la Ville de Montréal et la Fraternité des pompiers de la CUM et des rumeurs laissaient entendre qu'on était sur le point d'en venir à une entente sur l'épineuse question des demandes salariales des pompiers.

Rappelons que les dernières offres connues de la Ville étaient de l'ordre de $14,500 par an. Les pompiers, qui réclament $16,000, avaient carrément rejeté ces offres le 17 avril dernier, lors d'une tumultueuse assemblée qui était venue bien près de se terminer en grève générale spontanée.

Depuis cette date, le syndicat et la Ville se tenaient réciproquement informés de leurs demandes et de leurs offres par voie de courrier.

Mais à la suite de la réunion du Conseil exécutif tenue hier après-midi, les autorités municipales ont avisé le syndicat qu'elles étaient désireuses de négocier à nouveau, et une rencontre fut aussitôt organisée.

Week-end rouge: 215 poursuites contre Montréal et ses pompiers

par Léopold LIZOTTE

Montréal et ses pompiers, qui devaient déjà faire face à de nombreuses poursuites en dommages intentées par des Montréalais dont les propriétés avaient été détruites au cours du "week-end rouge" de novembre dernier, se sont vus signifier une véritable avalanche de procédures au cours de la journée d'hier.

Cette fois, ce sont 215 locataires, représentés par le Centre communautaire juridique, qui ont intenté des poursuites, pour divers montants, soit devant la Cour provinciale, soit devant la Cour supérieure, pour la perte de leurs meubles et de leurs effets personnels pendant cette fin de semaine où les sapeurs étaient inactifs.

Dans tous les cas, ce sont des résidants des rues Amherst, Saint-André, De Maisonneuve, Mont-Royal et Papineau qui ont réclamé ces dommages en soutenant que la ville n'avait pas rempli ses obligations à ce moment-là, et n'avait pas prévu la situation d'urgence qui avait surgi.

Quant aux pompiers, on les accuse d'avoir quitté illégalement leur poste et d'avoir empêché leurs confrères des autres villes, venus à la rescousse, de combattre les foyers d'incendie qui se multipliaient d'heure en heure dans l'est de la ville.

Rien que pour la journée d'hier, les poursuites intentées par le Centre communautaire s'élèvent à plus d'un million de dollars.

Mais, au cours de la même période, deux autres poursuites étaient également produites pour des montants considérables.

C'est ainsi qu'un propriétaire de la rue Wolfe a réclamé $56,000, en invoquant des arguments semblables à ceux présentés par les autres.

Si l'avalanche s'est produite hier, c'est que c'était le jour limite, au-delà duquel les procédures pouvaient devenir prescrites, en raison de dispositions spéciales du code de procédure, lorsqu'une municipalité est intimée.

Meurtre du Dr Perrault: Poirier déclaré coupable

par Léopold LIZOTTE

Au terme d'un suspense de deux heures, au cours duquel les incidents les plus inusités se sont multipliés, le jeune Laurent Poirier, 23 ans, a été déclaré coupable du meurtre du Dr Gaston Perrault, hier soir, cependant que son avocat, momentanément expulsé de la cour, était sommé d'y revenir le 30 mai pour se défendre d'une accusation d'outrage au tribunal.

Le médecin de Laval, on le sait, avait été abattu près de la caisse du restaurant Ritz Monaco, boulevard St-Laurent, où il avait été appelé à la rescousse par le propriétaire de l'établissement, alors victime d'un vol à main armée.

Une balle l'avait terrassé, puis, quelques minutes plus tard, le policier Aimé Pelletier, de la CUM, avait lui-même été abattu, alors qu'il se présentait à la porte du restaurant, pour faire enquête.

Après deux jours et demi de délibération, les jurés, cinq femmes et sept hommes, avaient fait savoir au juge Gérard Deslandes, en fin d'après-midi, qu'ils pourraient rendre leur verdict vers 5h.30.

Un peu avant 6h., ils retournaient en cour et le président du jury déclarait:

"Nous trouvons l'accusé coupable de meurtre, mais le recommandons à la clémence de la cour".

A la surprise générale, le tribunal fit alors remarquer aux jurés qu'il ne pouvait accepter leur décision, parce qu'ils avaient tout simplement brûlé une étape et rendu un verdict qualifié, inacceptable selon lui.

Les deux procureurs, Me Paul-Emile Lejour pour la Couronne et Me Réal Charbonneau pour la défense, voulurent immédiatement intervenir et faire valoir leurs points de vue sur la question, mais le juge les en empêcha, en déclarant que sa décision ne pouvait être discutée.

Me Charbonneau se leva quand même à plusierus reprises pendant les quelques minutes qui suivirent, et, à la fin, le juge Deslandes pria les gardiens de l'expulser de la salle d'audience.

Puis il expliqua aux jurés que ce n'est qu'après un verdict sans réticence qu'il pourrait lui-même, par la suite, leur demander s'ils avaient quelque recommandation à lui faire.

Et puis . . . oui !

Une demi-heure plus tard, les pairs de Poirier revenaient et, cette fois, laissaient tomber un "coupable", sans commentaires et sans recommandation.

Revenu au prétoire, Me Charbonneau demanda alors que l'appel de chacun des jurés soit fait et que chacun soit amené à confirmer le verdict.

Il demanda, mais sans succès, que l'on commence par le juré no 7.

Le tribunal ordonna que la question soit tout d'abord posée à la jeune femme qui avait été la première choisie pour décider du sort du prévenu.

Et ce fut la "bombe", si l'on peut dire.

Elle répondit rapidement qu'elle n'était pas d'accord avec le verdict de culpabilité.

Me Charbonneau bondit de son siège et se donna un retentissant coup de poing dans les mains, en s'écriant "Youppiii".

Réinterrogée par le juge, la jeune femme ajouta alors qu'elle n'était pas d'accord . . . à cent pour cent.

C'est alors qu'elle prit à nouveau tout le monde par surprise en laissant cette fois tomber: "Oui, il est coupable".

Puis, tous les autres y allèrent d'un "oui" rapide.

Le juge leur expliqua alors que la loi leur permettait une certaine recommandation à la clémence, et ils revinrent en suggérant que l'accusé ne passe pas plus de dix ans au bagne.

Remarquant que cette recommandation pouvait être ou non entérinée par le tribunal, le juge Deslandes ajourna sa décision au 29 mai, en soulignant que des représentants pouvaient être faites par les avocats, même si la peine à prononcer immédiatement était obligatoire et que c'était le pénitencier à perpétuité, toute décision de réduction ne devant survenir que par la suite.

Puis, alors que tout le monde s'apprêtait à quitter la cour, il fit lever l'avocat de la défense pour lui ordonner de comparaître devant lui le 30, afin de donner les raisons pour lesquelles il ne devrait pas être déclaré coupable d'outrage au tribunal.

"Ce que je vous reproche, a déclaré le juge Deslandes à l'avocat de Poirier, c'est votre attitude générale pendant tout le procès, mais soyez sûr que lors de votre comparution, je vous révélerai tous les incidents sur lequel je veux m'appuyer et que je vous donnerai tout le temps voulu pour vous défendre".

Victor-Lévy Beaulieu, Nicole Brossard, prix du gouverneur général

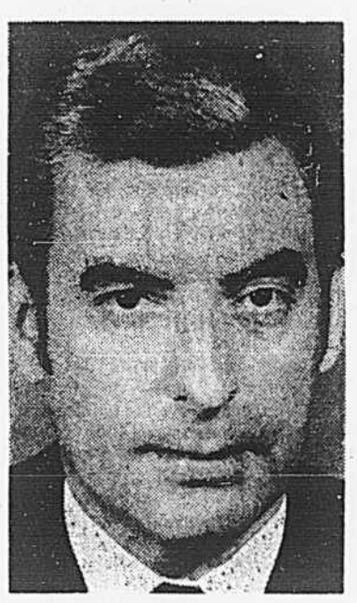
OTTAWA (d'après CP) — Victor-Lévy Beaulieu, Nicole Brossard et Louise Dechêne sont au nombre des lauréats des prix littéraires du gouverneur général pour 1974.

Le Conseil des Arts précise que Victor-Lévy Beaulieu a obtenu le prix pour son roman "Don Quichotte de la Démanche", Nicole Brossard pour son recueil de poèmes "Mécanique jongleuse" et "Masculin Grammaticale" et Louise Dechêne pour une étude historique, "Habitants et Marchands de Montréal au XVIIe siècle".

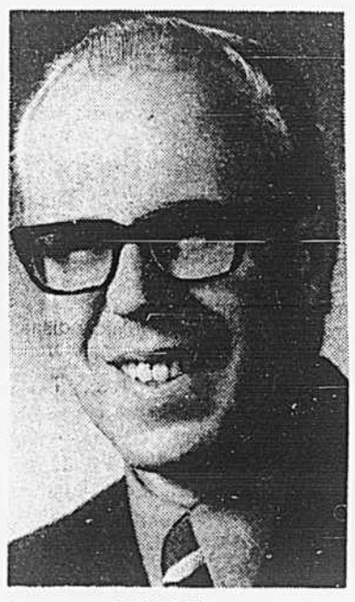
Par ailleurs, Margaret Laurence a obtenu un prix pour son roman "The Diviners", ainsi que pour un roman publié en 1966, "A Jest of God", dont on fit plus tard un film intitulé "Rachel, Rachel".

Les autres lauréats sont Ralph Gustafson, pour son recueil de poèmes "Fire on Stone" et Charles Ritchie, diplomate à la retraite, pour ses mémoires, "The Siren Years".

Les prix seront remis aux lauréats par le gouverneur général Jules Léger le 22 mai. A chaque prix s'adjoint une récompense de $2,500 du Conseil des Arts.



Pierre DESMARAIS II



Lawrence HANIGAN

Le maire d'Outremont remplacerait Hanigan

Le président de la Communauté urbaine de Montréal, M. Lawrence Hanigan, quitterait bientôt ce poste et serait remplacé par le maire de la ville d'Outremont, M. Pierre Demarais II.

M. Hanigan, qui cumule également le poste de président-directeur général de la CTCUM, conserverait néanmoins cette dernière fonction qu'il occupe depuis août 1974.

Selon les informations dobtenues par LA PRESSE, M. Hanigan aurait consenti à cette retraite prématurée (son mandat à la présidence de la CUM doit échouer dans trois ans) à la condition de garder la direction de la CTCUM. On sait que le président de la CTCUM est nommé par arrêté ministériel du gouvernement québécois alors que le président de la CUM est élu par les maires siégeant au conseil de la Communauté urbaine de Montréal.

M. Hanigan ne semble pas du tout désenchanté de son passage à la CTCUM et il déclarait même, il y a un peu moins d'un mois, qu'il était disposé à continuer le travail entrepris à la CTCUM si cela entrait dans les projets du gouvernement du Québec. Il avait en outre souligné avoir mis en marche certaines réalisations et qu'il aimerait pouvoir compléter le mandat qui lui avait été confié.

Si nos informations concernant l'avenir de M. Hanigan sont exactes, il faudrait donc conclure que la candidature de M. John Lynch-Staunton que pilotait le maire Jean Drapeau n'a pas été retenue. On sait que certaines pressions avaient été faites auprès du gouvernement pour que ce dernier, ancien vice-président du comité exécutif de la ville de Montréal et candidat du Parti civique défait aux dernières élections municipales, accède à la présidence de la CTCUM après le mandat de M. Hanigan qui expire en juin.

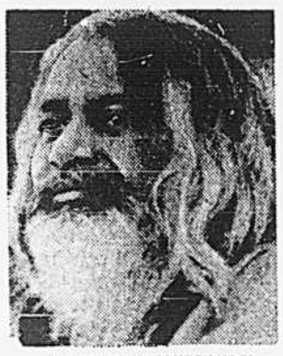
Pour ce qui est de l'accession de M. Pierre Desmarais II au poste de président de la CUM, la chose pourrait être plus difficile étant donné qu'il s'agit d'un poste électif. Il se pourrait toutefois que les représentants de la ville de Montréal retiennent sa candidature en raison du mandat provisoire qui lui serait confié. On sait que la ville de Montréal a toujours été contre l'idée que la présidence de la CUM soit confiée à un représentant de la banlieue.

Il nous a malheureusement été impossible de confirmer ou d'infirmer ces informations tant auprès des intéressés eux-mêmes que des autorités montréalaises ou gouvernementales.

LA MÉDITATION TRANSCENDANTALE

Accroît l'énergie
Élimine le stress
Technique simple et naturelle

pour un développement harmonieux de la personnalité



MAHARISHI MAHESH YOGI

CONFÉRENCES D'INFORMATION
(avec présentation de recherches scientifiques)

DIMANCHE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
4 mai	5 mai	6 mai	7 mai	8 mai	9 mai
8h p.m.	8h p.m.	8h p.m.	8h p.m.	8h p.m.	8h p.m.

ADRESSE: CENTRE PAROISSIAL SAINT-ÉDOUARD
6517, RUE SAINT-DENIS, MÉTRO BEAUBIEN

ENTRÉE LIBRE — ASSOCIATION ÉDUCATIVE À BUT NON LUCRATIF

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE MÉDITATION TRANSCENDANTALE
4364, rue Saint-Denis, Montréal. Tél.: 845-2101

RENDEZ-VOUS SCIENTIFIQUE

UNE VIE PLUS RICHE GRÂCE À L'AMOUR ET À L'AMITIÉ



Vous permettra de nouer le genre de relations que vous souhaitez. Depuis 1966 notre organisation a mis sur pied, avec un succès sans précédent, un programme unique à l'intention des adultes de tous âges.
Obtenez plus de renseignements sur ce service confidentiel.

APPELEZ
282-0058

(1h à 9h p.m.) Lundi — Vendredi, ou retournez dès aujourd'hui le coupon ci-dessous.

- Si votre emploi ne vous laisse pas suffisamment de temps pour rencontrer les personnes de l'autre sexe...
- Si votre cercle d'amis vous offre un choix limité...
- Si vous êtes veuf, veuve, divorcé(e) ou séparé(e) et souhaitez recommencer à neuf...
- Si vous craignez un peu les rencontres qui sont le fait d'un pur hasard...

RENDEZ-VOUS SCIENTIFIQUE
1117 ouest, rue Sainte-Catherine,
Suite 108, Montréal H3B 1H9
Veuillez me faire parvenir tous les renseignements gratuits, sous enveloppe discrète, sans aucune obligation de ma part.
M☐ Mme☐ Mlle☐ Age .....
Nom .....
Adresse .....
Ville .....
Téléphone .....

mini-loto

TIRAGE 05
VENDREDI 2 MAI, 1975

	32 Séries émises—90,000 chacune
53701	POSSIBILITÉ DE: 32 GAGNANTS DE $5,000.
3701	256 GAGNANTS DE $500.
701	2592 GAGNANTS DE $100.

LOTO PERFECTA

AVIS AUX GAGNANTS — NOUVELLE ADRESSE À COMPTER DU 1ER MAI
2000 Berri (Angle Ontario) Tel.: 873-5350-53

5e COURSE 1er mai, 1975

		PRIX
ORDRE:	$2,647.00	45
DÉSORDRE:	$60.00	1983

VENTES TOTALES: $496,316.00

RÉSULTAT

A	B	C	D
7	8	2	1

la presse

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

ROGER LEMELIN
président et éditeur

ROCH DESJARDINS
vice-président

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS
directeur de l'information

MARCEL ADAM
éditorialiste en chef

Le pouvoir minimum garanti

Les gouvernements veulent bien aider les gagne-petit mais seulement dans la mesure où cette aide peut servir leur politique. Cette attitude est particulièrement évidente quand les deux niveaux de gouvernement (fédéral et provincial) sont engagés dans un même projet.

C'est ainsi que lors de la 6e conférence fédérale-provinciale des ministres des affaires sociales, tenue à Ottawa mercredi et jeudi, M. Claude Forget, ministre québécois des Affaires sociales, a accusé le projet fédéral sur le revenu minimum garanti de créer une discrimination insupportable. Selon M. Forget, le fait de diviser le projet en allocations accrues aux personnes incapables de travailler et en suppléments de salaire aux personnes qui travaillent, "constitue un facteur de division sociale en ce sens qu'une telle ségrégation accentue des caractéristiques qui stigmatisent les bénéficiaires de l'Aide sociale aux yeux des membres dits productifs de la société."

Retranché derrière ce charabia moralisateur, M. Forget a attaqué le projet fédéral parce que "le Québec ne peut accepter d'envisager un programme de sécurité du revenu pour les personnes de moins de 65 ans, administré par le gouvernement fédéral".

Voilà qui est clair. Que les gagne-petit se le tiennent pour dit. Leur ministre des Affaires sociales veut bien accroitre leurs revenus à condition que ce soit lui qui manipule les gros sous. Cette simplification peut sembler caricaturale. Elle n'en demeure pas moins le fond du problème. Cependant, la perpétuelle lutte pour le partage des pouvoirs entre le fédéral et le provincial est particulièrement inconvenante quand elle se fait sur le dos des déshérités. Et c'est pousser l'hypocrisie très loin que de soutenir qu'en séparant les allocations aux invalides des suppléments de salaire aux gagne-petit, cela "constitue un facteur de division sociale". C'est au contraire l'insuffisance criante du revenu de base de 40 pour cent de la population qui est "un facteur de division sociale".

Si le ministre Forget est aussi soucieux qu'il le dit de "revalorisation autant psychologique que sociale et économique des individus", il ne retarde ra pas indûment une entente fédéral-provinciale sur le revenu minimum garanti. Il ne devra surtout pas faire de cette entente un moyen de marchandage dans le perpétuel conflit constitutionnel. Il y a pour cela des conférences constitutionnelles et surtout d'autres moyens de pression plus efficaces. Il ne faut par contre pas oublier que ce n'est pas le provincial qui a institué l'assurance-chômage, la pension de vieillesse, les allocations familiales, etc. Le fédérale est sans doute tropcentralisateur mais il n'en reste pas moins l'initiateur de mesures sociales que le provincial n'aurait pas encore songé à instituer. Le revenu minimum garanti en est un exemple.

Il y a un principe de base dans les programmes d'assistance sociale: plus il y a de contributions, plus les allocations peuvent être élevées. C'est pourquoi la province de Québec a besoin de l'aide des autres provinces plus riches, afin d'assurer à ses citoyens une assistance sociale plus élevée qu'elle pourrait leur accorder si elle était seule. De plus, l'argument du ministre Forget pour obtenir l'administration du projet de revenu minimum garanti est très faible. Il s'agit, selon M. Forget, de "relier les mesures de redistribution du revenu aux conditions sociales et économiques de chaque province ou même de chaque région". En clair, cela veut dire que le revenu minimum garanti pourrait varier d'une région à l'autre selon la pression des employeurs. Ce qui est tout à fait contraire à la politique d'élimination progressive des disparités régionales.

Bref, l'intérêt des gagne-petit est trop facilement soumis aux intérêts politiques et aux préoccupations constitutionnelles qui sont l'éternel prétexte pour renvoyer aux calendes grecques la solution de problèmes urgents. Le projet fédéral de revenu minimum garanti est ainsi considéré par le ministre Forget comme un projet de pouvoir minimum garanti.

Ivan GUAY

Le Commonwealth se cherche

Tant que les pays membres du Commonwealth purent se limiter, dans leurs rencontres, à de stricts objectifs économiques, ils n'eurent pas grand mal à coexister et à s'entraider. Mais maintenant qu'ils cherchent à se donner des objectifs politiques et idéologiques, leur coexistence et leur coopération se révèlent plus difficiles.

C'est peut-être une constatation peu glorieuse à faire, mais le Commonwealth n'est rien d'autre qu'une conjugaison plus ou moins boiteuse d'intérêts concrets et terre à terre, et c'est probablement parce qu'il n'est que cela qu'il dure contre vents et marées. Aux accords de principe qui n'engagent généralement à rien, il préfère marchander à la pièce des accords commerciaux, même si cette façon de procéder a l'air mesquin.

La rencontre qui vient de débuter à Kingston, en Jamaïque, indique, une fois de plus, que certains membres entendent s'écarter du vieil esprit mercantile afin d'amener l'organisme à s'occuper de politique et d'idéologie, des domaines qui ne le regardent pas et pour lesquels il n'a aucune compétence.

Notre époque a ceci de particulier que des éléments nationalistes de plus en plus nombreux cherchent constamment à se prévaloir de toutes les tribunes pour faire passer leurs messages. Ils font flèche de tout bois: les échanges culturels, les Jeux olympiques et maintenant, le Commonwealth. Peu leur chaut de voir s'écrouler ces tribunes du fait des abus qu'on en fait pourvu qu'eux-mêmes parviennent à leurs fins.

Au début de la Conférence, Mgr Abel Muzorewa a demandé à l'Australie, au Canada, à la Nouvelle-Zélande et à l'Angleterre d'inciter la minorité blanche à sortir de la Rhodésie après l'indépendance pour ensuite l'accueillir au nom de principes humanitaires.

De son côté, le Premier ministre de la Guyane, M. Forbes Burnham, a dit que les pays en voie de développement n'hésiteraient pas à se servir des matières premières qu'ils ont en abondonace pour forcer les pays producteurs à combler le fossé entre pays riches et pays pauvres.

Les pays pauvres peuvent évidemment recouvrir à des moyens semblable pour obtenir de meilleurs prix, mais on se demande si, en le faisant, ils ne vont pas provoquer l'éclatement du Commonwealth.

Le commerce international fonctionne sur une base de donnant donnant. On peut le déplorer, mais c'est ainsi. Il serait souhaitable, comme l'a dit le Premier ministre du Canada, que les pays riches sacrifient la croissance de leur niveau de vie pour permettre aux pays moins riches et moins avancés de profiter devantage des richesses de la terre. Mais on ne peut s'empêcher de voir qu'il ne sera pas facile d'amener le Canada et les autres pays riches, à se conformer à ce souhait de M. Trudeau.

On se demande si les pays du Commonwealth ne feraient pas mieux de rechercher des terrains d'entente, si dérisoires et mesquins soient-ils, plutôt que de risquer de faire mourir l'Organisme faute de tolérance et de souplesse.

Jean PELLERIN

Vincent Prince

La "désobéissance" des dockers

Le 23 avril dernier, le Parlement d'Ottawa adoptait une loi spéciale qui forçait les débardeurs des ports du Saint-Laurent à retourner au travail aux conditions stipulées dans le rapport du conciliateur Alan B. Gold. Les députés avaient fait diligence car à peu près tous les observateurs s'accordaient à dire que la situation, après plus de trois semaines de grève, avait atteint un caractère d'urgence.

Or, on est rendu aujourd'hui au 3 mai et l'activité portuaire n'a toujours pas repris. Les autorités fédérales ont décidé de prendre une injonction qui ne sera plaidée que lundi tandis que les débardeurs entendent recourir eux aussi aux tribunaux pour faire déclarer la loi inconstitutionnelle ou "ultra vires".

Pour le profane, ces tergiversations sont assez incompréhensibles. Une situation déjà urgente continue de se détériorer et c'est toute l'économie québécoise qui risque d'en être gravement perturbée.

On est porté évidemment à s'en prendre uniquement aux débardeurs qui s'entêtent à désobéir à une loi du Parlement. On se dit que le rapport Gold que les législateurs ont imposé aux parties n'a rien de mesquin. Il prévoit, en effet, des hausses de salaires qui dépassent substantiellement ce que le gouvernement fédéral a accordé à plusieurs autres catégories de travailleurs. Il est vrai que, en pratique, le nombre d'heures de travail dont on garantit la rémunération est moindre que dans l'ancienne convention mais il reste assez élevé pour assurer aux débardeurs un revenu annuel fort intéressant.

Pourtant, force est de reconnaître qu'on ne saurait imputer tout le blâme à ce groupe de syndiqués. Le gouvernement a là-dedans une très large part de responsabilité lui aussi. La façon dont il a procédé est difficilement acceptable.

Concrètement, on a nié aux débardeurs le droit de poursuivre la négociation ou de pouvoir compter, en dernière analyse, sur la décision d'un arbitre. La poursuite de la négociation ou le recours à l'arbitrage ne leur aurait peut-être pas valu davantage, mais, au moins, ils auraient eu la satisfaction de ne pas se faire imposer d'office un règlement par des législateurs dont ce n'est pas tellement le rôle. Ils auraient été plus disposés à obtempérer à un ordre de retour au travail si la loi ne leur avait pas dicté en même temps les termes du contrat.

La loi est aussi vexatoire avec le recours qu'elle prévoit pour injonctions et poursuites en outrage au tribunal, et la présomption de culpabilité qu'elle crée advenant la moindre irrégularité dans sa mise en application. L'indignation qu'elle a provoquée en milieu syndical est fort compréhensible.

Ceci dit, les débardeurs feraient bien de se dire qu'ils auront beaucoup de difficulté à poser aux martyrs. Beaucoup aimeraient toucher leurs revenus et seraient prêts à consentir pour ce faire aux horaires brisés et aux longs moments de disponibilité qu'on exige d'eux. En d'autres termes, la désobéissance à une loi, même vexatoire, ne sera pas facile à justifier aux yeux de la population.



Droits réservés

— C'est à cause de la température en degrés Celsius. Arthur n'y comprend rien.

ce que pense LE LECTEUR

Réponse à la lettre d'une Vietnamienne

A travers le douloureux problème des orphelins vietnamiens, la lettre d'une Vietnamienne "anonyme" de Montréal, parue dans LA PRESSE du 22 avril 1975, vise surtout à donner une image fausse de l'"Union des Vietnamiens au Canada" afin de la discréditer auprès de l'opinion de l'origine de ses opinions politiques. Aussi est-il inutile de chercher les raisons de l'incohérence de ses propos et de la gratuité de ses affirmations.

Cependant "l'Union des Vietnamiens au Canada" ne peut rester indifférente devant la publication dans un grand quotidien des accusations aussi erronées que fallacieuses portées contre elle, et surtout devant un comportement aussi irresponsable à l'égard du très grave problème des orphelins vietnamiens. Quand l'auteur de la lettre pose la question à propos de l'adoption des orphelins vietnamiens par des familles nord-américaines et européennes: "humainement parlant, qui ose condamner un tel geste?", elle aurait pu trouver elle-même la réponse si elle avait lu les communiqués de la presse. En effet c'est l'organisation Caritas du Vatican qui parlait d'un véritable "kidnapping" des enfants vietnamiens, c'est la Croix Rouge internationale qui parle de "violation des conventions de Genève", ce sont huit organisations telles que Oxfam, Cuso, Comité d'entraide des orphelins au Viet Nam, Voix des femmes, etc... à Montréal et douze organisations de diverses tendances politiques et religieuses à Saigon même qui ont dénoncé vigoureusement la déportation des enfants vietnamiens pour des fins politiques et, enfin, ce sont des responsables de l'organisation canadienne "Families for children" qui se disent eux mêmes écoeurés de cette "foire au bétail".

Mais il y a plus grave. L'auteur de cette même lettre porte des accusations de racisme contre son propre pays quand elle prétend que les enfants de sang mêlé, s'ils grandissent dans la société vietnamienne, ne rencontreront que mépris et humiliations. Ceux qui connaissent la société vietnamienne, même parmi les occidentaux, savent que la société vietnamienne est la plus tolérante qui soit au monde. Les différentes races, les différentes religions ont toujours coexisté pacifiquement au Viet Nam, sauf lorsque l'intervention étrangère suscitait sciemment des conflits raciaux et des différends religieux afin de diviser le pays pour mieux régner.

Ceux qui connaissent la famille vietnamienne savent que la famille vietnamienne est la plus unie qui soit au monde: un enfant orphelin est certain d'être recueilli par ses oncles, par ses tantes ou même par des parents lointains dès que les circontances le permettent. Et dans le cas présent, on n'est même pas assuré que ce soient de vrais orphelins, car des enfants peuvent être égarés ou tout simplement abandonnés parce que leurs parents pourrissent dans les geôles de Saigon.

Et lorsque notre correspondante écrit que "les enfants évacués ces derniers jours ont été adoptés depuis de longs mois par des familles estimées méritantes, ayant de l'amour à donner", elle ignore un communiqué de l'AFP à New York, paru dans "La Presse" le 17 avril 1975, relatant qu'une querelle aux accents parfois sordides oppose actuellement plusieurs organisations de charité américaines qui s'étaient chargées de l'acheminement de près de deux cents de ces sans famille... C'est aussi pour eux (les représentants de ces organisations) une affaire d'argent. Aux familles qui adoptent un enfant, la Pearl Buck Fundation réclame jusqu'à 800 dollars..."

En ce qui concerne les jugements portés dans la lettre contre l'Union des Vietnamiens au Canada", on y retrouve l'accent qui a cours depuis longtemps à Saigon: tous ceux qui sont contre le régime de Thieu sont "communistes". Ainsi tous les mouvements d'opposition à Saigon, qu'ils soient catholiques, boudhistes, qu'ils émanent des femmes, des étudiants, des journalistes, des invalides de guerre, des soddats et officiers de l'armée de Saigon, sont systématiquement accusés d'être procommunistes, et soumis à une répression féroce. C'est ainsi que les prisons de Saigon regorgent de ces "communistes" qui n'ont que le seul tort d'avoir osé élever la voix contre la corruption, la misère et réclamer leur droit de vivre dans la dignité.

L'Union des Vietnamiens au Canada, issue de l'Association des patriotes vietnamiens au Canada, a clairement défini ses buts lors de sa fondation le 5 janvier 1975: elle vise d'une part à renouer les liens avec tous les Vietnamiens de toutes tendances politiques et religieuses afin de lutter ensemble pour la restauration de la paix au Sud Viet Nam dans l'esprit de réconciliation et de concorde nationale, d'après les termes de l'accord de Paris et d'autre part à élargir l'amitié entre le Canada et le Viet Nam.

Le moment est venu où cette réconciliation nationale, longtemps espérée, est à portée de main. Hormis une poignée de jusqu'auboutistes désespérés, la grande majorité des Vietnamiens aussi bien dans le pays qu'à l'étranger, et en particulier au Canada, souhaite cette réconciliation afin de ramener définitivement la paix au Viet Nam.

Pham van NGOC

Plutôt que des pré-maternelles, la pilute!

Je voudrais commenter l'article du conseil d'administration de l'Institut de la famille de Montréal (La Presse 17-4-75) qui veut des pré-maternelles ouvertes à tous. Les âmes sensibles de ce mouvement trouvent que le fiasco dans l'éducation n'est pas assez gros, ils veulent le grossir avec les enfants de quatre ans. Pourquoi pas la pré-naissance avant la pré-maternelle. Les femmes enceintes pourraient retourner à l'école pour que l'enfant qu'elles portent puisse s'ouvrir à l'apprentissage à la vie sociale au plus tôt.

Pour plusieurs personnes ça semble joliment difficile de commencer elles-mêmes l'orientation de leurs jeunes enfants. Ces personnes me donnent l'impression de ne pas être orientées encore à leur âge. Pour elles, c'est de toujours mettre les responsabilités sur le dos de l'Etat et de la collectivité et les frais aussi, naturellement. Du même coup, pourquoi ne pas faire faire leurs petits par les autres et, à leur naissance, que ce soit l'Etat qui se charge immédiatement de les faire téter.

Ce groupe parle d'épanouissement physique, affectif, intellectuel et social qui existe à l'école d'après eux. Ils ne voient pas clair. Depuis plus de dix ans, les écoles sont déshumanisés au possible et, après dix ou douze ans, personne ne peut prouver que les classes maternelles ont été bénéfiques aux enfants. On n'est même pas capable de montrer à un enfant quand il débarque d'un autobus scolaire comment traverser la rue. Suivez un autobus scolaire et regardez-les. Ils s'en vont tous en avant de l'autobus pour traverser alors qu'il serait plus sécuritaire d'aller traverser en arrière de l'autobus. Ils pourraient ainsi mieux voir les autos qui circulent dans le même sens que l'autobus. Si un conducteur n'arrête pas par mégarde, eux arrêteraient parce qu'ils le verraient.

Les millions que certains voudraient que nous dépensions pour des classes pré-maternelles serviraient cent fois mieux aux niveaux CEGEP et UNIVERSITAIRE. Que ceux qui ne se sentent pas capables de diriger un enfant au moins jusqu'à l'âge de cinq ans see srvent de la pilule et qu'ils arrêtent d'essayer de planifier l'affaire des autres. S'il faut emplir les classes qui se vident, vu la dénatalité au Québec, avec des bébés au biberon, nous serions mieux de nous servir de ces classes pour essayer d'épanouir les parents qui ont manqué le bateau en éducation, surtout ceux qui essaient de nous dire que c'est parce qu'il n'y avait pas de pré-maternelle dans leur temps.

De nos jours, il y a trop d'études, d'enquêtes, de colloques organisés par n'importe qui. On étudie tout et on ne règle rien. Nous avons un tas de psychologues, sociologues, politicologues et des centaines de "plugs" qui cherchent des solutions aux problèmes dans les nuages. En éducation, ce n'est pas le départ à l'âge de quatre ans qui compte comme l'arrivée.

Et je me demande ce que peuvent faire dans un mouvement comme l'Institut de la famille de Montréal (conseil d'administration, ma chère) des parents qui ne sont pas capables d'orienter leurs enfants de la naissance à l'âge de six ans. J'espère qu'ils ne montreront pas à leurs enfants la seule chose qu'ils me semblent être capables de faire, soit s'occuper des affaires des autres. La pilule, ça presse.

Maurice LEFEBVRE
Drummondville

S.V.P. LA PRESSE publie avec plaisir les lettres qui répondent aux conditions suivantes: intérêt du sujet, concision, courtoisie dans la discussion, nom et adresse de l'auteur. Elle se réserve le droit de les abréger au besoin et d'accorder priorité aux lettres dactylographiées.

pleins feux
SUR L'ACTUALITÉ

la presse
SAMEDI
3 MAI 1975

A quoi rime cette soudaine réhabilitation des barbus?



Après une éclipse d'une quinzaine d'années, Cuba, ayant mis un peu d'ordre dans sa cuisine, vient de refaire surface. Avec une population de 9.5 millions d'habitants, un taux de croissance économique frisant les 6 p. cent, des besoins, un potentiel. Les pays industrialisés s'aperçoivent tout à coup que l'ancien gavroche pourrait bien être devenu un interlocuteur valable... Le septième et dernier article d'André Béliveau sur la nouvelle réalité cubaine.

par André BELIVEAU

MAIS que prend-il aux ministres canadiens d'aller tout à coup se trémousser comme ça à Cuba, alors qu'aucun d'entre eux ne s'y était rendu depuis la révolution?

Que diable prend-il aux hommes d'affaires canadiens de multiplier tout à coup les pèlerinages à La Havane?

Qu'a-t-il pris le mois dernier au vieux géant chauve Bev. McGill, vice-président de la Banque Royale du Canada et de l'Association canadienne des banquiers, de demander une autographe à Fidel Castro pour sa fille?

En assistant à cette scène de l'autographe dans les jardins de la résidence de l'ambassadeur canadien à La Havane, je me suis soudain rappelé que la Banque Royale et la Banque de la Nouvelle-Ecosse avaient été deux des principales entreprises canadiennes à souffrir les affres de la nationalisation aux mains des castristes en 1960. J'ai trouvé l'affaire un peu ironique.

Mais à quoi rime cette soudaine réhabilitation des barbus?

Des principes à sauvegarder

Le président américain Dwight Eisenhower — et après lui John Kennedy, Lyndon Johnson, Richard Nixon et Bobo Rebozo — ont maintes fois répété que "jamais les Etats-Unis ne toléreraient l'implantation du communisme dans l'hémisphère occidental".

Ils avaient des principes à sauvegarder. Et quelques petits intérêts.

Aussi, quand à cette position morale vint s'ajouter une réalité très pratique comme la nationalisation par le gouvernement cubain des plus importantes compagnies américaines de l'île — il y en eut pour $1 milliard —, les Etats-Unis décidèrent-ils de passer aux actes.

Ils rompirent leurs relations diplomatiques avec Cuba, déclarèrent un embargo sur tout leur commerce avec elle et, accusant les Cubains de se livrer à la subversion communiste en Amérique latine, appuyèrent eux-mêmes la lutte armée de groupes voués au renversement du gouvernement castriste. On sait maintenant que la CIA américaine fut responsable de l'invasion raté de la baie des Cochons en avril 1961, invasion qui avait été approuvée par John Kennedy, et qu'elle fut aussi à l'origine d'un complot contre la vie de Fidel Castro. Les Cubains l'accusent également d'être le "deus ex machina" de la plupart des innombrables agressions et sabotages qui ont été dirigés contre eux depuis 15 ans.

Peu après la proclamation de cet embargo, toujours sous l'impulsion de Washington, l'Organisation des Etats américains (OEA) excluait Cuba de son club et invitait ses Etats membres — et même les non-membres qui partageaient ses idéaux — à interrompre toute relation diplomatique et commerciale avec la brebis galeuse.

Ces directives furent largement suivies de tous les pays de l'Amérique, seuls le Mexique et le Canada — celui-ci ne faisait pas partie de l'OEA — maintinrent leurs liens avec Cuba.

Le ministre des Affaires extérieures du Canada sous Diefenbaker, M. Howard Green, se proposa même à deux reprises comme médiateur dans le contentieux américano-cubain. Personne ne répondit à ses offres.

Au nom de la liberté

Pourquoi le Mexique et le Canada ont-ils refusé d'entrer dans le grand jeu orchestré à Washington?

On peut penser que leurs velléités d'affirmer leur indépendance face à leur puissant voisin y furent pour quelque chose, tout comme la thèse de la "tolérance idéologique" chère à Lester Pearson.

On peut penser aussi que les affairistes, débarrassés de la concurrence américaine, y trouvaient leur compte.

On peut même penser, enfin, que Washington ne voyait peut-être pas d'un si mauvais oeil son blocus s'assortir d'une sorte de soupape de sûreté, que le goulot d'étranglement constitué par la liaison aérienne La Havane-Mexico, par exemple, dut être très utile à la CIA à la fois pour introduire des agents à Cuba et pour ficher les présumés révolutionnaires de nombreux pays qui se rendaient dans l'île interdite.

La "soupape", cependant — en supposant que cette hypothèse fût fondée — ne devait pas laisser passer trop d'air. Effectivement, les Américains mirent beaucoup d'ardeur à tenter d'abattre le régime cubain en affamant la population et en paralysant le développement du pays au nom de la liberté.

"Ces cas d'intervention des Etats-Unis, par voie d'Etats tiers ou de ressortissants d'Etats tiers, sont légion, écrit l'ancien ambassadeur du Canada à La Havane Léon Mayrand dans son "Vers un accord américano-cubain" (publié en 1974 à l'Université Laval.

Ainsi, en vertu de règlements annoncés le 6 février 1963 par la Maison blanche, les navires étrangers qui se rendent dans un port cubain sont mis sur une liste noire et privés du droit de transporter des marchandises du gouvernement des Etats-Unis en quelque lieu que ce soit. Aussi certaines compagnies américaines, à l'instigation du gouvernement des Etats-Unis, achètent des firmes étrangères ayant vendu du matériel coûteux au gouvernement cubain, pour empêcher celui-ci d'obtenir les pièces de rechange. Comme exemple tiré du Canada, mentionnons une entreprise de tourisme qui renonça à transporter les groupes de voyageurs à Cuba après avoir été prévenue que ses avions ne seraient plus entretenus aux Etats-Unis si elle mettait ce projet à exécution. Ces trois exemples donnent une idée de la variété des situations."

Il y en a d'autres. Parmi les plus connus, rappelons les pressions des Américains auprès des Australiens pour les empêcher de vendre des moissonneuses de canne à sucre à Cuba, leurs pressions auprès des Britanniques pour faire annuler un contrat de vente d'autobus Leyland ou pour faire avorter un projet d'octroi de crédits pour la construction d'une usine d'engrais à Cienfuegos. Ou leurs pressions encore récentes auprès de succursales canadiennes d'entreprises américaines — Litton, Worthington, IBM — pour priver Cuba de locomotives ou d'équipement de bureau.

L'orientation remise en question

Ces manoeuvres ont pu galvaniser la volonté de vaincre des Cubains. Il est certain par ailleurs qu'elles leur ont nui considérablement et que, sans l'aide massive que leur a fournie l'Union soviétique, ils n'auraient jamais pu espérer s'en sortir.

"Aucune nation ayant une économie agricole sous-développée n'aurait pu résister à un tel blocus sans l'aide que nous avons reçue dans tous les domaines du camp socialiste et surtout de l'Union soviétique", déclarait Fidel lui-même dans son discours du 26 juillet 1972.

Mais grâce à cette assistance, grâce à son dynamisme interne, grâce aussi, dans une moindre mesure, au refus de quelques grands pays capitalistes comme le Japon, l'Espagne, le Canada, le Royaume-Uni, la France et l'Italie de se laisser dicter leurs politiques là-dessus par les Etats-Unis, la révolution cubaine a poursuivi son cours.

Après de multiples tâtonnements et des erreurs retentissantes, l'économie du pays a soudainement adopté une courbe fortement ascendante en 1971 — l'échec relatif de la grande "zafra" des 10 millions de tonnes en 1970 avait provoqué la remise en question de toute son orientation — et elle l'a maintenue depuis. De sorte qu'aujourd'hui, elle est parvenue à un degré de développement qui suscite l'étonnement.

Dans son rapport à la Commission sénatoriale américaine des relations étrangères, le directeur du personnel de cette commission Pat Holt écrivait en août 1974 — en citant des sources cubaines — que le produit national brut de Cuba avait été en 1973 de $15,088 milliards (dollars américains), soit $1,587 par tête, ce qui représente le PNB le plus élevé de toute l'Amérique latine sauf peut-être le Venezuela — où le pétrole noie toute possibilité de calcul rationnel.

"Même si on divisait ces chiffres par deux ou trois, ajoute-t-il prudemment, ils demeureraient impressionnants. J'ai moi-même été fortement impressionné par le niveau de vie que j'ai pu constater en voyageant pendant 10 jours dans diverses parties de l'île."

Stimulée par la forte hausse du cours du sucre sur les marchés mondiaux — le sucre lui fournit encore 75 p. cent de ses revenus d'exportation —, soutenue financièrement par l'Union soviétique, qui s'est engagée à n'exiger sa première tranche de remboursement qu'en 1986, cette économie demeurerait certes fragile si elle ne s'appuyait également sur d'autres bases. Aussi a-t-on entrepris de la diversifier et à l'intérieur, et à l'extérieur.

L'opération rapporte déjà des dividendes. L'agriculture non sucrière, l'élevage, les pêcheries sont en pleine expansion. Et Cuba, qui possède 24 p. cent des réserves mondiales de nickel, est le quatrième producteur de nickel au monde même si elle n'est pas encore équipée pour exploiter cette richesse naturelle comme il le faudrait.

Qui plus est, Cuba vient de renouer diplomatiquement et commercialement avec plusieurs des pays de l'Amérique latine. L'Argentine lui a accordé un crédit de $600 millions et, forçant le consentement de Washington, lui a vendu des voitures américaines fabriquées chez elle. Le blocus de l'OEA n'a pas encore été levé officiellement, mais cela ne semble plus devoir être qu'une formalité puisque la grande bouderie est maintenant terminée et que l'autorité des Etats-Unis en Amérique latine s'effiloche chaque jour un peu plus.

En réalité, une nouvelle alliance semble en voie de se former entre Cuba et les pays progressistes latino-américains — contre les Etats-Unis.

Ce mouvement s'est accompagné d'une expansion rapide des échanges de Cuba avec l'Europe de l'Ouest et le Japon. Celui-ci est son principale fourniseseur non communiste, et le Canada vient en deuxième place, lui ayant vendu en 1974 pour $144 millions de biens et de services.

"Pourvu que l'Union soviétique leur maintienne son assistance et que le cours mondial des prix à la consommation demeure élevé, les Cubains sont sur le point de réussir", déclare Pat Holt dans son rapport à la commission sénatoriale américaine.

Et, plus loin:

"Je crois que les Cubains ont raison quand ils prétendent que la politique d'isolement des Etats-Unis à l'égard de Cuba a été un échec. S'il en est ainsi, nous devons élaborer une nouvelle politique..."

Cette conviction est de plus en plus répandue chez les dirigeants politiques américains, et c'est sans doute ce qui explique le revirement d'attitude qu'on décèle un peu partout à propos de la question cubaine.

Ce qui explique, notamment, les invitations à peine voilées d'un Henry Kissinger à un rapprochement entre David et Goliath.

Les Soviétiques n'en seraient pas fâchés. Cuba leur coûte très cher. Si elle arrive à l'autosuffisance en établissant des liens commerciaux normaux avec les autres pays, y compris les pays capitalistes, tout en demeurant fidèle à son idéologie, ils seront gagnants sur deux plans: ils l'auront aidée à démontrer la viabilité du communisme en Amérique... et ils auront plus de chances d'être remboursés.

Il est même probable que ce sujet ait été abordé lors de la visite de Léonide Brejnev à Fidel Castro il y a un an, et que le secrétaire général du Parti communiste soviétique, partisan de la détente entre les deux blocs, ait conseillé à son homologue cubain de ne pas trop se faire tirer l'oreille lorsque le moment sera venu.

Fidel exige cependant que les pourparlers en vue d'une reprise soient nécessairement précédés de la levée du blocus. Et comme il a maintenant les moyens d'attendre, il ne se pressera pas. Les Soviétiques se sont déclarés d'accord quant à cette condition.

Ce sera donc aux Etats-Unis à bouger les premiers. Mais compte tenu du fort sentiment anti-castriste qui existe encore chez les Américains, il serait étonnant que Gerald Ford ose attaquer le problème avant les prochaines élections présidentielles.

Il serait tout aussi étonnant que l'affaire ne soit pas amorcée immédiatement après ces élections.

Les Cubains que j'ai interrogés là-dessus estiment généralement que l'embargo sera complètement dsparu d'ici deux ans. Ils refusent toutefois de faire montre officiellement d'un tel optimisme. La stratégie de développement contenue dans leur plan quinquennal 1975-1980 est même conçue en fonction du maintien du blocus.

Aussi important qu'il soit, celui-ci ne constitue pourtant qu'un aspect du contentieux. Il faudra sans doute aussi disposer d'autres questions comme le démantèlement des installations militaires étrangères existant surle territoire de l'île et le départ du personnel militaire étranger — ce qui englobe celui de la base américaine de Guantanamo; la cessation de la subversion cubaine en Amérique latine et de la subversion américaine à Cuba; l'indemnisation des biens américains expropriés, etc.

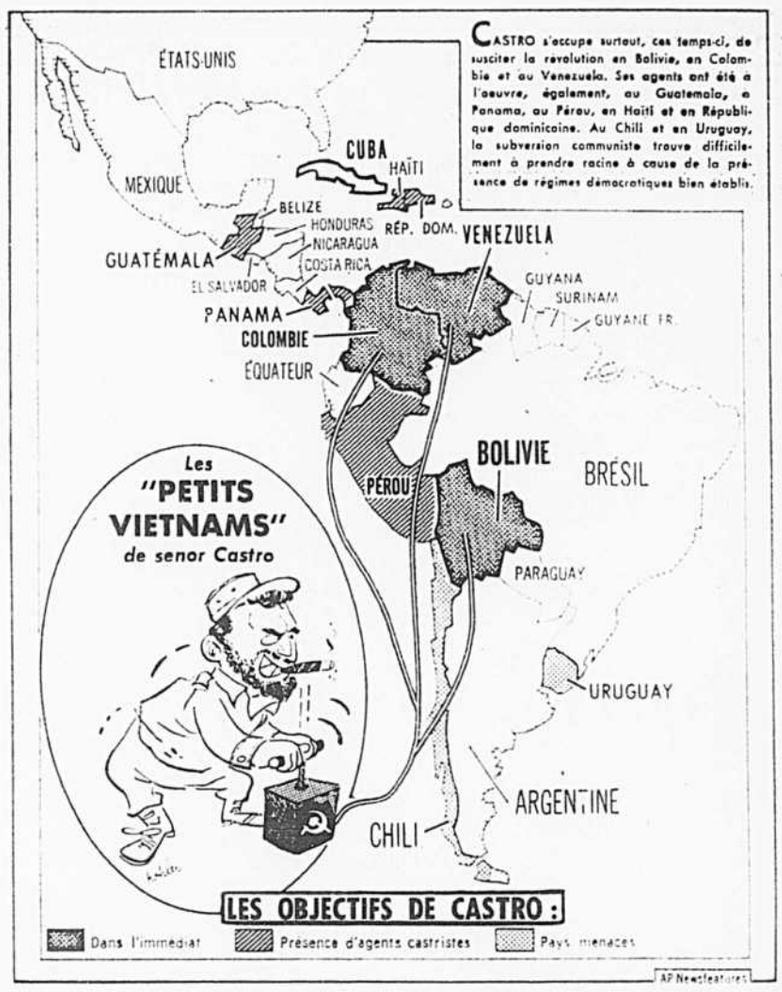
Mais que se passera-t-il après, quand le blocus sera levé, le contentieux vidé, les relations diplomatiques renouées et quand chacun aura réappris à vivre dans le respect de l'autre? N'est-il pas logique de supposer que le commerce reprendra aussi entre Cuba et les Etats-Unis? Et que ceux-ci, avec leur puissance industrielle et cet avantage énorme que leur confère leur proximité avec Cuba, ne mettront guère de temps à évincer les autres pays qui, en l'absence du chat américain, ont dansé avec la souris cubaine?

Voilà une question qu'on s'est sans doute posée à Ottawa et dans les autres hauts lieux de la business canadienne.

Je n'étais pas là quand on se l'est posée, mais je serais prêt à gager ma dernière chemise que c'est pour ça que les ministres Gillespie et Lalonde et tous ces hommes d'affaires sont allés à Cuba, et que Bev. McGill a demandé une autographe à Fidel.

Pour aller chercher des garanties. Et d'autres contrats.

- FIN -



Voici le genre d'information que la presse nord-américaine diffusait il y a quelques années encore au sujet de Cuba. Le texte de l'agence AP Newsfeatures qui accompagnait ce document commençait ainsi: "La main de fer du communisme castriste est incapable de garder une prise ferme sur Cuba... Presque chaque jour ces dernières semaines on a rapporté des actes de violence dirigés contre le régime du dictateur barbu et ses cohortes russes." Et on pouvait lire plus loin: "... des rats ont été lâchés dans les champs de tabac sec et de canne à sucre, avec des torches enflammées attachées à la queue ... D'autres incendies ont été causés par du phosphore lancé dans les champs et enflammé par le soleil brûlant ... Un avion, probablement piloté par des Américains, a bombardé une raffinerie à La Havane ... Des réfugiés affirment que les récoltes de sucre et de tabac sont ruinées à cause du sabotage, de la lassitude des fermiers et de la maladresse de l'administration communiste ... Ainsi, Castro a des problèmes, et tout indique qu'il en aura encore davantage dans l'avenir ..."

La conférence du Commonwealth a été dominée par les préoccupations des pays en voie de développement

par Claude GRAVEL

envoyé spécial en Jamaïque

TEL QUE PREVU, la 20e conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth est largement dominée par les préoccupations des pays en voie de développement.

Non seulement forcent-ils les pays industrialisés à réfléchir sur les moyens de créer un nouvel ordre économique mondial susceptible d'assurer une meilleure répartition des richesses, mais encore ont-il réussi à dramatiser la question rhodésienne, talon d'Achille du Commonwealth.

Ce nouvel ordre économique, dont parlent beaucoup les nations du tiers-monde et qui formera le coeur des discussions à la session d'automne des Nations Unies, inclut notamment un rééquilibre de la balance des paiements entre les pays producteurs de matières premières et les pays industrialisés, qui les transforment.

Le problème se pose en termes très concrets pour les peuples en voie de développement, qui doivent céder leurs ressources naturelles à des prix qui sont loin de rivaliser avec le coût des produits manufacturés qu'ils se procurent par la suite.

"Les pays industrialisés ont la technique, nous avons les matières de base, il s'agit maintenant de discuter un transfert entre les deux", a déclaré jeudi le premier ministre de la Guyane anglaise, M. Forbes Burnham, un des défenseurs d'une meilleure répartition des richesses mondiales.

Le premier ministre de la Jamaïque, M. Michael Manley, a affirmé mardi, à l'ouverture de la Conférence que l'heure était à "la confrontation ou au dialogue" entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

"Une ménagère nord-américaine ou européenne peut être ennuyée par le prix du sucre, mais ce prix peut sauver de la malnutrition, sinon de la famine, la vie d'un million d'enfants de travailleurs du sucre, ailleurs dans le monde", a dit M. Manley.

Des intérêts divergents

Acceptable en théorie, ce nouvel ordre économique entre le tiers-monde et les pays riches voit se multiplier les divisions et réapparaitre les intérêts nationaux selon qu'il est défendu par les pays riches ou pauvres.

Une Angleterre, qui compte essentiellement sur les importations pour assurer ses approvisionnements de base, ne réagira certes pas comme un pays en voie de développement, qui rachète à prix fort des matières premières transformées.

Les suggestions sont diverses, et vont de l'indexation des ressources naturelles aux prix des produits manufacturés à une collaboration producteurs-consommateurs assurant des approvisionnements réguliers et à des prix stables.

Questions complexes, qui ne seront certes pas réglées à l'actuelle rencontre entre les chefs d'Etat du Commonwealth, ne serait-ce que parce que l'organisme favorise avant tout les échanges entre ses membres, sans en forcer aucun à accepter ce que peut vouloir la majorité.

Le Commonwealth, fondé en 1944, encourage la coopération et le dialogue entre ses membres, qui se consultent "pour favoriser les intérêts communs de leur peuple, la compréhension internationale et la paix mondiale". Mais ils parviennent rarement à s'entendre sur une ligne commune, sur un sujet précis.

Les décisions se prennent par "consensus", une façon comme une autre de dire que le Commonwealth n'a pas les moyens de faire appliquer les décisions qui pourraient être prises par une majorité de ses membres. Et que même celles qui se prennent risquent souvent de rester lettre morte, faute de volontaires aptes à les faire respecter.

Un geste courageux

Malgré tout, l'Association volontaire — comme elle se définit elle-même — n'est pas dépourvue de sens. Le Commonwealth traine dans le giron de l'ancien empire britannique le quart des pays du tiers monde qui siégent à l'ONU. Ensemble, dans une Assemblée générale désormais dominée par les nations en voie de développement, ils forment un important réseau d'influence — et de votes.

Le Commonwealth impressionne moins lorsqu'il prétend regrouper 900 millions d'habitants, soit le quart de la population du globe. En exclure l'Inde et ses 600 millions d'habitants serait le ramener à des dimensions plus modestes: la Grande-Bretagne, deux ou trois autres pays industrialisés, et une brochette de nations pauvres, dont plus d'une vingtaine comptent moins de 12 millions d'habitants.

Le problème que pose aux nations africaines indépendantes le gouvernement de la Rhodésie illustre bien les contorsions auxquelles doit se livrer parfois le Commonwealth pour garder une façade de cohésion.

Dans un geste inusité, mais qui ne manque pas de courage, le premier ministre jamaïquain a invité mardi le principal adversaire du régime Smith, Mgr Abel Muzorewa, à s'adresser aux chefs d'Etat. Le projet a réussi, mais après quelles pirouettes!

Oui, le président du Conseil national africain était à Kingston. Non, le Commonwealth n'avait pas été officiellement informé de sa présence. Oui, le premier ministre de la Jamaïque voulait que Mgr Muzorewa parle aux chefs de gouvernement. Non, on ne savait pas s'ils pourraient l'entendre, eux qui ont pris l'habitude de n'accepter que des membres.

Recours aux journalistes

Finalement, ils l'ont entendu... sans le recevoir! La 20e conférence du Commonwealth fut solennellement ajournée et, de manière informelle — on insiste sur le mot — Mgr Muzorewa a pu livrer son message. Message dans lequel il demandait essentiellement l'intensification des sanctions que le Commonwealth a déjà votées contre le régime de M. Ian Smith.

Son discours fut favorablement commenté par les présidents et premiers ministres africains qui défendent sa cause. Il ne semble guère avoir impressionné l'Angleterre, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, seules nations "blanches" du Commonwealth.

C'est saisir un autre aspect du Commonwealth. La presse internationale étant largement représentée à chacune des rencontres de chefs de gouvernement, les pays qui ont des griefs à faire connaitre au monde n'hésitent pas à quitter la salle des délibérations pour accourir à celle des journalistes.

Tant pis pour le sens anglais de la mesure!

la semaine revue et résumée



PAR REGINALD SPINHAYER

UNE GUERRE qui a tué quelque deux millions de personnes, répandu les atrocités et propagé la misère pendant trente années consécutives a subitement connu son épilogue et enfin la paix, cette semaine, alors que les armées communistes du Vietnam ont obtenu la reddition inconditionnelle du gouvernement de Saigon et sont entrées mercredi matin dans la capitale sans avoir à livrer bataille, allant aussitôt hisser leur drapeau sur le palais de l'ancien président Thieu, aujourd'hui réfugié à Formose, et consacrant les ruineux échecs successifs des Etats-Unis et de la France dans leur volonté de garder le territoire dans le bloc occidental.



Le dénouement a couronné la fulgurante offensive qui avait permis aux communistes d'envahir les trois quarts du Vietnam du Sud au cours des cinq semaines précédentes, aux dépens d'adversaires dont la déroute parait avoir été totale et qui ont abandonné intact un équipement militaire d'environ 85 milliards fourni par Washington.

Les Rouges sont entrés dans Saigon sur les talons des membres de la mission diplomatique des Etats-Unis, de 900 autres citoyens américains, et d'un nombre indéterminé de Sud-Vietnamiens qui ont rejoint une demi-douzaine de porte-avions américains au moyen d'une centaine d'hélicoptères et de bateaux divers. Les E.-U., qui ont dépensé près de $150 milliards dans la guerre du Vietnam, donneraient asile à un total de 80.000 réfugiés. Le Canada en recevrait 3,000.

Chute des profits de l'industrie canadienne

Pendant que tous les fabricants d'automobiles américains sauf General Motors rapportaient des pertes presque catastrophiques pour le premier trimestre de 1975 — des rumeurs ont même évoqué la faillite éventuelle de Chrysler — un sondage basé sur cent neuf importantes compagnies canadiennes diverses a révélé une chute moyenne de dix-huit pour cent des bénéfices durant les trois premiers mois de cette année, comparativement à la période correspondante l'an dernier.

Considérés séparément, le secteur manufacturier a subi le recul le plus considérable, soit trente-neuf pour cent, le secteur minier trente pour cent, et l'industrie forestière vingt-quatre pour cent. Le secteur pétrolier n'a enregistré qu'une baisse infime.

Le Québec dénonce la bilinguisation des ondes

Citant comme exemple que les autorités fédérales se préparent à dépenser $640.000 pour émettre les



programmes anglais de Radio-Canada dans une région du Bas-du-Fleuve où la population non francophone est de un pour cent, le ministre québécois des Communications, M. Jean-Paul L'Allier, a dénoncé ce qui semble être un effort de propagation des ondes anglaises malsain pour la collectivité provinciale. Ottawa persiste à colporter le bilinguisme au Québec en comparant le bloc anglophone régional à ce qui reste des îlots francophones ailleurs au pays.

D'autre part, Radio-Canada a annoncé que l'émission d'affaires publiques "Le 60", animée par le journaliste Pierre Nadeau et dont la qualité lui vaut un million et demi de téléspectateurs, disparaîtra le mois prochain des programmes du réseau d'Etat.

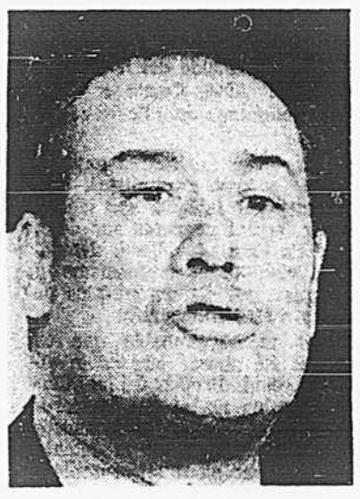
Facteurs et débardeurs travaillent peu ou pas

Deux importantes grèves, celle des 2.500 facteurs de la région de Montréal et celle des quelque 2.200 débardeurs du Québec, ont perduré à divers degrés en dépit de règlements théoriquement intervenus la semaine précédente: les premiers sont généralement restés inactifs d'abord pour obtenir un salaire de $14.000 au lieu de $12.771 et ensuite pour protester contre la mise en tutelle de leur section syndicale par les dirigeants nationaux, et la plupart des débardeurs se sont déclarés malades pour ne pas obtempérer à la loi d'exception leur enjoignant de reprendre le travail.

Environ 25.000 autres Québécois ont aussi fait de courts débrayages pour célébrer la fête du Travail, le 1er mai.

Vers une refonte de la Justice, au Québec

Le gouvernement québécois, par la voix du ministre Jérôme Choquette, a exprimé son intention



d'effectuer un vaste remaniement de l'administration provinciale de la Justice qui s'étendrait sur une demi-douzaine d'années et aboutirait notamment au regroupement et à la réorganisation de toutes les juridictions dans une structure nouvelle baptisée Cour du Québec.

Parmi les 187 recommandations détaillées du projet, on trouve entre autres la dépolitisation de l'accès à la magistrature, la surveillance de l'exercice de la magistrature, et l'accélération générale des procédures.

Faits divers canadiens

Le ministre des Affaires municipales du Québec a décidé la tenue d'une enquête sur l'attribution particulière de quelque $60 millions dans un nébuleux contrat donné par la Ville de Montréal à un entrepreneur participant aux installations olympiques. Une autre enquête s'est aussi ouverte à Montréal sur le versement d'un montant de $100.000 au directeur d'une agence de voyage par un vice-président d'Air Canada qui a récemment quitté son poste.

En Colombie-Britannique, deux bateaux spécialement affrétés par des Canadiens défenseurs bénévoles de la faune et de l'environnement, sont partis de Vancouver pour saboter le massacre des baleines par des flottilles de pêche d'URSS et du Japon, pays n'adhérant pas à la convention internationale de préservation des cétacés menacés d'extinction.

Faits divers étrangers

Le premier aéroport commercial flottant du monde, sorte de gigantesque porte-avions d'environ 7.500 pieds de longueur, est entré en service au large de Nagasaki, au Japon.

A Johannesburg, en Afrique du Sud, un garde de sécurité du consulat d'Israël s'est rendu après avoir pris 21 otages et soutenu un siège de seize heures qui a coûté la vie à une personne et en a blessé 37 autres. L'individu avait été chassé de l'armée israélienne un an auparavant.

Aux Etats-Unis, des témoins déposant devant une commission parlementaire de Washington ont révélé la vente de bébés pour des sommes atteignant $25.000 à des parents adoptifs exaspérés par les lenteurs administratives. A Washington également, un tribunal religieux de l'église épiscopalienne a commencé le procès d'un prêtre accusé d'avoir désobéi à son évêque en permettant la célébration de la communion par une femme ordonnée l'an dernier.

Le temps est venu de songer à remplacer Louis Laberge

par Pierre VENNAT

SI LA FEDERATION des travailleurs du Québec espère regagner sa crédibilité à l'extérieur de ses rangs, non seulement auprès du public en général mais auprès des travailleurs des autres centrales, il lui faudra, au plus tôt, changer d'attitude et prendre ses distances non seulement face aux éléments "indésirables" ou considérés comme tels en son sein, mais également face au gouvernement.



photo Jean Goupil, LA PRESSE

Chassé par les huées, Louis Laberge a tout de même trouvé sur son chemin des fidèles "inconditionnels" qui ont tenté, du mieux qu'ils ont pu, de consoler leur idole de l'humiliation subie quelques minutes plus tôt.

Et ce coup de barre devra peut-être s'accompagner d'un changement de dirigeants, y compris le remplacement éventuel, en décembre lors de son prochain congrès, de son président Louis Laberge.

Parler du remplacement de Laberge aurait semblé une hérisie, il y a quelques jours encore. Encore aujourd'hui, oser écrire une pareille "énormité" risque d'attirer, à son auteur, une foule d'ennuis.

Et pourtant les faits sont là: la crédibilité de Laberge est à la baisse et cela nuit énormément à l'influence de la FTQ. Que "tit Ouis" reste le héros des troupes de la FTQ tout comme "Dédé" Desjardins demeure le héros des ouvriers de la construction n'y change rien: si la FTQ espère avoir la moindre influence auprès des corps publics, auprès du patronat et auprès des autres syndiqués, elle devra procéder, au plus tôt, à un changement d'attitude.

Que reproche-t-on à "tit Louis"

Il faut dire que Laberge n'aide pas sa propre cause.

Comme l'a publiquement dit un directeur de grève FTQ, jeudi soir, après la retraite précipitée, sous les huées, de son héros lors de la célébration de la Fête du travail, "pôve Ti-Ouis, il a bien couru après ces dernières semaines en qualifiant le ministre Cournoyer de bon gars au nez des travailleurs".

Samedi dernier, en effet, M. Laberge, après s'être vanté d'être à peu près le seul à n'avoir pas demandé la démission du ministre du Travail, lui avait rendu hommage en disant "qu'il s'est tenu debout dans bien des tempêtes" et qu'il a toujours marché "droit avec la FTQ".

Cet avis, bien sûr, est loin d'être partagé dans le monde du travail, surtout du côté des syndicats, actuels et anciens grévistes de la FTQ.

Quand des grévistes ont envahi, l'an dernier, le bureau du ministre pour réclamer, par exemple, une législation anti-scabs, les grévistes de la FTQ étaient aussi nombreux que ceux de la CSN et chez les grévistes de la United Aircraft, comme chez les ex-grévistes de la Firestone, pour ne citer que deux exemples, Cournoyer est loin d'être un héros.

"Dédé" ça va, mais Cournoyer...

Déjà la crédibilité de Laberge avait été sérieusement mise en doute depuis les événements de la construction.

Plusieurs ont mentionné qu'il est impossible qu'il n'ait pas été au courant des activités douteuses de plusieurs agents d'affaires de la construction. Des photos qui ont circulé à la Commission Cliche et en dehors de celle-ci le montrent avec des éléments on ne peut plus douteux de la pègre locale.

Mais on pardonne beaucoup de choses à ses héros et on passa l'éponge une première fois.

Puis on l'accusa, manquement plus grave à l'éthique syndicale, de vouloir faire des "héros" de ceux que la Commission Cliche pourfendait et de passer son temps à dénigrer celle-ci au lieu d'ordonner un véritable nettoyage dans ses rangs.

Offense qu'on commence à reprocher de plus en plus, d'ailleurs, à Fernand Daoust, surtout après qu'il se fut livré au blanchissage public de Claude Labonté, un agent d'affaires jugé publiquement "indésirable" au mouvement syndical par la Commission Cliche.

Mais encore là, dans le monde syndical toutefois, on comprenait. Pour Laberge et Daoust, il s'agit de défendre des "membres" de la centrale et les syndicalistes ont parfois de ces réflexes qui poussent les gens à défendre des membres, si indésirable soient-ils, contre l'extérieur, et à pourfendre des adversaires, même quand ils ont raison, parce qu'ils sont de l'autre côté de la clôture, comme la CSN qui ne ler de solidarité avec la CSD, même quand les syndiqués de cette centrale auraient tout pour attirer la sympathie populaire.

Mais encenser publiquement Cournoyer, c'est autre chose, d'autant plus que c'était la deuxième fois que M. Laberge faisait de telles déclarations en public.

L'esclandre de jeudi soir, alors que Laberge n'a même pas été capable de parler tant les hués étaient nombreuses, était prévisible.

Lundi, le président de la CSN, Marcel Pepin, assis à la même table que lui, l'avait publiquement pris à partie pour son éloge du ministre Cournoyer, en présence de Yvon Charbonneau, le président de la CEQ et de plusieurs "officiers" syndicaux des trois centrales.

Personne n'avait osé contredire Pepin, même pas Laberge, qui tout en ne retirant pas ses paroles avait tenté de les atténuer en faisant de M. Cournoyer le "moins pire ministre" d'un "gouvernement pourri".

Cela n'a pas suffi, comme on l'a vu au Centre Paul-Sauvé.

Si Louis Laberge est hué au point de ne pas pouvoir parler lors d'une réunion de "militants" syndiqués qu'il a lui-même convoquée, on peut se demander quelle est sa popularité auprès du "monde ordinaire" auquel il aime se référer.

Un élément de réponse se trouve peut-être dans le fait suivant: la semaine dernière, l'auteur de ces lignes s'est fait dire, dans un bureau du Syndicat des métallos, que trois recruteurs de ce syndicat jugeaient préférable, par les temps qui courent, de ne pas inscrire, dans un tract destiné au recrutement des non-syndiqués, leur affiliation à la FTQ!

Successeur de Roger Provost en 1964, responsable de l'émergence de la FTQ comme véritable centrale et un homme à qui, il faut le dire, le syndicalisme doit beaucoup, Louis Laberge, à moins qu'il réussisse, en vieux lutteur qu'il est, à remonter la pente, a peut-être fait son temps.

Les prochains mois le diront.

Au lieu de réclamer $37 millions, Montréal a renégocié deux contrats

Le ministre des Affaires municipales, M. Victor Goldbloom, vient d'annoncer qu'il enquêtera sur la réouverture par la Ville de Montréal du contrat qu'elle avait accordé à la compagnie Janin Construction, pour l'érection de l'usine d'épuration Charles-des-Baillets. Cette enquête pourrait facilement s'étendre à la réouverture du contrat du gros oeuvre du vélodrome, accordé à la firme Charles Duranceau Limitée, puisque le chef du contentieux de la Ville de Montréal lui-même reliait les deux cas dans une lettre adressée au comité exécutif, au début d'avril.

par Guy PINARD

EN JUIN 1973, la Ville de Montréal accordait à la compagnie Charles Duranceau Limitée un contrat de $12.3 millions pour le gros oeuvre du vélodrome. En mars 1975, elle acceptait que le contrat passe à $45 millions, une augmentation de 266 pour cent.

Toujours en juin 1973, l'administration municipale, à la suite de soumissions publiques, octroyait à la compagnie Janin Construction un contrat de $63,480,512 pour l'érection de l'usine d'épuration Charles-des-Baillets. En mars 1975, elle débloquait des crédits supplémentaires de $45.3 millions pour le même contrat, une augmentation de 71 p. cent.

Au total, des crédits supplémentaires de $78 millions, que les contribuables montréalais devront assumer en grande partie.

Or, c'est là le noeud du problème, si la Ville de Montréal s'était normalement déposer lors de la que ces deux compagnies ont dû normalement déposéer lors de la signature de leur contrat, elle aurait pu récupérer au moins $37.9 millions, soit le cautionnement d'exécution de $6.15 millions de la compagnie Duranceau, et celui de $31.74 millions de la compagnie Janin.

La question qui se pose à ce moment est la suivante: pourquoi la Ville de Montréal ne l'a-t-elle pas fait et pourquoi a-t-elle préféré renégocier les contrats et faire payer par les contribuables montréalais une note de $78 millions alors qu'elle aurait pu être de seulement $40.1 millions?

L'attribution des contrats

Pour bien comprendre la situation, il faut savoir comment procède la Ville de Montréal dans l'attribution d'un contrat.

Toute soumission doit être accompagnée d'une garantie de soumission égale à 10 p. cent de la **soumission,** et d'une lettre d'une compagnie d'assurances attestant qu'un cautionnement d'exécution et qu'un cautionnement des obligations seront accordés au soumissionnaire s'il obtient le contrat. Dans chaque cas, comme en témoignent des dizaines d'exemples tirés du dossier olympique, chacun de ces cautionnements doit correspondre à 50 p. cent de la **valeur du contrat.**

Lors de la signature du contrat, l'entrepreneur choisi remplace la garantie de soumission par les deux cautionnements mentionnés ci-haut, et les soumet au comité exécutif pour approbation.

Le but du deuxième cautionnement est de permettre à la Ville de Montréal de faire terminer les travaux par un autre entrepreneur, ou en régie si l'entrepreneur initialement choisi se voit dans l'impossibilité de terminer les travaux.

Le bu du deuxième cautionnement est de permettre à la Ville de Montréal de payer tous les comptes en souffrance de l'entrepreneur, pour gages, matériaux et services.

Pour être plus précis, dans le cas de la compagnie Duranceau, le cautionnement d'exécution aurait dû être de $6.150.000, tandis que dans le cas de la compagnie Janin, il aurait dû être de $31,740,256.

A ce point, il faut se reposer la question du début en se demandant à quoi servent les cautionnements d'exécution si la Ville ne juge pas bon de les utiliser dans les circonstances pour lesquelles ils sont justement demandés. Et il faut éliminer la possibilité que les deux compagnies n'aient pas déposé les cautionnements auprès du greffier, car dans un tel cas les soumissions auraient été jugées irrecevables.

Silence de l'administration

Il aurait été préférable que l'administration municipale réponde aux questions que soulèvent ces deux contrats quant à la légalité des gestes posés par le comité exécutif et évidemment entérinés par le conseil municipal.

Le bureau du président du comité exécutif, M. Gérard Niding, est en possession des questions depuis plus de deux semaines, et les maintes conversations téléphoniques avec son porte-parole sont restées sans résultat, autrement que pour préciser le caractère "délicat" des questions. Les voici d'ailleurs:

- Est-ce que, lors de la signature du contrat originel accordé à Charles Duranceau Limitée pour le gros oeuvre du vélodrome, il y avait eu dépôt d'une garantie d'exécution de 50 p. cent, et d'une garantie d'obligations de 50 p. cent?
- Si oui, pourquoi la Ville ne s'est-elle pas prévalue de son droit de faire payer la compagnie d'assurances, vu que la compagnie Duranceau était dans l'impossibilité d'effectuer du travail à l'intérieur du contrat?
- Sinon, est-ce que ça ne vient pas en contravention avec la charte de la Ville?
- Est-ce que les mêmes réponses seraient applicables à Janin Construction?

Sur ce dernier point, l'association des deux "causes" a été admise par le chef du Contentieux de la Ville de Montréal, Me Michel Côté, qui expliquait dans une lettre au comité exécutif que la renégociation du contrat de Duranceau s'était effectuée de la même façon que dans le cas du contrat de Janin.

Dans de telles circonstances, on peut difficilement faire porter l'odieux de la situation par les entrepreneurs, puisque c'est l'administration municipale qui n'a pas pris ses responsabilités.

la presse
SAMEDI
3 MAI 1975

Le PLQ doit maintenant subir la contestation de l'intérieur

par Marcel DESJARDINS
de notre bureau de Québec

ON CROYAIT l'esprit critique et la dissidence à jamais disparus des réunions du Parti libéral du Québec (PLQ) tellement les congrès régionaux s'étaient déroulés jusqu'ici loin de toute contestation et partant sans beaucoup de conséquences sur les politiques actuelles du gouvernement.

Mais dimanche dernier, à l'école Marymount de Côte St-Luc, les militants anglophones de l'Ouest de Montréal ont démontré qu'il n'étaient pas prêts à suivre l'exemple de leurs collègues militants libéraux francophones des autres régions de la province et de gober tout ce qui leur vient d'en haut.

La Loi 22

Le président du PLQ, M. Claude Desrosiers, souhaitait lors de son élection, l'automne dernier, que le parti puisse prendre ses distances avec le gouvernement libéral qui siège à Québec. Dimanche dernier, les militants libéraux anglophones ont suivi à la lettre les conseils de M. Desrosiers, sans doute pour d'autres raisons cependant.

Les libéraux anglophones, tout comme l'ensemble de la communauté non francophone de la métropole, n'ont pas accepté la Loi 22 sur la langue officielle et tout indique que les ministres Fernand Lalonde, François Cloutier et leurs collègues des comtés anglophones de l'île de Montréal devront appliquer patiemment, pendant bien des mois encore, cette mesure controversée si les libéraux veulent la rendre plus acceptable à une clientèle qui n'a pas d'autres choix que de voter libéral.

Car si les anglophones de Montréal refusent une Loi 22 présentée par le parti qui leur offre présentement le plus de garanties fédéralistes, on ne voit pas comment ils pourraient flirter avec le Parti québécois. Et dans ces circonstances, un éventuel et toujours hypothétique Parti conservateur provincial ferait de la mauvaise stratégie en fondant ses nouvelles assises sur ces éléments mécontents.

La réaction des libéraux anglophones de Montréal est viscérale. Leur mauvaise humeur est telle que leur mécontentement déborde le domaine linguistique.

Un gâchis

Dimanche dernier, les militants de West Island ont bien fait comprendre au ministre de la Justice, M. Jérôme Choquette, qu'ils n'acceptaient pas l'intégration des forces policières de Montréal, comme ils ont reproché au ministre Victor Goldbloom ses politiques en matière de transport en commun et d'environnement dans la Métropole. Quant au ministère de l'Education, "it's a message" a conclu une militante qui parlait à M. Bourassa.

Un vieux militant libéral a même reproché à M. Choquette de chercher à drainer les fonds fédéraux pour financer la police au Québec, rejetant ainsi les compensations réclamée par le ministre québécois de la Justice pour une province qui se police localement elle-même sans recourir à la GRC pour ce faire, comme d'autres provinces.

C'était vraiment la première fois depuis le début des congrès régionaux libéraux que le gouvernement se voyait contester sérieusement sur autant de fronts dans une même journée. Les ministres, pour leur part, sont plutôt habitués à se faire parler sur un autre ton, celui de la sollicitation obséquieuse parfois.

Le débat linguistique de West Island n'est pas sans évoquer les difficultés et surtout le climat psychologique auquel le Premier ministre Pierre Eilliott Trudeau s'est buté dans la région d'Ottawa lorsqu'il a voulu imposer le bilinguisme ainsi que la loi sur les langues officielles.

Dans la région de la capitale canadienne, qui vit de la Fonction publique fédérale, la réaction des anglophones fut hostile, émotive, proche de la panique. Les Franco-Ontariens exposés à de longues années d'assimilation restèrent, pour leur part, timides, gênés même devant une mesure qui promettait de changer la langue de travail.

Les anglophones de Montréal réagissent exactement de la même façon lorsque MM. Bourassa, à Cloutier et Lalonde leur discuta qu'il est normal que le français soit la langue de travaii au Québec et, qu'une langue qui ne se parle plus au travail est en perte de vitesse. Et quant aux francophones de l'enclave anglophone montréalaise ils ont eu dimanche dernier un comportement de minoritaire. Un d'entre eux a même demandé à M. Bourassa de lui définir la culture québécoise parce qu'à son avis elle n'existe pas.

Des députés "cuits"

Le Parti libéral ne peut pas ignorer le mécontentement de sa clientèle anglophone montréalaise même si dans les coulisses on avance qu'elle se plaint le ventre plein. Non seulement, les anglophones de Montréal travaillent-ils dans leur langue mais ils comptent la plus forte représentation de ministres au sein du cabinet Bourassa.

C'est d'ailleurs ce qui inquiètent certains stratèges libéraux qui se demandent si les Tetley, Goldbloom, Drummond, Cournoyer et des députés comme Arthur Séguin ne risquent pas d'être éconduits purement et simplement par les militants libéraux lorsque le moment viendra de choisir un candidat du PLQ dans ces comtés. Certains de ces députés se sentent déjà "cuits" à l'avance et selon M. George Springate, le député de Sainte-Anne, qui continue de contester ouvertement la Loi 22, ils le sont.

Le nouveau président des libéraux de West Island, M. Roméo Brault, sans aller jusqu'à parler des prochaines élections provinciales, ne s'est pas caché pour dire que les libéraux anglophones sont convaincus que leur parti et leur gouvernement ne les écoutent plus. Que le PLQ les courtise durant la campagne électorale et les oublie par la suite.

"Notre participation, dit M. Brault, ne doit pas s'arrêter à la critique. Nous devons avoir l'assurance que nos suggestions et nos propositions font partie du processus législatif à Québec."

Choquette cherche d'abord à concilier ordre et justice

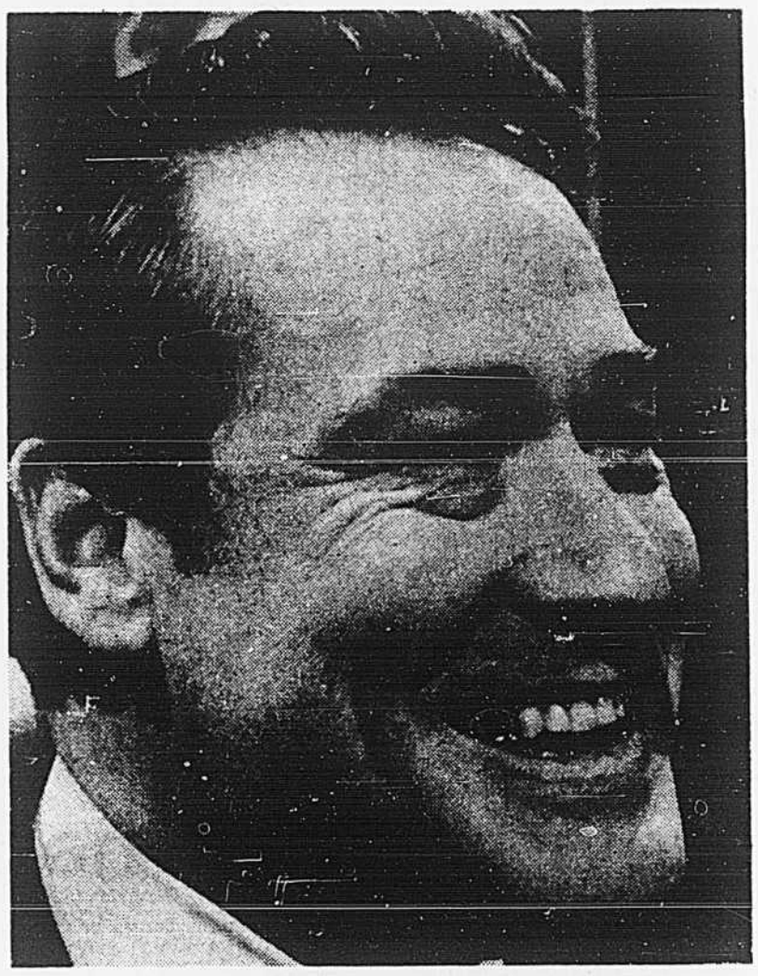
par Daniel L'HEUREUX
de notre bureau de Québec

"DES QUE l'on tente de l'approfondir, l'idée de justice s'avère recéler des paradoxes sinon des contradictions. Ainsi, est-il classique d'opposer "ordre" et "justice". Dans un contexte démocratique, l'ordre est intimement, sinon nécessairement relié à la justice puisque la justice ne peut s'exprimer que par un système de lois qui vise à la systématisation des rapports sociaux. Ainsi, il ne saurait guère y avoir de justice sans ordre. Mais, d'autre part, il ne saurait y avoir d'ordre respectable sans que cet ordre ne s'inspire de la justice."

Cette réconciliation — un peu facile — entre l'ordre et la justice, c'est le ministre Jérôme Choquette qui la présentait cette semaine dans l'avant-propos de son Livre blanc intitulé "La justice contemporaine".

La contradiction latente entre "ordre" et "justice", Jérôme Choquette l'incarne d'autant plus qu'il cumule les fonctions de ministre de la Justice et de Procureur général.

Lui qui n'hésite pas à faire valoir ses profondes préoccupations pour la justice et l'équité, le député d'Outremont est en même temps un farouche partisan de la loi et de l'ordre.



Tiraillé entre ces deux tendances souvent conflictuelles, il réagit au gré des circonstances: avocat des libertés civiles dans un contexte de paix sociale, il se laissera vite subjuguer par les desiderata des forces policières à la moindre crise.

Cet homme a à son crédit des mesures de justice sociale dont son parti aime souligner le caractère progressiste comme la cour des petites créances et la Loi de l'aide juridique. Et bientôt, la Charte des droits de l'homme, même si celle-ci ne primera pas sur les autres lois.

C'est aussi le même homme qui, au cours de la crise d'octobre, s'avérait un des plus chauds défenseurs de la "ligne dure" et estimait en substance que quiconque n'endossait pas inconditionnellement la position du gouvernement se rangeait du côté du FLQ.

Cette dialectique entre l'ordre et la justice n'est pas étrangère au Livre blanc que M. Choquette a déposé cette semaine à l'Assemblée nationale.

Le Livre blanc, il faut bien le noter, contient quelques recommandations qu'il est plutôt farfelu de retrouver dans un tel document. Les livres blancs, dans notre tradition politique, sont habituellement conçus pour permettre à un gouvernement d'énoncer une philosophie générale et un ensemble de politiques qui en découle dans un domaine donné.

Parmi les 187 recommandations de M. Choquette, on en retrouve quelques - unes qui s'apparente plus à des messages adressés au pouvoir judiciaire: "Que dans la rédaction de leurs jugements les juges recherchent davantage la clarté et la concision" en est un bon exemple.

Mais dans l'ensemble, le Livre blanc expose un vaste projet de réformes multiples qui, sans qu'aucune d'entre elles ne soit vraiment audacieuse, constitue un tout d'une envergure peu commune. Interrogé sur le temps que, selon lui, il faut envisager pour voir se concrétiser l'ensemble de ses recommandations, le ministre de la Justice a parlé d'une période d'environ cinq ans.

Quand on se rappelle qu'il recommandait en 1971 la régionalisation des forces policières à travers le Québec et qu'on constate, quatre ans plus tard, que l'intégration des corps de police de la CUM n'est pas encore complétée, le délai de cinq ans apparaît pour le moins optimiste.

Mais, au moins, des réformes qui s'imposaient, particulièrement dans le fouillis des structures judiciaires, sont maintenant désignées noir sur blanc, engageant dans une large mesure le gouvernement à les entreprendre.

Les priorités

Il sera significatif de voir à quelles réformes le gouvernement, sous l'impulsion de M. Choquette, s'attaquera en premier. On constate cependant à la lecture du Livre blanc que le secteur du droit québécois que le ministre juge prioritaire de réformer est celui du droit du travail, en particulier sur les questions relatives aux injonctions, à l'outrage au tribunal et au retrait des plaintes auquel on assiste fréquemment à la fin des conflits de travail.

Les préoccupations du ministre pour le respect de la loi et de l'ordre sont ici évidentes: "La paix publique ne saurait être rendue négociable", écrit-il.

Le recours à l'injonction, qui s'est multiplié dans les conflits de travail, et le refus fréquent des syndiqués d'y obtempérer a non seulement mis en cause la neutralité de la magistrature mais aussi l'efficacité du système judiciaire. Cette situation trouble manifestement le ministre et celui-ci voudrait un moyen plus approprié que l'injonction.

Le contrôle de la police

Par ailleurs, le ministre, qui se plaît à souligner la dépolitisation de la Sûreté du Québec, n'en recherche pas moins un contrôle toujours grandissant sur toutes les forces policières du Québec.

Peu après sa nomination comme titulaire de la Justice, M. Choquette avait confié dans une entrevue qu'il voulait étudier la possibilité de doter le Québec d'un ministère de l'Intérieur, à l'exemple de la France. Cette intention étant mal accueillie, il parlait dans son Livre blanc de 1971 de la création, au sein de son ministère, d'une direction des affaires policières qui pourrait éventuellement devenir un ministère en soi.

Tout en abandonnant l'idée d'un ministère de la police, M. Choquette n'en créait pas moins l'année dernière une nouvelle direction de son ministère qui porte le nom aux évocations plus subtiles de "direction de la sécurité publique" et dont le responsable est l'ancien directeur de la SQ, M. Paul Benoît.

Et maintenant que cette direction est en place, le ministre exprime l'intention dans son nouveau Livre blanc de lui confier d'importants pouvoirs — notamment la coordination de toutes les forces policières — jusque-là détenus par la commission de police. La même direction coordonnera également tout le secteur "para-policier".

Ainsi, le pouvoir sur la police glisse lentement des mains des municipalités à celles du ministre de la Justice, qui renforce ainsi son pouvoir sur le contrôle de l'ordre. Le cas de la CUM est particulièrement éloquent à ce sujet.

La pédale douce sur les enquêtes

Dans le domaine des commissions d'enquête, le ministre en arrive à reconnaître le danger qu'elles représentent pour les droits des personnes et leur réputation. Et il va même jusqu'à poser les conditions auxquelles devrait être restreinte l'utilisation des commissions d'enquête publique.

Cette constatation, plusieurs militants libéraux l'ont faite après que des révélations faites devant la CECO (l'affaire Leduc) et devant la Commission Cliche (l'affaire Joyal) eurent considérablement éclaboussé le Parti libéral.

D'autres avant eux en étaient arrivés à la même conclusion que l'enquête peut représenter un déni de justice. On se souviendra en particulier du cas de ce policier de la GRC, qui, après avoir présumément posé une bombe, a dû subir une longue enquête et même témoigner, s'incriminant lui-même aux yeux de l'opinion publique.

Le ministre de la Justice, lui, en vient à conclure qu'en plus de déroger à certains principes de droit, les enquêtes publiques ouvrent la porte à la culpabilité par association et qu'en conséquence leur utilisation doit demeurer exceptionnelle et empreinte de prudence.

Par contre, des circonstances particulières, comme les enquêtes du coroner, les enquêtes sur les incendies et les explosions, où la preuve est plus difficile, ou encore des circonstances "historiques" comme la répétition d'actes terroristes justifient aux yeux du ministre le recours à l'enquête.

Tant qu'il y aura au Québec des dangers d'actes terroristes, a dit M. Choquette en conférence de presse, les pouvoirs exceptionnels prévus dans les lois demeurent nécessaires.

Au nom de la justice, le ministre penche vers la prudence. Au nom de l'ordre, les principes de notre droit peuvent être mis en veilleuse.

Tout cela ne saurait faire oublier l'esprit de justice qui transpire tout au long du Livre blanc de M. Choquette et des efforts que celui-ci entend déployer pour mettre "de l'ordre dans la Justice". Mais force est de constater que ses préoccupations pour l'Ordre amènent corrolairement le ministre à penser l'administration de la Justice en fonction de l'Ordre.

Gérin-Lajoie et son ACDI sur la sellette

par Marcel PEPIN
de notre bureau d'Ottawa

"FAIT-ON croire à certains pays que le président de l'ACDI, M. Paul Gérin-Lajoie, a le pouvoir suprême, par rapport au Premier ministre ou aux ministres du cabinet?"

"Depuis sa nomination au poste de président de l'ACDI, combien de voyages M. Paul Gérin-Lajoie a-t-il fait hors du Canada, où est-il allé et pourquoi; quel était le nom des personnes qui l'accompagnaient lors de chaque voyage, de même que leur fonction et la raison de leur présence ?"

"Quand l'ACDI a-t-elle accordé à la société Sintec l'important contrat d'installation d'un réseau de télécommunications au Zaïre ? Le contrat a-t-il fait l'objet d'appels d'offres ? Quelles recherches ont été effectuées sur la compétence de cette entreprise et de ses dirigeant?"

Ce ne sont là que trois des 160 questions écrites posées par des députés de l'Opposition touchant les activités de l'Agence canadienne de développement, la majorité d'entre elles provenant du député conservateur Steve Paproski, d'Alberta.

Outre cette avalanche de questions écrites, portant sur les transactions de l'ADCI avec les pays étrangers et les méthodes utilisées pour accorder des contrats, le journal des débats contient des dizaines d'interventions dénonçant soit un gaspillage apparent de fonds publics à l'ACDI, soit un manque de contrôle budgétaire, soit l'arbitraire des dirigeants dans l'octroi d'aide au Tiers-monde.

Pour sa part, le critique officiel des conservateurs en politique étrangère, M. Claude Wagner, harcèle le gouvernement de questions sur le fonctionnement de l'ACDI, le secret qui entoure le programme d'aide et l'absence de renseignements disponibles.

D'où vient cette subite mobilisation des parlementaires face à l'ACDI ? Même du côté libéral, on note une curiosité prononcée des députés pour tout ce qui touche à l'ACDI et les questions des ministériels au comité des Affaires extérieures sont aussi incisives que celles qui proviennent des fauteuils réservés à l'Opposition.

Le style même des questions posées illustre le malaise de plusieurs députés face au style "présidentiel" de M. Gérin-Lajoie, dont le poste équivaut à celui de sous-ministre.

Ayant conservé de ses années passées en politique un certain goût pour les interventions publiques, M. Gérin-Lajoie tranche sur les autres fonctionnaires, dont la discrétion est si complète qu'elle frôle le ridicule par moments. Il est évident que cet élément y est pour quelque chose dans le ton tout au moins de certaines questions.

Le fait de l'ACDI ait augmenté rapidement son budget au point d'atteindre presque le milliard cette année compte aussi pour expliquer l'intérêt accru des parlementaires. A toutes fins utiles, les activités de l'ACDI contribuent davantage au façonnement de l'image du Canada à l'étranger que tout l'appareil hiérarchisé des Affaires extérieures. Cela suffit à aiguiser l'intérêt, sinon un agacement à peine contenu.

Des questions du public

Et dans le cas des Affaires extérieures, à mousser l'envie. Des fonctionnaires cachent à peine leur irritation devant les "tournées" du président de l'ACDI, l'importance qu'on attache à sa personne à l'étranger et l'espèce de réputation d'homme fort qu'il se construit un peu partout à travers le monde.

Il serait injuste à l'endroit des critiques de l'ACDI d'expliquer leur comportement par leur seul agacement devant le style du président Gérin-Lajoie. Le malaise déborde la personne du président, bien que ce dernier paraisse une cible qu'affectionnent par les temps qui courent députés et journalistes.

La mobilisation des parlementaires tient plutôt à une vaste inquiétude qui s'est emparée du public canadien depuis plusieurs mois, à savoir: l'aide généreuse apportée aux populations démunies du globe sert-elle vraiment à soulager la misère ou si une trop grande partie ne profite pas plutôt à des politiciens peu scrupuleux ou à des régimes corompus et l'ACDI serait-elle devenue l'endroit rêvé pour camoufler le patronage libéral ?

Ces questions ont d'autant plus de poids que la télévison montre presque tous les jours des populations affamées qui réclament une aide urgente, au moment où les Canadiens croyaient avoir la conscience tranquille parce que le gouvernement a versé un milliard provenant des impôts aux pays pauvres.

Interrogé sur le malaise qui paraît régner à l'ACDI, M. Gérin-Lajoie reconnaît que son style peut agacer certains parlementaires, mais il explique un certain nombre de critiques qu'il doit essuyer par un malentendu. "Plusieurs députés étaient convaincus, dit-il, que le président de l'ACDI avait tous les pouvoirs en matière d'aide aux pays en voie de développement. Or, ce n'est pas exact. J'ai le rang de sous-ministre et toutes les décisions sont soumises au ministre. Quant à l'Agence elle-même, elle est soumise à tous les mécanismes de contrôle gouvernemental, y compris l'embauche de son personnel par la Commission de la fonction publique et le contrôle de ses opérations financières par le Conseil du trésor.

"Le fait que l'ACDI projette une image plus autonome tant ici qu'à l'étranger, que son président ne soit pas un fonctionnaire de carrière, que nos opérations soient un peu différentes de celles des autres ministères, n'est pas le fruit du hasard", explique M. Gérin-Lajoie. "C'est le Premier ministre Trudeau, lui-même, qui a voulu donner à l'Agence ce statut, pour bien démarquer la mission de l'Agence qui n'est pas uniquement de servir l'intérêt canadien mais aussi d'apporter une aide désintéressée aux pays démunis", soutient M. Gérin-Lajoie dans une entrevue.

Par contre, il s'étonne que des parlementaires s'inquiètent du grand nombre de ses déplacements à l'étranger. "Il est normal que je me rende sur place, non seulement pour me faire une idée personnel des besoins de ces pays, mais aussi pour négocier directement avec les bénéficiaires", dit-il.

Bientôt une nouvelle stratégie

En outre, il rappelle que le cabinet l'a nommé comme représentant du Canada auprès de divers organismes internationaux de développement et qu'à ce titre, il doit se rendre à l'étranger. "Je suis gouverneur suppléant de la banque mondiale, dit-il, et membre du conseil de chacune des banques régionales de développement, non pas de mon propre chef, mais par suite d'un mandat obtenu du Conseil des ministres."

L'importance de l'aide canadienne, la réputation du Canada à l'étranger et la croissance des budgets font que l'ACDI ets devenue plus visible, que le public a réalisé soudain qu'il s'agit d'un ministère important. "Ce n'est pas forcément parce que l'ACDI se prête plus facilement que d'autres organismes aux critiques qu'il en est si souvent question ces temps-ci, mais plutôt parce qu'on commence à découvrir la part de plus en plus grande d'impôts qui est consacrée au développement", souligne M. Gérin-Lajoie, qui se dit suffisamment familier avec l'appareil fédéral pour supporter facilement les critiques dont il est l'objet.

M. Gérin-Lajoie rappelle aussi que l'organisme qu'il préside sort à peine d'une période de rodage où il dut en même temps apprendre à grandir très vite, former des cadres et se familiariser avec une discipline relativement récente qu'on appelle le développement.

Il compte beaucoup sur la nouvelle stragédie de l'aide canadienne, qui doit être révélée bientôt par le ministre responsable de l'ACDI, M. Allan MacEachen, pour apaiser les craintes du public et rassurer les parlementaires sur les orientations de l'Agence.

Malgré l'habileté de M. Gérin-Lajoie à répondre aux questions des parlementaires, malgré le plaidoyer de M. McEachen à l'appui de la politique suivie par l'ACDI, il ne semble pas que l'Opposition soit à la veille de lâcher prise.

Elle soupçonne que l'ACDI a des critères fort élastiques pour juger de la valeur des projets qu'elle subventionne et croit détenir la preuve que le gaspillage est monnaie courante à l'Agence.

M. Gérin-Lajoie a beau répéter qu'on ne peut appliquer aux pays en voie de développement les mêmes critères d'efficacité administrative et financière qu'ici même au pays, les députés croient qu'il est possible d'être plus rigoureux et partant, plus efficace.

Tout en se défendant bien de vouloir de quelque manière minimiser l'importance de l'aide à l'étranger, l'Opposition paraît ravie d'avoir découvert une cible qui prête flanc à la critique.

Si M. Allan McEachen veut effectuer des réformes, il peut déjà compter sur l'aide de ses propres fonctionnaires des Affaires extérieures qui voient grandir l'ACDI avec des yeux étonnés et inquiets.

M. Gérin-Lajoie a montré jusqu'ici beaucoup de calme et d'habileté dans la défense de son mandat. Il devra mobiliser toutes ses ressources pour sortir indemne de l'affrontement. Il semble que le tir de l'Opposition ne fasse que commencer à s'ajuster.

vu de Québec

Une certaine patience...

par Rhéal BERCIER
de notre bureau de Québec

LE MINISTRE des Institutions financières et président du comité ministériel sur les investissements étrangers, M. William Tetley, se refuse à discuter de la volumineuse étude réalisée sur le comportement des entreprises multinationales au Québec.

Même si la substance du document a été rendue publique par plusieurs organismes d'information et que copie de l'étude a été remise à tous les membres du conseil exécutif, il n'en soutient pas moins que l'étude, qui favorise l'intégration des multinationales à l'entreprise autochtone demeure toujours "un document de travail".

Le député de Lafontaine, M. Marcel Léger, est demeuré estomaqué lorsque le ministre l'a accusé de recel parce qu'il avait en sa possession une copie de cette étude. M. Tetley a pris tous les moyens afin qu'il ne soit pas question de ce document "volé" lors de l'étude en commission des crédits de son ministère.

Le contraste

Pendant ce temps, son collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre, ne se gêne pas pour parler de la question. Le document "Pour une politique économique québécoise", qui est fortement inspiré du "rapport Tetley", a été rendu public et certaines de ses recommandations sont déjà en vigueur, tandis que d'autres sont en voie de l'être.

On retrouve ici l'exemple d'un ministre qui ne craint pas de défendre un dossier, même si celui-ci est bruyamment critiqué, notamment par le Conseil du patronat du Québec.

M. Saint-Pierre poursuit donc ce débat et l'Opposition officielle ne nuira pas à son travail dans cette perspective. Parce que, petit à petit, Québec devient davantage sévère sur les investissements étrangers.

On était loin de penser en 1970, lors de l'élection de M. Bourassa, qui avait adopté une politique de porte ouverte vis-à-vis ces investissements étrangers, qu'un certain nationalisme par étapes était pour succéder au libéralisme économique.

Sur cette question, le chef du gouvernement, M. Robert Bourassa, préfère demeurer muet, soutenant que la vision politique adoptée est toujours la même en regard des entreprises étrangères. Il se défend bien de rappeler le cas d'ITT sur la Côte-Nord.

Compte tenu de ce jeu politique, M. Saint-Pierre évolue sur une corde raide, espérant qu'au moment où on lui fera perdre son équilibre, il aura atteint la fin de son trajet, évitant ainsi le saut périlleux au filet.

Les tracas

Si les pourparlers entre MLW-Worthington et Marine Industrie n'achoppent pas, l'homme politique qui s'en réjouira sera d'abord le premier ministre, M. Robert Bourassa, dont la belle-famille détient d'importants intérêts au sein du chantier maritime de Sorel.

C'est après avoir approché plusieurs groupes, sur une période de plus d'un an, que la Société générale de financement (SGF), société de gestion gouvernementale qui est propriétaire majoritaire de Marine, a finalement trouvé un partenaire de choix qui cadre bien avec la circonstance.

Le projet de la filiale du Groupe Bombardier est encouragé par le gouvernement québécois qui voit là une possibilité pour lui de s'associer à des entreprises "leaders", dont le "Rapport Descoteaux" favorisait l'expansion au Québec.

Il est certain, cependant, que la SGF demeurera partenaire au sein de Marine ou du nouveau groupe d'entreprises qui font partie du programme d'expansion de Bombardier.

Un autre cas

Selon des informations dignes de foi, il est assuré maintenant que la famille Simard se départira de ses actions dans Marine. Mais, si le prix accepté par la célèbre famille sorelloise est inférieur à l'estimation faite par la SGF sur les actions de Marine, Québec interviendra et rejettera la transaction, car cette situation placera la SGF en mauvaise posture, lors de la deuxième ronde de négociation.

Il s'agit de ne pas dévaluer, dans une première transaction, le prix des actions détenues par un autre groupe qui, dans ce cas-ci est la SGF. Et cette dernière société de gestion administre l'argent des contribuables. Le gouvernement, lui, est responsable de son administration devant près de 6,000,000 de Québécois actionnaires de la SGF notamment.

Québecor en "crise" est forcé de fermer le Journal du Nord-Ouest

par Laurier CLOUTIER

La compagnie Québecor Inc. traverse une période difficile qualifiée par certains de "crise de croissance" qui se manifeste autant au niveau des finances, de l'administration que du personnel.

— Par exemple, le Journal du Nord-Ouest cesse aujourd'hui de paraître après avoir entraîné des pertes de près de $400,000.

— Le vice-président aux opérations, M. Rémi Marcoux, vient de donner sa démission.

— L'imprimerie de Magog a "suspendu temporairement ses activités pour des raisons syndicales".

Les vacances puis l'absence relative du président de la compagnie, M. Pierre Péladeau, depuis le mois de mars, expliqueraient en partie les difficultés actuelles.

Profits réduits

Au niveau des finances, des rapports veulent que les résultats du deuxième trimestre révèlent une moins bonne performance au niveau des profits. Ils seront dévoilés dans une dizaine de jours.

Le secret qui entoure toujours de telles informations empêche toutefois de préciser davantage la question.

Mais au premier trimestre terminé le 28 décembre dernier, les bénéfices étaient déjà tombés à $475,000 par rapport à $750,000 lors des premiers trois mois de l'année précédente. La direction de la compagnie avait alors expliqué cette baisse par une diminution du volume d'affaires des imprimeries et par le lancement du Journal du Nord-Ouest.



photo LA PRESSE

Pierre Péladeau, président de Québecor : être flexible et se retourner rapidement.

Or, ces problèmes se sont accentués depuis ce temps avec notamment les pertes "d'un peu moins de $400,000" du Journal du Nord-Ouest.

"Lock-out" à Magog

Par ailleurs, la récession économique a fait perdre quelques clients américains à l'imprimerie de Magog située non loin de la frontière canado-américaine. Le directeur général de l'entreprise a alors réorienté son marché vers le Canada. Mais les employés ayant obtenu le droit de grève le 14 avril dernier auraient alors ralenti le travail, ce qui a incité la compagnie a décrété un "lock-out".

Les imprimeries Montréal-Offset et Dumont auraient également perdu quelques contrats relativement importants.

Restructuration

Au niveau administratif, Québecor Inc. a entrepris un programme de restructuration et de centralisation des pouvoirs qui sera dévoilé vers la mi-mai.

Rejoint chez lui hier soir, M. Pierre Péladeau a déclaré qu'il occupera toujours la présidence de la compagnie après le 12 mai, mais qu'il déléguera une partie de ses pouvoirs au titulaire d'un nouveau poste, le vice-président exécutif.

Le membre actuel de la direction de Québecor qui assumera le poste de vice-président exécutif pourra compter sur quatre nouveaux vice-présidents responsables de secteurs d'entreprises: imprimeries, quotidiens, hebdomadaires et, enfin, les messageries, de même que la maison de développement de photos Etco.

Les pouvoirs décentralisés étaient jusqu'ici confiés à un directeur général au niveau de chacune des imprimeries ou journaux. Un président, deux vice-présidents (finances et opérations), un secrétaire et un trésorier coiffaient les activités du groupe au siège de Québecor Inc.

Le vice-président exécutif et les quatre vice-présidents centraliseront dorénavant plus de pouvoirs aux dépends des directeurs généraux.

M. Péladeau a précisé que des membres actuels de la direction de Québecor assumeront tous ces nouveaux postes sans toutefois vouloir élaborer davantage.

Selon des informateurs toutefois, MM. Pierre Gauvreau, Jean Neveu, Yves Moquin, Roger Turgeon et Robert Lemoine occuperaient les nouveaux postes. Les trois premiers étaient respectivement jusqu'ici vice-président aux finances, trésorier et secrétaire.

Démission

Le très polyvalent vice-président aux opérations, M. Rémi Marcoux, vient de son côté de démissionner il y a quelques heures. Il aurait décidé de "faire autre chose à la fin du mois" parce que ses fonctions d'après restructuration ne lui plaisaient pas.

Au niveau du personnel, la compagnie coupe des têtes actuellement comme seule elle sait le faire à des intervales réguliers. Ça sent la débandade" a commenté quelqu'un.

Plusieurs postes sont en effet abolis pour des raisons de compressions budgétaires, ce qui entraine le départ de quelques personnes. On met en outre de la pression sur les employés pour qu'ils accentuent leur productivité.

Par ailleurs, M. Péladeau a déclaré lors de l'entrevue téléphonique que M. Wilbrod Gauthier, membre du conseil d'administration et du comité exécutif, a occupé des "fonctions plus importantes" chez Québecor le mois dernier. M. Péladeau fête cette année son cinquantième anniversaire de naissance et il a décidé de prendre un peu de vacances à compter du 10 mars après deux ans de travail ininterrompu.

Fermeture du Journal du Nord-Ouest

En ce qui concerne le Journal du Nord-Ouest, lancé en octobre 1974, on avait convenu au départ d'abandonner l'aventure lorsque le déficit dépasserait $400,000.

L'expérience se solde par des pertes "d'un peu moins de $400,000" parce que, a expliqué M. Péladeau, "les revenus publicitaires n'ont pas atteint le niveau escompté."

L'imprimerie de Magog s'est révélée "déficitaire pendant un certain temps et pourrait aujourd'hui afficher de meilleurs résultats. Mais le syndicat demande la parité avec Montréal."

M. Péladeau a conclu toutefois que l'attitude actuelle de Québecor (fermeture du Nord-Ouest et de Magog prouve que la compagnie "est flexible et peut rapidement se retrouner".

Le CCQ veut créer une Société de développement coopératif

par Jean POULAIN

Le mouvement coopératif québécois propose de mettre sur pied une Société de développement coopératif (SDC) qui serait chargée spécifiquement de favoriser le développement et la promotion du mouvement coopératif au Québec.

C'est ce qu'a annoncé hier au cours d'une conférence de presse, à Montréal, M. Jean-Marie Ouellet, président du Conseil de la coopérative du Québec (CCQ).

Non seulement le CCQ juge nécessaire la création de cet organisme, mais demande que l'Etat s'y associe, le mouvement coopératif restant toutefois "le maitre d'oeuvre".

M. Gilles Arès, directeur général du CCQ, a expliqué en détail les trois principales fonctions du nouvel organisme envisagé, sur lequel les membres du mouvement coopératif devront se prononcer dans les mois à venir.

Fonctions du nouvel organisme

Le premier rôle sera un rôle de consultation. Il s'adressera aux coopératives naissantes ou en voie de développement.

Une seconde fonction sera relative au financement. L'idée, a expliqué M. Arès, est que certaines coopératives pourraient atteindre la rentabilité si leur structure de capitalisation était améliorée, ce qui ne veut pas nécessairement dire qu'il faudrait y injecter de gros capitaux.

Le directeur général du CCQ a tenu cependant à préciser que les principes du mouvement coopératif ne vont pas jusqu'à aider aveuglément une coopérative dont l'existence n'est pas économiquement justifiée.

Dans l'esprit des promoteurs du SDC, l'organisme n'aurait pas besoin de capitaux énormes comme une banque ou une caisse populaire, mais ils fixent ses fonds à plusieurs dizaines de millions de dollars.

La troisième fonction de la SDC serait la gestion, c'est-à-dire une aide technique aux coopératives qui ne possèdent pas les cadres compétents pour la gestion.

Apôtre du coopératisme, M. Arès veut avant tout faire ressortir "l'esprit" dans lequel les membres auront à oeuvrer plutôt que le caractère matériel ou financier des opérations.

Prêts sans intérêts

Un exemple donne immédiatement les conditions d'éthique dans lesquelles s'effectueront les opérations: la SDC pourra consentir des prêts sans intérêt, mais lorsque la coopérative qui en aura été bénéficiaire sera remise en état, elle s'engagera "sur son honneur" à contribuer certains montants pour compenser en quelque sorte les intérêts non payés et ainsi aider d'autres coopératives en mauvaise posture.

La Société de développement coopératif a été suggérée par le service de recherche du CCQ, et son rapport vient d'être présenté aux institutions membres du CCQ.

Selon M. Arès, l'on s'attend à ce que si le projet est approuvé, la SDC sera sur pied dans environ trois mois.

En plus d'offrir des services de consultation, de financement et de gestion, la SDC, au niveau de l'ensemble du mouvement, permettrait d'accroître l'activité intercoopérative.

Le rapport indique que "le faible degré d'intégration des activités économiques des différents secteurs coopératifs, qui provient pour une large part d'une croissance non ordonnée et de l'absence d'une stratégie globale de développement, constitue en effet l'une des raisons principales de la faiblesse relative du mouvement coopératif dans l'économie québécoise.

Canadian Vickers n'est pas à vendre

Canadian Vickers Ltd. n'est pas à vendre !

Le président et chef de la direction, M. J. Eric Harrington, a en effet déclaré hier que la société britannique Vickers Ltd., qui détient le contrôle de Canadian Vickers, "n'a sans doute jamais songé à vendre sa filiale montréalaise."

M. Harrington a aussi affirmé catégoriquement que "les dirigeants de la compagnie n'ont eu aucune discussion avec Bombardier concernant l'achat par cette dernière du contrôle de Canadian Vickers."

Le quotidien Le Soleil de Québec a fait état de rumeurs en ce sens le jeudi, premier mai.

Le même jour, LA PRESSE publiait de son côté, selon des sources sûres, que Bombardier projetait d'acquérir Canadian Vickers après avoir pris le contrôle de Marine Industrie Ltée.

L'article mentionnait que le président du conseil et chef de la direction de Bombardier, M. Jean-Claude Hébert, niait vouloir acheter Canadian Vickers.

Mais les informateurs précisaient que la Société générale de financement (SGF) accepterait de céder le contrôle de Marine à Bombardier à condition d'en conserver 30 pour cent des actions.

Si toutefois les négociations avec Bombardier n'aboutissaient pas en ce sens, la SGF voudrait au moins prendre 30 pour cent des actions du nouveau groupe "Vickers-Marine" éventuellement constitué par Bombardier.

Ouvrez l'oeil! le dégel des taux d'intérêt semble amorcer une révision à la hausse

les capitaux

par Denis GIROUX

Ouvrez l'oeil, et le bon!

Le secteur des taux d'intérêt est en plein bouleversement depuis deux semaines, après avoir été extrêmement stable depuis le mois de février.

Pratiquement tous les taux ont été ou risquent d'être révisés:

- les taux hypothécaires ont été haussés en général de un quart de un pour cent depuis le dernier sondage mensuel de LA PRESSE sur les taux d'intérêt;
- les taux sur les dépôts à terme sont en hausse de un demi à un pour cent depuis quinze jours après avoir subi une baisse vertigineuse en janvier et février, et
- les taux à plus long terme et sur les obligations semblent aussi sur le point de remonter, comme le démontre la résistance des investisseurs à s'engager maintenant à placer dans des obligations dont ils croient que le rendement pourrait être plus élevé s'ils attendent.

Diversité

Tout ceci fait que l'on retrouve un peu la même situation qu'à l'automne dernier; une grande diversité dans les taux offerts pour une même période, et parfois même dans un même secteur.

Ainsi, une banque à charte offre un taux de 8.5 pour cent pour les dépôts de cinq ans, alors qu'à deux coins de rue, une autre n'offrira que 7.5 pour cent. Une société de fiducie offre, elle, 9.25 pour cent pour cette même durée.

Taux plus attrayants

Aussi, dans une période comme ces temps-ci où la plupart des taux sont sujets à changement, il faut garder l'oeil ouvert pour peu que vous ayez un montant d'argent à placer.

Ainsi, depuis un an, la meilleure stratégie, tenant compte justement des taux d'intérêt, eût pu être de placer à terme (plus ou moins long, selon vos besoins), ou en obligations, puis lorsque la baisse s'est amorcée en novembre, d'acheter des obligations d'épargne du Canada et/ou peu à peu d'acheter certains actions à la Bourse.

Présentement, il semble que l'on pourrait être revenu au début du cycle.

Les taux d'intérêt semblent sur le point de devenir plus attrayants qu'ils ne l'ont été depuis six mois.

A surveiller et observez

Surveillez ce qui se prépare, en particulier:

- la prochaine émission d'obligations d'épargne du Québec. Il semble certain que ces obligations porteront le taux de 8.5 pour cent, ce qui est certes beaucoup moins intéressant que les obligations fédérales de novembre dernier, mais qui reste modérément attrayant. (Nous en reparlerons dans une prochaine chronique). Elles seront mises en vente vers le 19 mai jusqu'au 15 juin;
- le taux que porteront les prochaines émissions d'obligations tant municipales, gouvernementales que corporatives au Canada. En général, on s'attend à une hausse. Donc, attendez avant d'acheter;
- les taux demandés pour les hypothèques. Chose certaine, ces taux ne devraient pas redescendre. Au mieux, ils resteront autour de leur niveau actuel, et peut-être repasseront-ils le cap du 11 pour cent pour la construction résidentielle.
- les taux sur les dépôts à termes des banques surtout (ils devraient être relevés) et des sociétés de fiducie. Il est très rentable, avant de placer vos fonds, de faire au moins trois appels ou visites à des institutions différentes avant de prendre votre décision. Ces temps-ci, ces démarches pourraient s'avérer lucratives.

Si vous avez des questions sur cette chronique, d'autres parues précédemment ou le placement en général, l'adresse pour nous écrire est:

LA PRESSE
Division économie-finances
Chronique CAPITAUX
7 ouest, rue Saint-Jacques
Montréal H2Y 1K9

Au cours des jours à venir, plusieurs chroniques seront consacrées aux lettres reçues en avril afin de combler le retard occasionné par la non-parution de la chronique Capitaux (pour raison de vacances) au cours de ce mois.

LES TAUX D'INTÉRÊT ACTUELS AU CANADA

CE QUE VOUS PAYEZ POUR OBTENIR DE L'ARGENT

- **PRÊTS PERSONNELS À LA CONSOMMATION:** (Banques et caisses populaires) ..... 13.5% et plus
- **COMPAGNIES DE FINANCE** (prêts personnels):
  - 1ère tranche jusqu'à $300 ..... 24%
  - 2e tranche de $300 et $1,000 ..... 12%
  - 3e tranche de $1,000 à $1,500 ..... 6%
  - MAIS, si le prêt est supérieur à $1,500 vous payez sur l'ensemble du prêt LE TAUX DE: 21.6% à 24%
- **PRÊTS HYPOTHÉCAIRES** (première hypothèque):
  - Domiciliaire, normal ..... 10.75% - 11%
  - Domiciliaire aux termes de La Loi nationale de l'habitation (moins de $30,000) ..... 10.5% - 10.75%
  - Commercial (commerces, conciergeries, etc.) ..... 12% à 12.25%
- **PRÊTS AUX COMPAGNIES:**
  - Taux de base (accordé par les banques à leurs meilleurs clients) 9%
  - En général ..... 10.5% et plus
- **CARTES DE CRÉDIT** 18%
- **TAUX DE CRÉDIT** dans les grands magasins ..... 18% à 22%

CE QUE L'ON VOUS OFFRE POUR VOTRE ARGENT

- **TAUX D'ÉPARGNE AVEC PRIVILÈGE DE CHÈQUE** (calculé sur le solde minimum de 6 mois) ..... De 0 à 3%
- **COMPTES D'ÉPARGNE SANS PRIVILÈGE DE CHÈQUES** (retraits au comptoir seulement) 6.5%
- **DÉPÔTS À TERME:**
  - BANQUES: moins d'un an (minimum $5,000): 1 à 3 mois ..... 6.25% - 6.75%; 3 à 6 mois ..... 6.5% - 7%; 6 à 12 mois ..... 6.5% - 7.5%
  - Plus d'un an (minimum de $1,000): 1 à 2 ans ..... 7% - 7.5%; 3 à 4 ans ..... 7.25% - 7.75%; 5 ans ..... 7.5% - 8.5%
- **SOCIÉTÉS DE FIDUCIE** (Trusts) (Vos fonds sont strictement gelés pour la période indiquée):
  - Moins d'un an (minimum de $5,000): 1 à 3 mois ..... 6.5% - 6.75%; 3 à 6 mois ..... 6.5% - 7%; 6 à 9 mois ..... 6.625% - 7.5%; 9 à 12 mois ..... 7% - 7.5%
  - Plus d'un an (minimum variable de $500 à $1,000): 1 an ..... 7% - 7.75%; 2 ans ..... 7.5% - 8.25%; 3 ans ..... 7.5% - 8.75%; 4 ans ..... 8% - 9%; 5 ans ..... 9% - 9.25%
- **OBLIGATIONS** (rendements moyens): Moyenne générale ..... 10.3%; Municipalités ..... 10.3%; Provinces ..... 10.1%; Compagnies 10.4%
- **OBLIGATIONS D'ÉPARGNES AU QUÉBEC** (à venir) 8.5%
- **ANCIENNES OBLIGATIONS D'ÉPARGNES DU CANADA** (si conservées jusqu'à échéance) 10.5%

SOURCE: Sondage LA PRESSE auprès des banques, caisses populaires, sociétés de fiducie et compagnies de finance et McLeod, Young, Weir & Co.

économie
ET FINANCES

la presse
SAMEDI
3 MAI 1975

La faible demande U.S. fera fondre les profits du papier journal en 75

par Georges GRATTON

D'une vigueur exceptionnelle en 1974, la rentabilité des compagnies canadiennes fléchira considérablement pour l'année en cours, conséquence immédiate de la faiblesse de la demande américaine en papier journal.

Les effets, comme le souligne une analyse récente de la maison Burns Bros. and Denton, de Toronto, varieront d'une compagnie à l'autre selon la prépondérance de la fabrication du papier journal sur l'ensemble de leurs activités.

Compte tenu du marasme qui persiste dans l'industrie du bois de charpente, du ralentissement dans le domaine des papiers fins et des cartons d'emballages, les baisses de bénéfices varieront entre 19 et 40 p. cent.

Les opérations de Consolidated-Bathurst se solderaient alors par un bénéfice de $38 millions en 75 contre $47 millions l'année précédente; $36 millions pour Abitibi contre $46 millions en 1974; $23 millions pour Price en 75 contre $32 millions, tandis que MacMillan Bloedel accuserait un recul de près de 40 p. cent sur les résultats de 74, qui se chiffraient à $70 millions.

Selon les hypothèses de M. Anthony Tirrell, il faudra attendre la deuxième moitié de l'année 1976 pour une remontée de la consommation américaine réelle en papier journal.

Jusqu'à la fin du mois de mars, précise-t-il, les usines canadiennes ont bénéficié, en prévision de grèves prolongées, de l'accumulation excédentaire d'inventaires de papier journal de la part de tous les consommateurs, cependant que la consommation américaine accusait un recul de près de 200,000 tonnes.

La consommation américaine de papier journal, qui s'est abaissée de près de deux p. cent en 1974 par comparaison avec celle de l'année précédente, fléchira davantage en 1975, eu égard à la lente reprise économique aux Etats-Unis.

Le fléchissement des deux dernières années, avec un recul de quatre p. cent en 1975, constitue, dans la période après-guerre, la plus importante diminution de la consommation américaine en papier journal.

Une telle faiblesse dans la demande américaine est d'une importance capitale pour l'industrie du papier journal, sont effectuées sur le marché américain dont plus de 70 p. cent des ventes.

Pour 1975, la production canadienne atteindra environ 8.6 millions de tonnes, soit près de huit p. cent de moins que l'an dernier, correspondant à 85 p. cent de l'utilisation optimale des effectifs de l'industrie.

La clé pour le maintien des bénéfices réalisés sur chaque dollars de ventes repose sur la stabilité des prix de cette commodité.

Selon M. Tirrell, il existe un véritable danger à ce que la hausse de $25 la tonne en janvier 1975 ne résiste pas aux pressions exercées sur le marché par le niveau élevé des inventaires, qui s'établit à la fin mars à 57 jours de production, soit environ 22 jours au-dessus de la normale.

Tout compte fait, souligne l'analyste financier, une grève prolongée dans l'industrie du papier journal serait bénéfique aux compagnies puisque l'équilibre serait alors rétabli.

En effet, dans l'éventualité d'une grève, les consommateurs de papier journal écouleront les inventaires accumulés et pourront, après un mois, reprendre leurs achats qu'ils ont tout récemment réduit, et permettre aux compagnies de maintenir le prix tel qu'établi au début de l'année.

En l'absence de grèves, les stocks seront écoulés plus lentement et, tôt ou tard, souligne M. Tirrell, les compagnies devront réduire leur production en papier journal.

L'augmentation de $25 par tonnes des coûts de production prévue pour 1975, doublée d'une réduction de $10 à $25 dans le prix de ventes, dans l'éventualité où les compagnies doivent concurrencer sur des marchés moins gourmands, éliminerait les profits que celles-ci réalisent sur la vente du papier journal.

Sans repousser totalement cette hypothèse, l'analyste financier mise davantage sur les éléments plus quantifiables tel que la baisse de la consommation et, conséquemment, celle de la production pour prévoir une baisse des bénéfices des compagnies canadiennes de papier journal.

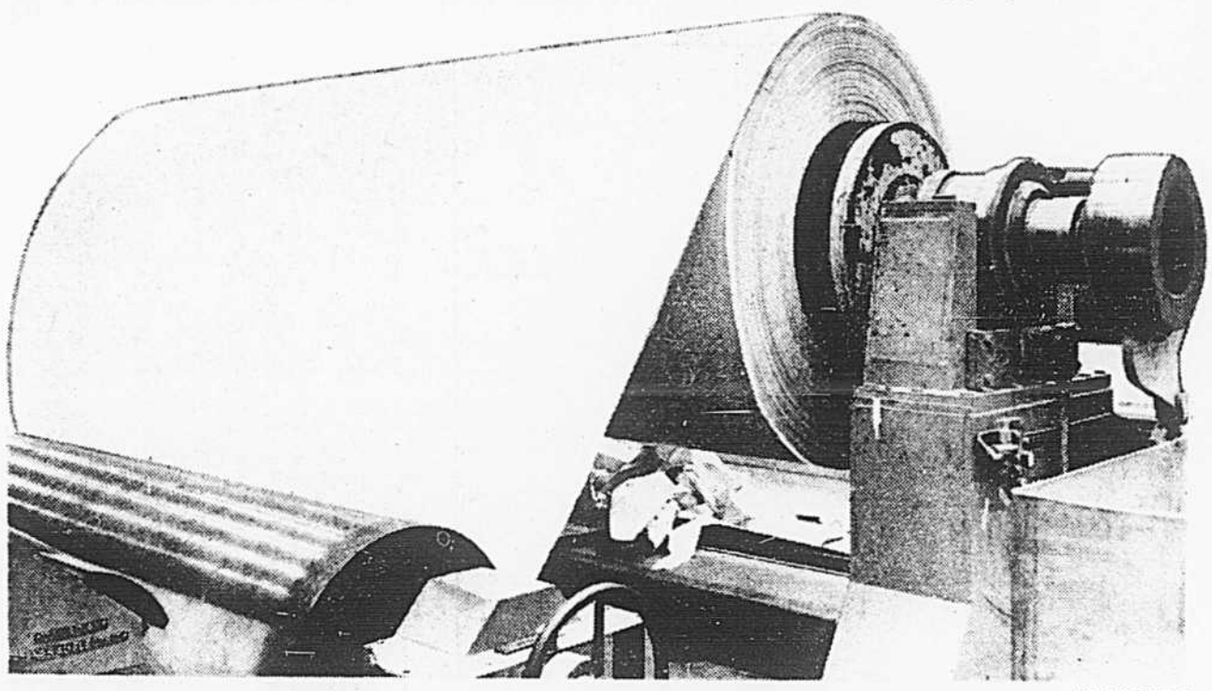


photo LA PRESSE

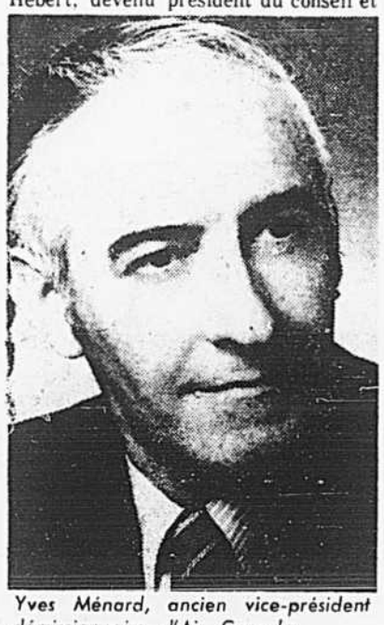
La production canadienne de papier journal ne devrait pas dépasser 8.6 millions de tonnes en 1975, soit une baisse de huit pour cent par rapport à 1974. Ce niveau de production correspond à 85 p. cent de la capacité maximale de l'industrie.

Yves Ménard passe chez Warnock Hersey

par Denis MASSE

L'homme qui pouvait signer un chèque de $100,000 chez Air Canada, sans autorisation, M. Yves Ménard, a été invité par le président du conseil de Warnock Hersey International Limited, M. Peter N. Thomson, à occuper le poste de vice-président à la direction.

Démissionnaire d'Air Canada, M. Ménard, qui a eu 50 ans vendredi, est appelé à remplacer M. Jean-Claude Hébert, devenu président du conseil et chef de la direction chez Bombardier, Limitée.



Yves Ménard, ancien vice-président démissionnaire d'Air Canada.

M. Ménard, principal témoin à l'enquête sur l'administration des fonds à Air Canada, s'apprête à occuper ses nouvelles fonctions chez Warnock Hersey dès lundi matin. Il devra s'en absenter cependant mercredi, alors que reprendra son témoignage à l'enquête présidée par le juge Willard Estey.

L'un des rares francophones à la direction d'Air Canada, M. Ménard a démissionné le 27 février dernier mais a toujours soutenu qu'il n'y avait pas de conflit d'intérêt entre l'acquisition personnelle d'une villa de $43,800 à la Barbade et le contrat de $1 million qu'il négociait onze mois plus tard avec Sunset Crest, un domaine de villégiature englobant son propre manoir.

Il se trouve justement que Warnock Hersey International Limited, au nombre de ses nombreuses activités, exploite des centres de ski dans l'Ouest canadien en plus d'un hôtel, Le Chanteclerc, dans les Laurentides.

L'enquête ordonnée par le ministre des Transports fait suite à une transaction de $100,000 que M. Ménard a négociée personnellement avec l'agence de voyage McGregor Travel Company Limited en vue de créer une agence de voyages nationale.

Dans le box depuis hier, M. Ménard paraît très décontracté, répond sans sourciller à toutes les questions. Il continue de croire que ce projet était des plus intéressants pour Air Canada et que "c'est seulement la façon dont les fonds ont été remis à McGregor qui a été stupide".

Gulf Oil aurait aussi versé des pots-de-vin à l'étranger

NEW YORK (AFP) — La compagnie pétrolière Gulf Oil Corp. aurait payé plus de $4 millions à des hommes politiques dans un pays étranger, afin de protéger ses investissements dans ce pays, révélait hier le Wall Street Journal.

Le pays n'est pas identifié, mais le quotidien newyorkais laiss entendre qu'il pourrait s'agir d'un des deux pays d'Amérique du Sud ou Gulf Oil exploite des gisements pétroliers, le Venezuela et l'Equateur.

Le Wall Street Journal précise que le paiement a été révélé au cours d'une déposition secrète faite, devant la Commission de contrôle des Bourses et des valeurs (SEC), par M. B. R. Dorsey, président du conseil d'administration de Gulf.

M. Dorsey aurait déclaré que $4 millions auraient été payés en deux versements "cash" (l'un de $1 million en 1966 et l'autre de $3 millions quatre ans plus tard, juste avant les élections dans le pays concerné) à un parti et à des hommes politiques. Un autre versement de $200,000 aurait également été effectué par la suite.

Le Wall Street Journal avait déjà révélé, le 8 avril dernier, le paiement d'un pot-de-vin de $1.25 million par la firme américaine United Brands à un haut responsable du Honduras. Cette révélation a abouti la semaine dernière à la destitution du président de ce pays, le général Oswaldo Lopez Arellano.

En mars dernier, la SEC avait accusé Gulf Oil d'avoir dissimulé l'existence d'un fonds secret de $10.3 millions destiné à financer des contributions politiques, tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger, entre 1960 et 1971. Gulf Oil a reconnu l'existence de ce fonds.

Sur le total de plus de $10 millions, environ $4.9 millions, selon la SEC, auraient été versés à l'étranger, dont une grande partie dans un seul pays.

Ce qui est fort bon pour General Motors fait peut-être grand tort aux Etats-Unis

l'économie qui s'écrit

par Jean POULAIN

"NON, DECIDEMENT, ce qui est bon pour la General Motors ou pour IBM International ne l'est pas nécessairement pour les Etats-Unis."

C'est l'affirmation à laquelle aboutit une passionnante étude réalisée par MM. J.A. Kosciusko-Morizet et J. Peyrelevade, et intitulée : "La mort du dollar".

La thèse de base des deux auteurs est que le développement des firmes multinationales va graduellement scléroser la vie économique aux Etats-Unis, car elles déplacent de plus en plus leurs activités hors de leur territoire de départ.

Dès 1971, l'on évaluait à $150 milliards l'investissement américain à l'étranger. Or, expliquent les auteurs, si un dollar investi engendre chaque année plusieurs dollars de chiffre d'affaires, ces $150 milliards représentent un potentiel de vente supérieur au produit national brut du Japon, troisième puissance économique du monde.

Ce qui fait donc dire aux auteurs qu'il existe deux Etats-Unis: celui d'Amérique et celui du reste du monde.

Ce phénomène est d'autant plus impressionnant que sa progression continue de s'accélérer: depuis 1960, l'investissement direct a chaque année dépassé nettement, sauf deux fois, le montant de l'année précédente.

Il suffirait qu'elle se poursuive encore pendant dix à quinze ans pour mettre aux mains des entreprises américaines, ou d'origine américaine, une fraction très substantielle de la production du globe.

D'où vient l'investissement direct: d'une part, de sorties de capitaux à long terme consenties par les maisons-mères américaines; d'autre part, de la fraction non rapatriée mais réinvestie des bénéfices des filiales à l'étranger.

La part des bénéfices non rapatriés par rapport aux sorties de capitaux provenant des maisons-mères était de 40 pour cent, encore que, pour la première fois en 1972, les bénéfices non rapatriés représentaient plus de la moitié des nouveaux investissements.

Car les filiales étrangères dégagent des bénéfices considérables, soit deux fois et demie leur rendement aux USA.

Ce rendement a en effet été en moyenne de 15 pour cent des capitaux investis.

En 1971, $7.3 milliards de bénéfices ont été rapatriés, cependant que $3.1 milliards de bénéfices locaux (soit moins d'un tiers du total de $10.4 milliards) sont venus s'ajouter à $4.9 milliards de sorties, pour créer $8 milliards d'investissements nouveaux.

C'est la reproduction continue et amplifiée de ce mécanisme depuis 1945 qui explique l'explosion de l'investissement direct.

Par pays, le Canada continue d'occuper une place considérable quoique déclinante en pourcentage malgré un doublement du chiffre absolu en douze ans.

Selon des statistiques de l'ONU, le nombre des filiales américaines à l'étranger est passé entre 1950 et 1966 de 7,000 à 23,000.

La plupart des grandes entreprises américaines sont "étrangères" à plus de 25 pour cent et certaines, comme IBM, à plus de 50 pour cent.

Fait important à signaler: cette diversification géographique des entreprises industrielles s'accompagne d'un développement parallèle des banques américaines.

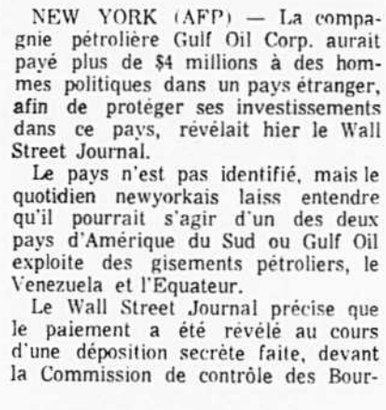
Ce réseau bancaire perfectionné fournit des bases financières pour l'expansion des firmes américaines.

Non seulement elles aident à l'expansion, mais aussi au rachat d'entreprises locales existantes.

Selon la thèse, la logique des entreprises multinationales se résume par le triangle suivant: production dans les pays de coût minimum ou les pays les plus proches des marchés à conquérir; réexportation vers les lieux de vente: transfert des profits vers un paradis fiscal.

Sait-on, par exemple, mentionnent les deux auteurs français, que les filiales américaines à l'étranger produisent et vendent un volume de biens environ quatre fois plus important que la totalité des exportations américaines?

Une fraction importante de ce volume correspond d'ailleurs à des échanges internes aux sociétés multi-



nationales, facturés à des prix plutôt fonction de la politique fiscale et financière du groupe que de la réalité économique, puisqu'ils sont hors-marché.

Une troisième méthode d'investissement à l'étranger est celle des emprunts extérieurs. Les auteurs précisent que de 1950 à 1970, la répartition était la suivante: 36 pour cent par sorties de capitaux des USA; 23 pour cent par profits réinvestis et 41 pour cent par emprunts locaux.

Ces derniers ont l'avantage de ne pas apparaître dans le déficit de la balance des paiements.

On en arrive au paradoxe que les conquêtes des firmes américaines à l'étranger se sont appuyées majoritairement (profits réinvestis et emprunts locaux) sur un financement consenti par ceux-là mêmes qui en ont été l'objet.

Certaines firmes américaines ont même été plus loin, allant jusqu'à utiliser les marchés extérieurs pour leur expansion aux Etats-Unis: elles empruntent environ 25 pour cent des euro-obligations, et 50 pour cent du marché de l'euro-dollar proprement dit.

(Les auteurs font toutefois remarquer que les firmes étrangères disposent de facilités comparables, mais elles n'ont pas voulu les utiliser jusqu'à présent.)

Cette tentation du gigantisme et la recherche des marchés font que les multinationales n'ont pas d'opinion politique, mais seulement des intérêts.

Ceci explique le déferlement actuel de la vague capitaliste en URSS: "Ce qu'il y a d'étonnant dans ce mouvement, c'est seulement qu'il ne se soit pas produit plus tôt".

Qu'il s'agisse de leur force économique globale ou de leur influence dans les échanges internationaux, les Etats-Unis connaissent depuis 1945 un déclin relatif.

Par contre, les USA restent, pour des sommes considérables les créanciers du monde (actifs à long terme), mais doivent à court terme $60 milliards aux banques centrales étrangères.

Le fond du problème étudié par les auteurs et qui a donné le titre de l'ouvrage, repose sur le fait que le dollar est une monnaie utilisée à la fois comme monnaie intérieure et comme monnaie internationale: c'est donc comme si un pays était libre d'imprimer ses réserves de change. C'est ce qui est arrivé aux USA lorsque la convertibilité du dollar en or a été supprimée. Les Américains sont ainsi devenus les banquiers du monde, mais des banquiers imprudents puisqu'ils gèlent à long terme des capitaux qui ne leur appartiennent pas. Sur les $128 milliards d'investissements directs et placements privés $94 milliards sont la première catégorie, les placements en Bourse ne portant que sur $34 milliards.

A l'inverse, les investissements étrangers aux USA ne portent que sur $14 milliards et les financements privés à $65 milliards.

En résumé, selon les deux auteurs, le bilan des USA vis-à-vis de l'extérieur est un bilan de faillite. Les désordres du système monétaire international proviennent du fait que, si la masse monétaire d'une nation est contrôlée par la banque centrale, il devrait en être de même pour la masse monétaire internationale: il faudrait donc que les Etats-Unis soient dans l'obligation d'honorer à tout moment les demandes de conversion.

Dès 1970 les filiales américaines assuraient 42 pour cent des exportations du Canada, 45 pour cent du Mexique, 17 pour cent du Royaume-Uni, 9 pour cent de la France, 8 pour cent de l'Allemagne, etc.

Il est donc douteux que les investissements à l'étranger augmenteront les exportations américaines: c'est ce que les auteurs soulignent en disant: ce qui est bon pour General Motors ou pour IBM n'est pas nécessairement bon pour les Etats-Unis.

En dix ans les investissements annuels américains à l'étranger ont décuplé, atteignant aujourd'hui près de 20 pour cent des investissements internes des Etats-Unis.

La baisse du taux de profit aux USA a fait que les géants industriels ont cherché ailleurs que chez eux de meilleures chances de gains: un dollar placé au-delà des frontières rapporte 2.5 fois plus que celui investi dans la mère-patrie.

C'est pourquoi l'économie américaine interne souffre selon la thèse d'un sous-investissement structurel, et le dollar porte le poids de ces contradictions.

La mort du dollar, par J.A. Kosciusko-Morizet et J. Peyrelevade, Editions du Seuil.

revue boursière de la semaine

Un nouveau souffle

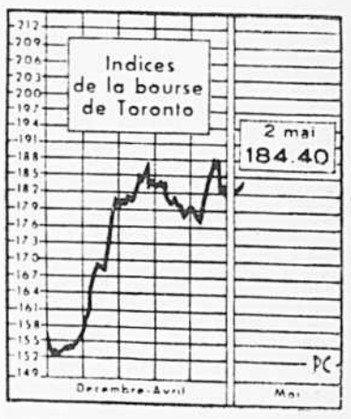
par Denis GIROUX

APRES UN DEBUT de semaine difficile, la Bourse a connu de bonnes séances jeudi et vendredi pour terminer en hausse marquée.

A New York, la plus grosse et la plus influente des bourses, l'indice des valeurs industrielles Dow Jones a clôturé hier à 848.48, en hausse de 36.68 sur le vendredi de la semaine précédente.

Cette hausse a été essentiellement le résultat de forts gains de 17.52 points hier et de 9.62 points avant-hier, gains eux-mêmes explicables par les nouvelles annoncées par le Trésor américain quant à ses besoins (plus faibles que prévu) de fonds pour 1975.

La Bourse de New York a ainsi atteint son plus haut niveau en près d'un an.



De fait, l'indice Dow Jones a progressé de près de 270 points depuis décembre dernier, en moins de cinq mois.

Hausse plus faible au Canada

Au Canada, les marchés furent à la hausse, mais de beaucoup moins. L'indice des valeurs industrielles des Bourses de Montreal et Toronto étaient hier respectivement de 192.63 et 184.40, en bonne hausse sur les chiffres respectifs de 190.54 et 183.44 d'il y a une semaine.

Le secteur boursier le plus intéressant a été celui des pétroles, qui a monté à la suite des hausses de prix dont les investisseurs prévoient que l'industrie pourra profiter dans les semaines et mois à venir.

L'indice des pétroles de l'Ouest de la Bourse de Toronto est ainsi passé de 169.28 à 178.14 en une semaine.

La plupart des autres secteurs ont connu des hausses du même ordre que celui des valeurs industrielles.

Une exception est le secteur des valeurs aurifères qui continue de décevoir ceux qui avaient misé sur une hausse du prix de l'or et, partant, du prix des actions de compagnie productrices d'or.

L'indice des valeurs aurifères de Toronto a reculé de 6.28 à 379.21. Cet indice avait dépassé 620 en 1974.

Les taux d'intérêt

La question qui suscite l'intérêt des analystes et des investisseurs boursiers est la conjoncture des taux d'intérêt.

En général, une hausse des taux d'intérêt, ou plus exactement une remontée, est le prélude d'une reprise économique. Or, il semble que ce soit ce qui se passe présentement, et c'est là un des facteurs dont la Bourse a tenu compte aux Etats-Unis pour exécuter sa reprise des derniers mois.



Mais une hausse trop rapide des taux d'intérêt ou, pire, une stabilisation des taux sans qu'une reprise n'est lieu en 1975, serait catastrophique.

En particulier, de très forts taux d'intérêt laissent présager une forte inflation et, de cela les investisseurs ne veulent pas. La Bourse pourrait donc redégringoler.

En revanche, côté positif, le règlement de la guerre en Indochine est certes un facteur important.

Reste cependant le difficile problème du maintien de la paix au Moyen-Orient. Il s'agit là d'une incertitude de taille.

USA : 8.9% de chômage en avril

Même si les conseillers économiques du président Ford se disent optimistes sur la relance de la production nationale, trois indices majeurs ont confirmé hier que le ralentissement se poursuivait aux Etats-Unis.

- Le taux de chômage a atteint un niveau sans précédent depuis 34 ans, grimpant à 8.9 pour cent au cours du mois d'avril.
- Les contrats de construction ne dépassent guère $6.5 milliards pour le mois de mars, une chute de 15 pour cent par rapport à la même période l'an dernier.
- Les projets d'investissements des grandes sociétés américaines reculent de 5 pour cent en valeur par rapport au programme d'équipement de l'an dernier.

La hausse du chômage est toutefois compensée par une hausse de l'emploi. La première depuis sept mois.

Le nombre de chômeurs au mois d'avril est monté de 200,000 pour atteindre un total de 8,176,000, suivant une hausse très importante en mars, qui était de 500,000. Le taux de chômage atteignait alors 8.7 pour cent.

Le nombre d'emplois, qui avait baissé de 2.6 millions depuis le mois de septembre est remonté, en avril, de 240,000. Ce qui le porte à 8.1 millions.

D'autre part, les plus importantes compagnies américaines ont réduit pour 1975 leurs projets d'investissements. On s'attend à ce qu'elles ne dépensent que 5 pour cent de plus qu'en 1974 pour construire de nouvelles usines ou acheter de l'équipement.

Cette nouvelle fait suite à une enquête du service économique des publications McGraw-Hill.

Par ailleurs, le conseiller présidentiel américain, M. Greenspan, a déclaré que l'économie américaine allait reprendre vigoureusement dès le début de 1976.

M. Greenspan, chef du Conseil présidentiel des conseillers économiques, a précisé que durant la seconde moitié de 1975, l'économie allait connaitre une reprise modérée d'abord et vigoureuse ensuite.

Il a également ajouté que le taux de chômage allait décroitre.

rapports financiers express

Compagnies	Profits (pertes) ($000) COURANT	L'AN DERNIER	VARIATION	Revenus bruts ($000) COURANT	L'AN DERNIER	VARIATION
SIMPSONS LTD. (magasins de détail) Tor., Ont.	($329)	$2.267	—%			
1er trim. 31 mars	—	$0.05		$105,900	$95,100	+11%
CONSUMERS GLASS (contenants) Tor., Ont.	$791	$944	—16%			
1er trim. 31 mars	$0.31	$0.38		$18,600	$19,100	—2%
INTL. TEL & TEL. CORP. (conglomérat) New York, NY.	$106,600	$104,100	+2%			
1er trim. 31 mars	$0.86	$0.84		$2,600,000	$2,500,000	+4%
NEWCONEX HOLDINGS (mines) Tor., Ont.	$617	$789	—21%			
9 mois 31 mars	$0.29	$0.37		$1,793	$1,764	+1%
SCURRY-RAINBOW OIL (pétrole) Cal., Alberta	$464	$520	—10%			
1er sem. 31 mars	$0.18	$0.20		$6,700	$5,700	+17%
GRUMMAN CORP (électricité) Long Island, NY.	$4,137	$4,716	—12%			
1er trim. 31 mars	$0.60	$0.69		$251,550	$255,455	—1%
DICKENSON MINES (mines) Tor., Ont.	$773	$858	—9%			
1er trim. 31 mars	$0.23	$0.26		$3,100	$2,600	+19%
ROBIN RED LAKE MINES (mines) Tor., Ont.	$380	$479	—24%			
1er trim. 31 mars	$0.12	$0.16		$1,200	$1,300	—7%
CANADIAN PACIFIC INVESTMENTS (soc. de gestion) Mont. Qué.	$36,300	$27,300	+32%			
1er trim. 31 mars	$0.62	$0.49		—	—	—
CANADA TUNGSTEN MINING (mines) Tor., Ont.	$403	$664	—39%			
1er trim. 31 mars	$0.08	$0.13		—	—	—
ACRES LTD. (soc. de gestion) Tor., Ont.	$1,500	$945	+58%			
1er trim. 31 mars	$0.60	$0.32		—	—	—
OUTBOARD MARINE (moteurs de bateaux) Waukagan, Ill.	$3,000	$8,000	—62%			
2ième trim. 31 mars	$0.36	$0.96		$116,800	$128,900	—10%
TRAVELERS CORP. (assurance) Hartford, Conn.	$13,100	$40,800	—67%			
1er trim. 31 mars	$0.29	$0.91		—	—	—%
VULCAN INDUSTRIAL PACKAGING (contenants métalliques) Randalo	$159	$147	+8%			
1er trim. 31 mars	$0.20	$0.18		$3,000	$2,800	+7%
CARENA-BANCORP (soc. de gestion) Mont. Qué.	$2,500	$1,700	—47%			
9 mois 31 mars	$2.10	$1.61		$18,700	$14,200	+31%
LAKE SHORE MINES (mines) Tor., Ont.	($275)	$112	—%			
1er trim. 31 mars	—	$0.02		$62,000	$83,000	—25%
INTERNATIONAL PAINTS-CANADA (revetements) Mont. Qué.	$798	$381	+109%			
année 31 déc.	$9.46	$4.12		$34,900	$25,500	+36%
POPULAR INDUSTRIES (importation de vêtements) Mont., Qué.	$8	$49	—83%			
1er trim. 31 janv.	$0.01	$0.05		$2,900	$3,500	—17%
PITTS ENGINEERING (genie de construction) Tor., Ont.	$622	$859	—27%			
1er trim. 31 mars	$0.15	$0.21		—	—	—%
THOMSON NEWSPAPERS (publications) Tor., Ont.	$6,300	$5,300	+18%			
1er trim. 31 mars	$0.12	$0.10		$43,900	$38,300	+14%
SILKNIT LTD. (textile) Tor., Ont.	$97	$250	—61%			
1er trim. 31 mars	$0.12	$0.30		$5,000	$5,300	—5%
SUCREST CORP. (alimentation) New York, NY.	$1,342	($22)	—%			
3ième trim. 31 mars	$0.74	—		$106,680	$54,004	+97%

NEW YORK *PAR LA PRESSE CANADIENNE*

VENDREDI 2 MAI 1975

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. net
A - B					
Abbt Lb	17 569	72¼	71½	72	— ⅛
ACF In	8 109	39¾	39⅜	39½	+ ⅜
Acme Clv	5 48	9⅞	9½	9⅜	+ ⅛
Addrsso	79	7⅜	7½	7⅜	— ⅛
Airco	6 607	21	19⅜	20¾	+1¼
Alcan Al	6 479	23	22⅜	22⅞	
Alleg Cp	2 182	11⅜	10¾	10¾	— ½
Allg Lud	3 19	24¾	24⅛	24¾	+ ⅜
Allin GP	6 7	6	5½	5½	— ⅜
Allid Ch	8 311	39¼	38¾	39	+ ¼
Allis Ch	6 251	10½	10¼	10⅜	+ ⅛
A Hess	4 351	17⅛	16⅜	16⅞	
AAir Filt	11 59	15⅞	15⅛	15½	+ ¼
Am Airl	28 173	9⅛	8⅞	9	+ ⅛
A Brnd	7 106	39⅛	38½	38⅞	+ ⅜
ABC	7 1270	20	19⅛	19¾	+ ½
Am Can	6 195	30¼	29¼	30	+ ⅞
A Cyan	8 801	28	27⅜	28	+ ⅛
Am EIP	8 966	17⅜	17	17⅛	
A Home	25 953	36¾	36	36⅝	+ ⅜
Am Hos	29 463	38½	37½	38¼	+ ¾
Am Mot	12 264	5¼	5⅛	5¼	
Am Stand	5 167	12⅞	12⅜	12⅜	— ⅛
Am TT	10 1260	50¼	49¾	50⅛	+ ½
Ampx Cp	5 116	4¾	4½	4½	— ⅛
Anacon	5 412	17	16⅜	16⅝	— ½
Apache	6 75	9¾	9½	9¾	+ ⅛
Apeco Cp	44	2⅛	2	2	
Armco St	5 579	32¾	32	32⅜	+ ⅛
Armst Ck	23 444	26	25¼	25¼	— ⅜
Arm RU	10 30	12¼	11¾	12	+ ¼
ASA Ltd	81	70¾	69⅛	70	
Atl Rich	11 932	89¼	88¼	88¼	— ½
Avco Cp	48	5¼	5⅛	5⅛	— ⅛
Avon Pd	24 1218	46⅞	45¾	46⅛	+ ⅜
Babck W	7 411	21¼	19⅞	21	+1⅛
Baxt L	38 317	50⅞	49⅜	50	+ ½
Beckmn	15 73	34⅜	34	34⅛	+ ⅜
Beech A	5 85	11⅞	11¼	11¾	+ ⅛
Bel How	7 83	17	16⅜	16⅞	+ ¼
Bendlx	7 91	36¼	35⅛	35½	
Benfl Cp	5 129	16¾	16⅜	16⅜	
Beth Stl	5 764	40¼	39¾	40⅛	+ ¼
Black D	32 607	35⅜	34	34¾	+ ¾
Blis Laug	5 18	14¾	14½	14⅝	
Block HR	9 856	12½	11¼	11¾	— ⅜
Boeing	8 1657	28⅜	27	28⅛	+1¼
Boise Cas	7 742	20	19⅝	20	+ ⅜
Borden	9 248	24⅞	23⅞	24¾	+ ¾
Borg War	7 93	16⅜	16	16¼	
Bran Int	6 376	7¾	7½	7⅝	
Brist My	16 302	61	59½	60⅜	+1⅜
Brwn Co	2 2	9⅞	9¾	9⅞	
Brunswk	8 629	14¾	14	14⅜	+ ½
Bucy Er	16 1299	40½	39¼	40⅛	+ ⅜
Budd Co	10 64	8¾	8⅜	8¾	
Bulova W	6 46	7⅞	75	7⅞	+ ¼
Burl Ind	12 131	26	25⅜	26	+ ¼
Burl Nor	8 175	38¾	38¼	38½	— ¼
Burndy	9 8	24⅞	24⅞	24⅞	— ⅜
Burrghs	26 282	99⅜	97	99⅜	+2⅜
C					
Camp Sp	11 86	30⅜	29¾	29¾	— ¼
Cdn Pac	6 57	15¾	15⅜	15⅜	
Carr Cp	32 90	12⅜	12	12¼	
Cart Wa	10 90	10	9⅝	9¾	+ ⅛
Cater Tr	16 384	68⅝	67	68⅜	+1¾
CBS	12 372	48½	47½	47¾	+ ¾
Celanese	7 149	33¾	33	33½	+ ⅛
Cerro Cp	7 101	14⅛	13⅞	14	+ ⅛
Cessna	5 77	15⅜	15	15¼	+ ¼
Chmp Int	6 461	17	16½	16⅞	+ ⅜
Chessie	7 431	35⅜	35	35¼	+ ¼
Choc FN	43	3⅜	3⅓	3⅜	— ⅛
ChrsCrft	57	5¼	5⅛	5⅛	— ¼
Chrysir	524	10½	10	10½	+ ½
CIT Fin	8 142	31⅜	30⅞	31¼	— ¼
Cities Sv	6 197	39⅞	39	39¾	+ ¼
Clorox Co	12 351	10¾	10½	10½	
Cluet Pea	53	5½	5¼	5½	+ ⅛
Coca Col	26 315	85¾	85⅛	85⅜	+1⅞
Coleco In	73	3⅛	3	3	
Colg Pal	16 645	29⅛	28¼	29⅛	+1¼
Coll Alk	35 563	8	7⅛	7⅜	+ ⅛
Col Gas	7 44	23½	23¼	23⅜	+ ¼
Comb En	12 333	44⅞	43¾	44	— ⅞
Comi Sol	7 15	44¼	44¼	44¼	
Com Ed	9 334	24¼	23⅞	24¼	+ ¼
Com Oil	19 3122	11⅝	11⅜	11½	
Comsat	7 249	34⅛	33	34⅛	+1¼
Con Edis	4 206	12¼	12⅛	12⅛	— ⅛
Con Fds	31 287	14	13½	13¾	— ¼
Con Can	7 175	26½	26	26⅜	+ ¼
Cont Cp	11 184	36⅛	35½	36	+ ⅛
Cont Oil	8 524	56⅞	55⅝	55⅝	—1
Cont Dat	1432	21⅜	20⅛	20⅛	— ⅝
Coop Ind	8 57	41¼	41	41	+ ¼
CPC Int	10 559	42⅜	41¼	41¼	— ⅝
Crane Co	4 50	48½	47¾	48½	+ ¼
Crown Ck	9 144	20	19½	19⅞	+ ⅛
Crw Zell	8 97	37⅛	36½	36¾	
Curtis Wr	8 397	10½	10⅛	10½	+ ⅛
Cyprus M	6 42	30¼	29⅝	29⅝	+ ⅛
D - G					
Dan Riv	85	6⅞	6⅜	6⅞	+ ½
Dart Ind	10 82	28	26⅛	28	+2
Data Gen	23 186	33⅜	32½	33	— ¼
Deere	8 768	43⅞	42⅜	43⅜	+1¼
Denn Mf	5 4	17¼	16¾	17	— ⅛
Dexter C	9 17	13¾	13⅛	13½	+ ⅜
Diam Sh	7 920	43¼	41⅞	42¾	+ ⅞
Digital Eq	29 213	110⅞	108¼	108¾	—1⅜
Disney W	26 665	49½	48	48¼	— ½
Divers In	19 221	3⅛	2¾	3	+ ¼
Dow Ch	13 473	88	86⅞	87¼	+ ⅛
Dress In	11 328	57½	55⅝	57	+1⅞
duPont	21 714	133½	128¾	133	+4
Duq Lt	7 94	16	15¾	16	+ ⅛
East Airl	13 173	6	5¾	5¾	
Eas Kod	28 1055	109	105¾	108⅛	+1⅜
Elec Assc	6 32	2½	2⅜	½	+ ⅛
EIP NG	6 69	12¼	12	12⅛	
Emer El	21 2886	35	34½	34⅞	+ ⅛
Emhart	5 21	19⅞	19½	19½	— ¼
Esmark	5 76	27¾	27¼	27⅜	+ ⅛
Ethyl Cp	5 253	35¾	35¼	35½	+ ½
ExCelIO	6 46	14	13¾	13⅞	+ ⅛
Exxon	6 733	84⅞	84⅛	84¾	+1¼
Fairch	11 160	43½	42½	42⅝	— ⅞
Fin Fed	5 87	10¾	10	10¾	+ ¾
Fireston	7 185	18⅜	18¼	18⅜	+ ⅛
Fst Chrt	8 903	12⅜	11¾	12⅜	+1¼
Flntkote	6 38	15½	15	15⅜	
Fla Pw	6 119	19¾	19⅛	19¼	+ ¼
FMC Cp	7 167	18½	17⅞	18¼	+ ⅜
Ford M	26 1907	36¾	36	36¼	— ⅛
Frnkln M	16 412	283	27½	28	— ⅛
Fruehf	10 196	17⅜	16⅝	17¼	+ ⅛
GAC Cp	6 59	1⅝	1½	1½	
GAF Cp	5 157	10⅜	10¼	10⅜	+ ⅛
Gen Dyn	8 370	42½	41½	42¼	+ ½
Gen Elec	16 1340	48½	46⅞	48¼	+1¼
Gn Food	10 295	23⅞	23	23½	+ ⅜
Gen Mot	15 1356	44⅞	43¾	44⅞	+1⅜
GPub Ut	6 120	13⅞	13⅝	13¾	+ ⅛
GTel El	11 543	21⅜	20⅞	21⅜	+ ¼
Gen Tire	4 158	13⅞	13⅜	13⅞	+ ½
Ga Pac	16 488	44	42⅝	43¾	+ ½
Gillette	12 466	33¾	31½	33¼	+2
Goodrich	6 174	20¼	19¾	20	+ ½
Goodyr	9 550	19⅛	18¾	18¾	+ ⅛
Gould Inc	7 82	26⅜	26	26⅜	+ ⅜
Grace	6 219	28⅜	27¾	28	+ ½
Grand Un	10 55	15	14⅝	14¾	
Gt AP	85	11¼	10⅞	11⅛	
GtW Fin	7 833	15¾	15	15⅜	+1
Gren Giant	7 11	19½	19	19	— ⅜
Greyhd	8 206	11¼	11	11¼	+ ⅛
Groller	43	2⅜	2½	2½	
Gruman	6 393	18	16¾	17¾	+1
Gulf Oil	4 745	19⅜	18¾	18¾	— ½
Gulf Wn	5 271	35⅛	34¾	35⅛	+ ¼
Gulton	12 10	3½	3¼	3⅜	— ⅛

Dow Jones de clôture

848.48 + 17.52

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. net
H - L					
Harris C	31	20⅜	20¼	20¼	— ⅛
Heinz HJ	13 353	52⅛	50½	52	+1½
Helen Crt	6 110	3⅞	3¾	3⅞	+ ⅛
Hercules	19 1032	34⅝	32¾	33⅝	+1⅜
Hersh Fd	11 129	19½	18¾	19½	+ ⅞
Hew Pck	34 161	108¼	106⅜	107⅞	+ ½
Hobart M	12 16	20	19⅜	20	+ ¼
Homestk	15 197	45⅞	45¼	45¾	+ ¼
Honywl	9 317	30⅞	30	30¼	— ½
Houdail a	5 36	9½	9¼	9¼	— ¼
Househ F	7 386	16	15½	15¾	+ ½
ICN Phar	31	3	2⅞	3	
Ill Cent	5 159	14½	14⅛	14⅜	
INA Cp	8 189	36⅜	35½	35⅞	+ ⅜
Inger Rd	13 490	78⅛	76¼	77⅜	+1⅜
Inland St	5 218	44⅛	43¾	43¾	
IBM	17 701	210¾	206	207⅜	—1⅜
Int FlaF	38 270	34	32¾	33½	+ ⅛
Int Harv	5 418	27¾	27	27½	
Int MinC	6 886	45½	44½	45½	+ ¾
Int Multif	7 5	25⅛	25⅛	25⅜	
Int Nickl	7 197	27⅜	27	27¼	+ ¼
Int Pap	8 488	52⅜	50⅝	51½	+ ¾
Int TT	6 700	20¼	20⅜	20¾	+ ½
Ipco Hsp	9 36	4¾	4⅝	4⅝	— ⅛
ITE Imp	8 263	20⅛	19½	19⅞	+ ⅛
John Man	9 291	23¼	22½	23¼	+ ¾
John Jn	32 332	92¾	91	92¾	+2⅜
Joy Mfg	13 136	67⅜	66½	67¼	+ ⅛
Kals Alu	5 361	32¼	31⅜	32	+ ⅜
Kellogg	17 51	16⅜	16⅛	16⅜	— ⅛
Kennecot	8 449	36⅛	35⅞	36⅛	
Kerr Mg	16 299	85¼	83	83½	— ⅜
Kimb Cl	7 269	30¾	29⅜	30⅛	— ¼
KLM Airl	11	23½	23½	23½	+ ⅛
Kraftco	13 108	41	40⅛	40⅜	
Krsge SS	33 967	29	27¾	28⅝	+ ⅝
Leh PC	7 6	12¼	12¼	12¼	
Levi Str	9 109	29⅜	28⅝	28⅞	+ ⅜
Lib McN	5 38	5⅛	5⅛	5⅛	+ ⅛
Ligg My	9 50	31	30¼	31	+ ⅝
Lilton	129	6⅝	6⅜	6⅜	
Lockhd Alr	5 186	7¾	7⅜	7⅜	+ ⅛
Loew Cp	6 118	20¼	19½	20⅛	+ ⅜
LTV Cp	2 709	18½	17⅞	18	— ⅜
Luken Stl	5 58	29¼	28⅜	28½	
M - O					
Macy RH	7 180	21	20⅜	20½	— ⅜
Magnvx	61	8½	8½	8½	
Manpwr	5 12	11¾	11⅜	11¾	+ ⅜
Marathn	5 62	9⅝	9⅜	9⅝	+ ⅛
Marathn O	7 564	38⅞	38	38⅛	—1¼
Marcor	8 251	27¾	26⅜	26⅞	— ¼
Marlen	21 107	56⅛	55¼	55½	+ ½
Martn m	5 40	16⅜	16¼	16¼	— ¼
Mass Fer	4 287	17¼	16⅞	16⅞	
Masco Cp	6	14⅜	14⅛	14⅜	+ ⅛
McDonld	31 680	54⅞	53⅛	53½	—1⅜
McDn D	6 446	15¾	14¼	15¾	+1⅜
McG Ed	13 216	16½	15¾	16⅜	+ ½
McGr H	11 220	12⅜	11⅞	12½	+ ⅝
McIntyre	12 ±530	48	46½	46¾	+ ¾
Merck	27 368	77¾	76½	76½	+ ¼
Merrl Lyn	9 1076	17	16½	16½	— ¼
MGM	6 461	13¼	12½	13¼	+ ⅛
Metrom	9 459	12⅛	11	11⅞	+ ⅝
Midl Ros	5 28	17¼	16⅞	16⅞	
Minn MM	25 2206	62¾	61⅜	62½	+1
Mobil O	4 599	42¾	41½	41¾	
Mhwk D	260	4⅛	3⅞	3⅞	— ⅛
Monsant	8 674	70½	69¾	70½	+1
Motorola	27 605	57⅞	56	57⅞	+1⅜
Nabisco	12 166	35	633½	34⅞	+1⅜
Nat Can	4 83	10¾	10⅜	10½	— ¼
Nat Distil	5 212	15⅛	14⅞	15	+ ⅛
Nat Gyp	7 88	12⅛	11⅜	12⅛	+ ⅜
NatSmcn	22 669	32⅞	31⅛	31½	—1⅛
Nt Steel	5 217	44½	43⅜	443	+ ⅞
Nat Tea	64	7¼	7⅛	7⅛	+ ⅛
Natomas	4 194	49¾	47½	47½	—1¼
NCR Cp	9 579	33⅜	31½	32⅞	+1⅜
Newmnt	7 220	24½	23⅞	24¼	+ ¾
Niag MP	6 1458	10⅜	10¼	10⅜	+ ⅛
Norflk W	8 174	70¼	68⅛	69¼	— ⅝
Nwst Airl	8 448	20	19½	19⅞	+ ⅛
Nor Sim	10 267	17⅝	17¼	17⅜	+ ¼
Occ Pet	3 2319	15¼	14⅜	14⅞	+ ¼
Ohio Ed	9 103	14⅜	14⅛	14⅜	+ ⅛
Olin Cp	5 210	25¼	24⅝	25	
Otis Elv	6 61	31¾	31	31⅜	— ⅛
Out Mar	11 83	21¾	20⅞	21	+ ⅜
Owen Cn	23 136	40	39¼	39¼	— ⅜
P - S					
Pac GsE	6 486	18⅜	18⅛	18⅛	— ⅛
Pac Ltg	7 78	16⅛	16	16⅛	
Pan Air	2024	4⅛	3⅞	4	+ ⅜
Penn Cen	42	1⅞	1¾	1¾	
Penney	27 266	56¼	54⅞	56¼	+1
Pennzoil	6 303	20¼	20	20¼	+ ¼
Pepsi Co	18 103	67	65¾	66⅜	+ ⅝
Pfizer	18 471	33¾	33	33¼	+ ⅜
Phelp D	8 144	36⅜	35½	363	+ ½
Phil Mor	17 650	55⅞	54½	55½	+1
Phil Pet	10 974	51⅛	49	50⅜	+1⅜
Pitney B	9 792	18⅛	16⅜	17⅞	+1⅜
Pittston	8 441	66½	64¾	66½	+2
Polaroid	37 1393	31⅜	30	30¼	— ⅝
Portl GE	8 35	15½	15¼	15½	+ ¼
Prct Gm	23 250	97⅛	94⅝	96¾	+1¾
Pullman	10 262	54¾	52½	54½	+2⅜
Ralston P	15 537	38	37½	38	+ ⅜
Raym Int	7 468	13¼	11½	12¾	+1⅜
Raythen	11 612	44⅞	43¾	44⅞	+2⅛
RCA	13 743	16⅛	15⅜	15⅞	+ ¼
Reich Ch	4 115	14½	13¾	13¾	— ⅜
Reilan El	6 77	15⅞	15¼	15½	— ¼
Relia Grp	92	4⅜	4¼	4½	+ ¼
Rep Stl	3 322	34¾	33⅞	34⅛	+ ¼
Retail Crd	8 11	18⅞	18¾	18⅞	
Revere C	6 183	12⅜	11⅞	12⅛	
Rexnrd	7 262	22⅛	21¼	21½	+ ½
Rey Met	3 425	21¾	21⅛	21⅛	+ ¼
Rich Mrl	11 523	20¼	19¾	20	
Rockwll	6 250	20¾	20	20½	+ ½
Ronson	23 10	7¾	7⅜	7¾	+ ⅛
Rosario	15 47	36⅜	35⅝	36	
RC Cola	14 226	14⅞	14¼	14⅜	+ ⅛
Royl D	3 115	36⅜	36⅛	36¼	+ ⅛
Safeway	14 787	50	48¾	49¾	+1¼
St RegP	6 52	29¼	28¾	29¼	+ ⅛
SFe In	11 562	26½	25⅛	26½	+ ⅜
Scher Pl	25 403	58	5 ¼	57⅜	— ⅛
Schlmbg	33 674	87¾	85⅝	87½	+2
SCM Cp	4 122	12⅜	12	12	
Scott Pap	9 243	17¾	17	17⅛	— ⅛
Sears R	21 589	67⅜	65⅜	67⅛	+3⅛
Shell Oil	5 50	44¾	44¼	44½	+ ⅜
Shell T	4 3	27¼	27¼	27¼	+ ¼
Signal C	6 87	17¼	16⅜	17	+ ⅜
Simmn	10 26	17½	16⅜	173	+ ½
Singer	261	14¼	13⅞	14	+ ¼
Skil Cp	96 3	8⅜	8⅛	8⅛	+ ⅛
Smith AO	38 90	8⅜	7¼	7⅞	— ⅛
Smith KF	14 99	54¾	53⅜	53⅜	— ⅜
South Co	7 676	10½	10¼	10⅜	+ ⅛
Sou Pac	10 512	27⅜	26¼	26½	— ¾
Sou Ry	10 146	56⅛	55	56	+ ⅞
Sperry R	12 707	44⅛	43¼	44	+1¾
Squibb	17 470	34⅜	33¼	34⅜	+1⅛
St Brand	16 204	66½	65¼	65⅞	— ⅛
StOil Cal	4 713	26⅛	25⅜	25⅞	+ ⅜
StOil Ind	7 833	43	42	42⅜	+ ⅜
Stb OilO	19 161	66⅝	64	66	-1½
Ster Drug	16 404	21¼	20¾	21	+ ⅛
Stw War	7 18	24⅜	23¾	23¾	— ⅛
Stud Wor	14 5	29⅞	29¼	29¼	— ⅞
Sun Oil	5 71	31⅛	31⅜	31½	+ ¼
Sunbeam	9 63	17¾	17⅛	17½	+ ¼
Sunsh M	12 19	11⅜	11⅛	11⅛	— ¼
Supr Oil	11 15	176½	174	174	—2
T - Z					
Taft Brd	8 45	23½	22¾	23¼	+ ⅛
Tandy Cp	11 376	37⅞	37	37¾	+ ¾
Technicir	6 30	7⅛	6¾	6⅞	+ ⅛
Tektrnx	11 53	32⅝	32	32⅜	+ ⅛
Teldyn	9 351	157⅛	151½	155½	— ¼
Telex Cp	51	2⅛	2	2	
Tenneco	5 1408	21	20⅛	20¾	+ ½
Texaco	5 1783	23⅞	23⅜	23½	— ⅛
Tex Glf	6 90	32⅝	32	32⅛	— ⅛
Textron	7 304	19¾	19	19¾	— ⅛
Thiokol	5 180	14¾	14¼	14⅜	+ ⅝
Time In	10 327	52	51¼	51¾	+1¼
Timkn	6 36	30¾	30⅛	30¾	+ ⅜
TonkaCp	10 14	7	7	7	— ⅛
TW Air	1479	10¾	10⅜	10⅜	— ⅛
Transm	14 526	9¼	8⅞	9⅛	+ ⅛
Tranwy I	5 48	16	15½	15½	— ¼
TRE Cp	111	6¼	6	6	— ⅛
Tricon	83	19⅛	18⅝	18¾	— ¼
TRW In	7 449	20⅝	19¾	19¾	— ⅞
Twen Ce	8 194	10¾	10⅜	103	
UAL Inc	6 173	22	20⅜	20¾	—1
Unll NV	7 2	45	45	45	+ ¾
Un Carb	7 1575	66⅜	64⅝	66⅜	+2
UnO Cal	5 263	36¼	35¾	35⅜	— ¼
Unit Cp	94	7⅝	7⅜

fonds mutuels

PAR LA PRESSE CANADIENNE

VENDREDI 2 MAI 1975

Membres CMFA			
AGF Group			
Amer Grwth	4.37		
Cdn Gas En	11.16		
Cdn Sec Grth	4.25		
Cdn Trusteed	4.38		
Corp Invest	5.31		
Corp Inv Stk	4.22		
Growth Eq	5.35		
Japan	6.71		
Special	2.51		
All Canadian Gr			
Compound	5.33		
Dividend	5.64		
Northern En	3.43		
Revenue Gr	3.76		
Venture	2.46		
4000	3.55		
Xalvin Bullock Gr			
Acrofund	1.08		
CIF	4.24		
Eaton Group			
Comnwlth	12.79		
Growth	8.33		
Income	4.38		
Interntnl	5.66		
leverage	3.23		
Venture	2.88		
Viking	4.95		
Guardian Group			
yEnterprise	.81		
yGIS Comp	8.17		
ynGIS Inc	2.72		
yGrowth Fu	7.48		
yNorth Am	3.07		
yMutual Ac	5.30		
yMutual Inc	4.44		
ySec Inc	9.51		
yWorld Eq	5.04		
Investors Group			
yGrowth	10.92		
yInterntnl	5.36		
yJapan	8.02		
yMortgwge B	4.90		
yMutual	5.03		
yRetiremnt	5.13		
Planned Invest Gr			
yNat Res gth	3.74		
yProvid Stk	4.87		
yProvid Mu	6.66		
Canada Cum	4.00		
Canada Gr	5.22		
Pld Res	3.43		
Pld Sec Inc	5.10		
Taurus	3.27		
Pret et Revenu			
Americain	7.42		
Canadien	5.96		
Retraite	5.53		
Prevest Mut	6.97		
Prudential Group			
Growth	5.45		
Income	4.98		
Savings and Inv			
American	7.42		
Canadian	5.96		
Retirement	5.53		
United Bond Sh			
yRoyFund	5.93		
yRoyFund In	5.02		
United group			
yAccumul	4.01		
yAccumul R	4.18		
yAmerican	1.19		
yHorizon	1.65		
yPension	2.45		
ySecurity	4.53		
yVenture	2.34		
yVenture Rt	3.76		
Universal Sav	7.23		
Non Members			
Andreae	4.77		
Assoc Inv	5.28		
yBeaubran	4.23		
Cambridge Gr			
Growth	6.42		
Intl Energy	2.15		
Intl Gth	4.62		
Intl Income	3.43		
Univest	5.35		
Cdn S Afr Gd	6.99		
Canagex Gr			
yBond	9.37		
yFund	9.06		
yInternatnl	7.65		
yMortgage	10.24		
Capital Gth	9.58		
xChase	6.42		
xComp Cap	3.99		
Desjardins Gr			
Canadian	6.96		
yHypotheq	4.25		
yInternatl	6.60		
yObligatns	4.85		
Quebec	3.41		
PEP	2.15		
nySpec	3.81		
Dixon, Krog	5.20		
yDomin Comp	5.90		
Dreyfus Group			
Inc	9.95		
Internatl	10.67		
Entarea Inv	5.56		
ynExecut Can	5.95		
ynExecut Intl	1.53		
xFld Trend	19.41		
nHarvard	4.91		
Heritage	1.74		
Industrial Gr			
Indust Eq	4.58		
Indust Gth	14.60		
Indust Incm	11.27		
Keystone Gr			
Canada	6.35		
Cus K-2	4.99		
Cus K-1	18.31		
Cus K-4	2.98		
Polaris	3.05		
xLex Rsrch	12.34		
xManhatn	2.95		
Marlborough	4.02		
Natrusco	14.00		
NW Group			
Canadian	4.61		
Equity	4.71		
Growth	4.40		
xOne Wm St	14.03		
xOppenhimr	5.82		
Pemberton Gr			
nPacific Div	4.55		
nPacific inc	.69		
nPacific res	2.43		
nPacific Ret	4.31		
nPacific US	3.42		
PHN Group			
yCanadian	6.71		
yCanadian	6.71		
Fund	11.34		
yPooled	25.99		
nyRRSP	9.88		
PMF Managmt			
hPension Mu	6.15		
nXanadu Fd	2.93		
Principal Gr			
Collective	5.22		
Growth	3.74		
Venture	2.22		
xPutnam	9.51		
Scotiafund	.90		
nScudder Cdn	4.43		
xTech	6.11		
Temple Gth	8.32		
ynTimed Invs	5.87		
Trans Canada Gr			
A	5.14		
C	10.41		
Special	4.05		
Trust G. (A)	9.514		
Trust G. (B)	8.905		
Trust G. (H)	9.950		
Vanguard	4.77		
Western Gth	4.92		

les métaux

MARCHÉ DE LONDRES, PRIX EN STERLING, PAR TONNE MÉTRIQUE

VENDREDI 2 MAI 1975

FERMETURE

CUIVRE (fils et barres)

comptant	538-539	
à terme	555.50-556.00	
ventes		14.550 tonnes

ETAIN

comptant	2970-2975	
à terme	3009-3011	
ventes		880 tonnes

PLOMB

comptant	195.00-195.50	
à terme	192.00-192.26	
ventes		6.125 tonnes

ZINC

comptant	326.00-326.50	
à terme	313.50-314.50	
ventes		5.510 tonnes

titres au comptoir

VENDREDI 2 AVRIL 1975

	VENTE	HAUT	BAS
Amal Rare Earl	300	45	45
Byron	12100	105	90
Cavalier	1081	237½	200
Cessland	600	148	145
Chinook Shop	60	300	300
Corp Master	400	40	40
Dalhousie Oil	3000	10	10
DOM Jubilee	3000	45	33
East Amphi	10000	5	5
Equicorp Com	42	175	175
Frankfield Exp	500	19	19
G V Knitting	300	250	250
Lonrho	2500	307	307
Maracambeau	8000	12	8
Mart 9 Rp Pr	100	$10	10
Massey 10 F Pr	225	$25¼	25¼
Nfld T 93 X 4 Pr	1780	$19⅜	9¾
Polysar PrA	200	$23¾	23¾
Resolute Pete	1000	40	40

l'or

VENDREDI 2 MAI 1975

Le prix de l'once d'or aujourd'hui à Londres est coté en dollars américains en baisse de 25 cents à $165.75.

les devises

PAR LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE

VENDREDI 2 MAI 1975

Afr. du Sud (R.)	Rand	1.5324
Afrique française	Fr. CFA	.004904
Allemagne Ouest	D. Mark	.4286
Antilles anglaises	Dollar	.5262
Argentine	Peso	.1042
Australie	Dollar	1.3741
Autriche	Schilling	.0607
Bahamas	Dollar	1.0523
Belgique	Franc	.0290
Bermudes	Dollar	1.0523
Brésil	N. Cruzeiro	.1339
Chili	Escudo	.00031
Colombie	Peso	.0409
Danemark	Couronne	.1848
Egypte	Livre	2.6562
Espagne	Peseta	.0182
Etats-Unis	Dollar	1.0216
Finlande	Mark	.2912
France	Fr. fin.	.2468
Grèce	Drachme	.0353
Haiti	Gourde	.2248
Hollande	Florin	.4207
Hong Kong	Dollar	.2095
Inde	Roupie	.1303
Iran	Rial	.0159
Israel	Livre	.1737
Italie	Lire	.001610
Jamaique	Dollar	1.1442
Japon	Yen	.003525
Liban	Livre	.4618
Maroc	Dirham	.2861
Mexique	Peso	.0818
Nicaragua	Cordoba	.1482
Norvege	Couronne	.2033
Nouv.-Zelande	Dollar	1.3649
Pakistan	Roupie	.1053
Pérou	Sol	.0256
Philippines	Peso	.1507
Porto-Rico	Dollar	1.0216
Portugal	Escudo	.0417
Royaume-Uni	L. Sterl.	2.3902
Srilanka	Roupie	.1635
Suede	Couronne	.2567
Suisse	Franc	.3989
Tchécoslovaquie	Couronne	.1789
Turquie	Livre	.0767
URSS	Rouble	1.4485
Venezuela	Bolivar	.2401

l'argent

VENDREDI 2 MAI 1975

Les courtiers londoniens ont haussé vendredi le prix de l'argent de 6.9 cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

VENDREDI $4.371

MONTREAL — Handy & Harman's évaluait vendredi le prix de l'argent canadien à $4.421 l'once de Troyes.

NEW YORK — Handy & Harman's évaluait le prix de l'argent américain à $4.32 l'once de Troyes.

fruits/légumes

(PC) — Prix payés aux producteurs du **Marché central** métropolitain pour les produits de **première** qualité. Ces prix sont fournis par le ministère de l'**Agriculture** du Québec.

FRUITS

Pommes: Délicieuses, jaunes et rouges, $6.00 en boîte de verger; McIntosh, $4.00 à $4.50 en boîte de verger; Cortland, $4.00 à $4.25 en boîte de verger; McIntosh, $5.00 à $5.50 pour 12 cellos de trois lb; Cortland, $5.25 pour huit cellos de 5 lb.

LEGUMES

Betteraves: $3.25 à $3.50 pour 50 lb, $2.00 à $2.25 pour 25 lb; $2.25 à $2.50 pour 12 cellos de 2 lb.

Laitue: frisée, $4.00 à $4.25 pour 24 paquets.

Panais: $3.50 à $3.75 pour 12 cellos de 2 lb.

Pommes de terre: $1.10 à $1.25 les 50 lb; arrivages, 1,063 sacs de 50 lb.

Rutabaga : $4.00 à $4.25 les 50 lb.

dividendes

VENDREDI 2 MAI 1975

	TAUX	PAIEMENT	ENREG.
Acres Ltd.	0.05 fr	15-07-75	25-06-75
Central Fund of Canada	$2.00	30-05-75	15-05-75
Ivaco ("A")	3.05 fr	30-05-75	15-05-75
" ("B")	3.04¼ fr	"	"
Bradford Computer & System	3.05	27-06-75	05-06-75
Loblaws Companies ("A" & "B")	3.09½ fr	01-07-75	15-06-75
Loblaws Ltd.	$1.50 fr	01-07-75	15-06-75
Oshawa Group ("A")	0.08½ fr	23-05-75	09-05-75
Carena Bancorp	3.21 fr	15-06-75	01-06-75
Northwest Energy Co.	3.45 fr	04-06-75	14-05-75

suite de la page A-12

BOURSE DE TORONTO

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	1975 Haut	1975 Bas
Ulster Pet	700	58	58	58	+2	71	42
Ultramar	3800	385	375	375	— 25	385	165
Unican S	500	149	140	140	—9	175	125
Unicorp F	500	105	105	105		145	105
Un Carbid	1916	$21⅞	21½	21¾		21⅞	14
Un Gas	25590	$7¾	7½	7⅝	+ ⅛	9⅛	7⅜
UGas B pr	212	$29⅜	29⅜	29⅜		34	28½
UGas B¼	18350	$20¾	20	20⅜	+ ⅛	20⅛	19⅜
U Ion Oil	3377	$7¾	7	7¾	+ ⅜	9½	7
U Asbesto	20997	415	395	405	+ 10	425	237
U Cdn Shar	100	58	8	8	+2¼	8	5½
U Canso	45500	$7⅛	6½	7	+ ⅜	8⅞	6
U Corp B	28427	$14¾	14	14		14¾	9¾
U Corp pr	2000	$14¼	14⅛	14⅛	— ⅜	14½	14⅛
Un Fn Mgt	100	145	145	145		200	105
U Keno	963	$9½	9¼	9⅜	— ⅛	11¼	6⅞
Un Reef p	4500	14½	13	14½	+1½	24	9
U Siscoe	20815	$5⅝	480	490	— 10	5¾	230
Un Tire	900	265	250	250	— 14	269	210
U i Trush	600	360	350	350	— 25	5⅞	315
Un Wstn OG	9467	115	101	115	+ 15	115	65
Univr Gas	58700	300	275	295	+ 20	300	128
U Sections	300	370	370	370	— 50	475	260
Upp Can	7600	113	103	105	—4	136	84
VS Serv A	200	320	310	310	— 10	360	210
Van Der	200	375	370	370	—5	460	250
Van Ness	2700	245	230	240	—5	280	210
Vencap	1000	85	85	85	—5	115	67
Venpower	2200	70	70	70		75	65
Versatile	8660	59½	8½	9	— ½	9⅛	5
Versatil A	11175	$8¾	8¼	8½	— ⅜	9	385
Vestgron	1350	$12¼	11¾	12	— ¼	13	9
Vic G Tr	2052	$26½	26⅞	26⅞	— ⅛	27⅞	21½
Villcentre	20000	310	310	310		360	260
Voyager P	21670	$7¾	7	7¾	+ ¼	7⅞	335
Vulcan Ind	6420	$74	7	7½		7⅞	375
WCI Can	800	$14⅜	14	14⅛	— ⅜	14½	7½
Wajax A	1420	$12¼	11½	12	— ¼	13	9
Walk GW A	29115	$33¼	31⅞	32¼	— 2	43¼	31⅞
Wal Redkp	300	160	160	160	+ 10	200	140
Warn Can	1550	$7⅞	7½	7⅞	+1⅛	7⅞	5¼
Weco Dev	1120	190	155	155	— 25	200	125
Weldwod	4070	$9¾	9¼	9½	— ⅜	10⅞	7½
West Ind	100	125	125	125	+ 25	125	100
West Ind A	900	175	175	175	+ 25	175	150
Wstburne	2400	59¼	8¼	9⅛	+ 3	10	5⅞
Wburn wt	300	55	5	5	— ½	6	300
Wcoast Pt	2800	420	405	420	— 10	450	220
W Pet A p	1294	$15½	15¼	15½	+ ⅜	15⅞	11¼
Wcoast T	6447	$22	21⅜	21⅝		23¼	18½
Wcost 8½ p	850	$51⅞	51⅜	51½		52⅞	49¼
Wcoast w	4920	220	205	210	—5	287	140
Westeel	6024	$12⅜	12	12⅜	— ⅛	13½	10⅜
W Ecas A	1832	$8¼	8¼	8¼	— ¼	9	6¼
W Bcas B	10396	$8⅜	8⅛	8⅛	— ¼	8¼	6⅛
W Bcas C p	150	$21	21	21		24	20
W Decalta	50377	$5½	485	5½	+ 65	5¾	300
West Mine	14365	207	201	202	—7	235	145
WSupplS A	200	$24	23½	23½	— ½	26	17⅜
Westfair	200	$22½	22	22½	+ ½	23¼	18½
Westfair p	100	$15	15	15	+2	15	13
Westfield	2600	100	94	94	—6	143	44
Westnse	2510	$16½	15¾	15¾	— ⅜	17¾	11¾
Westmill	1350	265	255	265	— 10	350	255
Weston	2221	$20⅜	20⅛	20⅛		23½	18⅜
Wstn 4½p	290	548	45	47¾		53	48
Wstn 6pr	25	$60½	60½	60½		65	62
White Pas	1747	$6¼	6⅛	6⅛	— ⅛	6⅜	5⅛
White P A	290	$16	15⅞	16	— ¼	17½	15
Whithorse	880	180	175	180	—5	195	145
Whonok A	2650	$6	5¾	5¾	— ⅛	6⅜	280
Wilco 2	8000	11	10	10	— ½	14	10
Willroy	10570	155	147	148	—7	175	130
Windfall	70100	18	12½	15	+3	18	9½
Woodreef	155826	52	43½	49	+6	59	10
Woodwd A	6503	$22¼	21	21¼	— 1⅛	23¼	18⅛
Wr Harg	826	110	106	106	— 14	170	106
Y&R Prop	100	55⅞	5⅞	5⅞		7	475
Yk Bear	16425	208	198	205	—1	255	180
Yukon C	1400	93	93	93	—2	125	62
Zellers	7327	$8⅛	8	8	— ⅛	9⅛	6¼
Zellers pr	490	529	29	29	— ¼	29¼	29
Zenmac	30000	6	5½	6		9	5
Trust Units							
BBC R un	1275	$12	11¾	11¾	— ¼	13¼	10½
BBC R wt	3700	150	135	150	+ 10	235	135	
BM-Rt un	10932	$13⅛	12¾	13	+ ½	13⅜	11¼
BM-RT wt	14620	159	150	152		220	145
C Perm un	6542	$8⅜	8⅛	8⅛	— ¼	9⅜	8
Heitman u	6615	$7⅛	6¾	6¾	— ⅛	9	6¼
Heitman w	10476	45	43	45	—1	95	43
TD Realty	5317	$26¾	25¾	26	— ¼	29⅜	24
TD Reit w	6810	240	225	227	— 13	385	185

l'or à terme

MARCHÉ DE WINNIPEG

VENDREDI 2 MAI 1975

Cotes des contrats à terme de l'or, en dollars américains, à la Bourse des denrees de Winnipeg.

	Ouv.	Haut	Bas	Clot.
Contrats de 400 onces :				
Juil.	167.20	167.30	166.10	166.10
Oct.	170.20	170.25	169.35	169.35
Jan.	173.50	173.50	172.65	172.70
Avril	176.80	176.80	176.10	176.10
Volume de jeudi : 119 contrats				
Contrats de 100 onces:				
Mai	164.80	164.85	164.00	164.10
Aout	168.20	168.25	167.00	167.10
Nov.	171.30	171.30	170.60	170.70
Fév.	174.50	174.50	173.60	173.70
Mai	—	—	—	177.90
Volume de jeudi : 146 contrats				

GÉRANT

BOUTIQUE DE FOURRURES ÉLÉGANTES

$25,000

Toutes les réponses demeureront confidentielles.

Vous pouvez gagner $25,000 et plus encore, si vous possedez l'expérience nécessaire pour assurer la gérance d'un magasin de fuxueuses fourrures. Doué pour la vente de fourrures, vous êtes en outre dynamique et raisonnablement bilingue.
Extraordinaires perspectives d'avenir pour le candidat qualifié.

Veuillez adresser toute demande à: **LA PRESSE, Réf. 16597**
C.P. 6041, Succ. "A" — Montréal H3C 3E3



pour être quand même heureux de la vente d'un objet que vous aimez

LES PETITES ANNONCES
la presse
874-7111

Fiduciaires

de la Cité et du District de Montréal
1253, ave. McGill College, Montréal

Le "trust" de La Banque d'Épargne

CERTIFICATS DE PLACEMENTS GARANTIS

9¼% **9%**

Terme de 5 ans **Terme de 3 ans**

Intérêts payés annuellement — minimum $500.00

D'autres termes et conditions sont également disponibles. Composez 878-3351, passez nous voir ou servez-vous du bon-réponse ci-dessous.

Fiduciaires

1253, ave. McGill College, Montréal

Vous trouverez ci-inclus mon chèque au montant de $ .....(minimum $500.00) pour lequel vous voudrez bien émettre un certificat de dépôt garanti pour une durée de ..... ans.

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____ CODE POSTAL _____
No ASS. SOCIALE _____ TÉL. _____
SIGNATURE _____ DATE _____

Ces taux sont sujets à changement sans préavis. Les changements de taux n'affectent pas les certificats déjà emis.

Institution regie par l'assurance-dépôt du Quebec.

Crédit Foncier

Fondé en 1880
Société de prêt sur premières hypothèques
Actif $665 millions
Capital et réserves $63 millions

9¼%

Obligations 5 ans
Intérêts semi-annuels
Montant minimum $500

612, rue St-Jacques, Montréal (514) 845-7111 (Mme M. Fournier)
1135, Chemin St-Louis, Quebec (418) 681-0277 (M. J. Arsenault)
Frais virés acceptés
Institution inscrite à la Regie de l'assurance-dépôt du Quebec

DIRECTEUR — VENTES IMPORTATION EUROPÉENNE

Un importateur de vetements europeens de haute qualite qui detient au Canada la premiere place dans son domaine, désire s'adjoindre un directeur pour administrer ses ventes. Travaillant en etroite relation avec le président, le directeur dirigera une équipe de vendeurs dynamiques et contrôlera un budget annuel de plusieurs millions.

Les candidats pour ce poste sont bilingues et se caracterisent par:
- une solide experience dans la vente de vetements
- une personnalité d'homme d'affaires
- Un sens des communications permettant de motiver son equipe de vente et d'entretenir d'excellentes relations avec les clients.

Ce poste offre un defi à remplir immédiatement et une croissance et satisfaction personnelles à court terme. Le client assure une remuneration au-dessus de la moyenne pour le candidat choisi.

Vous referant au dossier 45-23 mai, veuillez adresser toute demande à
Andre Briand, Suite 835, 1 Place Ville marie, Montréal, Quebec, 861-7481

P.S. ROSS & ASSOCIÉS
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION
ASSOCIES: JACQUES BAYLAUCQ, ROBERT BROUILLARD, MICHEL GAUCHER

Une bonne affaire!

un **2e turbo** Montréal/Ottawa

Grâce à la fréquence des trains et à la flexibilité des horaires, le CN est en mesure de satisfaire tous vos besoins.

La liaison par train LA PLUS RAPIDE jamais offerte.

Turbo: Montréal/Ottawa **1h49**
Dorval/Ottawa **1h32**

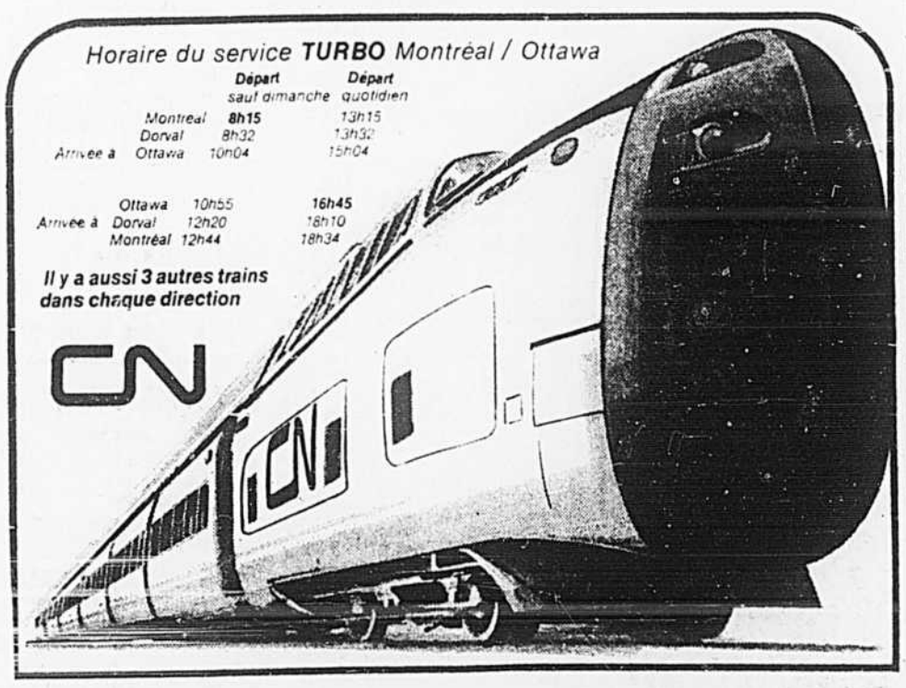
L'expérience TURBO *Profitez du tarif "hors pointe" et faites l'expérience TURBO.* ***Seulement $10.35 aller-retour!*** *Le tarif "hors pointe" s'applique aussi à quatre des cinq trains reliant ces deux villes, y compris certaines liaisons TURBO.*

Découvrez le "temps et l'espace" CN. ***Le temps*** *de relaxer ou de vous attarder devant un bon repas.* ***L'espace*** *pour prendre vos aises, circuler librement, vous reposer ou admirer le paysage.*

Horaire du service **TURBO** *Montréal / Ottawa*

		Départ sauf dimanche	Départ quotidien
	Montreal	**8h15**	13h15
	Dorval	8h32	13h32
Arrivée à	Ottawa	10h04	15h04
	Ottawa	10h55	**16h45**
Arrivée à	Dorval	12h20	18h10
	Montréal	12h44	18h34

Il y a aussi 3 autres trains dans chaque direction



la presse 874-6917
C'est le numéro de telephone pour recevoir LA PRESSE à domicile. Nous prenons les appels du lundi au vendredi, de 8 h a m. a 19 h 30 et le samedi, de 8 h a m a 16 h
la presse

boing

Cric. Crac. Ping. Bong. C'est le son que font les meubles qui demandent à être réparés. NTI les fera taire. En les solidifiant, les recouvrant, les rajeunissant. Pourquoi pas aujourd'hui? Appelez-nous.
NTI Equipement+planification de bureau ltée 866-1492
nti

chérie

"bobby" robert boulanger
14:00 à 18:00 hrs.

L'AME DU ROCK 97.7 FM

MONTRÉAL

PAR LA PRESSE CANADIENNE

(Les cours ci-dessous sont donnés en dollars et les fractions en huitièmes)

	Volume	Haut	Bas	Clôt.	Var.	Haut 1974	Bas 1974
A — B							
Abitibi	14310	$10	9½	9¾	— ⅛	10½	8⅞
Alta Gas T	61580	$12¾	12⅜	12⅜	+ ⅛	13¼	10½
Alcan	87482	$24	23⅜	23⅜		24⅞	18¾
Algoma St	13300	$28	26⅜	26¾	—1¼	29¼	25¼
Almin 2p	100	$30	30	30	— ¼	30¼	29
Aquitaine	11600	$20	19	19⅞	+ ⅜	20	12½
Asbestos	2945	$15	14⅜	15	+ ½	17¼	13¼
Ashland	3800	$9¼	7⅛	9¼	+2¼	9¼	6
Banister	200	$6⅞	6⅞	6⅞	+1	6⅞	5⅜
Bank Mtl	101153	$14⅜	13½	13⅞	— ½	15⅜	12⅞
Bank NS	16251	$43	41½	43	+1¼	44¾	34¾
Banq CN	7535	$15⅞	15½	15¾		16½	13
Bq Deprg	8700	$16	15¾	16	+ ⅛	16⅞	15¼
Bq Pv Can	2661	$14	13⅝	13⅞	+ ⅛	15⅞	12¼
Bathrst p	1200	$11½	11½	11½	— ¼	11¾	10⅜
Eaton	900	$7	7	7	— ¾	7¾	6½
Bell Canad	13976	$45¼	44⅜	45⅛	+ ⅛	48⅜	43½
Bell C pr	100	$25½	25½	25½	— ¼	29	25½
Bell D pr	545	$50	49½	49¾	—1⅞	53½	49½
BM RT u	4325	$13	13	13	+ ½	13⅜	12½
BM RT w	730	151	150	150	—5	210	147
Bombrdier	32500	325	290	320	+25	350	200
Bow pfd	100	$39	39	39		39	39
Brcan a	9078	$13½	13⅛	13½	+ ⅛	14⅞	10
BC Forest	1300	$15¾	15¼	15¾		16¾	11
BC Phone	1850	$10¾	10½	10½	— ¾	11⅛	9½
C — D							
CAE A	400	$8¼	8¼	8¼		7⅞	6⅞
Cablecast	400	350	350	350		370	300
Cadi Fvw	7000	$12¾	12¾	12¾	—1	14	11¾
Calgary P	2400	$23¾	22⅛	22½	—1	25¾	22
Camp a	3100	$5½	5¼	5½	— ¼	6⅛	405
Can Cem L	4798	$10⅞	10⅜	10¾	+ ¼	11⅞	9
Can Perm	300	$17	16½	17	+ ¼	20	16¼
C P un	800	$8¼	8¼	8¼	+ ¼	9¼	8
Cdn Cable	300	$14⅜	14¾	14¾		14¾	10½
C Cel	4625	$5¾	5⅜	5¾	+ ⅛	7⅜	435
C Hydro	2360	$5¾	5½	5½		6	425
C Imp Bank	22460	$23⅞	23	23⅞	+ ⅜	28¼	21¾
CIL	10625	$20¾	20½	20¾	+ ⅛	21	17⅝
C Int Pw	3500	$14	13¾	13¾	— ¼	14¼	10¾
Cl Pow pr	1025	$12	12	12		13½	10
CJV	37125	$6¾	350	385	—265	10⅞	350
C Marconi	1000	325	310	310	—15	350	285
CP Inv	10575	$15½	15	15½	+ ¼	16	12½
CPI pr	100	$30½	30½	30½	— ½	31½	25
Cdn Salt	550	$14	14	14	+ ⅛	14	12
Can Tire	100	$45	45	45	+ 2½	45	36¼
Cdn Tire A	3403	$47¼	46	47¼	+1⅜	47¼	38
C Vickers2	896	$15½	15½	15½	— ⅛	15⅜	13½
Canron	677	$18¾	18½	18½		19	16
CPLtd	30845	$16⅛	15⅛	15⅝		17⅛	13⅜
CP uk p	340	$5¾	5¼	5¼	— ⅛	5⅜	5¼
Carl Ok	800	255	251	251	—14	295	169
Celanese	14950	425	400	420	+15	450	355
Cent Dyn	550	70	70	70		85	50
Chrysler	5180	$11	10¼	10⅜	— ½	11¾	7⅜
Cominco	25400	$31⅜	30	30¼	— ¾	31⅜	25
Comodor	1840	405	390	390	—10	405	200
Con Bath	3300	$24¾	23¾	23¾	—1	26⅛	22
CBath Pr	920	$16½	16	16½	+ ¼	18½	15½
C Text	900	180	180	180	—5	205	175
Con Gas	36430	$14	13¾	13⅞	— ⅛	16½	13¾
C Gas d	1600	$21⅞	21⅞	21⅞	— ⅝	25	21⅞
Copind	65791	$6	475	5¾	+ ⅞	6	200
Corpex	600	300	300	300	—25	425	275
Crain RL	200	$12	11¾	11¾	+ ½	12⅝	11
Cr Fonc	232	$90½	90½	90½	—3	94⅞	89⅝
Crush Int	800	$6½	6½	6½	+ ⅛	8¼	495
Dalmy a	1000	$8⅛	8	8	+ ½	8⅛	450
Denison	784	$46½	46⅜	46½	+ ¼	46½	39½
Dome Pete	13750	$28	26⅜	28	+1⅛	28	17½
D Bridge	2496	$24	23½	23½	— ½	24	17¾
Dofasco	19995	$24⅛	23½	24		26¼	22⅛
Dom Store	2450	$17¼	17	17⅛		19	15⅝
D Tex a	16195	$8⅜	7⅝	7¾	— ⅜	8½	6½
Domtar	9594	$21½	20¾	21¼	— ¼	24⅛	18¼
Drumcall A	200	$14¼	14¼	14¼	+ ¼	15	13
Du Pont	5994	$21½	21	21½	+ ¾	22½	19
Dupuis A	300	250	250	250		270	135
E — K							
Ea Svgs	1004	$11¾	11¾	11¾		13	11¼
Enheat a	972	425	420	420	+10	430	370
Enheat b	240	325	325	325		350	325
Fal Nck	549	$35⅜	35	35	g81	37½	25
Fin Coll	7200	165	160	165	+5	215	150
Francana	1604	$10	9	9	—1½	12¼	8⅜
Fraser a	579	$19	19	19	—1½	20½	18⅞
Fulcr 6p	1000	$6½	6½	6½		6½	5½
Gaz Metr	4610	$6¾	6⅜	6¾	+ ½	7	490
GMC	200	$45	45	45	+1¾	45	37¼
Genstar L	12065	$18	17⅜	18	+ ⅛	18⅜	15
Gulf Can	7813	$31⅜	30⅛	31⅜	+ ⅝	31⅜	24
Hambro a	100	$15¼	15¼	15¼		15¼	15¼
Hawker S	3745	$5½	5⅛	5½	+ ⅜	5⅝	455
Holl a	2900	$27	26¾	27	—2	29¾	22
Home A	8150	$23⅜	21¾	23⅜	+1⅜	24⅝	16⅜
Home B	1650	$22	20⅞	22	+1⅜	22½	20½
Huds Bay a	1880	$18¼	17⅜	18	— ⅜	19½	13¼
H Bay Co	52850	$18	17¼	17¼	— ¾	18¼	11⅝
HB Oil Gas	10420	$28¼	27	28¼	+1¾	28¼	17½
Huron	500	$22⅜	223	223⅜	—188	223⅜	223⅜
Husky Oil	8145	$17¼	16¾	17⅛	— ⅛	17½	11¾
IAC	6040	$18⅝	18⅛	18½		20	17
Imp O a	62389	$28¾	27	28⅝	+1⅜	28¾	21¾
Imasco A	1375	$30⅜	30½	30½		31	23¼
Imasco Pr C	132	310	310	310	—5	340	310
Inland Gas	100	$8½	8½	8½	+ ⅜	8½	7⅞
PBM	57	5206	206	206	—4	216	159
Int Nick a	106688	$28½	26⅞	27⅞	+1¼	28½	21¾
IU Int	9075	$12¼	12	12	— ½	12⅝	8½
Intpr Pipe	12693	$13	12¾	12⅞	— ⅛	14⅞	11¾
Int Pipe w	300	157	157	157	—18	242	157
Inv Group	1650	$6¾	6½	6½	— ⅛	7	6½
Inv Grp A	350	$6⅞	6½	6½	— ½	7⅜	5½
Inv Grp S p	300	$13⅜	13⅜	13⅜	+ ⅛	15	13
Ivaco a	2590	$12⅜	12¼	12½	— ⅜	13⅜	10
Janock	100	$6	6	6	+ ¼	6½	5¼
Kaiser Re	6400	$10	9⅜	9⅞	+ ½	10	490
Kaiser w	2000	$7⅛	6⅜	7	+ ⅜	7⅛	242
Koffler	1800	340	320	320	—30	370	320
L — N							
Labatt a	29647	$17	16¼	16⅝	— ⅞	21	16¼
Labatt pr a	4600	$16¾	16½	16½	— ⅞	21	16½
Lacroix	1200	$6	475	600	+160	6¼	440
La Veren	375	300	300	300	—50	400	275
Loeb M	900	325	325	325	+5	340	275
Logistec C	20400	135	125	130	—10	180	125
Maclarn A	200	$28	28	28		29	27
Maclarn	400	$28½	28½	28½		28½	28½
Mac HA	400	$8	8	8	+ ¼	8	5¾
MB Ltd	33230	$23½	22¾	23½	+ ⅜	25¾	21¾
Marlitime	271	$16	16	16		17¼	15¼
Mass Fer	24110	$17⅜	16⅜	17¼	+ ⅛	18	13½
Melchers	5265	435	350	425	+95	435	250
Mercantl	55263	$18⅞	18⅜	18⅜		19½	13
Micc Inv	750	$9¾	9½	9½	— ½	12⅜	8
Micrsyst	333	260	260	260	—15	330	2256
Mitch A	1000	$13¼	13¼	13¼	+ ⅛	13¼	10⅛
Mitch B	1600	$8½	8½	8½		8½	5⅛
Molnon A	1563	$17⅜	17½	17½	— ⅛	18½	15
Molson B	328	$16	16	16	+ ¼	17½	13¾
Monenco	600	$11½	11	11½	+ ⅞	11½	9¾
Mnt Trst	3400	$12½	11¾	12½	+ ¾	15½	11¾
Moore	22325	$49¾	46¾	49¾	+1⅛	49¾	38¾
Multi Ac	800	350	3506	350		400	275
NB Tel	2577	$13⅜	13¾	13½	— ⅛	14	12½
Nfld LP	1010	$11¼	11	11		12	10⅞
Normick	600	275	275	275	+25	275	190
Noran a	22076	$36⅛	35	35⅞	+1⅜	38	27⅞
Nordair	1500	245	245	245	—15	285	200
Nor Ctl G	5240	$10⅞	10½	10½		11½	8⅜
N Elec	5297	$24½	23⅞	24	— ¼	24⅞	16⅜
N Elec w b	3550	495	465	470	—15	525	280
Nowsco	604	$10	10	10	+1	10	7½
NSI	3000	100	100	100	—50	100	100
O — S							
Oshawa A	500	$5⅞	5⅞	5⅞	— ⅞	6⅛	450
Pac Pete	39587	$22¼	20⅞	22¼	+1⅜	22¼	13⅝
Pancan	14525	713⅞	12¾	13¾	+ ⅜	13⅞	8⅜
Pan Ocean	56865	$13¾	12⅞	13½	+1¼	13¾	6
Peopl St	700	$8	7⅞	7⅞		8	6¼
Petrofina	1000	$19¾	19¾	19¾	— ⅜	22½	17
Phillips Cb	300	$11⅜	10¾	10¾	— ⅜	11⅜	10⅜
Pow Corp	12012	$9½	9	9¼	+ ⅛	10¾	7⅞
Pow C 5 pr	515	$9¼	9⅛	9¼	— ⅛	10½	8⅛
Prefac	3300	125	110	110		150	80
Pnor G	40918	$5½	5½	5½	+1⅛	5½	330
Price Com	11340	$14	13¾	13⅞	— ⅛	14⅜	13
Provigo	22355	$9½	9¼	9½		9½	7
Qebcor	1000	$6½	6½	6½	— ¼	8	5¾
QSP Ltd	2600	$12¾	12⅜	123	— ⅜	13¼	10
Que Tel	2700	$15	14½	15		16	14½
Reed P a	1700	$21⅞	21½	21½	— ¼	23	19
Reed S a	904	$6¼	6¼	62	8 2	7¼	420
Rio Algom	780	$24¾	24¾	24¾	— ½	26	19
Rolland	435	$7	7	7		8	6⅞
Rolland B	60000	$6¾	6¾	6¾	— ¼	8¼	6¾
Rothm B p	100	$13⅜	13⅜	13⅜	— ⅜	14⅜	13⅜
Royal Bank	11073	$31½	31	31½	— ⅛	33	26
Ry Trt a	6302	$23¾	22½	23½	+ ¾	25⅞	20½
St L Cem A	400	$15¼	15¼	15¼	+ ¼	16½	13½
Scot Lasal	39100	165	150	150	—20	185	130
Scotts	200	$6⅛	6⅛	6⅛	— ⅛	6¾	475
Seagram c	15410	$30⅝	29¼	29⅜	—1⅛	36⅞	29¼
Shell Can	14644	$16¼	15¾	16		16⅝	11¾
Sher Wm	168	$16¼	16¼	16¼	+ ¼	16¼	14
Simpsons	8538	$8¾	8	8⅜	— ¼	9	6½
Simpsons S	6363	$10⅞	10¼	10¾	— ¾	11¼	9⅛
Stham a	1100	$26	25½	26	+ ¾	28⅛	24
Stelco a	17699	$28¼	27½	27¾	— ¾	29⅞	26
Stelnbg A	6920	$20	19½	19½	— ¼	20	16½
Sup Elec	2000	60	60	60		70	45
T — Z							
Tele Met b	200	$7	7	7	+ ½	7	400
Texaco	1575	$31	29½	30½	—1¼	35½	26
Thom A	9500	$12⅞	12¾	12¾	— ⅛	13⅛	10⅞
Tor Dm Bk	4056	$41¾	40¼	41¾	+1¾	42¼	32⅝
TD Rlt un	200	$26½	26½	26½	— ½	29	24¼
TD Rlt w	800	235	230	230	—20	380	230
Tot Pet A	22400	$6½	6⅛	6½		6½	400
Trd a	2850	$13	12¾	12¾		14½	11
Tr Can PL	5078	$10¾	10½	10⅝		11¾	8⅜
Trans Mt6	1550	7101½	10⅛	10⅜	+ ¼	11½	9⅛
Trvway	500	$5⅜	5⅜	5⅜	— ⅜	5⅝	5⅛
Treco	800	275	275	275	—5	300	255
Trizec w	750	35	35	35	+12	35	35
Tr G C	1166	$20	20	20		22	17½
Unigesco a	3000	125	120	120	—5	135	115
Unigesco b	3300	100	95	100		100	95
Union Oil	36400	$7½	7⅛	7½	— ¼	8½	7⅛
Unt Bank	3335	435	420	425	—10	470	275
UAP In A	250	$21	21	21		21¼	18½
U Corp B	4890	$14	14	14	+1¼	14	12¾
Velcro	1700	$7½	7¼	7¼	— ½	8	5¼
Villwger	600	155	155	155		155	90
Vjax a	500	$12¼	12	12	— ⅜	12⅞	10¼
Walk a	7570	$33¼	32	32⅜	— ⅜	43¾	32
Wargton	18 0	55	475	490	+15	5¾	400
Webb np	6359	46	43	46	+1	46	35
Westcst	1425	$22	21⅞	21⅞	+ ¼	23¼	18¼
Westcst a	450	$51¼	51¼	51¼		52¼	50⅜
Westeel	2700	$12	12	12	— ½	13	12
Weston	150	$20¾	20¾	20¾	— ⅛	23½	19½
Zellers	8375	$8¾	8	8	— ½	9⅞	6⅞
INDUSTRIELLES — JUNIOR							
Amb Db	1000	55	55	55		60	40
Belg Stand	2365	81	81	81	+1	130	58
Berncam	1945	30	0	30		41	24
Cine	12893	55	41	50		120	40
Cine W	15500	3½	3	3½	—1½	25	1
Com Hold	11000	65	50	50	—10	101	50
Crawfd Al	1500	130	130	130		130	115
Domco	1000	400	390	390		425	350
East Bak	100	$5¼	5¼	5¼	+ ⅛	5¼	375
Ham Can	200	180	180	180	—25	290	180
InvFnd a	148	$39	39	39	—1	40	39
Isec Canada	900	120	120	120		150	120
Lemtex	1500	48	48	48	+2	54	28
Mid Ind	4600	25	25	25		29	24
Morl Lat	500	100	100	100	—10	130	90
Muntz pr	200	105	100	100	—5	125	100
Polcon	1000	40	40	40	—10	100	40
Proflex	1000	19	19	19	—1	22	15
Sintra	100	$5	5	5	—12¾	7	5
SXL Div	28405	5	4½	4½	+ ½	20	2
Supack	700	75	75	75		150	75
MINES — PETROLES							
Abcourt	700	70	70	70		70	60
Abitib Asb	3056	125	125	125		140	107
Acroll Ltd	8319	30	27	30		40	26
AIS	2100	25	25	25		42	25
Ajax Min	26000	10	6½	7	—1	15	5
Albar	800	13	13	13		20	13
Aldona	833	18	18	17		31	16
Basic Res	27200	490	470	485	+15	51⅜	415
Baker Tlc	1100	20	20	20		21	17
Bayard	3000	7	7	7		14	5½
Beaver	20800	30	27	27	—3	55	22
Beltere	65800	81	65	66	—8	100	46½
Bison Pet	5821	385	185	185	—185	63⅛	185
Cadillac Ex	15200	130	120	130	+8	161	35½
C Homstd	400	$5⅛	5⅛	5⅛		5⅛	244
Chibex	16180	110	100	105	—1	135	100
Com N	10500	70	65	70	+10	70	39
C Daer	1250	11	11	11		12	11
Cons Imp	5000	5½	5½	5½	— ½	10	5
Ducros	7000	10	10	10	+ ½	13	4½
Dumgmi	2600	170	160	170	+10	190	136
Dumont	11500	17	15	16	+1	22	10
Dyn mn	51200	154	86	90		154	45
East Mal	4400	390	390	390	+5	455	305
Fallnger	600	16	16	16		34	16
Flint Rk	8000	12	9	9	—5	15	8
Fort N	1900	$8¾	8⅜	8¾	+ ⅛	9⅛	7⅜
Gaspe Q	50400	215	185	215	+34	215	105
Gold Briar	19800	50	40	49	+13	55	30
Goldex	1100	265	250	255	—5	350	215
Gold Hk	18000	17	15	15	—1	25	15
Hanson Mns	2000	5	5	5	+1	5	3
Hartland	2110	6½	6½	6½		10	6
Invictus	000	15	13	13	—2	21½	10
Joubi	1000	19	19	19		25	14
Jupiter	4500	43	43	43	—2	75	10½
Keltic	1000	12	12	12	+4	14	8
Kiena	3140	255	240	240	—19	325	220
Kingswd	3000	3½	3½	3½	—2½	6	2
Labrador	300	$26⅜	26⅜	26⅜	— ⅜	27	26⅜
Ladubor	500	60	60	60	—5	90	60
Lynx CEx	13775	135	126	126	—8	159	30
Mcdn m	10600	86	75	76	—4	110	75
Mrshl Bn	1000	4	4	4	+2	4	2
Massval	3000	20	19	20	+4	30	14
Maybrun	6000	14	12	14	—2½	18	10½
Menorah	5000	10	10	10		18	10
Milja Mines	1000	2½	2½	2½	— ½	3½	2
Min Res	3500	95	85	95	+15	135	70
Mistango	1000	3	3	3	—1	4	2½
Mt Laur U	4400	45	42	43	—1	45	25
Mt Jamle	43000	26	22	22	—2	30½	17
M Pleas	1500	18	16½	18	+2	19	14
Muscoch	5500	44	40½	42	—4	50	23
N Jobu	2714	50	47	47	—8	58	40
Nw Hosco	3125	31	28	28	—3	37	27½
N Insco	3000	42	42	42	+2	50	34
NW Unis	5000	9	9	9	+4	9	½
Nocana	600	34	32	34		35	17
NA Asb	19500	38	35	38	+1	40	28
Nordore	24100	130	116	130	+5	145	38
NQN Min	3000	16	15	16	+1	16	12
Pan Mns	2000	20	20	20		20	10
Que Expl	18200	55	48	55	—3	77	46
Que Cobit	200	115	106	115	—10	130	75
Que Uran	1300	15	15	15		25	15
Queenstn	3600	28	26	28	+2	37	25
Roy Agas	8100	50	48	50		85	47
StL Col	4414	70	67	68	+1	75	56
St Lucie	11500	15	14	15		17	12
Sal Met	30125	7½	6½	6½	+ ½	9	2
Shield Dv	1000	43	42½	42½	+1	69	36
Sil Stack	14100	49	44	47	+2	98	44
S Dufault	36000	7	6	6	—1½	10½	2
Stand Gld	12800	22	15	22	+9	130	12½
Stafrd	9600	88	86	88	+3	100	65
Tagami	1000	10½	10	10	—2	21	10
Talismn	4000	9	9	9	—3	15	9
Toronado	1500	4	4	4	—2	6	2
Troilus min	4500	18½	18	18	—2	24	14
Untd asbes	2700	415	390	400	+10	430	260
Viewpt	1000	15	15	15	—5	25	15
Viking Res	4300	130	110	115	—10	199	100
W Q Mn	2000	20	20	20	+1	50	18
Wh Star	9500	24	22	22	— ½	34½	22
Wrightbr	3000	15½	15	15½	—1½	20	15
T — Z							
Tamblyn	276	$19⅜	19⅛	19⅛		20¼	8½
Tara	320	$15½	15¼	15½		18	13½
Teck Cor A	4318	255	245	250	—6	315	215
Teck Cor B	3989	225	215	215	— 10	280	176
Tel Metr B	100	$7	7	7	+1	7	5¼
Teledyne	2974	475	450	475	+ 10	490	370
Tex-Sol	6000	13	13	13	+2	20	10
Texaco	7750	$31½	29½	31½		35¼	25½
Texasgulf	20390	$33⅜	32⅛	32⅞	— ⅝	34	23⅞
Texmont	24500	24	22	22		24½	15
Texore	25125	13	12	12	— ½	22	12
Thd CGInv	30173	515	15	15	+ ¾	15	10½
Thoms N T	600	155	150	150	— 20	180	106
Thom NT r	3000	5	4	4		5	4
Thom L	3000	27	26	26	—1	33	20
Thom N A	16627	$12⅞	12½	12¾		13¼	10½
Thom N pr	160	$37	37	37		40	24
Tombill	6706	85	78	83		100	67
Tone Craft	275	420	420	420		5	410
Tormex-M	3400	200	190	190	— 10	240	115
Toromont	3200	215	200	200	—5	240	200
Tor Dm Bk	35243	$41¾	40¼	41¾	+1¾	42¾	32½
Tor Star B	20040	$13⅛	12⅞	13		14⅜	9⅛
Total Pet	49775	$6½	6¼	6½	+ ⅛	6½	400
Total P A p	3225	$13⅜	13⅛	13⅜	— ⅜	13¾	9
Traders A	4544	$13⅜	12¾	13¼	— ⅜	14½	103
Traders B	200	$12¼	12¼	12¼	+ ¾	13	11
Traders S p	225	$20	20	20		22	19
Trader A p	2175	$20	19½	19½		20	17½
Trader B p	1317	$22	22	22	— ¾	24	20
Trade 10¼ p	900	$10	10	10	— ¼	11¼	9⅜
Trader 66 w	4240	280	250	250	—5	400	215
Trader 69 w	2000	400	370	370	— 30	475	350
Tr C Glass2	500	450	440	450	+ 10	470	305
Tr Can Res	174300	69	57	61	+1	83	41
Trans Mt	19448	$10½	10⅛	10½	+ ¼	11⅜	9⅛
Trans PPL	330	$11½	11	11	—1½	13	11
Transair	2512	200	190	190		235	145
TrCan PL	19798	$10¾	10½	10¾	— ⅛	12¼	8⅜
TrCan A pr	232	$59	59	59	—2½	64	51
TrCan B pr	1298	$30	30	30		34	28¾
TrCan C pr	2210	$34¼	35¼	36⅛	— ⅛	40	30
TrCan D p	1140	$52⅝	52¼	52¼	— ½	55	51¼
TrCan PL w	17373	67	40	49	— 16	122	40
Travlway	2600	$5½	5½	5½	+ ½	5½	425
Treco Inc	100	275	275	275		325	275
Trimac	1000	415	410	410		5⅜	350
Trln Chib	0 7500	14	13	14		22	12
Trizec Crp	3412	$18¼	17½	17½	— ⅜	19	15¾
Trizec w	2500	38	38	38	—2	54	24½
Tru-Wall	600	290	280	280	+ 10	400	270
Tundra

VANCOUVER

PAR LA PRESSE CANADIENNE

VENDREDI 2 MAI 1975

MINES

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. net
Ab Mris	3466	10	5¼	10	
Achron	1500	15	15	15	
Adonis	5500	8	6½	8	
Aex	2100	325	325	325	
Alberni	2000	8½	8½	8½	
Anglo Bo	6500	90	85	90	
Arcdia	2000	39	38	38	—1
Avino	11200	24	23½	24	+1
Azure	5000	22	20	20	—1
Balfour	10000	12	10	12	
Barler R	11800	230	229	229	—1
Bath N	5200	130	128	130	—2
Benson	4000	16	16	16	
Beth C A	100	$10½	10½	10½	
Brend	4500	11	10	10	
Bullion	4000	8	8	8	
BX Dev	1000	73	73	73	—3
Canol	500	14	14	14	
Canwx	7000	17	15	15	—3
Carolin	2100	225	222	225	+4
Casino	2000	20	20	20	
Celtic	3700	6	6	6	
Charla	1000	16	16	16	
Chatex	500	18	18	18	+4
Chrmx	4000	30	28	29	
Climan B	400	$13½	13	13⅜	w- ⅜
Col A pr	4600	145	145	145	+5
Col B w	410	500	445	500	
Colt Ltd	3600	53	51	53	+2
Colt B	10000	8	8	8	
C Bamt	4000	16	16	16	
C Bound	3000	22	20	20	—2
Con Ct SI	7500	11½	11	11	—1
Cons Col	41400	49	46	47	
C Fin Ch	4500	9	9	9	— ½
Cons But	750	8	8	8	— ½
C Stndrd	2000	4½	4½	4½	+ ½
Cop Gnt	1000	8	8	8	
Copr Lk	2100	6	6	6	
Cream	3000	28	28	28	—2
Cutlass	4500	17	17	17	
Cypres	2000	72	72	72	
Dalton	3000	16	16	16	
Dankoe	100	200	200	200	
Drkhak	500	28	28	28	
Dav Kys	500	24	24	24	
Dol Var	3000	16½	16½	16½	
Dus Mac	1000	37	37	37	
Equat	8000	5	5	5	
Exeter	10500	9	9	9	+2
Fosco	z350	8	8	8	—2½
Geo Dyn	6500	10	10	10	
Gnt Vent	800	8½	8½	8½	
Gbritar	2575	550	525	550	
Gladiat	22927	17	15	16	+ ½
G Gate	1000	26	25	25	
Gdn Gnt	10000	51	51	51	
Grando	8000	20	18	19	— ½
Grn Eag	11500	10	8½	8½	—1½
Gsa Res	100	52	52	52	+17
Gunn	5000	15	15	15	—2
Hallark	9200	60	58	58	—2
Hrt Rvr	1500	6½	6½	6½	
Henriet	3000	26	25	26	
Hi Lode	5000	9	8	9	
Jackpt	1000	9	9	9	
Jersey	20000	16½	16½	16½	
Joy Ind	4500	43	43	43	
Laguna	5000	11	10	11	
Largo	2000	5	5	5	
Laura	1000	9	9	9	
Lemac	500	10	10	10	— ½
LP Ind	8700	40	38	40	+2
Makao	10500	12	9½	12	+2
Mark V	4000	80	75	80	+1
Midas	1000	8	8	8	
Mrl Mtn	2500	4	4	4	
N Cinch	1000	23	23	23	
Nw High	1000	9	9	9	
Nw Mln	2000	26	26	26	—2
New Pyr	17200	89	83	86	—2
Nthair	4400	193	187	193	+6
N Home	4500	24½	23½	23½	—3½
NW Vent	500	55	55	55	
Nuspar	2975	16	15	16	
Oxbow	15999	43	38	41	
Pcifc Rs	9900	220	210	220	+11
Pegsus	3000	60	58	58	—2
Perry R	300	200	200	200	
Placer	500	$17	17	17	
Prism	10000	16	15	15	—1
QC Exp	60000	41	38	40	+2
Qtsino	3000	6	6	6	
Rackla	7000	14	14	14	
Rac Ind	1500	10	10	10	—2
Reako	103100	23½	20	22	
Rio Plat	7500	45	44	44	
Sabina	13300	160	155	155	+7
S Jcinto	6000	40	39	40	
Seaforth	17500	75	72	74	+1
S Spri g	4500	35	35	35	—4
S Stndrd	10000	112	109	109	—1
Skast	3000	19½	19½	19½	+ ½
Sonc Ry	1000	9	9	9	
Sonesta	3000	16½	16	16	—2
Spectro	1000	9	9	9	
Sproat	2000	16	16	16	
Taseko	500	7	7	7	
Texal	20000	5	4	4	
Thor Ex	4500	239	230	239	
Titan	500	7	7	7	—1
Trwest	2000	7	7	7	+1
Tyee	5500	10	10	10	+1
U Hrne	5000	40	40	40	
U Gold	2000	30	27	27	—3
Vally Cu	112	600	600	600	+25
Vntrl	3000	12	12	12	
Vntor R	1000	39	39	39	—3
Vestor	1100	165	162	165	+3
Veco Rs	14600	96	86	90	+4
Wicom	1000	110	110	110	
W Mines	1800	205	205	205	
W Ring H	250	100	100	100	
Wharf	1000	42	42	42	+2
Whipsw	500	10	10	10	
Ykn Rev	6000	31½	31	31½	
Znith	2000	15	15	15	

INDUSTRIELLES

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. net
Ath Col	200	220	220	220	
BBC Un	100	$11⅛	11⅞	11⅞	+ ⅛
Bnk BC	100	$16	16	16	—1
Block	500	305	305	305	—5
Canter	25500	53	50	53	+3
Cor Ind	505	465	460	460	
Doman	2000	57⅛	7⅛	7¼	+ ⅛
F Trst	1700	325	325	325	
I Hydro	500	40	40	40	
Kaiser	600	$10	10	10	— ½
Kasr Wt	2200	$7⅛	7	7⅛	
Keg Res	500	75	75	75	
Madill	z25	$7	7	7	
Nwmrk	1200	105	105	105	—5
Pace	900	62	62	62	
Wardr	1600	160	160	160	

PETROLES

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. net
Charltn	21900	61	60	60	
Cop Ex	9000	17	16½	17	+1
Coynex	21500	100	82	96	+16
Delta	5000	10	10	10	
F St Jhn	1000	65	65	65	
Frehld	z12	60	60	60	
Futurty	800	6	6	6	
Galvstn	10300	170	170	170	—5
Gt Reef	1000	33	33	33	
Mntry A	1000	11	11	11	
Pan Ocn	100	$13½	13½	13½	
Pay Itl	3500	9	9	9	
Rainier	1500	90	90	90	+15
Rand A	1000	65	65	65	
Rchfle	2000	11	11	11	
Seneca	6000	72	70	72	—4
Stampd	23400	111	106	107	—2
Tcoma	8000	30	25	26	—4
Wms Gd	10500	5	5	5	

MARCHE HORS COTE

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. net
Amber	8000	16	15½	16	
Aragon	2000	6	6	6	
Ash Res	500	20	20	20	
Aurus	21000	32	28	32	
Avinch	1000	40½	40½	40½	+ ½
Bch Gld	8000	38	38	38	
Bimori	54000	54	50	51	+2
Bnvsta	32500	25	21½	25	+2
Boru	1000	36	36	36	
Bur Gld	1500	11	11	11	+1
Cadet	2000	13	13	13	
Chingr	1500	26	26	26	
Clayme	2000	68	65	65	+2
Cleaver	9500	35	34	34	+2
Cinola	500	12	12	12	
Con Mon	5500	32	32	32	
Dasher	1000	11	11	11	
Dawsn	12000	12	12	12	
Data Sys	1000	20	20	20	
Decade	1000	18	18	18	—4
Deer Lk	1500	35	35	35	
Diana	6000	20	20	20	
Drcstr	22000	34	32	33	
Exel	2 25000	10	5	5	
GBS	1500	40	40	40	
Gentry	8700	10	10	10	
Geor	1000	26	26	26	+1
Geoqus	500	40	40	40	
Geo Star	41500	18	16	18	+2
Gold Vly	1000	28	28	28	+6
Grangr	10000	32	30	32	+2
Grt Bear	15000	37	33½	33½	+1½
High Str	7000	18	18	18	+1
Hitec	2000	33	33	33	+2
Hoko	2000	71	70	71	
Hope	600	165	165	165	
Host	500	21	21	21	—2
Junex	28500	26	21	26	+5
Kndahr	19000	65	62	65	+2
Kariba	3000	22	20	21	+1
Kendal	12000	16½	15	15	—1½
Lion Mn	9000	24	20½	24	+2
Lou Mex	12500	25	23	25	
Mid Wst	5000	2	2	2	
Mns Dor	1000	55	55	55	+5
Mission	500	55	55	55	
Mndee	1000	20	20	20	
Nevex	2000	83	83	83	—2
NCong	833	26	26	26	
New Den	1000	18½	18½	18½	+1½
Nomad	1000	15½	15½	15½	
N Valy	3000	10	10	10	
Norwin	18000	21	15	20½	
Olymp	10000	32	33	33	
Pan Artl	3100	34	33	33	—1½
Ptrowf	5190	83	82	83	+3
Phlco Rs	5500	22	20	22	—1
Rainbw	1000	87	87	87	+5
Reniks	3500	90	8	85	
Rio Sera	1000	17	17	17	+2
Rockel	8000	67	65	67	+1
Santa	2500	16	16	16	+1
Saratd	10000	15	14	14	
Spirt Ex	5000	3½	3½	3½	+ ½
Starlett	10000	2½	2½	2½	— ½
Stellak	1000	3	3	3	
Synrgy	5000	51	50	51	
Tagus	22500	12	12	12	
Tandm	100	50	50	50	
Thalisk	6000	24	24	24	
Trevc	500	29	29	29	—5
TRV	3833	90	90	90	—2
Van Silr	3000	48	47	48	
Yelstn	1000	19	19	19	—2
Yuknon	3500	4	4	4	—1

Total des ventes : 1,465,712.

AMÉRICAINE

PAR LA PRESSE CANADIENNE

VENDREDI 2 MAI 1975

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. net
Aeronca I	16	17⅛	13¼	13¼	
Airbn Ft	8 23	9⅞	9¾	9¾	— ⅛
Alaska Air	6 18	5¼	5	5¼	+ ¼
Alleg Air	41	4¼	3⅞	3⅞	— ⅛
A Israeli	3 17	4¼	4¼	4½	+ ¼
Anthony	5 13	6	5⅞	5⅞	+ ⅛
ASafe E	7 19	3¼	3⅛	3¼	— ⅛
Aquit Ca	19 8	19¼	18⅞	19¼	+ ⅜
Asamera	8 35	10⅜	10⅛	10⅛	
Ashld Oil	9 16	9⅛	9	9	
Austral O	9 100	13½	12⅜	13½	+ ⅜
Auto Rad	22 1	2⅜	2⅜	2⅜	
AVEMC	6	3¼	3⅛	3¼	+ ⅛
Banistr	116	7	63	7	+ ⅛
Bartons	18 22	3⅛	2¾	3	+ ⅛
Baruch F	8 34	1⅜	1⅜	1⅜	+ ⅛
Beverly	4	1½	1½	1½	
Bic Pen	10 11	10⅜	10¼	10⅜	— ⅛
Blnk Mf	5 1	13⅛	13⅛	13⅛	
Bluebird	3 10	2	1⅞	2	+ ⅛
Bow Vall	29 22	17½	16⅜	17¼	+ ¾
Bradt Cm	30 151	16¼	14⅞	16⅛	+1⅜
Brascan	3 29	13⅜	13¼	13¼	
Breeze C	1	3¼	3¼	3¼	+ ⅛
BA Tob	6 20	6¾	6¾	6¾	— ¾
Buttes GO	5 343	22⅛	21¾	21¾	— ½
Calcomp	28	6¼	6	6	— ⅛
Camco In	9 9	7⅞	7⅞	7⅞	— ⅛
Camp Ch	5 43	3¾	3 9-16	3 11-16	— ⅛
CExp GO	22 118	3¾	3 5-16	3¾	+ ⅜
Cdn Hom	29 37	5	4 11-16	5	+5-16
Cdn Hydr	7 4	5¾	5⅝	5⅝	+ ⅛
Cdn InP	5 22	13¾	13⅜	13¾	+ ¼
Cdn Occ	9 10	8½	8½	8½	— ⅛
CSup Oil	10 64	36½	35½	36½	+1¼
Castleton	10	1⅜	1⅜	1⅜	+ ⅛
Champ H	185	3¾	3⅜	3¾	
Christian	3	1½	1½	1½	
Cineram	4	2⅜	2⅜	2⅜	
Cole Nat	4 27	8	7⅝	7⅝	
Coleman	23 127	11¼	10¼	11¼	+ ⅞
Cmbust Eq	9 160	14¾	14	14½	+ ½
Cominco	6 4	30	29½	29½	— ½
Com Grp	4 2	2⅞	2⅞	2⅞	— ⅛
Condec	5 71	7	6⅞	7	+ ⅛
Con OG	10 77	7⅜	7⅜	7⅜	— ⅛
Cont Mat	23 63	1	13-16	15-16	+1-16
Crdnint	94	4¼	4⅛	4¼	+ ⅛
Creole P	5 20	8⅛	7⅝	7⅝	— ⅛
Crystal O	4 7	10¼	10	10	
Data Dc	5 2	37	37	37	+ ⅜
Data P	6 151	4⅜	4⅜	4½	
Dev Am	61	4¼	4	4	
DiaM Dril	7 172	27	25	26¾	+ 1¾
Diversey	5 5	16⅛	16⅜	16⅜	— ⅛
Dome P	10 191	27½	26¼	27½	+ 1¼
Dixilyn	5 31	7¼	7¼	7¼	
Domtar	4 2	20⅜	20⅜	20⅜	— ⅛
Dynalec	8 50	3¼	3	3	— ⅛
Dynell	10 34	3½	3⅜	3½	+ ¼
Eckmar	18 66	1⅝	1½	1⅝	
Ecodyne	9 21	6½	6¼	6⅜	+ ⅛
Edmos	8	2¼	2¼	2¼	
Fed Res	66	3⅜	3⅛	3¼	
Ford C	4 z210	69¾	69¼	69¼	+ ¼
Frst Lb	23	4⅜	4	4¼	+ ⅛
Frunt Air	5 19	4⅞	4¾	4⅞	— ⅛
GiantY	15 55	10⅛	9⅞	9⅞	— ⅛
Great Am	3 10	3⅛	3	3	— ⅛
GtLk Ch	13 161	25	24¼	24¾	+ ⅜
GSC Ent	11 3	1	1	1	— ⅛
Hartz Mf	22 89	13¼	13	13	— ⅛
Home A	10 11	23	21⅞	23	+1⅜
Home B	9 1	20½	20½	20½	+1
Husky Oil	5 21	17	16⅜	16⅜	— ⅛
Hycel	52 59	6	5½	5¾	— ⅛
Hyg Fd	4 1	20¼	20⅞	20⅞	— ⅛
Imp O A	13 186	28⅛	27½	28	+ ⅜
Instr Sys	11 17	11¼	11	11¼	+ ⅛
Interpool	5 10	14½	14⅜	14½	
Iroquois	7 11	6⅞	6¾	6¾	
Itel Cp	5 69	6⅝	6½	6½	
Jetronic	5 6	13¼	13⅛	13⅛	— ⅛
Jupiter	3 9	3⅞	3¾	3¾	+ ⅛
Kaiser	5 166	8⅞	8¾	8¾	
Kalvex I	6	1	1	1	
Kln Ark	9 50	11½	11¼	11½	+ ¼
Lafay RE	7 159	6⅜	5⅞	5⅞	— ⅜
Lake Sh	30 3	3-16	3	3	— ⅛
Lloyds El	108 5	3¼	3	3¼	+ ⅛
Loews wt	45	4⅞	4½	4⅝	
LTV wt	104	3¾	3⅜	3⅜	
Marndg	17 170	3	3-16	3	3 3-16 — 1-16
McCull	13 44	4	3⅞	4	+ ⅛
Milgo El	6 394	17¾	16⅞	17⅜	+ ⅞
Mite Cp	4 37	4⅜	4¼	4⅜	
N Idria	37 126	¾	11-16	¾	+ 1/16
Nortek	4 5	2⅞	2¾	2¾	
NCdn Oil	47 54	4 13-16	4⅝	4¾	+ ⅛
Numac O	27 14	11⅞	11½	11⅝	+ ⅛
OOkiep	6 z650	48¾	48½	48¾	+ ¼
Outdr Spt	8 23	4	3¾	3⅞	— ⅛
Pato CG	2 6	6⅛	6	6⅛	
Permnr	139	1⅛	1⅛	1⅛	
Phoenix	2 98	6¾	6⅝	6⅝	— ⅛
Pioner P	10 34	4¾	4½	4⅝	+ ⅛
Pioneer S	2	1	1	1	
Plant In	10 67	10¾	10½	10¾	+ ⅛
Poloron	17	1⅜	1½	1½	
Prairie	18 2	4¼	4⅛	4⅛	
Presley	45	3½	3⅜	3½	+ ⅛
Preston	6 1	12¼	12¼	12¼	+ ⅛
Ranger O	74 72	20¾	18⅞	20⅜	+ 1½
Rath P	19	3¼	3⅛	3⅛	— ⅛
Res Ctl	439	14½	13⅝	14	+ ⅛
Resort IA	3 32	2¼	2	2¼	
Rexnor	4	1⅜	1⅜	1⅜	+ ⅛
Richford	5 2	2⅛	2⅛	2⅛	+ ⅛
Riker M	52	1⅛	1	1⅛	
Ryan Ho	13 213	18⅞	17¾	18½	+1
Salem C	11 201	9¾	8⅜	9⅜	+1
Sambos	16 275	17¾	173	17¾	— ⅛
Sbiltron	7	1¾	1⅝	1¾	+ ⅛
Soundsn	64 20	8⅜	8¼	8⅜	
Sterl Pre	4 26	3⅛	3	3⅛	+ 3/16
STP Cp	10 10	6⅛	6⅛	6⅛	— ⅛
Sun Elec	10 18	21¼	20⅝	21¼	+ ⅜
Susqhan	6	1¾	1⅝	1¾	+ ⅛
Synaloy .14f	6 60	5¾	5⅛	5¾	+ ⅜
Syntzx	17 1588	41¾	40⅛	40W6-	6
Teleflex	9 2	8½	8½	8½	+ ⅛
Texstar	4 12	2⅝	2½	2⅝	
Total Pet	45 20	6¼	6	6¼	+ ⅛
Twin fair	7 10	5⅞	5⅝	5⅞	— ⅛
Un Asbes	5 6	4	3 15-16	4	+ 1-16
UnNat C	9	13¾	13⅜	13⅝	
US Filt	8 106	8½	8⅜	8½	— ⅛
USNa t Rs	6 205	5	4¾	5	— ⅛
Vernit	7 24	3⅜	3⅛	3⅜	— ⅛
Vulc Inc	4 4	6¾	6¼	6¾	— ⅛
Wacknht	8 203	8⅞	7⅞	8⅛	— 1
Walnoco	9 1	1⅛	1⅛	1⅛	
Westats	10 68	7	6⅞	7	
W Decalt	12 15	5¼	5¼	5½	— ⅛
Wilshr O	7 33	5⅛	5¼	5⅛	— ⅛
Work Wr	10 18	6	5⅞	6	— ⅛
Wr Herg	27	1 3-16	1⅛	1⅛	

Total des ventes : 2,610,000.

carrières ET PROFESSIONS

la presse

MONTRÉAL
SAMEDI 3 MAI 1975

RICHE D'ESPRIT, RICHE DE TEMPS, RICHE D'ARGENT!

Nous sommes une Firme privée de Recrutement, de Formation dirigée, de Placement et de Consultants mobiles. Nous recherchons des hommes et des femmes de qualité (25-60 ans).

Nous leur donnons le privilège de suivre une expérience sélective unique dans toute l'Amérique du Nord.

Cette expérience permet de revitaliser votre énergie tant physique, émotive que mentale.

Par la suite nous permettons aux candidats élus la chance de se créer une carrière intéressante et très rémunératrice.

Alors ceux qui désirent ardemment devenir autonomes, créatifs et se réaliser, communiquer avec:

OCAP 253-2091

Semaine jusqu'à 21:00 heures et samedi jusqu'à 17:00 heures.

RADIO-CANADA

demande

INGÉNIEUR ET PERSONNEL TECHNIQUE

Les fonctions comprennent la conception et mise en place de systèmes et d'équipements de studio, de radio et de télévision.
Expérience connexe de préférence. Les candidats doivent détenir un baccalauréat en génie électronique ou l'équivalent.
Il s'agit de postes à contrat ou d'emploi régulier. Ces postes sont pour nos bureaux de Montréal mais les titulaires sont appelés à voyager.
Salaire $11,400 à $19,600 selon l'expérience.

Envoyer sa demande accompagnée d'un résumé précisant sa formation et son expérience à l'adresse suivante:

Agent de Personnel
SOCIÉTÉ RADIO-CANADA — INGÉNIERIE
7925, Chemin de la Côte-St-Luc
Montréal, Québec H4W 1R5

BEAVER LE CASTOR bricoleur

recherche
pour les magasins de la région de Montréal

CHEFS DE RAYONS

DANS LES DOMAINES SUIVANTS:
Bois et matériaux de construction
Le décor, les tapis et la peinture
La plomberie et l'électricité
La quincaillerie
L'entrepôt
Salaire et avantages sociaux intéressants.

Pour faire application veuillez communiquer avec:

M. André Dupont
527-4123

DESSINATEURS ET SURVEILLANT

1 technicien dessinateur en électricité.
1 technicien dessinateur en structure, 3 ans d'expérience.
1 dessinateur en structure.
Surveillant de chantier avec expérience en structure, mécanique, électricité, agira comme contremaitre.

ROY, RACINE & ASSOCIÉS, Ing.
460, boul. Chomedey, Ville de Laval 681-9207

BUREAU DE C.A.

Recherche personnel BILINGUE.
Jeunes C.A., C.G.A., R.I.A.
Demander: Louis Marchand C.A.

Tél 381-6233

FORTIER, THIBAULT, MARCHAND, CÔTÉ, C.A.
110, Place Crémazie, suite 600, Montréal

URGENT

Hopital Chashasipich de Fort Georges, Baie James recherche
2 MÉDECINS IMMÉDIATEMENT POUR UNE PÉRIODE D'UN MOIS

Faire parvenir votre "curriculum vitae" à l'attention du:
Docteur Charles Dumont ou M. Bernard Piché
HÔPITAL CHASHASIPICH
Fort Georges, Baie James
ou communiquer par téléphone
(418) 981-2844

ÉDITEUR RECHERCHE REPRÉSENTANTS(ES)

Ce travail peut être combiné avec votre emploi actuel, et ce quel que soit votre domaine: IBM, location de voitures, représentantes Avon, etc.

527-1034

de 9:00 heures à 11:00 heures a.m.

BUREAU DE C.A. RECHERCHE

— Jeune C.A., C.G.A. ou équivalent;
— Un comptable avec expérience dans comptabilité générale.

Salaire et avantages sociaux intéressants.

Téléphoner à:

384-0866

HÔPITAL NOTRE-DAME

Centre hospitalier affilié à l'Université de Montréal

INFIRMIERS(ÈRES) AUXILIAIRES

Plusieurs postes vacants à temps complet

ROTATION: Jour, soir, nuit.
Orientation spéciale de 3 semaines prévue pour les nouvelles diplômées de polyvalentes.

DATE D'ENTRÉE: 30 juin
21 juillet
11 août
2 septembre

Pour entrevue aux personnes intéressées, s'adresser à:

Mme Rita David-Desroches
Bureau d'emploi
1560 est rue Sherbrooke
Montréal, Québec

CENTRE HOSPITALIER EN VOIE D'EXPANSION

recherche

TECHNICIENS (NES) EN RADIOLOGIE
TECHNICIENS (NES) EN LABORATOIRE
INFIRMIERS (ÈRES) AUTORISÉS (ES)
UN (E) ERGOTHÉRAPEUTE
UNE ARCHIVISTE MÉDICALE AUTORISÉE

Toute personne intéressée est invitée à faire parvenir son "curriculum vitae" complet au plus tard le 17 mai 1975, à:

M. Yvon Lefebvre,
Directeur du personnel,
CENTRE HOSPITALIER DE VALLEYFIELD,
243 rue Salaberry,
Valleyfield, Qué. J6S 4V9
Tél.: (514) 373-3360 poste 260.

OFFRE DE CARRIÈRE DANS LE MARKETING

Un important organisme d'utilité publique de la région de Montréal désire engager un jeune homme (22-28 ans) parfaitement bilingue, pour son service de promotion.
Minimum d'éducation requis: niveau collégial.
De préférence familier avec la vente dans l'industrie du transport et de l'hébergement.
Le candidat sera appelé à voyager.
Le salaire sera déterminé suivant les qualifications.
Faire parvenir votre demande à:

LA PRESSE, réf.: 16585
CASE POSTALE 6041
SUCCURSALE A
MONTRÉAL H3C 3E3

CRÉDIT ET PERCEPTION

Jeune homme bilingue, 25 ans environ, avec minimum 5 ans d'expérience dans le crédit et recouvrement. De préférence avec formation spécialisée. Bénéfices usuels, bonne chance d'avancement. Permis de conduire exigé. Compagnie à succursales multiples pour travail au bureau chef.
Faire parvenir "curriculum vitae" en indiquant le salaire demandé.
Confidentialité assurée.

LA PRESSE, REF: 16,589.
C.P. 6041, Succ. "A"
Montreal

REPRÉSENTANT MÉDICAL

Nous sommes à la recherche d'un candidat ayant de l'expérience dans la promotion de produits pharmaceutiques. Nous considérerons également toute personne ayant des connaissances en pharmacie, tout autre ayant une spécialisation scientifique en milieu hospitalier.
Salaire, commission, voiture, bénéfices marginaux usuels.

Faire parvenir curriculum vitae et numero de telephone au:

Laboratoires Anglo-French
4085 Griffith
St-Laurent, Qué.

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

recherche

SURVEILLANTE DE NUIT
INFIRMIÈRES FINISSANTES
Pour juillet 1975

S'adresser à:

Maryse Laverdière
4000, boul. Lasalle, Verdun
761-3551, local 350

ANALYSTE DE CRÉDIT

LE POSTE:
Au sein d'un service bien etabli, participer au recouvrement des sommes dues, à l'ouverture des comptes et à leur supervision.

QUALIFICATIONS:
Le candidat sera bilingue, agressif et possédera l'initiative et le tact nécessaires pour communiquer efficacement avec nos clients et dans nos rapports avec nos multiples services internes. Un minimum de 5 ans d'expérience du crédit à la construction serait souhaitable ou le diplôme M.C.I.

LE TRAITEMENT: De $11,500 à $14,000

LIEU DE TRAVAIL:
Est rue Jarry, Montréal.

Poster ou faire parvenir votre "curriculum vitae" à:

W. Guy Rivest
ENTREPRISES LAGACÉ INC.
3701 est, rue Jarry
Montréal, Qué., H1Z 2G2

Firme progressive de comptables agrees, requiert les services de

JEUNES C.A.

desireux de faire carrière en vérification publique.

S.V.P. s'adresser à:

COUREY & CIE C.A.
a/s M. J. R. Courey C.A.
1 Place Laval, suite 500
Laval, Qué.
382-7211

ACHETEUR SÉNIOR

demande par importante compagnie de construction en pleine expansion et engagée dans la construction lourde, locale et extérieure.
Minimum de 5 ans d'experience dans l'achat de materiaux de construction, pièces d'equipement lourd et fourniture.
Bilinguisme requis.

Envoyer "curriculum vitae" et salaire demandé à:

LA PRESSE Ref. 16,587,
C.P. 6041, Succ. "A"
Montreal.

Toute application sera traitée confidentiellement.

GÉRANT DE CRÉDIT

Compagnie de réputation internationale demande un gérant de crédit bilingue d'expérience pour la région de Montréal.
Salaire selon expérience et qualifications du candidat.
Avantages: bénéfices marginaux.

Faire parvenir "curriculum vitae" à:

LA PRESSE, ref.:

carrières ET PROFESSIONS

la presse

MONTRÉAL
SAMEDI 3 MAI 1975

LE CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES-BORROMÉE

requiert les services d'un

DIRECTEUR DES FINANCES

FONCTIONS:
Sous la direction du directeur général, il assure la préparation du budget et son application. Il assume le contrôle interne des opérations dans le cadre budgétaire. Il se voit également confier toutes autres responsabilités qui lui sont dévolues en fonction de la loi ou par l'administration de l'hôpital.

EXIGENCES:
— Détenir un diplome universitaire terminal en administration des affaires et ou
— Être membre d'une corporation professionnelle de comptables C.A. ou C.G.A.;
— La connaissance du milieu des Affaires sociales serait un atout.

SALAIRE: selon les normes du M.A.S.

Faire parvenir «curriculum vitae»

a/s du Directeur général
CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES-BORROMÉE
66 est, boulevard Dorchester
Montréal H2X 1N3

HÔPITAL GÉNÉRAL LASALLE

requiert les services d'un

DIRECTEUR DES FINANCES

FONCTIONS:
— Sous l'autorité du directeur général, est responsable de toutes les activités comptables de l'établissement;
— Prépare le budget d'opération et en assure le contrôle;
— Assure le développement et l'application d'un système de gestion relatif aux activités dont il assume les responsabilités;
— Conseille les chefs de service en matière de contrôle budgétaire.

QUALIFICATIONS:
— Détenir un diplôme universitaire terminal en administration des affaires et/ou
— Être membre d'une corporation professionnelle de comptables C.A. ou C.G.A.;
— Posséder quelques années d'expérience en contrôle et gestion budgétaire;
— La connaissance du milieu des Affaires sociales serait un atout.

TRAITEMENT:
Selon les qualifications et l'echelle des salaires proposee par le ministère des Affaires sociales.

Faire parvenir "curriculum vitae" au:
Directeur Général
HÔPITAL GÉNÉRAL LASALLE
8585, terrasse Champlain
Lasalle, Qué. H8P 1C1

HÔTEL-DIEU DE ST-HYACINTHE

Centre hospitalier de soins prolongés (565 lits)
requiert les services d'un (e)

SURVEILLANT (E)

à l'administration des soins infirmiers

RESPONSABILITÉ:
Cette personne agit sous l'autorite de la directrice du service des soins infirmiers dans le respect des politiques et structure établie. Elle est principalement responsable de la gestion des horaires de travail, de l'embauchage de la planification, de l'évaluation, de l'affectation, du remplacement, des statistiques relatives au personnel travaillant au service des soins infirmiers. Également elle pourra exercer toute autre fonction reliée à ses responsabilités.

EXIGENCES:
DEC en techniques infirmières et 5 ans d'expérience dans un poste comportant des responsabilités administratives.
Bachalauréat en soins infirmiers et 2 ans d'expérience à un poste comportant des responsabilités administratives.
Membre en règle de l'ordre des infirmiers et infirmières de la province de Québec.

TRAITEMENT:
Selon les normes du Ministère des Affaires Sociales. Les personnes intéressées et ayant les qualifications ci-haut mentionnées doivent faire parvenir leur Curriculum Vitae avant le 24 mai 1975 à l'adresse suivante:

Directeur de la Gestion du Personnel,
Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe,
1800, rue Dessaulles,
St-Hyacinthe, Qué.,
Tel.: (514) 774-8538, poste 294

INFORMATIQUE

ANALYSTE SENIOR — SYSTÈMES **$19,000**
Le Service de l'informatique d'une entreprise canadienne recherche un analyste possédant 4 ans d'expérience de premier ordre en systèmes. Le titulaire sera d'abord affecté à la conception de systèmes de fabrication. De belles perspectives d'avenir s'offrent au candidat dans le domaine de la direction de systèmes.

DIRECTEUR — INFORMATIQUE **$18,000**
Une compagnie canadienne en plein essor offre une occasion de premier ordre à un analyste bilingue qui devra établir un service d'informatique dans un milieu OS. Le titulaire devra posséder des talents pour la supervision et l'organisation de même qu'un eloquent dossier de réussites.

ANALYSTE — PROGRAMMEUR **$14,000**
Une société établie à Montréal et ayant un système 3 de grande capacité recherche un candidat compétent possédant 2 ans d'expérience RPG II. Occasion avantageuse pour candidat désirant faire des analyses et apprendre le télétraitement.

ANALYSTE JUNIOR **$14,000**
Analyste-programmeur ayant au moins 2 ans d'experience en COBOL et désirant accéder rapidement au poste d'analyste. Antécédents en fabrication seraient souhaitables.

VEUILLEZ APPELER CHARLES SCOTT à 878-9141

esp
ELECTRONIC SYSTEMS PERSONNEL
SUITE 750, PLACE DU CANADA
MONTRÉAL (514) 878-9141

A quantum COMPANY

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU

requiert les services de

PROFESSEURS EN TECHNIQUES ADMINISTRATIVES

— à plein temps
— à temps partiel
— à la leçon
pour les cours de
— structures de l'entreprise;
— droit des affaires;
— et les cours de la concentration MARKETING.

QUALIFICATIONS REQUISES:
— Diplôme universitaire terminal de 1er cycle requerant un minimum de seize (16) années de scolarité;
— Expérience de l'enseignement et pratique de la spécialisation seraient souhaitables;
— Le brevet ou permis d'enseignement serait un avantage.

TRAITEMENT: Selon les normes du Ministère de l'Éducation. Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur "curriculum vitae" avant le 9 mai 75 à l'adresse suivante:

Service du personnel
CEGEP ANDRE-LAURENDEAU
382, rue Lafleur
LaSalle, Que.

ANALYSTE SENIOR / CHEF DE PROJET

- organisation progressive
- excellent salaire et avantages sociaux intéressants
- equipe dynamique
- technologie et environnement 370/135, DOS/VS, RJE.Réseau TP

Si vous cherchez un **DÉFI** et une certaine **CROISSANCE PERSONNELLE**

et si vous êtes presentement un analyste senior ou un chef de projet pour une industrie d'envergure, veuillez communiquer par ecrit, a titre confidentiel, avec Jean Lefebvre et donner une breve description de votre formation, experience et **EXIGENCES SALARIALES** a:

STANDARD BRANDS LIMITED
550 ouest, rue Sherbrooke
Montreal, Quebec, H3A 1B9

HÔPITAL JEAN-TALON À MONTRÉAL

Etablissement publique de soins aigus
recherche les services d'un(e)

CHEF-ARCHIVISTE MÉDICAL

FONCTIONS:
Sous l'autorité du directeur des services hospitaliers le (la) chef-archiviste exerce les activités et fonctions déterminées par l'arrêté en conseil 3322-72 (règlement) de la loi sur le service de santé et les services sociaux ainsi que celles prévues au plan d'organisation de l'établissement.

EXIGENCES:
— Diplôme d'archiviste médical
— Être membre d'une association d'archivistes medicaux.
— Diplôme ou formation en administration, très souhaitable.

EXPÉRIENCE:
Minimum, 5 ans, à titre d'archiviste médical diplômé et expérience essentielle dans poste de responsabilités.

SALAIRE ET AVANTAGES D'EMPLOI:
Selon normes du Ministère des Affaires Sociales
Seuls seront retenues les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae complet et adressé à:

Service du Personnel
HÔPITAL JEAN-TALON
1385 est, Jean-Talon
Montreal, Que.
273-5151 poste 231

Les candidatures seront acceptées jusqu'au 16 mai 1975.
Depôt des candidatures, en personne, si possible.

HÔPITAL ST-CHARLES DE JOLIETTE

AGENT DE GESTION (embauche)

Soucieux d'assurer la quantité et la qualité de son personnel de maitrise et de soutien, notre service du personnel est à la recherche d'un candidat possédant:

EXIGENCES:
Diplôme de 1er cycle soit en relations industrielles, soit en psychologie industrielle ou toute autre science connexe.

L'expérience déja acquise dans cette fonction et plus particulièrement en milieu hospitalier sera considérée.

FONCTIONS:
Sous l'autorité du directeur du personnel, coordonne les activités d'évaluation d'emplois, de recrutement, de sélection et d'évaluation, de promotion du personnel et de la maitrise et du personnel non syndique et syndiqué.

Faire parvenir le "curriculum vitae" avant le 1er juin 1975 au:

Directeur du Personnel
HÔPITAL ST-CHARLES DE JOLIETTE
1000, boul. Ste-Anne
Joliette, Quebec
J6E 5B5

PSYCHOLOGIE BÉHAVIORISTE

Val Séjour Inc., centre d'accueil pour mésadaptés socio-affectifs ouvert aux adolescents et adolescentes de 12 a 18 ans, privilégie:
— l'ouverture au milieu socio-culturel (interaction);
— l'autonomie clinique de chacun des modules (recherche rigoureuse de nouveaux types d'intervention en readaptation institutionnelle);
— la prise de decision a l'interieur de chacun des champs de responsabilité définie en cogestion.

ACTUELLEMENT EN OPÉRATION:
— un module (15 filles), approche: psychanalyse.
— un module (15 garçons), approche: psycho-education.
— un module (15 garçons), approche: Sullivan Grant Grant.

CHERCHE UNE (UN) RESPONSABLE pour nouveau module de 15 filles.

QUALIFICATIONS REQUISES:
— Maturité, leadership, creativité.
— Capable de former et d'animer une equipe de 6 educateurs;
— Sens de l'organisation.

EXPÉRIENCE:
— Sérieuse en approche behaviorale;
— Pertinente du milieu institutionnel.

Faire parvenir "curriculum vitae" avant le 24 mai 1975 a:
VALSÉJOUR INC.
301, rue Jacques-Cartier
Valleyfield
(Tel.: 373-0281)

HILTI®
SYSTEMES DE FIXATION

VENTES TECHNIQUES

Canadian Hilti Limited est un fournisseur majeur de Systemes de Fixation pour l'industrie de la construction. Notre compagnie est en pleine expansion et nous sommes presentement à la recherche d'un candidat dynamique et expérimenté dans la vente.
Si vous êtes une personne énergique, avec expérience et cherchant une carrière avec un défi à relever, nous vous offrons l'opportunite que vous cherchez.
Une connaissance de l'industrie de la construction serait avantageuse mais non essentielle. Une parfaite connaissance de l'anglais et du français est necessaire.
Nous offrons une excellente remuneration comprenant salaire, commissions, depenses payees ainsi que des avantages sociaux tres interessants. En plus, nous offrons au candidat choisi une periode d'entrainement de trois mois à salaire complet.

Veuillez repondre en toute confiance a:

M. Dennis Dickson
CANADIAN HILTI LIMITED
152 Ronald Drive, Montréal-Ouest
Québec H4X 1M8
ou bien téléphonez à: 482-1500
entre 9h a.m. et 4h p.m.
vendredi le 9 mai 1975

bei BANQUE D'EXPANSION INDUSTRIELLE

est a la recherche

D'INGÉNIEURS

FONCTIONS:
— Etudes de rentabilite des projets industriels sousmis à la banque.

QUALIFICATIONS:
— Diplôme en Ingeniene d'une universite reconnue par l'Ordre des Ingenieurs du Quebec.
— Quelques années d'expérience en Ingenierie.
— Connaissances en analyse financière ou etudes relatives.

TRAITEMENT:
— Base sur l'experience.
ENDROIT DE TRAVAIL: MONTREAL

Les personnes interessees sont priées d'adresser leur curriculum vitae a:

L'INGÉNIEUR RÉGIONAL
BANQUE D'EXPANSION INDUSTRIELLE
800 Carré Victoria, Suite 4600
Montréal 115, Qué.

campeau

Une des plus importantes Societes Immobilieres integrées au Canada a besoin de Représentants des Ventes pour ses projets de la région de Montréal.

Les candidats choisis auront l'avantage d'un plan de rémunération incluant salaire, commission et bonus en plus d'obtenir les bénéfices marginaux habituels.

Seuls les applicants possédant les exigences mentionnees seront considérés — excellente formation académique, bilinguisme, grand désir de succes, motivation personnelle en plus d'un record de vente considere supérieur dans le domaine immobilier.

Pour obtenir une entrevue veuillez appeler

John Prevost
Administrateur
620-1172

INSTRUCTEUR(TRICE) EN TECHNIQUES D'ÉMETTEURS

Societe Radio-Canada, Chemin de la Cote-St-Luc et Westminster.

Un candidat(e) requis(e) charge pour l'instruction du personnel des emetteurs sur les principes, le réglage et l'entretien du matériel dans le but d'assurer la qualité du service et répondre aux consultations relatives à l'exploitation des emetteurs.

L'INSTRUCTION:
Certificat d'instruction secondaire.
2 ans d'école technique.

EXPÉRIENCE:
Au moins 10 ans a Radio-Canada ou dans une entreprise connexe dans des travaux relatifs à la transmission des signaux de radio et télévision et expérience ou formation académique en pédagogie.
Le bilinguisme sera un atout.

TRAITEMENT:
$15,000 à $19,600 par annee selon l'experience.

Envoyer "curriculum vitae" a:
Agent de Personnel
SOCIETÉ RADIO-CANADA-INGÉNIERIE
7925, Chemin de la Côte-St-Luc
Montreal, Quebec H4W 1R5

MAISON NOTRE-DAME-DE-LAVAL INC.

Centre d'accueil et de readaptation pour adolescentes, demande

ÉDUCATEURS-ÉDUCATRICES

L'educateur travaille aupres d'un groupe d'adolescentes mesadaptees socio-affectives. Il organise et participe aux programmes d'activites rééducatives et suit l'évolution des adolescentes par des rapports de comportement.

QUALIFICATIONS:
— Diplôme en éducation spécialisee ou B.Sc. en psychologie, orthopédagogie, criminologie, service social psychopédagogie
— Age: 21 à 35 ans
— Travailler à plein temps sur une base rotative incluant soirées et fins de semaine
— Expérience auprès des jeunes

Envoyer votre «curriculum vitae» complet a:

L'Agent de Recrutement
Service du Personnel
MAISON NOTRE-DAME-DE-LAVAL
310, boul. Cartier, Laval-des-Rapides

FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS PHILATÉLIQUES DU QUÉBEC

TITRE: **DIRECTEUR GÉNÉRAL**

FONCTIONS:
Sous l'autorité du comite executif de la Federation, le directeur général:
— Participe à la gestion des affaires de la Federation et voit à la réalisation des projets et programmes approuvés par la Fédération ainsi qu'à l'exécution du travail de secrétariat.
— Entretient des relations efficaces avec les organismes et sociétés qui interviennent ou s'intéressent à la philatélie.

EXIGENCES:
— Une bonne connaissance de l'administration, du travail de secrétariat et de la langue française.
— Une expérience de l'animation et de la philatélie serait préférable.
— Un diplôme universitaire ou l'equivalent.

LIEU DE TRAVAIL:
Montréal et déplacements occasionnels en province.

SALAIRE: (incluant les avantages sociaux) $10,000 à $13,000. Les candidats intéressés doivent soumettre leur curriculum vitae avant le 10 mai 1975 à:

C. P. 502
Haute-Ville, Quebec ou
1415 Jarry est, Montréal

SERVICE DE L'ÉDUCATION DES ADULTES DU COLLÈGE DE JOLIETTE

demande des

PROFESSEURS

À temps partiel et / ou à temps plein pour enseigner les matières suivantes:

PROCÉDÉS DE SECRÉTARIAT (410-144-71)
RÔLE ET FONCTION DE LA SECRÉTAIRE DE DIRECTION (410-145-71)
DACTYLOGRAPHIE-STÉNOGRAPHIE (410-140 à 143)
STRUCTURE DE L'ENTREPRISE (410-120-74)
DROIT DES AFFAIRES (410-220-74)

Ces cours seront donnés le jour, dès l'automne 1975.

Prière d'envoyer "curriculum vitae" le plus tôt possible à:

Secrétaire Général
COLLÈGE DE JOLIETTE
20 Sud, rue St-Charles
Joliette, Québec

MAISON NOTRE-DAME DE LAVAL INC.

Centre d'accueil et de réadaptation pour adolescentes demande

CONSULTANT PROFESSIONNEL PSYCHO-ÉDUCATEUR

Le consultant participe à l'élaboration de plans de traitement (théoriques et pratiques) pour les adolescentes et en supervise l'aplication. Il invervient occasionnellement auprès d'adolescentes ou de groupes d'adolescentes.

QUALIFICATIONS:
— Diplôme universitaire en psycho-education.
— Expérience en milieu institutionnel de préference.

Envoyez votre "curriculum vitae" complet a:

L'Agent de Recrutement
Service du Personnel
MAISON NOTRE-DAME DE LAVAL INC.
310, boul. Cartier, Laval-des-Rapides

ANALYSTE — PROGRAMMEUR

POSTE:
Excellente chance d'avancement pour le candidat choisi. Devra assister l'équipe en place dans l'élaboration et la mise en vigueur de nouveaux systèmes.

QUALITÉS:
— Au moins deux (2) ans d'expérience pratique dans des travaux de nature assez complexe.
— Capacité de travailler avec rapidité et exactitude.
— Connaissance de RPG II sera un atout.
— Facilité pour démontrer initiative et goût pour relever les défis.

SALAIRE:
Le salaire sera fonction de l'expérience, de la formation et de l'âge du candidat. Bénéfices marginaux compétitifs.

SOCIETÉ NATIONALE DE FIDUCIE
385 est, Sherbrooke, Mtl
844-2050 Poste 112-113

S.V.P. appeler pour rendez-vous

UNE CONSEILLIÈRE D'ORIENTATION YWCA — CENTRE DES FEMMES

Pour travailler avec des femmes de tous les âges, soit individuellement ou en groupe.

RESPONSABILITÉS:
1. Aider les femmes à s'orienter sur le marche du travail — (évaluation des capacités, entrevues).
2. Développer des programmes et des mises en situation afin que les femmes puissent réévaluer leur situation de vie.
3. Prendre contact avec les ressources communautaires liées au marché du travail.

QUALIFICATIONS REQUISES:
1. Un diplôme universitaire avec maitrise en orientation professionnelle.
2. Un intérêt marqué pour les mouvements feministes.
3. Bilingue, de préférence d'origine francophone.

Traitement en proportion a l'experience de la candidate et aux baremes de l'organisation.

S.V.P. Communiquez au 866-9941

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Un important manufacturier se spécialisant dans la fabrication de maisons mobiles et de roulottes de voyage requiert les services d'un directeur de production.

RESPONSABILITÉS:
— Planifier, organiser et contrôler la production;
— Il répondra au directeur des operations;
— Sera secondé de 5 contremaitres.

QUALIFICATIONS:
— Facilité à s'adapter à différentes situations;
— Meneur d'hommes;
— Connaissances des chaines d'assemblage, des etudes de temps et mouvements et de la construction;
— Avoir de l'expérience dans le domaine serait un atout.

RÉMUNÉRATION:
— Salaire selon compétence et a discuter.

Ceci est un poste d'avenir pour celui qui veut se tailler une carrière dans le domaine du préfabriqué.

Faire parvenir "curriculum vitae" au:
Directeur des operations,
LA PRESSE, ref. 16,592,
C.P. 6041, Succ. "A"
Montréal

carrières ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL
SAMEDI 3 MAI 1975

CARRIÈRES EN INFORMATIQUE

ANALYSTE-PROGRAMMEUR SENIOR (RPG II) $16,000+

Un important milieu système/3 recherche un candidat compétent RPG/RPG II pour le poste de responsable adjoint. Ses responsabilités comprendront: amélioration des systèmes existants, mise au point des nouveaux systèmes dans des secteurs tels que finance, ingénierie, fabrication, comptabilité et construction, supervision de 6 programmeurs, travail autonome et sans supervision. Ce poste mène à la direction du Service de l'informatique.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR SENIOR $15,000+

Nous sommes à la recherche d'une personne qui travaillera dans un milieu aux divisions multiples et qui pourra assumer l'entière responsabilité d'un projet, depuis les premiers contacts avec l'usager jusqu'à l'implantation du système. Le poste offre une gamme étendue d'applications et de travaux à base de données pour une personne ayant au moins 1½ an de programmation Cobol et 4 ans en tout d'expérience en informatique.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR $15,000

Notre client de l'ouest de l'île, suite à une récente expansion, recherche un programmeur Cobol d'expérience qui travaillera aux bureaux de l'administration et aidera à la mise au point et à l'implantation d'un système intégré de contrôle des stocks/entrée des commandes. Ce système sera connecté en direct dans 9 mois.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR PL/1 $15,000

Candidat ayant au moins 1½ an d'expérience en programmation PL/1, recherché par manufacturier aux activités diversifiées, pour la mise au point, la programmation et l'implantation d'un système perfectionné à base de données en direct. Le travail porte principalement sur des projets et nécessite une personne pouvant assumer des responsabilités de chef. Expérience à base de données en direct serait souhaitable mais non essentielle: donnerons formation.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR $14,500+

Une importante institution financière recherche une personne possédant au moins 2 ans d'expérience assembler dans un milieu sur grande échelle, pour la mise au point, programmation et implantation de systèmes commerciaux et financiers en direct. Formation de compagnie fournie.

PRIÈRE D'APPELER STEVEN CHACRA AU 871-3920

1440, rue Ste-Catherine O. Montréal, Québec suite 306
H3G 1R8 (514) 871-3920

JC HOVEY EDP Recruiting Division / Direction Personnel
And Associates

CEGEP de ST-JÉRÔME
offre d'emploi

Le CEGEP de St-Jérôme requiert les services de

PROFESSEURS
EN TECHNIQUES INFIRMIÈRES

En soins obstétricaux:
(1) temps complet pour l'année 1975-1976
(1) temps complet pour la session automne 1975

En soins médicaux chirurgicaux:
(1) temps complet pour l'année 1975-1976

QUALIFICATIONS REQUISES:
Bacc. en nursing ou diplôme d'infirmière avec post scolaire dans la spécialité.
Expérience pertinente

Prière d'adresser Curriculum Vitae au plus tard le 9 mai 1975 au:

Service du Personnel
CEGEP de St-Jérôme
455, rue Fournier
St-Jérôme, Qué.

TIMMINS BOARD OF EDUCATION

Sollicite des demandes pour les postes d'enseignement suivants pour le 1er septembre 1975.

PHYSIQUE ET SCIENCES GÉNÉRALES
ARTS PLASTIQUES
MATHÉMATIQUES
ÉDUCATION PHYSIQUE (filles)
MARKETING - ÉDUCATION DU CONSOMMATEUR
ENGLISH 10 et 11
SCIENCES DOMESTIQUES
MUSIQUE ET AUTRE MATIÈRE
FRANÇAIS 12 et 13

Veuillez faire parvenir vos demandes à:

M. C. Desormeaux, Directeur
ECOLE SECONDAIRE THÉRIAULT
341 boul. Thériault
Timmins, Ontario
Tél.: (705) 267-1491

M. Ayoub, Président — **P.W. Ferren**, Directeur d'éducation

REPRÉSENTANTS
ANIMATEURS PÉDAGOGIQUES

Une maison de représentation et d'animation pédagogique est à la recherche de personnel pour compléter ses cadres.
L'emploi présente des possibilités intéressantes. Il consiste à visiter notre clientèle pour lui présenter du matériel pédagogique, écrit et audio-visuel, de grande valeur.
C'est une maison dynamique et jeune qui fait appel à vos services.
Si vous l'êtes vous même n'hésitez pas à communiquer avec nous.
Les personnes choisies entreront en fonction le 1er août 1975.

Qualités requises:
Formation en pédagogie (professeurs sérieusement considérés).
Capacité d'animateur.
Sens de l'organisation.
Facilité de travailler en équipe.

Nous vous offrons en retour:
Un excellent salaire.
Une auto
et des bénéfices marginaux intéressants.

Envoyer votre Curriculum Vitae ou téléphoner à:

ADIMEC INC.
5275, rue Berri, Montréal, Qué.
(514) 273-8395

ASSURANCES

Courtiers dans le secteur Côte-des-Neiges recherche candidat ayant 5 ans d'expérience dans les assurances commerciales.

Le candidat assumera, à brève échéance, la responsabilité de comptes commerciaux en qualité de préposé à la clientèle.

MICHEL LABELLE
489-8601

Commission de la fonction publique concours de recrutement

QUÉBEC

Concours ouverts également aux hommes et aux femmes

PROFESSIONNEL DE LA VÉRIFICATION FISCALE

MINISTÈRE DU REVENU — Postes à Montréal

FONCTIONS:
Dans le domaine des impôts, des taxes et des droits fiscaux, à titre d'agent de la gestion financière, vérifier et faire enquête sur les opérations des entreprises afin de s'assurer que les lois et règlements sont respectés en matière fiscale. Dans le domaine de l'interprétation des lois fiscales, effectuer des travaux d'interpétation des lois fiscales, effectuer des travaux d'interprétation en vue d'émettre des opinions sur des cas particuliers ou directives générales d'interprétation concernant les lois administrées par le ministère du Revenu. Au besoin, collaborer à la préparation des projets de loi, d'amendements aux lois et règlements.
EXIGENCES:
Diplôme universitaire en sciences de l'administration avec option en finances ou en sciences commerciales ou comptables; ou baccalauréat en commerce dont l'obtention requiert un minimum de 15 années d'études et 2 années d'expérience pertinente; OU membre d'une association professionnelle de comptables et quelques années d'expérience.
TRAITEMENT initial de $8,814 à $19,535 (en voie de révision)
CONCOURS E1036A/01 S'inscrire immédiatement.

AGENT DE PROBATION POUR ADULTES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
— Postes à: Sherbrooke (1) Hull (3)
Rouyn (1) Val d'Or (1) St-Jean (1)
St-Jérôme (2) Joliette (1)
Thetford Mines (1) Trois-Rivières (3)
Rimouski (2) Rivière-du-Loup (1)
Chandler (1)

FONCTIONS:
Préparer les rapports présententiels au moyen d'entrevues avec les accusés et de consultations avec leur entourage; suivre l'évolution des probationnaires et vérifier le respect des ordonnances de probation édictées par la cour afin de favoriser la réinsertion sociale des individus; signaler à la cour toute infraction criminelle qui soit de nature à compromettre la bonne application des ordonnances de probation.

EXIGENCES:
Diplôme universitaire en service social, en criminologie, en sociologie, en psychologie, en orientation professionnelle ou en droit. Une bonne connaissance de la langue anglaise serait un atout précieux pour certains postes.

TRAITEMENT initial de $8,814 à $19,535 (en voie de révision)
CONCOURS: E1116C/01 S'inscrire immédiatement.

CONCILIATEUR

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA MAIN D'OEUVRE
— Postes à Montréal

FONCTIONS:
—Intervenir à la demande des parties dans les cas de litiges patronaux-ouvriers dans le but de régler ces différends. Analyser le dossier de conciliation et organiser des rencontres entre les parties. Fournir éventuellement aux parties des informations socio-économiques pertinentes.
EXIGENCES:
Diplôme universitaire terminal en relations industrielles, en droit ou dans une autre discipline universitaire appropriée; 3 années d'expérience à titre de négociateur ou 5 années d'expérience en relations industrielles. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue en négociation de contrats collectifs de travail pourra suppléer à l'absence de diplôme universitaire.
TRAITEMENT initial pouvant atteindre $20,288 (en voie de révision)
CONCOURS E1146/01 Date limite pour l'inscription: 16 mai 1975

CONSEILLER JURIDIQUE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE — Postes à Québec et Montréal

FONCTIONS:
Interpréter les diverses lois et règlements régissant le ministère et en surveiller l'application; donner des opinions juridiques aux gestionnaires sur les problèmes soulevés par les opérations du ministère; collaborer à la préparation et à la rédaction de projets de lois, arrêtés en conseil, règlementation, amendements et contrats.
EXIGENCES:
Membre de l'Ordre du Barreau du Québec ou membre de l'Ordre des notaires du Québec.
TRAITEMENT de $9,500 à $21,800
CONCOURS E1153A/01 Date limite pour l'inscription: 16 mai 1975

DACTYLOGRAPHE

DIVERS MINISTÈRES — Postes à Montréal

FONCTIONS:
Transcrire à la machine à écrire des lettres, des mémoires, des textes, des tableaux, des rapports ou autres documents à partir d'enregistrements, de brouillons ou de textes manuscrits ou déjà dactylographiés.
EXIGENCES:
Diplôme d'études secondaires équivalant à une 10e année ou à secondaire IV.
TRAITEMENT initial de $4,867 à $5,729 (en voie de révision)
CONCOURS E2186/01 S'inscrire immédiatement

STÉNOGRAPHE

divers ministères — Postes à Montréal

FONCTIONS:
Noter en sténographie des rapports et des lettres et les transcrire en dactylographie; recevoir et acheminer des visiteurs; fournir des renseignements; tenir à jour le classement des dossiers.
EXIGENCES:
Diplôme de fin d'études secondaires équivalant à une 11e année ou à secondaire V.
TRAITEMENT initial de $4,935 à $6,287 (en voie de révision)
CONCOURS E2216/01 S'inscrire immédiatement.

SURVEILLANT EN ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION

MINISTÈRE DE LA JUSTICE — Nombreux postes à Montréal, 4 postes à Cowansville

FONCTIONS:
Exercer la surveillance des prévenus et des détenus; contrôler l'accès aux différents locaux; assurer le maintien de la discipline; contrôler les entrées et sorties des visiteurs et vérifier leurs déplacements à l'intérieur de l'enceinte.
EXIGENCES:
Études de niveau secondaire équivalant à une 10e année ou à Secondaire IV; être âgé d'au moins 21 ans et de moins de 40 ans; taille minimum de 5 pieds 7 pouces (sans chaussures); excellente condition physique; citoyenneté canadienne. Exceptionnellement ces postes sont réservés aux personnes de sexe masculin.
Le candidat ayant réussi les examanes fera l'objet d'un examen médical et d'une enquête sur ses antécédents judiciaires.
TRAITEMENT de $8,520 à $10,657. L'uniforme et un repas par jour sont payés par l'employeur.
CONCOURS E3076/01 S'inscrire immédiatement

MÉCANICIEN

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'APPROVISIONNEMENT
— postes à Québec et à Montréal

FONCTIONS:
Surveiller le fonctionnement et l'entretien d'une installation de 4e classe soit en chauffage ou en réfrigération.
EXIGENCES:
Certificat valide de chauffage-moteurs à vapeur de 4e ou de 5e classe ou un certificat valide d'appareils frigorifiques de classe D émis par le ministère du Travail.
TRAITEMENT — $3.35 ou $3.41 l'heure selon le certificat de qualification. Une prime additionnelle de $0.16 l'heure est accordée pour le travail de nuit (en voie de révision).
CONCOURS E4170A/01 S'inscrire immédiatement.

Si le nombre de candidatures soumises par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'oeuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

MODULE DE DÉCONDITIONNEMENT

Val Séjour Inc., centre d'accueil pour mésadaptés socio-affectifs privilégie la recherche rigoureuse de nouveaux types d'intervention en réadaptation institutionnelle.
Ouvre un module fermé pour 15 garçons (12 à 18 ans) en état de désorganisation profonde exigeant des mesures d'intervention de type exceptionnel et très spécialisé.

CHERCHE UN RESPONSABLE D'ÉQUIPE
QUALIFICATIONS REQUISES:
— Maturité, leadership, créativité;
— Capable de former et d'animer une équipe multidisciplinaire de 14 éducateurs;
— Sens de l'organisation.
Expérience indispensable et très pertinente de la mésadaptation et de la délinquence juvénile.
Informations complémentaires disponibles.

Faire parvenir "curriculum vitae" avant le 24 mai 1975 à:

VAL SÉJOUR INC.
301, rue Jacques-Cartier
Valleyfield
(Tél.: 373-0281)

TECHNICIEN DEMANDÉ

Notre organisation est à la recherche d'un technicien en génie civil devant prendre charge d'un laboratoire d'analyse de sols et de béton.

Un minimum de cinq (5) ans d'expérience est requis.

Salaire à discuter selon les qualifications des candidats, avantages sociaux, etc...

Faire parvenir curriculum vitae à:

COPAC inc
EXPERTS-CONSEILS
615 LAFONTAINE RIVIÈRE-DU-LOUP G5R 3C5 (418) 862-8217



CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Afin de vous éviter tout embarras qui pourrait survenir au cas où vous enverriez une demande d'emploi là où vous ne l'auriez jamais fait sachant le nom de l'employeur, La Presse vous offre son service confidentiel. Ayez soin de placer l'enveloppe contenant votre demande d'emploi dans une autre enveloppe adressée au

"Service confidentiel La Presse"
case postale 6000 Montréal 1

en y joignant la liste de firmes ou de personnes avec qui vous ne voulez pas entrer en contact pour ce poste. Ainsi, votre demande d'emploi ne parviendra pas à un destinataire non souhaité. Votre envoi sera simplement détruit.

téléphoner à 874-7320
ou écrire à
La Presse
7, rue Saint-Jacques
Montréal H2Y 1K9

Directeur national — ventes

Une entreprise canadienne d'envergure, oeuvrant dans le secteur de la fabrication et de la distribution de produits alimentaires, désire s'adjoindre un directeur national dynamique et ambitieux qui aura l'entière responsabilité des ventes s'étendant présentement de l'Ontario aux provinces maritimes, avec projets d'expansion ailleurs au Canada et au nord des Etats-Unis.

Nous recherchons des candidats bilingues, possédant une solide expérience dans la vente et la mise en marché de produits de consommation au niveau national et familiers avec les milieux anglophones et francophones. Ils doivent être particulièrement efficaces dans la motivation et la direction d'importantes équipes de ventes et avoir démontré leur capacité de planifier et d'appliquer des stratégies de ventes dans des marchés hautement compétitifs. Un salaire de base intéressant, en plus d'un boni et d'une voiture seront sujet à négociations.

Toute demande sera traitée confidentiellement. Elle devra référer au numéro P109MA et être soumise à 630 ouest, bd Dorchester, suite 2685, Montréal H3B 1W5.

Conseillers en administration

Drouin, Paquin & Associés Ltée

Partie intégrante de Currie, Coopers & Lybrand Ltée

Ford Motor Credit Company of Canada Limited

Nous recherchons des postulants pour notre département de perception. Les candidats doivent être bilingues, jeunes, ambitieux, débrouillards et possédant un diplôme de CEGEP ou d'études secondaires. Minimum d'un an d'expérience requis.

Un programme d'entrainement intensif vous permet d'envisager des postes de gestion.

Faire parvenir curriculum vitae à:

LE GÉRANT DU PERSONNEL
C.P. 1500,
STATION K,
MONTRÉAL H1N 3L5

MUNICIPALITÉ DE McMASTERVILLE
OFFRE D'EMPLOI

SECRÉTAIRE TRÉSORIER

La Municipalité de McMasterville requiert les services d'un secrétaire trésorier.
Le candidat agira comme responsable des finances et de l'administration municipale, relèvera directement du Conseil. Il planifiera, organisera et contrôlera les activités reliées à la fonction. Le candidat devra avoir une bonne connaissance des techniques comptables et une expérience municipale serait un atout.
Le salaire sera déterminé selon les qualifications.

Les candidats devront faire parvenir leur "curriculum vitae" détaillé avant le 7 mai. Pour informations: 467-3580

Ferdinand Borremans, maire
300 rue Caron
McMasterville, Québec
J3G 1S5

LE CENTRE CLAIRSÉJOUR

requiert les services de

TRAVAILLEURS SOCIAUX PROFESSIONNELS

Internat de rééducation pour garçons de 7 à 12 ans présentant des troubles sociaux affectifs. Travail d'équipe avec des spécialistes en rééducation, phsychiatrie, psycologie. Déménagement dans des locaux neufs et fonctionnels au 950, rue Louvain (coin Saint-Hubert) en septembre 1975.

FONCTIONS:
Intervention clinique auprès des parents pendant le séjour de l'enfant au centre:
Approche individuelle familiale ou de groupe.
Participation à l'admission.
Réinsertion et follow up.

QUALIFICATIONS:
Diplôme universitaire en service social.

TRAITEMEMT:
Conforme aux échelles salariales du ministère des Affaires sociales.
Postes à temps complet, ouverts en août.

S'adresser à:
Directeur Général
CENTRE CLAIRSÉJOUR
500, avenue Claremont, Westmount, Qué.
481-1131

Soyez toujours prêts à changer d'emploi

CURRICULUM VITAE

conçus et rédigés pour vous par des experts-conseils à partir d'informations recueillies en entrevues

Service personnel et confidentiel d'orientation face au monde du travail.

Communiquez pour rendez-vous avec:

RESHUM LIMITÉE

Conseillers en administration et Ressources Humaines.
50 ouest, Place Crémazie suite 308, Montréal

(514) 382-6770

P.S. conservez cette annonce, elle pourrait vous être utile.

HÔPITAL SANTA CABRINI

Hôpital général moderne de 350 lits situé dans le quartier Nouveau-Rosemont, recherche:

Chef-technicien(ne) en radiologie

Conditions avantageuses.

Physiothérapeutes

Temps complet régulier et temps partiel.
Salaire et conditions de travail: Selon les normes provinciales.

Communiquez immédiatement avec le

Bureau d'emploi
254-8311, poste 335

carrières ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL
SAMEDI 3 MAI 1975

PERSONNEL VIDÉO SELECTION • PERSONNEL VIDÉO

TOUJOURS PRÉSENT partout

PAR LES CENTRES PERSONNEL — VIDÉO — SÉLECTION

Ce massage s'adresse à toute personne soucieuse de son AVENIR.

Que vous soyez administrateur, ingénieur, technicien, comptable, secretaire, commis, etc...

RECHERCHER un poste gratifiant et à la mesure de ses ambitions, c'est une démarche des plus complexes, exigeant un travail ardu qui s'accompagne parfois de solitude et de découragement.

LA PREMIÈRE MAISON DE RECRUTEMENT DU GENRE AU CANADA, METTANT À VOTRE DISPOSITION UN SYSTÈME À L'AVANT-GARDE.

VENEZ enregistrer votre candidature sur film reproduit par un système de vidéo-cassette (téléviseur en circuit fermé).

APRÈS une étude et une analyse de votre film par nos spécialistes, nous nous engageons à le faire circuler au sein de l'entreprise susceptible de combler vos aspirations, dans le délai le plus bref.

FINI les déplacements, 1 heure de votre temps chez nous peut signifier pour vous l'avenir...

"AUCUNS FRAIS POUR LES CANDIDATS"

N.B.: Pour une entrevue, téléphoner 384-4970 ou se présenter au 583 est, Henri-Bourassa, Montréal (en haut du métro) entre 9h a.m. et 5h p.m.

QUELQUES POSTES DISPONIBLES

REPRÉSENTANTS
entre 20 et 35 ans. Salaire plus commission.

COMPTABLE R.I.A. ou C.G.A.
2 à 5 ans d'expérience. Salaire entre $10,000 et $12,000.

CONTRÔLEUR C.A.
2 à 5 ans d'expérience, bilingue. $18,000 et plus.

INGÉNIEUR CHIMISTE
2 à 5 ans d'expérience dans l'industrie, baccalauréat. $15,000 à $17,000.

PERSONNEL VIDÉO SELECTION • PERSONNEL VIDÉO

L'HÔPITAL LAVAL

est un centre hospitalier de soins généraux spécialisé et super-spécialisé (cardiologie et pneumologie). Il est de plus un centre d'enseignement et de recherche affilié à l'Université Laval. Le poste suivant y est présentement disponible.

DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES AUXILIAIRES

Concours: 75-04-78.
POSTE: Sous l'autorité du Directeur des Services Auxiliaires, le responsable de ce poste assume une partie importante des attributions se rapportant à l'administration courante des services auxiliaires, à savoir:

Il dirige et coordonne l'administration des centres d'activités suivants:
— l'entretien des bâtiments et des terrains;
— l'entretien de l'équipement;
— l'entretien sanitaire;
— les services de sécurité et de communications;
— la centrale d'énergie et la centrale de distribution

EXIGENCES:
— Diplôme de 1er cycle en administration ou en sciences appliquées;
— Expérience dans la supervision et l'administration des services mentionnés;
— Expérience du travail en équipe et de la gestion du personnel.

SALAIRE: Selon les normes du Ministère des Affaires sociales.

Toute personne intéressée et répondant aux exigences mentionnées peut nous faire parvenir un "curriculum vitae" à l'adresse suivante:

Concours no: 75-04-78.
Service du personnel,
HÔPITAL LAVAL,
2725 Chemin Ste-Foy,
Ste-Foy, Qué. GIV 4G5

OFFRE D'EMPLOI

CONSEILLER PÉDAGOGIQUE EN ANGLAIS, LANGUE SECONDE

Les commissions scolaires du Lac St-Pierre, Les Becquets et Port-Royal désirent partager les services d'un conseiller pédagogique en anglais, langue seconde.

NATURE DU TRAVAIL:
— Implantation de programmes, méthodes et autres moyens pédagogiques adaptés aux besoins des Commissions scolaires concernées et de leur clientèle;
— Il doit également conseiller les personnes concernées par ces questions.

ATTRIBUTIONS CARACTÉRISTIQUES:
— Il a un rôle primordial d'animation pédagogique auprès du personnel enseignant;
— Il contrôle les résultats de l'application des diverses méthodes et évalue le progrès des élèves principalement en fonction de ces méthodes;
— Il peut conseiller en particulier sur l'achat d'équipement et de matériel didactique ainsi que sur l'aménagement des locaux;
— Il peut se voir confier toutes autres responsabilités inhérentes à ses fonctions.

QUALIFICATIONS:
— Posséder un diplôme universitaire pertinent à la tâche et une expérience valable dans l'enseignement de cette discipline.

TRAITEMENT:
— Selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'éducation.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur "curriculum vitae" avant 4.30 h p.m. le 16 mai à l'adresse suivante:

COMMISSION SCOLAIRE DU LAC ST-PIERRE
a/s Directeur du personnel,
C.P. 2004
NICOLET

VILLE DE LONGUEUIL

DIRECTEUR — SERVICE DES LOISIRS

FONCTIONS:
Sous la responsabilité du directeur général de la ville, assumer les principales fonctions suivantes:
— Voir à l'administration générale du service (budget, personnel, contrôle, etc.);
— Élaborer, en collaboration avec les personnes concernées, les programmes dans le secteur des loisirs, s'assurer que les programmes et services mis en place sont conformes aux besoins de la population, et maintenir, à cet effet, des relations étroites avec les organismes impliqués;
— Planifier les aménagements communautaires de la ville et, à cet effet, travailler en étroite collaboration avec les autres services municipaux impliqués;
— Réaliser un programme de relations avec le public afin d'assurer la présence du service auprès des différents agents concernés par le développement du loisir en milieu municipal.

QUALIFICATIONS:
Détenir un diplôme universitaire de 1er ou 2e cycle et posséder plusieurs années d'expérience en loisir ou bénéficier d'une combinaison équivalente de scolarité et d'expérience.

TRAITEMENT:
Rémunération à fixer selon les qualifications du candidat; avantages sociaux usuels fixés pour le personnel de direction.

Toute personne intéressée devra transmettre son "curriculum vitae" avant vendredi le 16 mai 1975 p.m. en l'adressant au:

Service du Personnel
100 ouest, rue St-Charles
Longueuil, Québec

HÔPITAL
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

Centre de santé mentale pour enfants et adolescents (700 lits)

recherche

UN RESPONSABLE DE LA DISTRIBUTION AU SERVICE ALIMENTAIRE

RESPONSABILITÉS:
— Sous la supervision du responsable du service alimentaire, il planifie, prevoit, organise, dirige et contrôle toutes les activites du centre de distribution.

EXIGENCES:
— Diplôme collégial en technique diététique et ou culinaire et ou gestion de service alimentaire;
— Cinq (5) ans d'experience en administration d'un service alimentaire hospitalier;
— Connaissances en alimentation de collectivités et capacité de travail en équipe;
— Capacité d'initiative et de rendement au travail sans surveillance immediate.

SALAIRE:
À determiner.

Faire parvenir "curriculum vitae" au:

Bureau du Personnel
HÔPITAL RIVIÈRE-DES-PRAIRIES
7200 est, boul. Gouin, Montreal

Nous sommes à la recherche d'un

INGÉNIEUR
MÉCANIQUE GÉNÉRALE

pour notre division des autobus, contrôle de la qualité

FONCTION
— Détermine, en fonction des politiques établies par la direction, les normes et critères de qualité des travaux de revision et de réparation des autobus.

EXIGENCES
— Être ingénieur en génie mécanique et membre en règle de l'Ordre des Ingénieurs du Quebec.

RÉMUNÉRATION
— Salaire initial pouvant atteindre $18,000, selon l'expérience.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:
M. JOS. LABRIE
121 ouest, rue Craig
Montréal, P.Q. H2Z 1H3
877-3955

COMMISSION DE TRANSPORT
DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTREAL

Nous sommes à la recherche d'un

INGÉNIEUR
ÉLECTRICITÉ

pour notre division des Études Techniques

FONCTION
— Etudie les problèmes techniques d'ordre opérationnel relativement à des modifications, vérifications ou installations nouvelles sur les voitures du métro ou équipements d'atelier.

EXIGENCES
— Être ingénieur en génie électrique avec connaissance en électro-mécanique et connaissances de base en électronique.
— Être membre en règle de l'Ordre des Ingénieurs du Quebec.

RÉMUNÉRATION
— Salaire initial pouvant atteindre $18,000.00, selon l'expérience.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

M. Jos. Labrie
121 ouest, rue Craig
Montréal, P.Q. H2Z 1H3
877-3955

COMMISSION DE TRANSPORT
DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTREAL

AGENT DE SÉLECTION
SERVICE DU PERSONNEL
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

FONCTIONS: Sous direction générale, est responsable du recrutement, de la sélection, du placement du personnel non-enseignant; établit des programmes de recrutement, procède aux vérifications pré-emploi et effectue toutes autres tâches connexes.

QUALIFICATIONS: Diplôme de premier cycle universitaire, de préférence en relations industrielles ou en sciences administratives option personnel; quelques années d'expérience à des fonctions similaires; connaissance du français et de l'anglais; bonne capacité d'analyse et de synthèse et aptitudes à rédiger des rapports.

— Programme complet d'avantages sociaux.
— Salaire à déterminer selon qualifications et années d'expérience.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae complet au:

SERVICE DU PERSONNEL
Université de Montréal
Case postale 6128
Montréal, Québec

SERVICES INSTITUTIONNELS

POSTE:

DIRECTEUR DES SERVICES INSTITUTIONNELS

Sous l'autorité du directeur général, il (elle) voit:
— au contrôle des budgets
— à la preparation des soumissions et aux achats
— à l'analyse et à l'evaluation des differents rapports financiers
— à l'elaboration du guide de fonctionnement
— à la planification et à la mise en application des politiques de communications
— à la planification des politiques internes et conseille la direction générale dans cette matiere
— à l'accomplissement de toute autre tâche confiee par la direction generale.

EXIGENCES:
— diplôme universitaire de premier cycle ou l'équivalent
— bonne connaissance des structures du sport amateur au Québec
— excellentes aptitudes à administrer un service
— bonne connaissance du français
— disponibilité à voyager occasionnellement
— personnalité souple et dynamique
— âge maximum: 35 ans

CONDITIONS DE TRAVAIL:
— salaire et benefices marginaux selon les politiques de la Société

Les candidats(tes) qualifiés(ees) feront parvenir leur offre des services accompagnée de leur curriculum vitae avant le ou le 15 mai 1975 à:

La Societé des Jeux du Quebec Inc.,
a/s directeur general
1415 est, rue Jarry
Montreal, Que.

CENTRE HOSPITALIER STE-FAMILLE
Ville-Marie, Qué.

OFFRE D'EMPLOI

DIRECTEUR GÉNÉRAL

FONCTIONS:
Sous l'autorité du Conseil d'administration, le Directeur général dirige, coordonne toute l'administration de l'établissement dans le cadre des reglements.
— Responsable de l'Administratiion, de l'elaboration et de la direction des programmes et des services;
— S'assure de la mise à exécution des résolutions du Conseil d'administration;
— Prépare le budget ainsi que les plans d'organisation et voit à l'opération d'un systeme efficace de gestion et de contrôle des ressources de l'établissement.

EXIGENCES:
— Detenteur d'un diplôme en sciences administratives ou autres domaines connexes, ou posséder une formation et une experience jugées valables et pertinentes dans le secteur des Affaires Sociales ou un autre domaine relié à la fonction;
— Sens d'organisation, de coordination et de contrôle;
— Dynamisme et entregent, esprit d'initiative.

RÉMUNÉRATION:
Suivant les normes du Ministère des Affaires Sociales et les qualifications du candidat.

Faire parvenir toute demande d'emploi et curriculum vitae avant le 15 mai 1975 au:

Conseil d'Administration,
a/s Soeur Edmee Marleau, sec.,
Centre hospitalier Ste-Famille,
22 Notre-Dame, C.P. 550,
VILLE-MARIE (Temiscamingue), Qué.
J0Z 3W0

Tél.: 819-629-2420
ou 629-2680

La Commission Scolaire de Châteauguay

CONCOURS:

DIRECTEUR DES SERVICES PERSONNELS AUX ÉLÈVES

(secteur élémenteire)

ATTRIBUTIONS:
— Le directeur des services personnels aux élèves planifie, organise, coordonne et évalue un ensemble d'activités relatives à l'orientation, à la psychologie, aux services sociaux et aux services de santé.
— Il avise le directeur général et assiste les directeurs d'école au sujet des services personnels à offrir aux élèves.
— Il anime le personnel affecté à ses services et fournit une aide spécialisée au personnel enseignant
— Il évalue le personnel sous sa responsabilité
— Il fait partie de l'équipe de gestion des cadres supérieurs
— Il accomplit tout autre tâche que lui confie son supérieur immédiat.

QUALIFICATIONS:
— Autorisation personnelle permanente d'exercer dans les écoles l'une ou l'autre des fonctions reliées aux services personnels aux élèves.
— Diplôme universitaire exigeant un minimum de 16 années d'études, dans l'une ou l'autre des disciplines reliées aux services personnels aux élèves.
— Huit (8) années d'expérience pertinentes.

SALAIRE:
Minimum $13,395, maximum $22,241.
Ces taux sont ceux de la politique salariale 1974-1975 à être reajustés pour l'année scolaire 1975-1976.
Date d'entrée en fonction: 1er juillet 1975.
Faire parvenir curriculum vitae au Centre Administratif avant le 20 mai 1975 à 17 heures, à l'attention de:

Directeur Général
Centre Administratif
184 Salaberry-Nord
Châteauguay, Qué.

CENTRE HOSPITALIER CHARLES LEMOYNE

recherche

ADJOINT-ADMINISTRATIF

DÉPARTEMENT DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE

FONCTIONS:
Assister le chef du département dans ses fonctions de gestion courante.
Etudier et contrôler les budgets des différents services.
Analyser les besoins en ressources humaines et matériels.
Participer à l'élaboration des programmes et évaluer ceux actuellement en vigueur.

EXIGENCES:
Diplome universitaire en sciences administratives.
Expérience minimale de 2 ans dans un poste administratif similaire ou hospitalier.
Une préférence sera accordée au détenteur d'une maitrise en administration.

TRAITEMENT:
Selon les directives du M.A.S.

Faire parvenir Curriculum Vitae à:

LA PRESSE, Réf. 16582
C.P. 5041, Succ. A
Montréal, Qué.

CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC

CONSEILLER EN RELATIONS DE TRAVAIL

FONCTIONS:
— Préparer des textes de conventions collectives;
— Organiser la consultation auprès des membres de l'organisme;
— Négocier ou participer à la négociation de conventions collectives;
— Travailler au règlement des griefs;
— Participer à certaines recherches en matière de relations de travail.

EXIGENCES:
— Diplôme universitaire en relations de travail et ou expérience appréciable en ce domaine;
— Capacité de travail en équipe.

LIEU DE TRAVAIL: Ste-Foy près de Québec.

Toute personne intéressée à offrir ses services doit, AVANT LE 10 MAI écrire au soussigné en lui faisant parvenir un "curriculum vitae" complet à:

CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC
a/s M. Laval Grondines,
2336 Chemin Ste-Foy, Québec 10

Collège André-Grasset
offres d'emploi

1. PROFESSEUR

à temps plein dans les disciplines suivantes:
— CHIMIE
— ÉCONOMIQUE
— ÉDUCATION PHYSIQUE
— HISTOIRE

EXIGENCES: baccalauréat spécialisé ou l'équivalent

2. RESPONSABLE de l'AUDIO-VISUEL

EXIGENCES: qualifications en audio-visuel, expérience pédagogique

Ces postes sont rémunérés selon les normes du décret et du Ministère de l'Éducation.

Faire parvenir son curriculum vitae avant le 9 mai au

Directeur du personnel
Collège André-Grasset
1001 est, boul. Crémazie,
Montréal, H2M 1M3

CONTINENTAL CAN COMPANY OF CANADA LIMITED

recherche un

SURVEILLANT DE PRODUCTION

FONCTIONS:
Position de surveillant à multiples fonctions, capable d'assurer la planification et la direction de la production incluant la sécurité, la qualité et le rendement dans la fabrication de contenants métalliques.

QUALIFICATIONS:
- Un minimum de 2 ans d'études universitaires ou l'équivalent;
- 3 à 5 ans d'expérience dans la surveillance;
- Une bonne connaissance de la mécanique serait un atout;
- Bilinguisme requis.

LE CANDIDAT:
Le candidat choisi devra être énergique, ambitieux et posséder une belle personnalité.

LE SALAIRE:
Une occasion de faire carrière dans une compagnie internationale d'envergure qui offre un salaire au-dessus de la moyenne et d'excellents avantages sociaux.

Veuillez nous apporter votre "curriculum vitae" personnellement au:

Bureau des relations industrielles,
4455 Côte-de-Liesse,
Ville St-Laurent

LE COLLÈGE DE VALLEYFIELD

requiert les services d'un

RÉGISTRAIRE

NATURE DU TRAVAIL: Le Régistraire est responsable des admissions, des inscriptions, de la garde des dossiers étudiants, des horaires, des statistiques et du secrétariat pédagogique et de toute autre tâche que lui confie le Directeur des Services pédagogiques.

QUALIFICATIONS REQUISES:
— Posséder un diplôme universitaire de 1er cycle en sciences ou en administration.
— Expérience d'au moins 2 ans au niveau collégial.

TRAITEMENT ANNUEL: Le salaire initial pourra atteindre $17,116 selon les qualifications et l'expérience. (Echelle en révision).

ENTRÉE EN FONCTIONS: Au plus tard le 15 juin, mais préférablement avant.

Faire parvenir son "curriculum vitae" avant le 15 mai, accompagné des attestations d'études et d'expérience, au:

Directeur du personnel
COLLÈGE DE VALLEYFIELD
169, rue Champlain
Valleyfield J6T 1X6

carrières ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL
SAMEDI 3 MAI 1975

Commission de la fonction publique concours de recrutement

QUÉBEC

Concours ouverts également aux hommes et aux femmes

SPÉCIALISTE EN ÉDUCATION

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
Postes à Québec et à Montréal
EXIGENCES GÉNÉRALES
Diplôme universitaire en sciences de l'éducation, en sciences humaines ou en toute autre discipline appropriée.

ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR Poste à Québec

FONCTIONS
Assumer la responsabilité des activités de caractère pédogagique et des relations avec les usagers des systèmes conversationnels dans l'enseignememt; informer et assister les clientèles dans le développement de cet enseignement; maintenir une documentation sur le déroulement des projets; assurer la qualité pédagogique des ressources utilisées.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
5 années d'expérience dans l'enseignement dont au moins une pertinente aux fonctions.

COORDONNATEURS DE COMMISSIONS D'ENSEIGNEMENT
Postes à Québec
Quatre commissions du Conseil supérieur de l'Éducation:
Commission de l'enseignement universitaire;
Commission de l'enseignement collégial;
Commission de l'enseignement secondaire;
Commission de l'enseignement élémentaire.
FONCTIONS
Organiser et coordonner l'ensemble des travaux de la Commission; agir comme secrétaire de la Commission; être l'agent de liaison auprès des intéressés; coordonner las travaux des comités.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
3 années d'expérience dans le niveau scolaire touché par la fonction.

PROBATION ET CERTIFICATION DES MAÎTRES (SECTEUR ANGLOPHONE) — Postes à Québec
FONCTIONS
Concevoir, élaborer et mettre en application un système de probation pour les professionnels des organismes d'enseignement; dispenser les informations nécessaires à l'application du système et en superviser l'expérimentation par de l'animation au niveau régional; recueillir des données et collaborer à la rédaction des rapports consécutifs.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
3 années d'expérience dans le milieu scolaire anglophone ainsi que dans la formation des maitres. Bonne connaissance de la langue anglaise.

AGENT DE DÉVELOPPEMENT (ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL) — Poste à Québec
FONCTIONS
Participer à l'élaboration et à l'application des politiques de développement de l'enseignement collégial dans les secteurs suivants: enseignement professionnel, éducation permanente, régionalisation de l'enseignement, évaluation des programmes.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
5 années d'expérience d'enseignement au niveau collégial.

SERVICES AUX ÉTUDIANTS (INFORMATION)
Poste à Québec

FONCTIONS
Constituer une banque d'information scolaire et professionnelle et en diffuser le contenu dans les commissions scolaires; participer à l'implantation du système; coordonner les travaux d'études et de recherches; s'assurer la collaboration des organismes ressources et des usagers.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
3 années d'expérience en information scolaire.

SERVICES AUX ÉTUDIANTS (ACTIVITÉS PARA-SCOLAIRES) — Poste à Québec
FONCTIONS
Participer à l'élaboration des politiques et au développement des activités étudiantes à caractère social, culturel et sportif dans les commissions scolaires; agir comme animateur, consultant et agent de liaison; collaborer au développement de programmes de formation et de perfectionnement du personnel des écoles.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
2 années d'expérience en animation de la vie étudiante dans des écoles secondaires.

ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT (RESSOURCES HUMAINES) — Poste à Québec
FONCTIONS
Participer à l'implantation des systèmes pouvant permettre une utilisation optimale des ressources humaines affectées aux commissions scolaires dispensant l'enseignement secondaire; recueillir les données et analyser les organisations fonctionnelles et administratives de ces organismes; assurer le développement et, au besoin, réaliser les études requises pour déterminer la distribution des effectifs; participer à l'élaboration de modeles relatifs à l'utilisation des personnels.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
Formation et expérience en administration scolaire.

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE (SCIENCES DE LA NATURE) — Poste à Québec
FONCTIONS
Interpréter et appliquer la politique de la Direction générale relative à l'élaboration des programmes d'études et à l'approbation des manuels scolaires et du matériel didactique; collaborer avec les gens du milieu à l'établissement des cadres généraux des programmes, à la détermination et à l'implantation de la pédagogie et de la didactique.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
Diplôme universitaire dans une des disciplines des sciences de la nature. 5 années d'expérience dans l'enseignement des sciences.

FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS — Poste à Québec
FONCTIONS
Collaborer au développement de l'évaluation du fonctionnement des organismes d'enseignement de niveau élémentaire et secondaire; participer à la planification et à l'élaboration d'instruments et en coordonner l'expérimentation.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
5 années d'expérience dans l'enseignement dont au moins 2 en administration scolaire.

ENFANCE EN DIFFICULTÉ — Poste à Québec
FONCTIONS
Élaborer des instruments de mesure du développement socio-affectif et des instruments de mesure pour l'enfance en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage; recherches dans le domaine de l'évaluation objective du comportement de l'enfant par les enseignants.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
Diplôme universitaire de 2e cycle en psychologie — 3 années d'experience aux fonctions.

AGENT DE DÉVELOPPEMENT (AUDIO-VISUEL)
Poste à Québec
FONCTIONS
Promouvoir et coordonner le développement des moyens d'enseignement audio-visuels dans les organismes et établissements d'enseignement élémentaire et secondaire; promouvoir l'implantation des nouvelles technologies éducatives; s'assurer la collaboration des directions et des services généraux du ministère.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
3 années d'expérience en audio-visuel au niveau élémentaire ou secondaire.

MESURE ET ÉVALUATION (ÉDUCATION DES ADULTES)
Postes à Montréal
FONCTIONS
Préparer et valider des instruments de mesure appropriés pour les programmes de formation aux adultes; effectuer des recherches et des études appropriées; superviser les équipes de travail; recommander l'approbation d'instruments d'évaluation.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
2 années d'expérience pertinente aux fonctions.

AGENT DE DÉVELOPPEMENT (ÉDUCATION DES ADULTES)
Postes à Québec et à Montréal
Postes distincts pour chacun des secteurs vises:
a) Pédagogie des adultes et perfectionnement des personnels de l'éducation des adultes,
b) élaboration, expérimentation et implantation d'unités de formation;
dans les secteurs suivants: Formation générale
Formation professionnelle
Éducation socio-culturelle
c) Services éducatifs d'aide personnelle et d'animation communautaire (SEAPAC)

FONCTIONS
Participer à l'élaboration des politiques; collaborer à l'application des stratégies de développement; participer à des études et à des recherchas; fournir une assitance technique aux agents d'intervention; étudier les demandes soumises et formuler des recommandations; prévoir des outils d'évaluation.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
4 années d'expérience dans le domaine de l'éducation dont au moins 2 en education des adultes.

FORMATION PROFESSIONNELLE: INDUSTRIE (EDUCATION DES ADULTES) — Poste à Québec
FONCTIONS
Assister le coordonnateur des activités du secteur «industrie» de la formation professionnelle; participer à l'élaboration des politiques; assurer la formation et le perfectionnement des répondants regionaux et approuver les projets recommandés par ces derniers; voir à l'application des ententes avec le ministere du Travail.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
4 années d'expérience dans l'enseignement professionnel aux adultes. Une competence exceptionnelle et une expérience reconnue peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.
pléer à l'absence de diplôme universitaire.

RESPONSABLE DES COURS DE LANGUES SECONDES (ÉDUCATION DES ADULTES) — Postes à Québec
FONCTIONS
Organiser et superviser les cours de langues secondes dispenses par les commissions scolaires dans les industries et autres organismes dans la province; participer à la supervision pedagogique des projets spéciaux realises par les commissions scolaires.
EXIGENCES PARTICULIÈRES
3 années d'expérience dans l'enseignement d une langue seconde.
TRAITEMENT pouvant atteindre $20,198 selon la scolarite et l'experience (en voie de revision).

Concours E1233/01 S'inscrire immédiatement.

INDIQUER SUR LE FORMULAIRE D'INSCRIPTION LE NUMÉRO DU CONCOURS ET LE TITRE SPÉCIFIQUE DU POSTE.

Si le nombre de candidatures soumises par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'oeuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

POSSIBILITÉ DE CARRIÈRE DANS LA VENTE DE PRODUITS CHIMIQUES

Une importante société pétrolière offre à un jeune homme hautement qualifié l'occasion de se faire une carrière dans la vente.

Le candidat doit posséder:
— Une connaissance préalable de la chimie et s'intéresser au "Marketing".
— De préférence 2 ans d'expérience ou un diplôme récent en chimie.

Doit être:
— Âgé de 22 à 28 ans.
— Bilingue.

LA SOCIÉTÉ OFFRE EN RETOUR:
— Toute une gamme d'avantages sociaux;
— Un salaire initial de $13,000 ou plus, selon la scolarité et l'expérience du candidat.

Adresser "curriculum vitae" en toute confiance à:

LA PRESSE, RÉF.: 16,600
C.P. 6041, Succ. "A"
Montréal

CENTRE D'HÉBERGEMENT (320 lits)
recherche

RESPONSABLE
du service de l'entretien ménager
(personnel à superviser: environ 25 personnes)

TÂCHES:
— Planifie, organise et dirige le service d'entretien ménager.

EXIGENCES:
— Cours secondaire complété
— Expérience pertinente de 3 ans de préférence dans un centre d'accueil pour personnes âgées.

QUALITÉS PERSONNELLES:
— Tact et maturité dans les relations humaines
— Aptitudes au travail d'équipe
— Sens de l'organisation
— Leadership

MANOIR VERDUN
5500, boul. LASALLE
Verdun, Qué.
769-8801

REPRÉSENTANT

Territoires: Montréal et Estrie
Age: 25 à 35 ans.
Le candidat devra être bilingue, ambitieux, travaillant, avoir le sens de l'organisation. Expérience de l'épicerie préférable. Faire parvenir Curriculum Vitae à:

McLarens Foods Ltd
400 rue Dollard,
Lasalle, Que.

Une entreprise importante de service d'information par ordinateur recherche un

VENDEUR

Le candidat doit:
— avoir de 2 a 4 ans d'expérience dans l'application de l'informatique à un ou plusieurs des domaines suivants:
— la gestion
— les fonctions administratives
— l'ingénierie
— l'analyse mathématique
— posséder des notions de l'utilisation partagée d'un grand ensemble électronique.
— être un communicateur et un vendeur habile.

Le candidat choisi choisi travaillera à Québec dans la vente de services d'ordinateurs et/ou la promotion d'un personnel compétent dans l'etude et la mise en place de systèmes d'information sur ordinateur.

Le plan de rémunération consiste à un salaire de base et un boni sur les résultats obtenus. Pour un vendeur compétent, le revenu sera au-dessus de la moyenne de l'industrie.

Les candidats intéressés peuvent faire parvenir leur curriculum vitae à Avril Salonin a/s Mercure, Béliveau & Associés,
1420 Tour de la Bourse, C.P. 244,
Place Victoria Montréal, Québec H4Z 1G1
AC (514) 879-1333. Réf. 5-012.

MBA MERCURE, BÉLIVEAU ET ASSOCIÉS Gestionnaires

Fonction publique Canada — Public Service Canada

CONCOURS OUVERT ÉGALEMENT AUX HOMMES ET AUX FEMMES

AGENTS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Secrétariat d'État
Direction de la citoyennete et du civisme
Différents endroits dans tout le pays

Traitement: $15,817 - $17,935

FONCTIONS:
Appuyer et intensifier la participation des groupes et des chefs communautaires à la vie socio-culturelle de leur collectivite et de la nation en général afin de rehausser la qualite du civisme dans toutes les regions et pour tous les groupes canadiens.

CONDITIONS DE CANDIDATURE:
Diplôme universitaire en sciences sociales ou une expérience pratique équivalent; connaissance approfondie, competences et experience pratique dans les domaines du developpement social et communautaire, de l'education des adultes et des activites particulieres des associations benevoles.

EXIGENCES LINGUISTIQUES:
Pour certains postes, la connaissance de l'anglais est essentielle; pour d'autres, la connaissance du français est essentielle; alors que pour d'autres la connaissance de l'anglais et du français est esentielle. Les candidats unilingues peuvent aussi se presenter à ce concours. Ils doivent cependant, indiquer par écrit, qu'ils sont disposes à entreprendre aux frais de l'État, immediatement apres leur nomination conditionnelle, et à plein temps un cours de langue dispense par le Bureau des langues de la Commission ou par un organisme approuvé par ce dernier. Ce cours pourra durer jusqu'à douze mois et la Commission de la Fonction publique en precisera le lieu. La Commission de la Fonction publique s'assurera que les candidats unilingues de l'exterieur de la Fonction publique ont les aptitudes voulues pour devenir bilingues.

MODALITÉS D'INSCRIPTION:
Faire parvenir la formule "Demande d'emploi" (CFP 367-4110) disponible dans les bureaux de poste, Centres de main-d'oeuvre du Canada et bureaux de la Commission de la Fonction publique du Canada (vous pouvez y joindre, si vous le desirez, un curriculum vitae) AVANT LE 31 MAI 1975, à l'adresse suivante:

CADRES ADMINISTRATIFS
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA
17e ETAGE — TOUR "A", PLACE DE VILLE
OTTAWA, ONTARIO K1A 0M7

Numero de reference à rappeler dans toute correspondance: S A P 018 (18). Veuillez noter toute reserve de mobilite.

DIRECTEUR DE LA SÉCURITÉ SIÈGE SOCIAL

Un manufacturier comptant plusieurs usines et dont le siège social est situé à Montréal, recherche un directeur de la sécurité. Relevant du vice-président personnel, le titulaire devra développer et formuler des politiques de sécurité à travers le Canada.

Ses responsabilités comprendront:
— Liaison avec les assureurs conjointement avec les responsables d'assurance au siège social
— Connaissance approfondie de l'aspect législatif de sa fonction.
— Mise en place de systèmes de contrôle pour la prévention des accidents et des incendies ainsi qu'un programme d'hygiène.

Les postulants seront diplômés universitaires d'une discipline reliee au domaine de la sécurité. Le bilinguisme est de rigueur. La rémunération sera en accord avec les qualifications et l'expérience.

Pour poser votre candidature, appeler à 879-1444, vous référant au No C5-326 ou laisser votre résumé à l'adresse suivante:
Suite 911 — 1155 ouest, boul. Dorchester, Montréal

STETHEM-GAREAU-MSL
Canada • États-Unis • Afrique du Sud • Allemagne • Angleterre • Argentine • Australie • Belgique
Brésil • Écosse • Espagne • France • Hollande • Irlande • Italie • Suède • Suisse

DIRECTEUR GÉNÉRAL

$30,000 et plus

Une entreprise en pleine expansion, impliquee dans le domaine de l'alimentation desire s'adjoindre les services d'un directeur général.

Ses principales fonctions comprennent l'administration des achats et des ventes. Le titulaire saura de plus trouver des solutions innovatrices aux problèmes d'entreposage, de distribution et d'entretien d'une flotte de camions refrigeres. Les contrôles financiers seront aussi de son ressort.

Bilingue, bon meneur d'hommes, il possède les attributs necessaires pour former une solide equipe. L'expérience des fruits et legumes est requise et il serait souhaitable d'avoir aussi de l'expérience des produits congeles. Cet administrateur devra avoir des connaissances lui permettant d'entreprendre un programme de construction nécessite par la croissance accelerée de cette entreprise.

Lieu de travail: Montreal

Pour poser votre candidature, appelez à 879-1444, vous referant au No C5-329 ou laissez votre résumé à l'adresse suivante:
Suite 911, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal

John Holt — Claude
STETHEM-GAREAU-MSL
Canada • États-Unis • Afrique du Sud • Allemagne • Angleterre • Argentine • Australie • Belgique
Brésil • Écosse • Espagne • France • Hollande • Irlande • Italie • Suède • Suisse

carrières ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL
SAMEDI 3 MAI 1975

BIBLIOTHÉCAIRES

POSTES À HULL ET À ALMA

A. DEUX ADMINISTRATEURS DÉLÉGUÉS POUR LES BIBLIOTHÈQUES CENTRALES DE PRÊT DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN ET DE L'OUTAOUAIS

FONCTION

L'administrateur délégué a la responsabilité de l'organisation efficace et de l'animation de la Bibliothèque centrale de prêt. En sa qualité de bibliothécaire, il exerce tous les pouvoirs sur le plan professionnel; en sa qualité de gérant, il exerce des pouvoirs sur le plan administratif. Il est redevable de ses actions au conseil d'administration.

EXIGENCES

— posséder un diplôme universitaire en bibliothéconomie;
— être membre de la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec;
— avoir au moins 4 ans d'expérience pertinente;
— être doué de qualités d'administrateur et d'animateur;
— avoir de l'initiative et du dynamisme.

TRAITEMENT MINIMUM

$14,450. Cette somme pourra être augmentée en fonction de l'expérience.

ADRESSER LE CURRICULUM VITAE COMPLET À:

— Pour la B.C.P. du Saguenay-Lac-Saint-Jean, à:
B.C.P. du Saguenay-Lac-Saint-Jean,
a/s M. Léonce Girard, président,
100, rue Price O,
Alma, Qué.
— Pour la B.C.P. de l'Outaouais, à:
B.C.P. de l'Outaouais,
a/s M. J.-René Préfontaine, président,
C.P. 938, chemin Freeman,
Hull, Qué.

DATE LIMITE POUR L'INSCRIPTION

16 mai 1975.

B. CATALOGUEUR POUR LA BIBLIOTHÈQUE CENTRALE DE PRÊT DE L'OUTAOUAIS

FONCTION

Prendre en charge le service de catalographie et de classification.

EXIGENCES

Posséder un diplôme en bibliothéconomie.

TRAITEMENT MINIMUM

$8,500.

ADRESSER CURRICULUM VITAE COMPLET À:

B.C.P. de l'Outaouais,
a/s M. J.-René Préfontaine, président,
C.P. 938, chemin Freeman,
Hull, Qué.

DATE LIMITE POUR L'INSCRIPTION

16 mai 1975

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE D'AMOS INC.

OFFRE D'EMPLOI

COMMISSAIRE INDUSTRIEL

FONCTIONS:

Relevant du Conseil Économique, le titulaire aura les responsabilités suivantes:

— Préparer un programme annuel d'action industrielle accompagné d'un budget, selon la politique arrêtée par le Conseil Économique.
— Établir et maintenir des relations avec les industriels, hommes d'affaires et commerçants, dans le but de promouvoir le développement des industries et commerces existants et de susciter de nouveaux investissements industriels et commerciaux.
— Voir à la préparation d'un inventaire économique des facteurs favorables à l'implantation de nouvelles usines dans les municipalités.
— Agir à titre d'agent de liaison entre les municipalités et les services gouvernementaux dans les matières concernant le développement industriel.

EXIGENCES:

— Avoir acquis une solide expérience dans le domaine de la promotion industrielle ou la commercialisation et la promotion de biens et services dans l'industrie.
— De préférence, posséder une formation universitaire en administration des affaires, comptabilité, vente, etc., ou toutes expériences jugées équivalentes.
— Être capable de communiquer efficacement avec les cadres supérieurs de l'entreprise privée et des organismes gouvernementaux.

SALAIRE:

— Selon expérience et qualifications.
Toute personne intéressée devra soumettre une demande avec un curriculum vitae, sous pli confidentiel au soussigné, avant 17 heures le 23 mai 1975.

M. Denys Campeau, secrétaire,
Le Conseil Économique d'Amos Inc.,
C. P. 122,
AMOS, P.Q. J9T-3A6.

LA COMMISSION SCOLAIRE D'AYLMER

demande un

DIRECTEUR GÉNÉRAL

RESPONSABILITÉS:

1— Voit à l'exécution des décisions du conseil des commissaires et du comité exécutif.
2— Assure la liaison entre le conseil et le comité exécutif, d'une part, et l'administration d'autre part.
3— Dirige l'administration à tous les paliers.
4— Recommande les politiques de la commission à l'intention soit du conseil ou du comité exécutif.
5— Voit à la réalisation des étapes du processus de gestion.
6— Dirige, coordonne et anime son équipe de gestion et toutes les fonctions d'innovation et de développement au sein de la commission scolaire.
7— Élabore une politique de perfectionnement de l'ensemble de son personnel.
8— Est responsable de l'ensemble des champs d'activités de la commission.
9— Assure une délégation de ses responsabilités aux personnes qui oeuvrent dans chacun des champs d'activités; il est le premier et le dernier responsable de son administration.

QUALIFICATIONS:

1— Une expérience d'au moins trois (3) ans au niveau de cadre.
2— Une formation universitaire exigeant au moins 17 années de scolarité et de préférence une formation universitaire comprenant un diplôme de second cycle ou l'équivalent.
3— Une expérience démontrant une habileté à résoudre des problèmes d'ordre administratif et technique complexes.
4— Une expérience accumulée de préférence dans le système d'enseignement.
5— Le candidat devra être bilingue.

SALAIRE:
De $22,330 à $26,479 (échelle expirant le 30 juin 1975).

Toute demande d'emploi et "curriculum vitae" doivent parvenir le ou avant le 18 mai 1975 sous pli confidentiel à l'adresse suivante:

Comité de Sélection du Directeur Général
COMMISSION SCOLAIRE D'AYLMER
52, rue Elizabeth, Aylmer, Qué.
(819) 684-5387

INGÉNIEURS ET COMPTABLE

Toutes les positions ci-dessous décrites sont à Montréal. La compagnie très progressive et chef de file dans son domaine, offre une gamme complète d'avantages sociaux. Les salaires sont très compétitifs et les chances d'avancement excellentes. Pour les quatre postes d'ingénieur les candidats seront de préférence spécialisés en génie mécanique.

Ingénieur d'usine

Recommander, développer, implanter, et coordonner les programmes de sécurité et de prévention des accidents. Sélectionner et recommander l'équipement servant au contrôle de la pollution.

Directeur de l'approvisionnement

Ce poste s'adresse aux ingénieurs ayant une solide formation en administration telle qu'un MBA. Travail d'administration et d'étude sur les acquisitions d'énergie.

Gérant des tarifs et des recherches économiques

Ingénieur avec une solide formation académique en comptabilité. Votre travail impliquera des relations publiques à des niveaux élevés. En charge des études et analyses de coût.

Ingénieurs pour tarifs

Expérience en comptabilité. Travail en association étroite avec le gérant des tarifs auquel vous vous rapporterez. Etudes, analyses, détermination de prix unitaire.

Comptable

Prendre en charge le département de planification (calcul et étude de taux) et l'organiser par vous-même. Préparer les études de taux. Les candidats doivent être RIA et seront de préférence familiés avec la détermination des coûts unitaires.

Appelez Jacques Kirsch,
964 ouest, St-Laurent, Longueuil. 679-5252

DRAKE EXECUTIVE

PLACEMENT CONSULTANTS
1, Place Ville-Marie, suite 1715 Mtl H3B 2C1 879-5252

Directeur des ventes

Concessionnaire automobiles

$32,000 à $35,000*

Un des plus importants concessionnaires de voitures nord-américaines de la région de Montréal recherche un directeur pour son service de ventes de voitures neuves.

Le candidat choisi devra:

1 Diriger et motiver une équipe de plus de 15 vendeurs

2 Connaitre à fond toutes les techniques de vente au consommateur

3 Posséder une connaissance approfondie sinon intuitive du marché de détail de la région métropolitaine: habitudes d'achat, profils socio-démographiques... etc.

4 Jouir de notions administratives à toute épreuve: analyse des courbes de ventes, contribution aux profits de la compagnie, contrôle budgétaire de son service.

Le candidat devra posséder une excellente connaissance du français et de l'anglais (parlés et écrits).
Une expérience dans la vente des voitures est préférable mais non essentielle.
*Le revenu se compose d'un salaire, de commission et de bonis.

Faites parvenir votre curriculum vitae à
La Presse - Réf 16590
Case Postale 6041
Succursale A
Montréal H3C 3E3

En cas de grève des Postes, allez porter votre curriculum vitae à
Directeur des ventes
a/s T.A.S.
640, rue Cathcart, suite 101
Montréal, P.Q.

ADJOINT
Aux Prêts à la Consommation

Nous avons présentement des postes disponibles comme adjoint aux prêts à la consommation dans la région de Rouyn, Québec. Le candidat accepté entrera en fonction immédiatement et par la suite devra suivre notre programme de formation spéciale qui l'amènera rapidement au niveau de la direction d'une succursale. Le salaire sera fixé suivant la compétence du candidat.

FORMATION REQUISE
- minimum d'un an d'expérience dans le domaine du crédit à la consommation
- bilingue
- avoir terminé au moins sa onzième année de scolarité.

Pour plus de renseignements, téléphonez à:

P. ROCHEFORT
Conseiller au service du personnel
284-6502

BANQUE TD

LA BANQUE TORONTO-DOMINION
Division de l'Est
500 ouest, rue St-Jacques
Montréal, Québec

LE COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

requiert les services d'un

CONSEILLER EN ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL À L'ÉDUCATION DES ADULTES

Concours: 75-P-03
NATURE DU TRAVAIL:
Le conseiller en enseignement professionnel à l'éducation des adultes assume des tâches relatives à l'élaboration et l'application des politiques dans le domaine de l'enseignement professionnel, et plus particulièrement:
— assiste et anime le personnel affecté aux activités de son secteur;
— s'occupe de la promotion et de l'implantation des cours de formation professionnelle.

QUALIFICATIONS REQUISES:
— Posséder un diplôme iniversitaire terminal de 1er cycle dans une discipline appropriée;
— Expérience dans l'industrie serait un atout.

HEURES DE TRAVAIL:
— Ordinairement de 9h à 17h.
— À l'occasion, cet horaire peut-être modifié pour tenir compte des besoins du service, soit en soirée, le samedi ou le dimanche.

SALAIRE: De $9,192. à $17,116.

Prière de faire parvenir votre candidature et "curriculum vitae" au plus tard le 9 mai 75, au:

Service du personnel
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT,
945 Chemin Chambly,
Longueuil.

L'INSTITUT DE RECHERCHE APPLIQUÉE SUR LE TRAVAIL (IRAT)

Recherche un candidat dans le domaine de

L'ORGANISATION DU TRAVAIL

(Modes de supervision; systèmes d'évaluation, de classification et de répartition des tâches; systèmes de rémunération; élargissement des tâches; différents types d'organisation du travail; etc.).

FONCTION:
Chargé de projet qui assume la responsabilité d'élaborer et de réaliser des études et des travaux de recherche appliquée ayant pour objet de répondre aux besoins d'agents de relations de travail oeuvrant à l'intérieur d'organismes syndicaux. Il supervise le travail d'agents de recherche.

EXIGENCES:
— Maîtrise dans une discipline pertinente pouvant être compensée par une expérience particulière;
— Quelques années d'expérience de recherche de préférence reliée au domaine.

TRAITEMENT: Selon l'expérience.

S.V.P. faire parvenir votre "curriculum vitae" avant le 23 mai à:

INSTITUT DE RECHERCHE APPLIQUÉE SUR LE TRAVAIL
CASE POSTALE 6128
3290, Lacombe, Montréal, Québec

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

recherche

INFIRMIÈRE COORDONNATRICE DES PROGRAMMES

Departement de santé communautaire

EXIGENCES:
— Diplôme d'une école d'infirmière reconnue et un diplôme de 2e cycle ou son équivalent.
— Baccalauréat en nursing.
— et/ou certificat en nursing communautaire.
— et/ou diplôme universitaire en hygiène publique.
Membre en règle de l'O.I.I.Q.
5 ans d'expérience progressive comme infirmière dont au moins 2 ans en hygiène publique.
Expérience d'au moins 1 an en administration des soins infirmiers.
Bilingue.

Faire parvenir votre "curriculum vitae" avant le 17 mai 1975 à:
Maryse Laverdière
Agent de Gestion du Personnel
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN
4000, boul. Lasalle, Verdun
761-3551, local 350

CENTRE HOSPITALIER ST-MICHEL DE MONTRÉAL

(250 lits)

recherche

DIRECTEUR DES SERVICES HOSPITALIERS

SOMMAIRE DES RESPONSABILITÉS:
En vertu de l'article 4.4.5 des Règlements de la Loi sur les Services de Santé et les Services Sociaux et sous la responsabilité du directeur de l'hôpital, organise, coordonne et contrôle les activités et opérations des services hospitaliers dans l'établissement. (Accueil, Archives, Diététique, Inhalothérapie, Laboratoire, Pastorale, Pharmacie, Radiologie).

EXIGENCES:
— Education de niveau universitaire;
— 5 ans d'expérience pertinente;
— Maturité et tact dans les relations humaines.

Les candidats intéressés devront faire parvenir, au plus tard le 17 mai 1075, leur «curriculum vitae» complet à:

Directeur Général
CENTRE HOSPITALIER ST-MICHEL
8040, 9e avenue, Montréal

C.H.-C.L.S.C. de Huntingdon

recherche

2 INFIRMIÈRES

FONCTIONS:
En collaboration; développer l'organisation et la distribution des soins à domicile.
Assurer les soins aux personnes âgées à domicile et aux foyers, et des chroniques à domicile.
Assurer le suivie des patients sous prescription médicale
Compléter l'identification des besoins en matière de santé
Participer à la mise en place des points de service.

EXIGENCES:
Diplôme d'infirmière, membre en règle de L'A.I.I.P.Q. Préférence pour un diplôme en nursing communautaire ou expérience équivalente en soins à domicile.
Minimum de 2 ans d'expérience.
Doit posséder une auto
Exigences générales:
Intérêt et aptitudes au travail d'équipe.
Capacité de travailler dans un milieu rural et semi-urbain.
Bilingue. Doit pouvoir s'installer près de son milieu de travail.

RÉMUNÉRATION:
Selon les normes du Ministère des Affaires Sociales
Faire parvenir une demande écrite ainsi qu'un curriculum vitae le plus tôt possible au:
C.H.-C.L.S.C. Huntingdon
a/s du Coordonnateur
198, rue Châteauguay, C.P. 1238
Huntingdon, Qué.

Un centre de réadaptation pour enfants

recherche

- **Chef d'unité de vie.**
- **Éducateur(trice)** (temps complet, temps partiel).
- **Moniteur de piscine** (qualifié) texps complet et temps partiel.
- **Professeur de menuiserie** (activité).
- **Technicien en sport et loisirs.**
- **Un catéchète** (demi temps).
- **Éducateur spécialisé en art plastique.**

Semi internat, garçons 7 à 12 ans, intelligence normale,
Travail clinique en équipe pluridisciplinaire.
Postes à combler dès cet été en vue de 1975-1976.

QUALIFICATIONS:
Être détenteur d'un diplôme professionnel dans le domaine concerné.
Expérience considérée selon la tâche.

Adresser Curriculum Vitae ou téléphoner au:
Service du Personnel
CENTRE CLAIRSÉJOUR
500 avenue Claremont, Westmount, Qué.
481-1131
P.S.: Endroit de travail localisé à 950 est, Louvain, Mtl.

REPRÉSENTANT-ADJOINT DU CRÉDIT

Une importante société pétrolière requiert un jeune homme hautement qualifié pour son service du crédit.

Le candidat doit posséder:
— Un baccalauréat en commerce;
— De 2 à 3 ans d'expérience commerciale en comptabilité, en crédit ou en travail bancaire;
— Doit être bilingue.

La société offre en retour:
— Toute une gamme d'avantages sociaux;
— Un salaire initial basé sur la scolarité et l'expérience du candidat.

Adresser "curriculum vitae" détaillé, en toute confiance à:

LA PRESSE, RÉF.: 16,605
C.P. 6041, Succ. "A"
Montréal

GÉRANT NATIONAL - SERVICE

À MONTRÉAL

Une compagnie entièrement canadienne, ayant son siège social et ses aménagements manufacturiers à Montréal, cherche un candidat dynamique pour occuper le poste de gérant des objectifs de vente à l'échelle nationale.
Minimum 5 ans d'expérience dans l'équipement/traitement des données, stations terminales isolées associées avec des imprimeuses de grande vitesse.
Le candidat doit avoir fait ses preuves en "upwriting" et dans l'administration d'une organisation de service.
Doit être consentant à fournir les efforts nécessaires pour atteindre des résultats.
Excellente compensation pour le candidat approprié, lequel devra s'adresser, en toute confiance, à:

LA PRESSE, RÉF.: 16594
C.P. 6041, Succ. "A"
MONTRÉAL H3C 3E3

DIRECTEURS de SUCCURSALE et REPRÉSENTANTS

Emplacement: Montréal et Québec. Une compagnie entièrement canadienne, dont le siège social et les installations de fabrication sont à Montréal, recherche des candidats dans la vente. Ces derniers doivent être axés sur la réussite et posséder des qualités de leadership.

Les postes offerts sont indiqués tout spécialement pour ceux qui veulent entrer de plein-pied dans une entreprise bien établie et occuper un poste aux belles possibilités d'avenir.

Salaire très intéressant et programme de commissions.

Présenter un curriculum:

LA PRESSE, réf. 16594
C.P. 6041, succ. A
Montréal H3C 3E3

Votre demande sera traitée avec la plus grande discrétion.

HÔPITAL NOTRE-DAME

Centre hospitalier affilié à l'Université de Montréal

INFIRMIERS (ÈRES) AUTORISÉS(ES)

Plusieurs postes vacants à temps complet

ROTATION: Jour, soir, nuit.
— Conditions particulières aux permanents de soir et de nuit.
— Orientation spéciale de 4 semaines prévue pour les nouvelles diplômées des Universités et Cegep.

DATE D'ENTRÉE: 26 mai
7 juillet
4 août
2 septembre

Pour entrevue aux personnes intéressées, s'adresser à:
Mme Rita David-Desroches
Bureau d'emploi
1560 est rue Sherbrooke
Montréal, Québec

carrières ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL
SAMEDI 3 MAI 1975

CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DE LA CÔTE-NORD

recherche

TRAVAILLEURS SOCIAUX PROFESSIONNELS

TERRITOIRE DESSERVI:
La Côte-Nord (region administrative numero 9) s'etendant de Tadoussac a Blanc-Sablon, incluant les villes minieres de Gagnon et Shefferville.

POPULATION:
Approximativement 110,000 habitants.

POSTES DISPONIBLES IMMEDIATEMENT

DESCRIPTIONS	ENDROITS
UN (1) ORGANISATEUR COMMUNAUTAIRE	Shefferville
UN (1) PRATICIEN(NE) EN CONSULTATION PSYCHOSOCIALE	Shefferville
UN (1) PRATICIEN(NE) EN ENFANCE INADAPTEE	Sept-Iles
UN (1) PRATICIEN(NE) EN MILIEU HOSPITALIER	Gagnon
UN (1) PRATICIEN(NE) EN MILIEU HOSPITALIER (Psychiatrie)	Sept-Iles

N.B. Description detaillee de fonctions disponibles sur demande.

QUALIFICATIONS REQUISES:
1. Diplome universitaire de 1er ou 2e cycle en service social.
2. De preference candidat(e) avec experience.

CONDITIONS DE TRAVAIL:
1. Remuneration et benefices marginaux selon la politique du Ministere des Affaires sociales.
2. Prime d'eloignement.
3. Autres avantages possibles selon situation particulière.

DUREE DU CONCOURS:

Les personnes interessees sont priees de faire parvenir leur demande incluant "curriculum vitae" au plus tard le 24 mai 1975 au:

Service du Personnel
CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DE LA CÔTE-NORD
774, rue Bosse
Hauterive, Quebec G5C 1L6

CRSSS SUD DE MONTRÉAL

CONSEIL RÉGIONAL DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA RÉGION SUD DE MONTRÉAL (6-C)

POSTES:	AGENT DE PLANIFICATION ET COORDINATION	AGENT DE RECHERCHE	AGENT D'INFORMATION	PRÉPOSÉ AUX PLAINTES (protecteur des droits des usagers)	SECRÉTAIRE DE DIRECTION
FONCTIONS ET TACHES:	• Identifier et evaluer les ressources et besoins du milieu en vue d'une meilleure planification régionale. — prendre connaissance des projets ou programmes locaux, sous-régionaux ou régionaux dans le domaine du réaménagement et du développement des services de sante et des services sociaux; — voir a la coordination et au bon fonctionnement des comites d'etude et de travail en matiere de recherche et de planification; — favoriser la participation adequate des représentants d'etablissements, d'organismes et de la population au sein de ces comites; — apres identification des besoins et ressources, recommander les priorités de développement ou de reamenagement; — proposer les projets necessaires pour une amelioration des services et pour leur meilleure repartition dans le territoire; — assumer les autres taches pertinentes au poste.	• Concevoir et effectuer des etudes socio-enomoniques, en fonction des services socio-sanitaires de la region; — etudier et analyser les projets ou problemes regionaux et sous-regionaux; — completer et mettre à jour le dossier regional d'information de base (donnees sur les divers milieux de la region, constitution de dossiers particuliers, etc.); — etudier et analyser les implications dans la région des politiques et des priorites provinciales du ministere des Affaires sociales; — etablir les modes de collaboration avec les organismes de recherche de la region ou a l'exterieur de la région; — assumer les autres taches pertinentes au poste.	• Concevoir et mettre en oeuvre des programmes d'information et de consultation aupres des divers publics dans le milieu regional; assumer la continuite de ces programmes; — coordonner (et mettre en place au besoin) divers canaux de communication entre le CRSSS, les etablissements, la population et le ministere des Affaires sociales; — informer la population de ses droits, devoir et recours; — identifier et mettre en oeuvre des mecanismes pour assurer aux divers publics concernes une participation qui soit reelle et utile (contribution a l'identification des besoins et ressources, au fonctionnement et au developpement des services); — assumer une fonction de publicite, en terme d'education populaire, production ecrite, montages audio-visuels, etc.; — assurer une presence constante et dynamique du CRSSS aupres de ses divers publics cibles; — organiser des seances publiques d'information, colloques, etc.; — assumer les autres taches pertinentes au poste.	• Appliquer la politique du CRSSS relative a la protection des droits des usagers et developper en collaboration avec d'autres secteurs d'activites du Conseil, des relations soutenues avec les usagers et leurs représentants, les etablissements, les associations provinciales, les corporations professionnelles et le ministere des Affaires sociales; — voir a l'elaboration, a l'application et au contrôle de mesures favorables a la prevention des causes et des situations susceptibles de brimer les usagers dans leurs droits; — elaborer et realiser, en collaboration avec l'agent d'information, des programmes d'information et de consultation relatifs aux plaintes; — recevoir et traiter les plaintes; — organiser des mecanismes sous-regionaux pour la protection des droits des usagers; — assumer les autres taches pertinentes au poste.	• secretaire du directeur general — assister le directeur general dans certaines tâches; — recevoir et depouiller le courrier du directeur général; — rediger la correspondance courante; — transcrire lettres, rapports et document pris en stenographie ou enregistrés sur dictaphone; — rediger les proces-verbaux du conseil d'administration et du comite administratif; — assumer les autres taches pertinentes au poste.
QUALIFICATIONS:	— diplome de niveau universitaire (de preference 2e cycle) en sciences humaines ou en sciences de la sante; — experience pertinente: minimum de cinq (5) ans.	— diplome universitaire (de preference 2e cycle) dans une discipline appropriee, preferablement en sciences economiques. — Experience pertinente: minimum de cinq (5) ans.	— diplome de niveau universitaire (2e cycle) dans une discipline appropriee: preferablement en relations humaines et en communications; — experience dans le milieu des communications: minimum de cinq (5) ans.	— diplome de niveau universitaire (2e cycle) en sciences humaines ou en sciences de la sante; — experience minimum de trois (3) ans dans le reseau des Affaires sociales.	— excellente connaissance de la langue française et bonne connaissance de la langue anglaise; — dactylographie et stenographie; — facilites d'etablir de bonnes relations; — experience pertinente, de preference, au moins deux (2) ans comme secretaire de direction.

TRAITEMENT: — SALAIRE: selon les qualifications, l'experience et l'echelle de traitement du C.R.S.S.S.
— BENEFICES MARGINAUX: ceux en vigueur dans le secteur public et para-public.

DATE LIMITE DU CONCOURS: le 14 mai 1975.

ADRESSER DEMANDE ECRITE ET CURRICULUM VITAE A: M. Andre Cormier, directeur general
CRSSS Sud de Montreal
201, Place Charles-Lemoyne
Longueuil, Que.

Université du Québec
Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois

PROFESSEUR EN ENFANCE INADAPTÉE

dans les domaines de la psycho-motricité et de l'apprentissage

Fonction:

Professeur à temps plein en sciences de l'éducation pour les programmes d'enfance inadaptée dans les domaines de la psycho-motricité et de l'apprentissage.

Exigences:

Ph. D. en psychologie
ou Ph. D. en psychologie appliquée (psycho-motricité apprentissage)
ou Ph. D. en psychologie scolaire ou psychopédagogie, avec expérience.

Lieu de travail:

Hull.

Traitement:

Selon les échelles de salaire en vigueur.

Disponibilité:

Au cours de l'été 1975.

Faire parvenir votre demande d'emploi et votre curriculum vitae détaillé avant le vendredi 13 juin 1975, 17 h 00, à

Roger Guir
Directeur du département
Université du Québec
Centre de Hull
277, boul. Taché
Hull (Québec)
Tél: 770-3360

A-75-037

L'Union Canadienne
Compagnie d'Assurances
Siège social: Québec

ASSURANCE GÉNÉRALE

(Postes a notre Succursale de Quebec)

SOUSCRIPTEURS

(Assurance sur les biens)

FONCTIONS:
Sous la direction du Superviseur du Service, le souscripteur analyse, évalue et tarifie les risques en assurance incendie, vol, responsabilite et risques divers.

EXIGENCES:
Posseder une experience de 2 a 5 ans comme souscripteur au niveau des lignes commerciales.

VÉRIFICATEURS DE SINISTRES

FONCTIONS:
Sous la direction du Superviseur du Service, le verificateur de sinistres analyse, evalue et procede au reglement des sinistres de différentes catégories, principalement en assurances automobile et incendie.

EXIGENCES:
Posséder une expérience de 3 a 5 ans comme verificateur de sinistres ou agent de reclamations.

TRAITEMENT, AVANTAGES SOCIAUX ET CONDITIONS GÉNÉRALES:
Nous offrons un salaire intéressant determine selon les qualifications et l'expérience, des conditions de travail des plus avantageuses, une gamme complète de bénéfices marginaux et d'excellentes chances d'avancement aux candidats qualifiés.

Faire parvenir votre offre de services ou communiquer par telephone a:
Service du Personnel,
C.P. 4700,
Ste-Foy, P.Q. G1V 4E4
Tel.: (418) 651-3551

UNION CARBIDE

UNION CARBIDE DU CANADA LIMITÉE MÉTAUX

Beauharnois, Quebec

Suite a une reorganisation et a la relocalisation de ses services de genie, Union Carbide du Canada Limitee est a la recherche de plusieurs specialistes. L'usine de Beauharnois qui emploie plus de 600 employes se specialise dans la production de ferro-alliages de manganese et de silicium.

DÉPARTEMENT GÉNIE ET CONSTRUCTION

Un (1) ingénieur en procédés, systèmes anti-pollution.

Le poste
Se rapportant au directeur du Service Genie et Construction, l'ingenieur en procedes sera implique dans tous les aspects du controle de la pollution. Études statistiques et analytiques, evaluations economiques, design et supervision de la construction font partie du travail, l'approche choisie étant la gestion par projets. L'ingénieur en procédés sera intégre a un groupe de specialistes, technologues et dessinateurs qui travaillent principalement sur les projets de construction et d'expansion, mais a l'occasion il aura a concevoir et a executer des projets d'amelioration d'equipements existants.

Le candidat:
Ingenieur diplome en mecanique ou en metallurgie et membre de l'Ordre des Ingenieurs du Quebec, ou possedant les prerequis, il a de l'experience en evaluation des procedes et dans le domaine du controle de la pollution.

Deux (2) ingénieurs en électricité

Le poste:
Se rapportant a un ingenieur de projets senior, il sera implique dans differents projets relatifs a la production de ferro-alliages incluant le design de fournaises, d'equipement anti pollution, de transformation et de transmission d'instrumentation et controle, etc. L'approche de la gestion par projets permettra a l'ingenieur de toucher a tous les aspects de la conception a la realisation d'un projet.

Le candidat:
Ingénieur en electricite diplome et membre de l'Ordre des Ingenieurs du Quebec, ou possédant les prerequis.

Un (1) dessinateur en mécanique, un (1) dessinateur en électricité.

Le poste:
Se rapportant a un ingenieur de projets, le dessinateur est appele a executer une variete de travaux relatifs a l'equipement de manutention, constructions diverses, equipements anti-pollution, distribution d'electricite, etc. Bien que le travail soit oriente vers l'execution de nouveaux equipements et constructions, a l'occasion il sera implique dans l'amelioration des equipements actuels.

Le candidat:
Diplome en dessin technique (electrique ou mecanique) d'un CEGEP ou l'equivalent.

DÉPARTEMENT DE L'INGÉNIÉRIE ET DE L'ENTRETIEN

Un (1) ingénieur en mécanique, un (1) ingénieur en électricité

Le poste:
Se rapportant a l'ingenieur en chef de l'usine, le candidat choisi sera implique dans tous les aspects de l'entretien et de l'amelioration des equipements existants. Mise sur pied de programmes d'entretien preventif, d'amelioration et de modification d'equipements de la phase d'analyse jusqu'a l'implantation et l'evaluation des resultats constituent l'orientation du travail.

Le candidat:
Ingenieur diplome en mecanique (ou electricite) et membre de l'Ordre des Ingenieurs du Quebec, ou possedant les prerequis, il possede plus de 2 ans d'experience dans le genie mecanique ou electrique.

Un (1) dessinateur en électricité

Le poste:
Se rapportant a un ingenieur en electricite, il sera appele a exécuter une variete de dessins relatifs a tous les equipements necessaires a la production de ferro-alliages et plus specialement les equipements de controle a bas voltage. Les principaux travaux seront la mise a jour de dessins de façon a refleter l'etat actuel des equipements et l'execution de projets sous la responsabilite d'un ingenieur, ceci incluant a l'occasion du travail "dans le champ".

Le candidat:
Diplome en dessin technique (electrique) d'un CEGEP ou l'equivalent, possedant plus de 2 ans d'experience en dessin technique.

La compagnie offre un salaire correspondant aux qualifications et a l'experience ainsi qu'un programme de benefices marginaux tres interessants comprenant un régime de pension non contributoire, un régime d'épargne ainsi qu'un plan d'assurance-groupe. Si vous êtes intéressé, faites parvenir votre curriculum vitae qui sera traité de façon confidentielle a

UNION CARBIDE

R.-Daniel Paris
Administrateur — Relations industrielles
Union Carbide du Canada Limitée
Métaux
Beauharnois, Québec.

Université du Québec
Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois

PROFESSEUR EN DIDACTIQUES

Fonction:

Professeur à plein temps en sciences de l'éducation, dans le domaine des didactiques des sciences humaines et des langues, ou en didactiques des sciences humaines et des arts d'expression, ou en didactiques des langues et des arts d'expression.

Exigences:

Doctorat en didactique du domaine approprié
ou Doctorat dans une discipline académique assortie d'une maîtrise ou licence en pédagogie ou en sciences de l'éducation
ou toute formation jugée équivalente.

Plusieurs années d'expérience.

Lieu de travail:

Hull.

Traitement:

Selon les échelles de salaire en vigueur.

Disponibilité:

Au cours de l'été 1975.

Faire parvenir votre demande d'emploi et votre curriculum vitae détaillé avant le vendredi 13 juin 1975, 17 h 00, à

Roger Guir
Directeur du département
Université du Québec
Centre de Hull
277, boul. Taché
Hull (Québec)
Tél: 770-3360

A-75-036

LE CENTRE LOCAL DES SERVICES COMMUNAUTAIRES ST-HENRI PETITE BOURGOGNE (C.L.S.C.)
recherche

COORDONNATEUR(TRICE) du module de la santé

(poste de cadre intermédiaire)

DESCRIPTION:
Sous la responsabilite du directeur general
— Analyser les besoins en sante
— Definir les objectifs prioritaires des services a mettre sur pied.
— Coordonner et maintenir les services qui fonctionnent actuellement.
— Assurer la supervision du travail de l'equipe "sante".
— Representer le secteur "sante" aupres des organismes gouvernementaux ou auprès des organismes du quartier.
— Preparer et administrer le budget du module.

QUALIFICATIONS:
- Diplôme universitaire de premier cycle ou un DEC terminal dans une discipline s'apparentant avec les item de la description du poste.
  — Administration — Animation — Sante
- Il va de soi qu'une experience dans chacun ou la majorite des points mentionnés est requise de la part des eventuels candidats.

SALAIRE: A negocier conformement aux normes du Ministère des Affaires sociales.

Les reponses devront parvenir à l'adresse suivante avant le 23 mai 1975.

C.L.S.C. St-Henri
a/s du Directeur General
3800 ouest, Notre-Dame,
Montreal, Que.

carrières
ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL
SAMEDI 3 MAI 1975

HÔPITAL LAVAL

L'hôpital Laval est un centre hospitalier de soins généraux, spécialisés et super-spécialisés (cardiologie et pneumologie). Il est de plus un centre d'enseignement et de recherches affilié à l'Université Laval.

Les postes suivants y sont présentement disponibles:

CHEF-PHYSIOTHÉRAPEUTE
Concours 75-04-79

Poste :
Planifier, organiser et controler des ressources humaines et materielles necessaires au bon fonctionnement de l'unite. Assurer la motivation de son personnel à la realisation de soins de qualité. Superviser les stagiaires. Participer au soin des malades. Assurer une presence active de son unite dans l'hôpital et dans la region.

EXIGENCES :
Diplôme en physiotherapie ; de preference, avoir de l'experience en milieu de soins diversifies. Formation en administration et experience dans un poste de commande. Esprit de decision, initiative, capacité d'organisation. Facilité pour le travail en equipe multidisciplinaire.

SALAIRE :
Selon les normes du Ministère des Affaires Sociales.

PHYSIOTHÉRAPEUTES
Concours : 75 - 04 - 80

EXIGENCES : Baccalauréat en physiothérapie ou autres diplômes equivalents et être membre en règle de la Corporation Professionnelle des Physiothérapeutes du Québec.

SALAIRE : Selon les normes du Ministère des Affaires sociales.

Toute personne interessée et repondant aux exigences mentionnées peut nous faire parvenir un "curriculum vitae" à l'adresse suivante:

Concours no :...
Service du personnel,
HÔPITAL LAVAL,
2725, chemin Ste-Foy
Ste-Foy, Que. G1V 4G5

JEUNESSE CANADA MONDE

Le Bureau Régional du Québec (B.R.Q.) de J.C.M. est à la recherche d'un(e)
ASSISTANT(E) AU COORDONNATEUR

TÂCHES : sous la responsabilité du Coordonnateur, il (elle) a pour tâches de

— Localiser des projets de séjour et de travail pour des équipes multi-culturelles de jeunes.
— Voir à l'organisation matérielle (logement, transport, etc...) et socio-culturelle (orientation de la communauté).
— Assurer la publicité du programme dans sa région.
— Etablir et maintenir une liaison permanente avec des organismes semblables dans sa région, avec les anciens participants et les parents des participants actuels.
— Participer à l'évaluation des communautés qui reçoivent des groupes de J.C.M., à la sélection et susciter des appuis dans sa région.

EXIGENCES :
— Le B.R.Q. cherche une personne flexible, sociable, ayant un sens développé de l'organisation et beaucoup d'initiative.
— Le candidat doit pouvoir établir facilement des rapports avec toutes sortes de personnes et surtout avec les jeunes.
— Il doit être bilingue et bien connaitre le Québec (géographie, structures administratives, municipales, provinciales).
— Une connaissance des problèmes de développement international, de même qu'une expérience en développement communautaire est souhaitable.
— Il doit avoir un permis de conduire et être prêt à passer 40% de son temps à voyager.
— Une connaissance pratique de l'espagnol serait un atout supplémentaire.
— Il doit être citoyen canadien.

DATE D'ENTRÉE EN FONCTION : immédiatement.

SALAIRE : $8,000 à $10,000 selon qualifications.

Faire parvenir votre demande d'emploi avec votre curriculum vitae avant le 12 mai 1975 à:

JEUNESSE CANADA MONDE
Bureau régional du Québec
a/s Jean-Marc Eustache
Cité du Havre, Montréal, Qué.
Tel.: (514) 861-9731, Poste 20

Une importante Société de télécommunications a deux postes vacants à son Service des Approvisionnements.

AGENT DES APPROVISIONNEMENTS (CONTRATS)

Le poste :
Sous la direction du Gérant des Approvisionnements, le candidat sera responsable de l'administration de tous les contrats d'approvisionnements de la Société. Les responsabilités de ce poste comprennent l'administration des appels d'offres et les soumissions. Il devra négocier et gérer les contrats de fourniture d'approvisionnements et des services. Il rédigera et émettra des contrats en français et / ou en anglais et recommandera lorsque nécessaire des amendements aux politiques et procédures relatives à ces contrats. Il devra s'assurer que les obligations contractuelles sont remplies.

LE CANDIDAT:
Le candidat devrait avoir un diplôme universitaire en Affaires et en Administration et une expérience d'environ cinq (5) ans en Administration de contrats d'approvisionnements. Il doit être bilingue.

SUPERVISEUR EN GESTION DES STOCKS

Le poste :
Sous la direction de l'Agent des Achats, il devra superviser et contrôler les activités quotidiennes du personnel responsable de l'entreposage, de la distribution et du contrôle des fournitures, du matériel et de l'équipement. Il aura à élaborer, recommander et mettre en application l'ensemble des systèmes de gestion des stocks. Il contrôlera l'inventaire et rédigera les rapports appropriés. Il devra participer à l'élaboration de politiques, de procédures et de systèmes internes dur la gestion des stocks.

Le Canadidat:
Le candidat ideal est diplôme d'un CEGEP. Il a eu au moins cinq (5) ans d'expérience en gestion des stocks dont une experience essentielle en gestion du materiel, de pieces et d'equipement electronique. Il doit avoir une connaissance des systemes d'ordinateurs en direct et temps reel. Il doit être bilingue.

Le Salaire:
Le salaire accorde à l'une et a l'autre des positions sera selon les qualifications et l'expérience.

Veuillez adresser votre curriculum vitae detaille portant la mention "Agent des Approvisionnements (Contrats)" ou "Superviseur en gestion des Stocks" à:

Raymont G. Lapierre
Agent de recrutement.

La Société canadienne des Télécommunications transmarines
625, Belmont, Montreal H3B 2M2

Echange d'enseignants de langue seconde entre le QUÉBEC, l'ONTARIO et le YUKON

(ANNÉE SCOLAIRE 1975-1976)

Programme
Les enseignants québécois, professeurs d'anglais, langue seconde, enseigneront le français comme langue seconde pendant un an. Ils seront remplacés dans leur commission scolaire par des enseignants canadiens, professeurs de français, langue seconde, qui enseigneront l'anglais comme langue seconde au Québec.

Nombre de postes
- Avec l'Ontario, 15 enseignants.
- Avec le Yukon, 1 enseignant.

Admissibilite
Pour être admis, le candidat québecois doit:
- Avoir quatre (4) années d'experience dans l'enseignement de l'anglais comme langue seconde;
- Posséder le français comme langue maternelle;
- Detenir un brevet d'enseignement valable au niveau secondaire;
- Être âgé de 25 à 40 ans.

Modalités
- Les enseignants qui participent à l'échange continuent d'être remunérés par leurs institutions scolaires respectives;
- Il s'agit d'un échange poste pour poste et la participation des enseignants québecois ne peut se faire qu'avec l'approbation de leur commission scolaire;
- Une indemnite correspondant au coût de deux (2) voyages aller-retour du lieu de résidence habituelle au lieu d'assignation sera versée aux enseignants allant en Ontario. Une somme forfaitaire sera versée à l'enseignant assigné au Yukon.

Inscription
Les candidats peuvent obtenir des renseignements supplementaires et des formulaires d'inscription,
- aux: Bureaux regionaux du Ministère de l'Education;
- et au: Service de la Coopération avec l'extérieur
  Section Amérique du Nord
  Ministère de l'Éducation
  1035, rue de la Chevrotière -- 6e étage
  QUÉBEC G1R 5A5

Les candidatures seront acceptees jusqu'au 15 mai 1975

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
Service de la Cooperation avec l'exterieur

CITÉ DE RIMOUSKI

SERVICE GÉNIE — TRAVAUX PUBLICS

OFFRE D'EMPLOI

INGÉNIEUR MUNICIPAL
(concours 75-2)

FONCTIONS
Sous la direction de l'ingenieur en chef, prepare les plans, devis et estimations de travaux municipaux et en assume la surveillance technique. Realise differentes etudes de planification et de preparation de projets et seconde son superieur dans les tâches se rapportant à divers projets techniques.
La fonction permet d'acquerir une vaste experience dans le domaine du genie municipal.

RESPONSABILITES
Apres une periode d'entrainement suffisante, il deviendra responsable de la preparation, du controle et de la coordination des divers projets qui lui seront confies.

QUALIFICATIONS
Le candidat devra posseder un diplome d'ingenieur en genie civil, être membre de l'Ordre des Ingenieurs du Quebec et posseder 1 a 2 annees d'experience en genie municipal. On tiendra compte pour la selection des candidats, des qualites personnelles, des notes academiques et de l'experience acquise au cours d'emplois anterieurs.

TRAITEMENT
Salaire a discuter suivant les qualifications du candidat. Allocation de voiture, benefices marginaux et avantages sociaux tres interessants.

DEMANDE D'EMPLOI
Toute demande d'emploi devra etre faite par ecrit et accompagnee d'un curriculum vitae et retournee a l'adresse suivante

CITÉ DE RIMOUSKI
Service Génie-Travaux Publics
a/s M. Jean Matte, ing.,
244 est St-Germain,
Rimouski.

Priere de mentionner le numero du concours 75-2

INGÉNIEUR EN CHEF

Notre client est une compagnie connue et bien vue dans l'industrie de production de matériaux de construction et de ciment au Québec. Cette compagnie est à la recherche d'un ingénieur en chef pour prendre la direction de son département d'ingenierie. Cette personne dirigera une equipe d'environ 15 individus capables, comprenant ingenieurs et dessinateurs.

Idealement le candidat possede un diplome d'ingenieur en mecanique et a plus de 10 annees d'experience dans le domaine ou dans un domaine connexe.

Nous recherchons un individu possedant une personnalité forte, une attitude positive, la facilité de communication, un niveau eleve d'experience d'ingenierie et la connaissance d'analyse de justification des investissements industriels.

L'ingenieur en chef s'occupera aussi des coûts et de la rentabilité dans les questions d'acquisition d'usines existantes et de sites pour des installations futures et équipements neufs.

Le bilinguisme est necessaire.

Salaire: Ouvert.

S.V.P. faire reference au dossier: MA 111.

MANCOM
MANAGEMENT COMMUNICATIONS
6655 Cote Des Neiges, Suite 215
Montreal, Quebec H3S 2B4
Telephone (514) 735-1186

LA COMMISSION SCOLAIRE BALDWIN-CARTIER

est a la recherche de

DIRECTEUR
des services du personnel

ATTRIBUTIONS
Sous l'autorité du directeur général adjoint le directeur des services du personnel planifie, organise, coordonne et évalue l'ensemble des activités relatives au recrutement et à la sélection du personnel, à son perfectionnement et à son évaluation de même qu'à l'application des conventions collectives et des ententes concernant les diverses catégories de personnel et, s'il y a lieu, à la négociation des contrats collectifs.

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ
- diplôme universitaire exigeant un minimum de seize (16) années d'études en relations industrielles ou en administration (option personnel)
- huit (8) années d'expérience pertinente dont au moins trois (3) au niveau II (directeur de service
- ou directeur d'école) ou l'équivalent.
- Bilingue

TRAITEMENT
Selon la politique administrative et salariale.

Les candidats intéressés devront faire parvenir leur lettre d'application accompagnée d'un curriculum vitae avant le 9 mai 1975 à:

Monsieur Raynald Laplante
Directeur-général
Commission Scolaire Baldwin-Cartier
130 rue Ambassador
Pointe-Claire, Québec

directeur des travaux
(ingenieur civil)

LE POSTE
Notre client, une entreprise de construction dans le domaine de la voirie et des travaux d'aqueduc et d'égout, est à la recherche d'un candidat pour le poste de directeur des travaux de construction. Cet emploi comprend la responsabilité complète de tous les travaux de construction d'une valeur annuelle de plus de $5,000,000 ainsi que la supervision des opérations du garage. Ce haut niveau de recrutement du président dans [illegible]

LE CANDIDAT
Le candidat idéal est un ingénieur civil possédant environ sept ans d'expérience dans la supervision de travaux de construction. Il est âgé de 33 à 40 ans et a démontré sa capacité à superviser plusieurs projets ainsi qu'à diriger des surintendants de projets et des contremaîtres généraux. Il est également familier avec le fonctionnement de l'équipement lourd et la gestion des opérations de garage. Ce poste intéressera les candidats dont la rémunération actuelle est de l'ordre de $20,000.
Location: Cantons de l'Est.
Toute demande sera considérée strictement confidentielle.

Faire parvenir curriculum vitae à:

Coopers & Lybrand,
C.P. 1029 haute-ville,
Quebec G1R 4V3
Attention: M. Roland Boilard, C.A.

POSSIBILITÉ DE CARRIÈRE DANS LA VENTE DE PRODUITS AGRICOLES

Une importante societe petroliere offre à un jeune homme hautement qualifie l'occasion de se faire une carriere dans la vente.

Le candidat doit posseder :
— Un diplôme universitaire recent en sciences agricoles
ou
— 2 ans d'experience dans un domaine connexe,
— doit être âge de 22 à 28 ans,
— Bilingue.

La societe offre en retour :
— Tout une gamme d'avantages sociaux;
— Le salaire initial de $13,000 ou plus, selon la scolarité et l'expérience du candidat.

Adresser "curriculum vitae" detaille en toute confiance a
LA PRESSE, REF: 16,596
C.P. 6041, Succ. "A"
Montreal.

TRADUCTION

De l'anglais au français principalement. Traduire et reviser dans des proportions variables des textes provenant de tous les services de la societe, selon les priorites etablies. Participer à l'enrichissement du fichier de terminologie. Corriger les epreuves.

CONDITIONS DE CANDIDATURE:

— Aucune experience necessaire;
— Diplôme en traduction;
— Sens de la recherche.
Traitement selon la competence.

Envoyer "curriculum vitae" a

Mlle Betty Johns
BONIMART
100 Rockland
Ville Mont-Royal

SIDBEC–DOSCO

requiert les services de personnel qualifie pour son

Usine Truscon
de Ville Lasalle

Représentant technique bilingue

Les candidats doivent posseder de l'expérience dans la vente technique relative à l'industrie de la construction de charpentes d'acier et de ses produits conhexes.

Le salaire sera en fonction de la compétence et de l'expérience.

Excellent programme d'avantages sociaux.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae a

Directeur du personnel,
Sidbec-Dosco,
Usine Truscon,
6001 rue Irwin,
Ville LaSalle, Que.

VILLE DE BOUCHERVILLE
ASSISTANT SURINTENDANT DES PARCS ET BÂTIMENTS

Le titulaire sera responsable de la coordination et de la surveillance de tous travaux concernant l'entretien des parcs, terrains de jeux et bâtiments.

Le candidat recherche detient un DEC en techniques de genie civil, electrodynamique ou toute instruction jugée équivalente et possede 2 à 4 ans d'experience dans un domaine connexe.

Les candidats sont pries de faire parvenir leur "curriculum vitae" au:

SERVICE DU PERSONNEL
VILLE DE BOUCHERVILLE
500 Rivière-aux-Pins
Boucherville, Québec

CHEF DE SERVICE DE LA PERCEPTION ET COMPTABILITÉ

Vous voulez franchir une autre etape dans votre carriere? Le poste que nous vous offrons peut repondre a votre besoin. Les objectifs que vous aurez à rencontrer seront:

— L'administration d'un systeme de perception des primes d'assurances;
— La production des donnees permettant le contrôle des opérations comptables;
— La production des donnees devant alimenter le systeme informatique;
— La direction d'une equipe repondant aux besoins du service.

Si vous etes bilingue, possedez quinze (15) ans et plus de scolarité et si vous avez cinq (5) ans d'experience pertinente, nous sommes prêts à conclure un échange de service avec vous. Veuillez adresser votre curriculum vitae à:

Le Groupe La Laurentienne,
Secteur de l'Assurance Generale,
Casier Postal 1780, Place d'Armes,
Montreal, Que.

Competence de: Monsieur JEAN BOUCHARD,
Directeur de la Division de Montréal.

LES LABORATOIRES VILLE MARIE INC.

recherche un

INGÉNIEUR GÉOTECHNICIEN (NE)

LE POSTE: Le (la) candidat (e) sera responsable de la bonne marche technique et administrative d'un laboratoire servant au contrôle de la qualité et de la mise en place des matériaux.

QUALITES REQUISES: Être ingénieur géotechnicien (ne) de préférence possédant une maitrise en mécanique des sols et deux annees d'experience dans les essais de laboratoire et les investigations geotechniques orientées vers l'étude des barrages, des routes et fondations d'ouvrages d'art.

ENDROIT: Laboratoire LG-2, Baie James

CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE SALAIRE:
— Poste permanent
— Facilité de logement avec famille
— Transport payé
— Prime d'éloignement
— Salaire avantageux et correspondant au poste

Toutes les demandes seront traitees confidentiellement.

Les candidats (es) interesses (es) feront parvenir leur curriculum vitae, ou téléphoneront au:

SERVICE DU PERSONNEL,
400 boul. Curé Labelle,
Chomedey, Laval
Tél.: 681-9221

carrières ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL
SAMEDI 3 MAI 1975

COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL MONTMORENCY

Le COLLÈGE MONTMORENCY requiert les services d'un

AGENT DE LA GESTION DU PERSONNEL

NATURE DU TRAVAIL:

Le rôle principal de l'agent de la gestion du personnel est d'effectuer le recrutement et la gestion du personnel et de voir à l'implantation et au respect des conditions de travail du personnel en accord avec la politique du Collège et les conventions collectives en vigueur, s'il y a lieu.

ATTRIBUTIONS CARACTÉRISTIQUES:

L'agent de la gestion du personnel voit au recrutement à la sélection, à l'embauche, à l'affectation, au classement et au perfectionnement du personnel du collège, de même qu'aux mouvements du personnel en général.

Au besoin, il s'occupe de la préparation des négociations des conventions collectives de travail en obtenant les informations préalables nécessaires; de même, il peut être appelé à s'occuper de la négociation directe et à assurer, par la suite, une interprétation et une application exacte des termes du contrat ainsi que le règlement des conflits qui peuvent survenir à leurs sujets.

Dans son secteur, il est chargé d'établir, de reviser et de mettre à jour les critères, normes et procédures inhérentes à l'application et au contrôle des règles, lois, contrats, etc., en vigueur pour tenir compte des besoins actuels et futurs, et à cette fin, procéder aux recherches nécessaires.

Il peut se voir confier toutes autres responsabilités, inhérentes à sa fonction.

QUALIFICATIONS REQUISES:

Posséder un diplôme universitaire terminal de premier cycle de préférence dans le domaine de relations industrielles.

SALAIRE: Selon la convention collective.

ENTRÉE EN FONCTION: Mai 1975

Faire parvenir curriculum vitae avant le 20 mai 1975 au:

Secrétaire général
COLLÈGE MONTMORENCY
1650, boul. du Souvenir
LAVAL-DES-RAPIDES
LAVAL
P.Q.
H7N 1B9

Office national du film du Canada — National Film Board of Canada

SPÉCIALISTE EN AUDIO-VISUEL ET EN PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE

FONCTIONS

— Dans le cadre du programme de films commandites par les ministeres et les agences du gouvernement canadien, avoir la responsabilité d'organiser et de superviser la production des films, soit en utilisant les ressources de l'Office national du film, soit en faisant appel à l'industrie privee du cinéma:
— Travailler en etroite collaboration avec les divers ministeres afin de déterminer le type de films qui repond le mieux aux besoins et aux exigences de ces ministeres.
— Collaborer a l'etablissement de plans de distribution des films lorsque terminés.

EXIGENCES

Formation universitaire ou l'equivalent; plusieurs années d'experience de la production cinematographique à titre de réalisateur ou de producteur; aptitudes à analyser des programmes complexes, à planifier, à organiser et à coordonner un nombre important de projets et à veiller à leur bonne exécution; une bonne connaissance des réalités sociales, économiques et politiques du Canada et de sa population, y compris une connaissance du secteur privé français de la production de films canadiens aussi bien que du secteur privé anglais; habileté à s'exprimer oralement et par écrit en anglais et en francais.

Lieu de travail: OTTAWA
Nomination temporaire d'une duree initiale de deux ans.

Salaire: dans les $20,000 selon la competence
Conditions de travail et avantages sociaux interessants.

Faire parvenir son "curriculum vitae" complet à l'adresse ci-dessous:

Service du Personnel
OFFICE NATIONAL DU FILM
Case postale 6100
Montréal, Québec

Bibliothécaire

La Banque du Canada recherche un(e) catalogueur(euse) titulaire d'un baccalauréat ou d'une maitrise en bibliothéconomie d'une école reconnue.

Fonctions: Sous la direction générale de la bibliothécaire en Chef, effectuer toutes les tâches relatives à l'établissement et à la tenue à jour du fichier de la bibliothèque, ainsi que, le cas échéant, d'autres travaux spécialisés.

Expérience souhaitable—La capacité de travailler dans les deux langues officielles sera considérée comme un atout.

Salaire selon expérience et qualifications.

Adresser curriculum vitae à:
Monsieur P. W. Cliffen,
Agent à la dotation en personnel,
Banque du Canada,
234, rue Wellington,
Ottawa, Ontario.
K1A 0G9

BANQUE DU CANADA

---

directeur financier

Nous recherchons, pour notre client, un cadre chevronné pour diriger le service financier d'une importante compagnie canadienne.

Cette compagnie s'intéresse directement à une vaste gamme d'activités se rapportant au secteur des transports.

Ce poste exceptionnel intéressera un cadre supérieur d'envergure, possédant les qualifications suivantes:

- il fait ou a récemment fait partie de l'équipe de direction d'une importante entreprise du secteur privé
- il occupe un poste de directeur financier ou est prêt à le faire
- il recherche de nouveaux défis pour ses capacités innovatives
- il a prouvé son dynamisme et son initiative dans la réalisation d'objectifs de taille.

Le candidat choisi relèvera directement du président; il aura la charge de créer, de coordonner et de contrôler les plans et politiques de l'entreprise dans le domaine financier.

Les candidats doivent avoir un C.A. et de préférence un M.B.A.

La plus grande discrétion sera assurée et le nom des candidats ne sera donné à notre client qu'avec leur permission expresse.

Indiquer sur les enveloppes "Dossier no 800" et envoyer à

5 place ville marie, montréal H3B 2G4
2 place québec, québec G1R 2B6

Price Waterhouse et Associés
conseillers en administration

membre de l'association canadienne des conseillers en administration

---

BANQUE ROYALE

STAGIAIRES

CRÉDIT À LA CONSOMMATION

SALAIRE
Proportionnel à la compétence et à l'expérience — de l'ordre de $9,000

Excellents avantages sociaux.

Perspectives intéressantes de carrière bancaire.

La Banque Royale est à la recherche de candidats dynamiques et ambitieux disposés à suivre un programme de formation à l'issue duquel ils pourront occuper un poste de préposé au crédit à la consommation.

De preference le postulant aura quelques annees d'experience sur le marche du travail et l'habitude de transiger avec le public. Le bilinguisme est un atout.

Priere d'adresser votre "curriculum vitae" a:

G. R. LACROIX
Responsable de l'Emploi
LA BANQUE ROYALE DU CANADA
Direction Générale
1, Place Ville-Marie — 6e étage
Montréal, Québec

P.S. Dû à l'incertitude du courrier, vous pouvez nous faire parvenir votre "curriculum vitae" par l'entremise de nos succursales.

CAMBISTE

Défi très intéressant

Une importante societé financiere, très active sur le marché international, requiert les services d'un arbitragiste de devises étrangères.

Le responsable verra à analyser les conditions du marché des devises et apres consultation avec les autres spécialistes de la société, achetera ou vendra des devises étrangères à court ou à long terme.

Possédant un esprit analytique lui permettant de déceler les changements et les tendances du marché, il est capable de réagir rapidement et judicieusement à différentes situations.

Le candidat idéal, dans la vingtaine, compte une à deux années d'expérience dans un service international et possède de solides connaissances en economie ou en administration d'un portefeuille (cash management). Doté d'un jugement sûr et rapide, il est capable de travailler dans des conditions exigeant une forte concentration mentale pendant plusieurs heures consécutives. Il possède également une dextérité numérique lui permettant d'utiliser continuellement une calculatrice et un terminal à écran cathodique.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Lieu de travail: Montréal.

Pour poser votre candidature, appeler à 879-1444 vous referant au No C5-328 ou laisser votre résumé à l'adresse suivante:
Suite 911, 1155 ouest, Dorchester, Montréal.

STETHEM-GAREAU-MSL

Canada • États-Unis • Afrique du Sud • Allemagne • Angleterre • Argentine • Australie • Belgique
Brésil • Écosse • Espagne • France • Hollande • Irlande • Italie • Suède • Suisse

---

CARRIÈRES ET PROFESSIONS
RENSEIGNEMENTS
Les annonces publiées dans cette section sont facturées au tarif uniforme de $1.40 la ligne agate. Nous accordons la commission habituelle aux agences de publicité. Le service de cases postales et du retour du courrier est gratuit et strictement confidentiel. La date limite pour réception de ces annonces est fixée à 2 jours avant la date de parution.

Téléphoner à
874-7320
ou écrire à
LA PRESSE
7, rue Saint-Jacques
Montréal H2Y 1K9

ASSURANCES SOUSCRIPTEUR

Notre division des biens commerciaux requiert immédiatement les services d'un souscripteur possédant un minimum de 3 ans et plus d'expérience.

Le candidat idéal doit être dynamique, responsable avec une bonne connaissance de l'anglais.

Salaire et avantages sociaux excellents.

Pour rendez-vous, communiquer avec:

NICOLE ROY
866-6531

HORTICULTEUR

B.Sc. en horticulture. Jardinier paysagiste d'expérience. Français essentiel. (Réf. No B1-352).

SCIENTIFIQUES EN PRODUITS ALIMENTAIRES

B.Sc. nutrition. 4 à 6 ans d'expérience canadienne en sucre et gras. Développement de produits et contrôle de qualité. Bilingue. Poste à Sherbrooke. Salaire: $10-$18,000. (Réf. No B1-7 et B1-8).

BIOCHIMISTES

B.Sc. en biochimie. Expérience canadienne de stérilisation dans l'industrie alimentaire. Bilingue. Salaire: $14-$18,000 (Réf. No B-119).

BIOCHIMISTES MÉDICAUX

Ph.D. ou médecine expérimentale. Plusieurs postes disponibles. Bilingue. Salaire minimum $14,000. (Réf. B1-678, B1-679).

PSYCHIATRE

Membre de la Corporation. Gériatrie et traitements continus. Anglais essentiel. (Réf. No B1-127).

DENTISTE

Licencié. Anglais essentiel. Salaire $18,000. (Réf. No B1-205).

ERGOTHÉRAPEUTES & PHYSIO-THÉRAPEUTES

Membre de la Corporation. Français essentiel et/ou anglais essentiel. Plusieurs postes disponibles.

PHARMACIENS

Licenciés. Bilingue. (Réf. No B1-836 et 1151).

PSYCHOLOGUES

Membres de la Corporation. Psychologie scolaire, clinique. Français ou anglais. Plusieurs postes disponibles.

TRAVAILLEURS SOCIAUX ET PROFESSIONNELS

Membre de la Corporation. Domaines scolaires, des hôpitaux, ressources humaines, etc. Plusieurs postes disponibles. Anglais ou français.

INGÉNIEURS CHIMISTES

7-10 ans expérience en pétrochimie ou en conception de procédés de raffinage. Anglais essentiel. (Réf. No 1173-1174).

INGÉNIEURS EN STRUCTURE

Cinq ans d'expérience en structure de bâtiments. Français essentiel. (Réf. No B1-1078).

INGÉNIEUR CIVIL SENIOR

Dix ans d'expérience. Contrat pour Algérie. Français essentiel. (Réf. No B1-324).

INGÉNIEUR SENIOR

Ingénieur et M.B.A. Cinq ans d'expérience analyse financière ou statistique. Devra voyager.

Pour renseignements supplémentaires, appelez

Danielle de Villemure - 283-3622

Centre de Main-d'œuvre du Canada — Canada Manpower Centre

Université du Québec à Chicoutimi
PROFESSEURS

Arts plastiques
Enfance inadaptée
Enseignement secondaire professionnel

Le département des Sciences de l'éducation sollicite des candidatures dans les champs suivants:

Arts plastiques: peinture
— Sculpture, environnement;
— Gravure et sérigraphie;
— Tapisserie;
— Dessin.

Enfance inadaptée: troubles d'apprentissage
— Dyslexie;
— Disorthographie;
— Possibilité de recherche;
— Encadrement d'étudiants.

Enseignement secondaire professionnel:
— Structure des programmes à l'enseignement professionnel;
— Séminaire d'analyse du metier;
— Organisation et financement de l'atelier;
— Structure de l'entreprise;
— Didactique générale de l'enseignement professionnel.

Exigences:
Doctorat de preference ou titulaire d'une maitrise;
Expérience de l'enseignement.

Traitement:
Selon la convention collective du personnel enseignant.

Les candidats sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae détaillé à:

M. Jean Ladouceur, directeur
Département des Sciences de l'éducation
Université du Québec à Chicoutimi
930 est, rue Jacques-Cartier
Chicoutimi (Québec)

carrières ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL
SAMEDI 3 MAI 1975

LE CENTRE DE SERVICES SOCIAUX RICHELIEU

recherche les services de

PRATICIEN EN MILIEU HOSPITALIER
(intervention auprès des enfants)

Fonction
Proceder aux interventions de type clinique requises par des enfants sous traitement psychiatrique; possibilité d'intervention auprès des parents et de la famille.
Endroit
Centre Hospitalier de Valleyfield (temps partiel) poste 169
Qualifications
Diplôme universitaire en service social ou diplôme d'études collégiales en assistance sociale avec experience en psychiatrie infantile de préférence.

CHEF DE SECTION EN MILIEU HOSPITALIER

Fonction
Participe à la definition, à la revision et à l'évaluation periodique des objectifs operationnels de sa section; coordonne les opérations de sa section et repond de la realisation des objectifs.
Endroit
Valleyfield poste 179
Qualifications
Diplôme universitaire en service social et 3 ans d'experience dont au moins 1 an en milieu hospitalier. Avoir dirige une équipe de travail.

PRATICIEN EN MILIEU HOSPITALIER
(intervention auprès des adultes)

Fonction
Proceder aux interventions de type clinique requises par des patients adultes sous traitement psychiatrique.
Endroit
Hôpital Hôtel-Dieu de Sorel poste 145
Qualifications
Diplôme universitaire en service social ou diplôme d'études collegiales en assistance sociale avec experience en psychiatrie de preference.

PRATICIEN EN MILIEU HOSPITALIER
(foyers affilies)

Fonction
Voir au recrutement et à l'evaluation des foyers affilies dans une perspective de placement non definitif; procéder aux interventions de type clinique et social requises par la clientèle; etablir des relations avec les ressources du milieu.
Endroit
Centre Hospitalier de Valleyfield, clinique de psychiatrie poste 167
Qualifications
Diplôme en service social avec experience clinique pertinente

PRATICIEN EN CENTRE D'ACCUEIL

Fonction
Travaille à la reintegration sociale des beneficiaires du Centre d'accueil, collabore avec le Centre d'accueil à la realisation de son rôle social à l'interieur de l'institution et dans la communauté.
Endroit
Institut Dorea (Franklin Centre - region de Huntingdon) poste 148
Qualifications
Diplôme en service social de preference, 2 ans d'experience pertinente.

PRATICIEN EN MILIEU SCOLAIRE

Fonction
Dans le cadre d'une équipe multidisciplinaire, prodecer directement par l'approche individuel ou de groupe, à des interventions de type clinique requises par des eleves en grande majorité anglophones présentant des difficultés d'adaptation socio-scolaire.
Endroit
St-Lambert poste 196
Qualifications
Diplôme universitaire en service social avec experience de preference. Connaissance pratique de la langue anglaise.

2 CHARGÉS DE PROJET

Fonction (poste 197)
Participe à l'etude des besoins en recherche et des projets soumis. Conçoit et revise periodiquement un systeme de donnees statistiques pour la planification, l'analyse et l'evaluation des programmes; Procède à des etudes descriptives et à des releves statistiques: Conçoit, elabore et réalise tout autre projet de recherche nécessaire.
Fonction (poste 198)
Participe à l'étude des besoins en recherche et de projets soumis; Conçoit et elabore des projets de recherche et evalue les ressources necessaires à leur réalisation, en assume la realisation; Participe au developpement des instruments d'analyse necessaire.
Endroit
Longueuil
Qualifications
Diplôme universitaire en sciences sociales avec specialisation en recherche, experience pertinente; Habileté à concevoir, à realiser et à diriger des projets de recherche; Pour le poste 197, bonne connaissance theorique et pratique des methodes d'analyse quantitative.

AGENT DE LIAISON
(duree de 5 mois)

Fonction
Siege sur les comites d'admission des Centres d'accueil pour enfants handicapes (placement dans les C.A.); lien entre le C.A. et le C.S.S.; promotion des C.A. (enfants 0-18 ans)
Endroit
Valleyfield
Qualifications
Etudiants de niveau universitaire en service social
TRAITEMENT
A determiner selon l'experience et les qualifications

Faire parvenir votre curriculum vitae en mentionnant le numéro du poste d'ici 2 semaines à:

L'agent de planification de main-d'oeuvre
C.S.S. RICHELIEU
201 Place Charles-Lemoyne
Longueuil
J4K 2T5

PRÉPOSÉE AU PERSONNEL

PLACE VILLE-MARIE

Notre client

une institution financiere oeuvrant a l'echelle internationale, recemment etablie au Canada.

Recherche

une preposee au personnel. Ses fonctions comprendront entre autres la tenue à jour des fiches personnelles, l'administration des salaires et des bénéfices marginaux, l'embauche du personnel de soutien, la dactylographie de documents confidentiels, etc.

Une candidate

Bilingue, possédant de préférence une expérience similaire et dont les qualités personnelles, telles initiative, maturite, bon jugement et entregent, lui permettront d'assurer l'administration du personnel de cette société en pleine expansion.

Veuillez soumettre votre candidature à:

LORRAINE KUCHARSKY
P. S. ROSS & ASSOCIÉS
1 place Ville-Marie, Suite 835
Montréal, Québec H3B 2A3
861-7481

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN
recherche

1 TECHNICIEN DE LABORATOIRE EN PATHOLOGIE
Temps complet remplaçant de jour.

1 TECHNICIEN DE LABORATOIRE
Temps partiel régulier de nuit en biochimie.

1 TECHNICIEN DE LABORATOIRE
Temps partiel régulier de nuit en hématologie.

S'adresser à:
Maryse Laverdière
4000, boul. Lasalle, Verdun
761-3551 local 350

INGÉNIEUR "SPÉCIAL"

Spécialisé dans la gestion de l'entretien préventif des immeubles et de la conservation d'énergie, notre client offre un service unique. La demande pour ce service est croissante et l'essor de cette jeune entreprise nécessite l'addition d'une autre personne-ressource. Celle-ci assumera l'entière responsabilité des opérations au Québec. Plus particulièrement, le candidat choisi s'occupera de développement des affaires, de consultation, de négociation avec les clients et de réalisation des contrats. Lieu de travail: Montréal.

Ingénieur bilingue, vous avez une solide expérience du génie industriel et de l'entretien des immeubles. Les troubles d'ordre mécanique, électrique et de plomberie, spécifiques aux systèmes de chauffage et d'air climatisé par exemple, vous sont familiers. Capable d'opérer dans un cadre de gestion moderne, l'informatique est un instrument de travail qu'il vous convient d'utiliser. Vous êtes à la recherche d'un nouveau défi offrant la possibilité éventuelle de devenir associé ainsi que d'intéressants avantages tels une participation aux profits, une automobile et un compte de dépenses en sus d'un traitement de base alléchant.

Vous référant au dossier 45-11-634, veuillez adresser votre demande à
Jean Desautels, Suite 835, 1 Place Ville-Marie, Montréal, Québec 861-7481

P.S. ROSS & ASSOCIÉS
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

ASSOCIES: JACQUES BAYLAUCQ, ROBERT BROUILLARD, MICHEL GAUCHER

GÉRANT DE VILLE

Ce poste nouvellement créé répond à un objectif de cette ville de la région outaouaise qui planifie actuellement pour la prochaine décennie. La coordination de services ajoutée à la réalisation de projets de travaux publics constitue ce défi pour un ingénieur ayant une expérience de supervision.

Le degré d'autonomie du poste etant reconnu, le gérant relève du Conseil et dirige un personnel technique competent. Meneur d'hommes, le titulaire devra s'adapter à un milieu complexe qui exige beaucoup de communications avec les gouvernements, les entrepreneurs et les citoyens. Il possède une formation universitaire pertinente et est familier avec les pratiques administratives d'une ville.

Le candidat interesse est à l'aise dans des situations lui permettant de contribuer de façon tangible à l'essor de la région.

Vous référant au dossier 45-11-633, veuillez adresser votre demande à
André Briand, Suite 835, 1 Place Ville-marie, Montréal, Québec, 861-7481

P.S. ROSS & ASSOCIÉS
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

ASSOCIES: JACQUES BAYLAUCQ, ROBERT BROUILLARD, MICHEL GAUCHER

DIRECTEUR RELATIONS PUBLIQUES

Traitement: jusqu'à $20,000

Une association professionnelle bien connue et de haute renommée du Québec est à la recherche d'un directeur des relations publiques.

Le titulaire relèvera du directeur exécutif. Il dirigera une équipe toujours grandissante impliquée dans les activités multiples du service, dont entre autres, l'organisation des événements spéciaux et des programmes des différents comités, la promotion, la publicité, etc. Lieu de travail: Montréal.

Vous êtes vivement interesse par le domaine des relations publiques et avez démontré vos qualités de gestionnaire. Vous avez acquis votre expérience de préférence au sein d'associations ou dans un milieu universitaire. Parfaitement bilingue, vous êtes capable de communiquer avec facilité tant verbalement que par écrit.

Vous référant au dossier 45-11-632, veuillez adresser votre demande à
William Hay, Suite 835, 1 Place Ville-Marie, Montréal, Québec 861-7481

P.S. ROSS & ASSOCIÉS
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

ASSOCIES: JACQUES BAYLAUCQ, ROBERT BROUILLARD, MICHEL GAUCHER

RADIO-QUÉBEC

POSTES VACANTS: ÉLECTRONIQUE

Compte tenu de l'expansion que connaitra l'Office de Radio-Télédiffusion du Quebec d'ici la fin de l'année, cinquante (50) postes dans le domaine de l'électronique devront être comblés dans les mois qui suivront.

Les exigences pour l'ensemble des postes sont:
— Gradués d'un CEGEP ou d'une institution reconnue en électronique;
— Posséder un permis de chauffeur;
— Pour certains postes, un (1), deux (2) ou trois (3) années d'expérience sont requises.

Veuillez adresser votre "curriculum vitae" avant le 12 mai 1975 à:

RADIO-QUÉBEC
Direction des Ressources humaines
1000 rue Fullum
Montréal, Québec H2K 3L7

Directeur Général
Industrie agro-alimentaire

Nous avons reçu mandat de notre client, avantageusement connu dans le secteur agro-alimentaire, pour la recherche d'un gestionnaire dynamique, capable de planifier, développer et coordonner toutes les activités de l'entreprise située dans la région de Montréal. Sous l'autorité directe du conseil d'administration, il aura plus particulièrement l'ultime responsabilité de la gestion efficace de la production ainsi que des relations avec plusieurs centaines d'employés syndiqués et avec des producteurs de matières premières.

Les candidats possèdent une formation universitaire en sciences administratives ou l'équivalent et de préférence un MBA. Ils ont déjà démontré leurs qualités de chef et dirigé idéalement une entreprise manufacturière d'envergure moyenne, orientée principalement vers la production du domaine agro-alimentaire. Ils sont bilingues et, de préférence, âgés de 32 à 40 ans. Ce poste d'envergure saura intéresser les candidats recevant présentement un traitement de l'ordre de $25,000 à $30,000.

Toute demande sera traitée confidentiellement. Elle devra référer au numéro PD098MA et être soumise à C. Paradis, 630 bd Dorchester ouest, suite 2685, Montréal H3B 1W5.

Conseillers en administration
Drouin, Paquin & Associés Ltée

Partie intégrante de Currie, Coopers & Lybrand Ltée

Directeur Vérification Interne

Jusqu'à $23,000 par année

Une entreprise commerciale dynamique recherche un directeur de la vérification interne de ses opérations de production et surtout de distribution à travers le Québec. Se rapportant au Vice-président, il aura l'entière responsabilité de la vérification de toutes les activités de l'entreprise incluant les procédures ainsi que les transactions financières et comptables.

Membre d'une association professionnelle reconnue telle que l'ordre des comptables agréés, le candidat a acquis une expérience pertinente d'au moins trois ans dans le domaine de l'analyse et de la vérification de l'exploitation ainsi que des procédés et systèmes comptables. Professionnel responsable, le titulaire est souple et sait se faire accepter par une équipe multidisciplinaire. Le poste est situé à Montréal.

Toute réponse sera traitée confidentiellement. Elle devra référer au numéro PD110MA et être soumise à André Bérubé, 630 bd Dorchester ouest, Suite 2685, Montréal H3B 1W5.

Conseillers en administration
Drouin, Paquin & Associés Ltée

Partie intégrante de Currie, Coopers & Lybrand Ltée

Surintendant de la production

$19,500 et plus

Notre client, un leader du secteur agro-alimentaire, recherche un surintendant capable de diriger toutes les activités de production et d'entretien de l'équipement de son usine. Sous l'autorité du directeur, il est particulièrement responsable de l'entretien et du bon fonctionnement d'une machinerie et d'un équipement de production complexes. Il dirige un personnel pouvant atteindre plusieurs centaines d'employés syndiqués.

Les candidats doivent posséder un diplôme universitaire en génie mécanique ou chimique. Ils ont acquis une connaissance pratique de l'entretien préventif d'équipement mécanique et électrique diversifié. Administrateurs souples et dynamiques, ils communiquent aisément avec tous les niveaux hiérarchiques de l'entreprise et, de préférence, ont participé à la négociation de conventions collectives.

Toute réponse sera traitée confidentiellement. Elle devra référer au numéro PD099MA et être soumise à André Bérubé, 630 bd Dorchester ouest, suite 2685, Montréal, H3B 1W5.

Anciennement Urwick, Currie & Associés Ltée
Currie, Coopers & Lybrand Ltée

Un membre fondateur de l'Association canadienne des conseillers en administration

ANALYSTE DE PROCÉDURES

Poste dans les Cantons de l'Est

Un important fabricant de matériel spécialisé, bien établi, cherche un analyste compétent de systèmes et de procédures. Bonnes possibilités d'évolution au sein de l'entreprise. Déplacements occasionnels dans les diverses succursales du Canada.

Relevant du chef de service, le candidat choisi analysera les procédures en place et établira quelles sont les améliorations à apporter dans différents secteurs tels que la comptabilité, l'administration, les communications. Il (elle) veillera à la mise en pratique des nouvelles procédures, y compris la formation du personnel et la mise à jour des manuels.

Le profil idéal du candidat est le suivant:
- diplôme universitaire en administration ou expérience équivalente
- bonne connaissance de l'anglais et du français
- au minimum deux années d'expérience en ce domaine, dans l'industrie
- initiative, esprit ouvert et commercial

Le salaire de départ sera fonction de l'expérience et des qualifications. Un programme complet d'avantages sociaux est également prévu.

Les demandes d'emploi, qui seront traitées avec toute la discrétion nécessaire, doivent donner les détails de la formation, de l'expérience et des antécédents salariaux des candidats.

S'adresser à

LA PRESSE, Réf.: 16,595
C.P. 6041, Succ. «A»
Montréal, Qué.

carrières ET PROFESSIONS

la presse
MONTRÉAL
SAMEDI 3 MAI 1975

LE CENTRE DE SERVICES SOCIAUX RICHELIEU

recherche les services de

PRATICIEN EN MILIEU HOSPITALIER
(intervention auprès des enfants)

Fonction
Proceder aux interventions de type clinique requises par des enfants sous traitement psychiatrique; possibilité d'intervention auprès des parents et de la famille.
Endroit
Centre Hospitalier de Valleyfield (temps partiel) poste 169
Qualifications
Diplôme universitaire en service social ou diplôme d'etudes collegiales en assistance sociale avec experience en psychiatrie infantile de preference.

CHEF DE SECTION EN MILIEU HOSPITALIER

Fonction
Participe à la definition, à la revision et à l'evaluation periodique des objectifs operationnels de sa section; coordonne les operations de sa section et repond de la realisation des objectifs.
Endroit
Valleyfield poste 179
Qualifications
Diplôme universitaire en service social et 3 ans d experience dont au moins 1 an en milieu hospitalier. Avoir dirige une equipe de travail.

PRATICIEN EN MILIEU HOSPITALIER
(intervention auprès des adultes)

Fonction
Proceder aux interventions de type clinique requises par des patients adultes sous traitement psychiatrique.
Endroit
Hôpital Hôtel-Dieu de Sorel poste 145
Qualifications
Diplôme universitaire en service social ou diplôme d'etudes collegiales en assistance sociale avec experience en psychiatrie de preference.

PRATICIEN EN MILIEU HOSPITALIER
(foyers affilies)

Fonction
Voir au recrutement et à l'evaluation des foyers affilies dans une perspective de placement non definitif; proceder aux interventions de type clinique et social requises par la clientele; etablir des relations avec les ressources du milieu.
Endroit
Centre Hospitalier de Valleyfield, clinique de psychiatrie poste 167
Qualifications
Diplôme en service social avec experience clinique pertinente

PRATICIEN EN CENTRE D'ACCUEIL

Fonction
Travaille à la reintegration sociale des beneficiaires du Centre d'accueil, collabore avec le Centre d accueil a la realisation de son role social a l'interieur de l'institution et dans la communauté.
Endroit
Institut Dorea (Franklin Centre - region de Huntingdon) poste 148
Qualifications
Diplôme en service social de preference, 2 ans d'experience pertinente.

PRATICIEN EN MILIEU SCOLAIRE

Fonction
Dans le cadre d'une équipe multidisciplinaire, prodecer directement par l'approche individuel ou de groupe, à des interventions de type clinique requises par des élèves en grande majorité anglophones présentant des difficultés d'adaptation socio-scolaire.
Endroit
St-Lambert poste 196
Qualifications
Diplôme universitaire en service social avec experience de preference. Connaissance pratique de la langue anglaise.

2 CHARGÉS DE PROJET

Fonction (poste 197)
Participe à l'etude des besoins en recherche et des projets soumis; Conçoit et revise periodiquement un systeme de donnees statistiques pour la planification, l'analyse et l'evaluation des programmes; Procède à des etudes descriptives et à des releves statistiques; Conçoit, elabore et réalise tout autre projet de recherche necessaire.
Fonction (poste 198)
Participe à l'étude des besoins en recherche et de projets soumis; Conçoit et elabore des projets de recherche et evalue les ressources necessaires à leur realisation, en assume la realisation; Participe au developpement des instruments d'analyse necessaire.
Endroit
Longueuil
Qualifications
Diplôme universitaire en sciences sociales avec specialisation en recherche, expérience pertinente; Habilete à concevoir, à realiser et à diriger des projets de recherche; Pour le poste 197, bonne connaissance theorique et pratique des methodes d'analyse quantitative.

AGENT DE LIAISON
(duree de 5 mois)

Fonction
Siege sur les comites d admission des Centres d'accueil pour enfants handicapes (placement dans les C.A.); lien entre le C.A. et le C.S.S.; promotion des C.A. (enfants 0-18 ans)
Endroit
Valleyfield
Qualifications
Etudiants de niveau universitaire en service social
TRAITEMENT
A determiner selon l'experience et les qualifications

Faire parvenir votre curriculum vitae en mentionnant le numero du poste d'ici 2 semaines a:

L'agent de planification de main-d'oeuvre
C.S.S. RICHELIEU
201 Place Charles-Lemoyne
Longueuil
J4K 2T5

PRÉPOSÉE AU PERSONNEL

PLACE VILLE-MARIE

Notre client
une institution financiere oeuvrant a l'echelle internationale, recemment etablie au Canada.

Recherche
une preposee au personnel. Ses fonctions comprendront entre autres la tenue à jour des fiches personnelles, l'administration des salaires et des bénéfices marginaux, l'embauche du personnel de soutien, la dactylographie de documents confidentiels, etc.

Une candidate
Bilingue, possédant de préférence une expérience similaire et dont les qualités personnelles, telles initiative, maturité, bon jugement et entregent, lui permettront d'assurer l'administration du personnel de cette société en pleine expansion.

Veuillez soumettre votre candidature à:

LORRAINE KUCHARSKY
P. S. ROSS & ASSOCIÉS
1 place Ville-Marie, Suite 835
Montréal, Québec H3B 2A3
861-7481

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN
recherche

1 TECHNICIEN DE LABORATOIRE EN PATHOLOGIE
Temps complet remplaçant de jour.

1 TECHNICIEN DE LABORATOIRE
Temps partiel régulier de nuit en biochimie.

1 TECHNICIEN DE LABORATOIRE
Temps partiel régulier de nuit en hématologie.

S'adresser a:
Maryse Laverdière
4000, boul. Lasalle, Verdun
761-3551 local 350

INGÉNIEUR "SPÉCIAL"

Spécialisé dans la gestion de l'entretien préventif des immeubles et de la conservation d'énergie, notre client offre un service unique. La demande pour ce service est croissante et l'essor de cette jeune entreprise nécessite l'addition d'une autre personne-ressource. Celle-ci assumera l'entière responsabilité des opérations au Québec. Plus particulièrement, le candidat choisi s'occupera de développement des affaires, de consultation, de négociation avec les clients et de réalisation des contrats. Lieu de travail: Montréal.

Ingénieur bilingue, vous avez une solide expérience du génie industriel et de l'entretien des immeubles. Les troubles d'ordre mécanique, électrique et de plomberie, spécifiques aux systèmes de chauffage et d'air climatisé par exemple, vous sont familiers. Capable d'opérer dans un cadre de gestion moderne, l'informatique est un instrument de travail qu'il vous convient d'utiliser. Vous êtes à la recherche d'un nouveau défi offrant la possibilité éventuelle de devenir associé ainsi que d'intéressants avantages tels une participation aux profits, une automobile et un compte de dépenses en sus d'un traitement de base alléchant.

Vous référant au dossier 45-11-634, veuillez adresser votre demande à
Jean Desautels, Suite 835, 1 Place Ville-Marie, Montréal, Québec 861-7481

P.S. ROSS & ASSOCIÉS
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

ASSOCIÉS: JACQUES BAYLAUCQ, ROBERT BROUILLARD, MICHEL GAUCHER

GÉRANT DE VILLE

Ce poste nouvellement créé répond à un objectif de cette ville de la région outaouaise qui planifie actuellement pour la prochaine décennie. La coordination de services ajoutée à la réalisation de projets de travaux publics constitue ce défi pour un ingénieur ayant une expérience de supervision.

Le degré d'autonomie du poste etant reconnu, le gérant relève du Conseil et dirige un personnel technique compétent. Meneur d'hommes, le titulaire devra s'adapter à un milieu complexe qui exige beaucoup de communications avec les gouvernements, les entrepreneurs et les citoyens. Il possède une formation universitaire pertinente et est familier avec les pratiques administratives d'une ville.

Le candidat intéressé est à l'aise dans des situations lui permettant de contribuer de façon tangible à l'essor de la région.

Vous référant au dossier 45-11-633, veuillez adresser votre demande à
André Briand, Suite 835, 1 Place Ville-marie, Montréal, Québec, 861-7481

P.S. ROSS & ASSOCIÉS
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

ASSOCIÉS: JACQUES BAYLAUCQ, ROBERT BROUILLARD, MICHEL GAUCHER

DIRECTEUR RELATIONS PUBLIQUES

Traitement: jusqu'à $20,000

Une association professionnelle bien connue et de haute renommée du Québec est à la recherche d'un directeur des relations publiques.

Le titulaire relèvera du directeur exécutif. Il dirigera une équipe toujours grandissante impliquée dans les activités multiples du service, dont entre autres, l'organisation des événements spéciaux et des programmes des différents comités, la promotion, la publicité, etc. Lieu de travail: Montréal.

Vous êtes vivement intéressé par le domaine des relations publiques et avez démontré vos qualités de gestionnaire. Vous avez acquis votre expérience de préférence au sein d'associations ou dans un milieu universitaire. Parfaitement bilingue, vous êtes capable de communiquer avec facilité tant verbalement que par écrit.

Vous référant au dossier 45-11-632, veuillez adresser votre demande à
William Hay, Suite 835, 1 Place Ville-Marie, Montréal, Québec 861-7481

P.S. ROSS & ASSOCIÉS
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

ASSOCIÉS: JACQUES BAYLAUCQ, ROBERT BROUILLARD, MICHEL GAUCHER

RADIO-QUÉBEC

POSTES VACANTS: ÉLECTRONIQUE

Compte tenu de l'expansion que connaitra l'Office de Radio-Télédiffusion du Québec d'ici la fin de l'année, cinquante (50) postes dans le domaine de l'électronique devront être comblés dans les mois qui suivront.

Les exigences pour l'ensemble des postes sont:
— Gradués d'un CEGEP ou d'une institution reconnue en électronique;
— Posséder un permis de chauffeur;
— Pour certains postes, un (1), deux (2) ou trois (3) années d'expérience sont requises.

Veuillez adresser votre "curriculum vitae" avant le 12 mai 1975 à:

RADIO-QUÉBEC
Direction des Ressources humaines
1000 rue Fullum
Montréal, Québec H2K 3L7

Directeur Général

Industrie agro-alimentaire

Nous avons reçu mandat de notre client, avantageusement connu dans le secteur agro-alimentaire, pour la recherche d'un gestionnaire dynamique, capable de planifier, développer et coordonner toutes les activités de l'entreprise située dans la région de Montréal. Sous l'autorité directe du conseil d'administration, il aura plus particulièrement l'ultime responsabilité de la gestion efficace de la production ainsi que des relations avec plusieurs centaines d'employés syndiqués et avec des producteurs de matières premières.

Les candidats possèdent une formation universitaire en sciences administratives ou l'équivalent et de préférence un MBA. Ils ont déjà démontré leurs qualités de chef et dirigé idéalement une entreprise manufacturière d'envergure moyenne, orientée principalement vers la production du domaine agro-alimentaire. Ils sont bilingues et, de préférence, âgés de 32 à 40 ans. Ce poste d'envergure saura intéresser les candidats recevant présentement un traitement de l'ordre de $25,000 à $30,000.

Toute demande sera traitée confidentiellement. Elle devra référer au numéro PD098MA et être soumise à C. Paradis, 630 bd Dorchester ouest, suite 2685, Montréal H3B 1W5.

Conseillers en administration
Drouin, Paquin & Associés Ltée

Partie intégrante de Currie, Coopers & Lybrand Ltée

Directeur Vérification Interne

Jusqu'à $23,000 par année

Une entreprise commerciale dynamique recherche un directeur de la vérification interne de ses opérations de production et surtout de distribution à travers le Québec. Se rapportant au Vice-président, il aura l'entière responsabilité de la vérification de toutes les activités de l'entreprise incluant les procédures ainsi que les transactions financières et comptables.

Membre d'une association professionnelle reconnue telle que l'ordre des comptables agréés, le candidat a acquis une expérience pertinente d'au moins trois ans dans le domaine de l'analyse et de la vérification de l'exploitation ainsi que des procédés et systèmes comptables. Professionnel responsable, le titulaire est souple et sait se faire accepter par une équipe multidisciplinaire. Le poste est situé à Montréal.

Toute réponse sera traitée confidentiellement. Elle devra référer au numéro PD110MA et être soumise à André Bérubé, 630 bd Dorchester ouest, Suite 2685, Montréal H3B 1W5.

Conseillers en administration
Drouin, Paquin & Associés Ltée

Partie intégrante de Currie, Coopers & Lybrand Ltée

Surintendant de la production

$19,500 et plus

Notre client, un leader du secteur agro-alimentaire, recherche un surintendant capable de diriger toutes les activités de production et d'entretien de l'équipement de son usine. Sous l'autorité du directeur, il est particulièrement responsable de l'entretien et du bon fonctionnement d'une machinerie et d'un équipement de production complexes. Il dirige un personnel pouvant atteindre plusieurs centaines d'employés syndiqués.

Les candidats doivent posséder un diplôme universitaire en génie mécanique ou chimique. Ils ont acquis une connaissance pratique de l'entretien préventif d'équipement mécanique et électrique diversifié. Administrateurs souples et dynamiques, ils communiquent aisément avec tous les niveaux hiérarchiques de l'entreprise et, de préférence, ont participé à la négociation de conventions collectives.

Toute réponse sera traitée confidentiellement. Elle devra référer au numéro PD099MA et être soumise à André Bérubé, 630 bd Dorchester ouest, suite 2685, Montréal, H3B 1W5.

Anciennement Urwick, Currie & Associés Ltée
Currie, Coopers & Lybrand Ltée

Un membre fondateur de l'Association canadienne des conseillers en administration

ANALYSTE DE PROCÉDURES

Poste dans les Cantons de l'Est

Un important fabricant de matériel spécialisé, bien établi, cherche un analyste compétent de systèmes et de procédures. Bonnes possibilités d'évolution au sein de l'entreprise. Déplacements occasionnels dans les diverses succursales du Canada.

Relevant du chef de service, le candidat choisi analysera les procédures en place et établira quelles sont les améliorations à apporter dans différents secteurs tels que la comptabilité, l'administration, les communications. Il (elle) veillera à la mise en pratique des nouvelles procédures, y compris la formation du personnel et la mise à jour des manuels.

Le profil idéal du candidat est le suivant:
- diplôme universitaire en administration ou expérience équivalente
- bonne connaissance de l'anglais et du français
- au minimum deux années d'expérience en ce domaine, dans l'industrie
- initiative, esprit ouvert et commercial

Le salaire de départ sera fonction de l'expérience et des qualifications. Un programme complet d'avantages sociaux est également prévu.

Les demandes d'emploi, qui seront traitées avec toute la discrétion nécessaire, doivent donner les détails de la formation, de l'expérience et des antécédents salariaux des candidats.

S'adresser à

LA PRESSE, Réf.: 16,595
C.P. 6041, Succ. «A»
Montréal, Qué.

Billets pour les Jeux olympiques en vente lundi.

Pour les Jeux de la XXIe Olympiade à Montréal, du 17 juillet au 1er août 1976

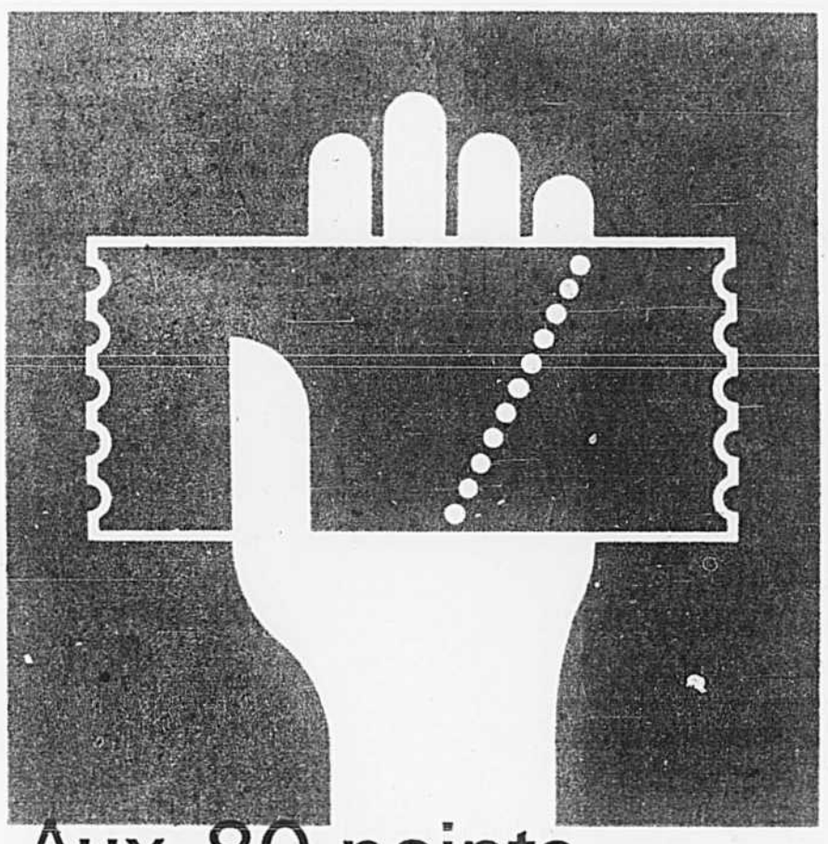
N'oubliez pas de consulter votre guide d'achat de billets

Emplacements des points de vente de billets de votre localité.

Québec
Montréal
Eaton, Anjou
Eaton, Cavendish
Eaton Centre-ville, Montréal
Les magasins Horizon, Domaine
Eaton, Centre d'Aubaines Langelier
Eaton, Centre d'Aubaines LaSalle
Eaton, Pointe-Claire
Les magasins Horizon, St-Laurent
Eaton, B.V.C., Québec
Eaton, Centre commercial Ste-Foy, Québec
Eaton, B.V.C., Alma
Eaton, B.V.C., Baie-Comeau
Les magasins Horizon, Beloeil
Eaton, B.V.C., Chicoutimi
Eaton, B.V.C., Drummondville
Agent à être nommé, Gaspé
Eaton, B.V.C., Granby
Les magasins Horizon, Greenfield Park
Agent à être nommé, Îles de la Madeleine
Eaton, B.V.C., Joliette
Eaton, Laval
Eaton, B.V.C., Mont-Laurier
Eaton, B.V.C., Rimouski
Les magasins Horizon, Rosemère
Eaton, B.V.C., Rouyn-Noranda
Eaton, B.V.C., Sept-Îles
Eaton, B.V.C., Shawinigan
Eaton, Sherbrooke
Eaton, B.V.C., Sorel
Eaton, B.V.C., St-Jean
Eaton, B.V.C., St-Jérome
Eaton, B.V.C., Thetford Mines
Eaton, B.V.C., Trois-Rivières
Eaton, B.V.C., Val-d'or
Eaton, B.V.C., Valleyfield

*B.V.C.—Bureau de vente par catalogue

AGENTS OFFICIELS EATON
QUÉBEC: Galerie du livre, Centre commercial Galeries Charlesbourg, Charlesbourg.
HULL: Outaouais sportif, 256 boul. St-Joseph.

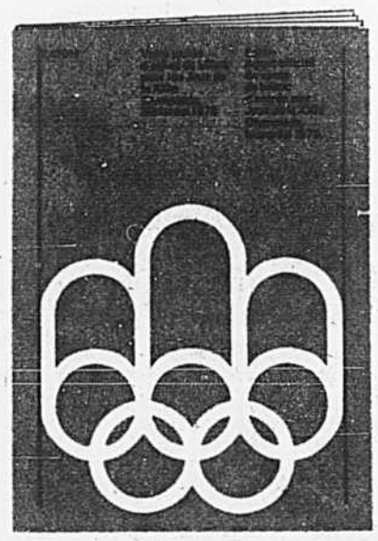


Aux 80 points de vente officiels Eaton seulement

Le lundi 5 mai, le personnel Eaton préposé à la vente des billets sera prêt à vous servir aux 80 points de vente officiels Eaton, établis dans les magasins et Bureaux de vente par catalogue d'un océan à l'autre.

Choisi comme distributeur par le Comité organisateur des Jeux olympiques de 1976 (le Cojo), Eaton s'occupera de la vente des billets en accord avec les règlements du Comité, afin d'en assurer une répartition équitable.

Vous reconnaîtrez nos points de vente de billets, grâce à l'emblème olympique rouge et à l'enseigne "Jeux olympiques—Billets en vente ici."



Si vous possédez déjà le guide d'achat de billets, consultez-le dès maintenant et choisissez les compétitions que vous désirez voir durant votre séjour aux Jeux. Il serait bon que vous fassiez un second et même un troisième choix pour ne pas être déçus. Apportez votre guide, déjà coché, au point de vente Eaton le plus proche de chez vous. Si vous n'avez pas encore obtenu une copie du guide, vous le trouverez au magasin ou au Bureau de vente par catalogue Eaton de votre localité.
Toute personne peut acheter un maximum de deux billets par compétition pour un maximum de vingt billets.
Toutes les ventes de billets sont fermes.
Tous les billets doivent être payés comptant ou être portés à votre compte Eaton au moment où vous les achetez (pas de commandes postales ni téléphoniques).
À l'achat de vos billets, vos recevrez un titre olympique officiel indiquant la catégorie de billets que vous avez choisis. Les titres seront échangés contre les billets définitifs quelques semaines avant l'ouverture des Jeux.

Procurez-vous vos titres provisoires aux endroits suivants:
Eaton Centre-ville (cinquième étage) — Anjou, Pointe-Claire, Cavendish, Laval, Centres d'aubaines LaSalle et Langelier.
Également à Ottawa Bayshore et Sherbrooke Carrefour de l'Estrie ainsi qu'à tous les magasins Horizon

Un autre service d'EATON à la population canadienne